CI-217
2022-05-03
A. Martin

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Renseignements particuliers de l'opposition officielle

Document préparé par la Direction générale de la gestion budgétaire, financière et contractuelle
Mai 2022

Justice Québec

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	Sommes dépensées en 2021-2022 (et prévisions pour 2022-2023) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
P.2	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2021-2022, indiquer : A. la liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; B. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération; C. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération et leur CV; D. la liste des personnes ayant démissionné de leur poste; E. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	Cahiers des organismes
P.3	Pour 2021-2022, fournir la répartition des revenus du ministère de la Justice, et ce, par grande catégorie. Détailler chacun des éléments dans chacune des grandes catégories, avec, le cas échéant, l'entente renouvelée avec des ministères et organismes du gouvernement fédéral ou du Québec, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	2
P.4	Pour 2021-2022, bilan du plan d'optimisation de la perception des amendes en indiquant : A. le montant total des créances; B. le montant total des sommes recouvrées; C. les mesures mises en place pour optimiser le recouvrement; D. les résultats obtenus.	5
P.5	Pour 2021-2022 le solde impayé (annuellement) pour chacun des types de créances et le nombre de dossiers à recouvrer par le Bureau des infractions et des amendes (BIA). Présenter les soldes de 100 000 $ et plus à part et identifier (en somme et nombre de dossiers) les créances jugées difficiles à recouvrer. Aussi, pour chacun des types de créances au Bureau des infractions et des amendes (BIA), l'âge moyen, médian et maximum des soldes impayés (dossiers).	6
P.6	Copie du plan directeur informatique triennal ; indiquer les réalisations en 2021-2022. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	7
P.7	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2021-2022.	8
P.8	Pour chacun des emplacements utilisés par le ministère, incluant les cabinets, indiquer : A. la date des rénovations; B. la liste des rénovations; C. le coût des rénovations; D. le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.	10
P.9	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2021-2022. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser : A. le mandat; B. les membres; C. le budget; D. le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; E. le nombre de rencontres effectuées en 2021-2022; F. les résultats obtenus en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.	17
P.10	Nombre de rencontres fédérales-provinciales territoriales des ministres et des sous-ministres de la Justice en 2021-2022. Indiquer, pour chacune : A. les coûts; B. les dates et lieux; C. les personnes présentes; D. les sujets à l'ordre du jour; E. les procès-verbaux; F. les résultats obtenus et les prévisions pour 2022-2023 (inclure une copie de tout rapport et de toute entente renouvelée); G. les rencontres inscrites à l'agenda pour 2021-2022 et 2022-2023.	46

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.11	NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEUR AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2021-2022 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET POUR CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.	47
P.12	LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2021-2022, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.	48
P.13	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2021-2022 : A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS; B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX; C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS; D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.	49
P.14	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2021-2022 : A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES; B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES; C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER; D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE; E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.	50
P.15	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2021-2022 : A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉS PAR INSTANCE OU ORGANISME; D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES; E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DU CABINET DE LA MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.	51
P.16	TOUT RAPPORT, DOCUMENT, ÉTUDE, AVIS OU ANALYSE, LISTE DE CONSULTATIONS OU LISTE DE DEMANDES CONCERNANT UNE RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE.	52
P.17	TOUT MANDAT OU CONTRAT CONFIÉ DANS LE CADRE DE LA RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE.	53
P.18	LISTE DE PERSONNES OU GROUPES CONSULTÉS DANS LE CADRE DE LA RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE. LISTE DES MÉMOIRES REÇUS.	54
P.19	NOMBRE DE PROFESSIONNELS OU D'EMPLOYÉS TRAVAILLANT SUR LA RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE.	55
P.20	LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS, AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2021-2022. INDIQUER : A. LE LIEU; B. LE COÛT; C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION; D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS; E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ; F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.	56
P.21	POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENCE : A. LE NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS; B. LA LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE; C. LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION; D. LA LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES OU À DES CONGRÈS, ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS.	CAHIER DES ORGANISMES
P.22	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ATTITRÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2021-2022 : A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION; B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES; C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ. FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.	76

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.23	CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE : A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE POUR L'ANNÉE 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS 2022-2023; B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE FONDS POUR L'ANNÉE 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS 2022-2023; C. LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION); D. LES MONTANTS RÉCOLTÉS DESTINÉS AU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILÉS PAR ANNÉE; E. LES PROJETS FINANCÉS AVEC L'ARGENT DU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILÉS PAR ANNÉE; F. LES PROJETS AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE ET LA DATE DE L'OCTROI DE L'AIDE; G. LES DERNIERS PROJETS ACCEPTÉS; H. LA STRUCTURE DE CE FONDS.	85
P.24	CONCERNANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION APPEL DE PROJETS – DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE (BAVAC), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	86
P.25	CONCERNANT LES PROGRAMMES DE SÉANCES DE MÉDIATION ET D'INFORMATION (MÉDIATION FAMILIALE, MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES, MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE, PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	87
P.26	CONCERNANT LE PROGRAMME LIGNE-RESSOURCE SANS FRAIS POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	88
P.27	CONCERNANT LE PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	89
P.28	POUR 2021-2022, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2022-2023. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DE SA MISE EN ŒUVRE.	90
P.29	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2012-2023. FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR : A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2021-2022; B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2021-2022; C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2021-2022; D. ACTIONS RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER; E. ACTIONS À VENIR EN 2022-2023; F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.	93
P.30	COPIE DES AVIS JURIDIQUES PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU TOUS AUTRES ORGANISMES HABILITÉS À PRODUIRE UN AVIS JURIDIQUE, REÇU PAR LE MINISTÈRE PRÉALABLEMENT AU DÉPÔT DU PROJET DE LOI 9 LOI VISANT À ACCROÎTRE LA PROSPÉRITÉ SOCIO-ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC ET RÉPONDRE ADÉQUATEMENT AUX BESOINS DU MARCHÉ DU TRAVAIL PAR UNE INTÉGRATION RÉUSSIE DES PERSONNES IMMIGRANTES.	95
P.31	ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT D'UN CADRE LÉGAL COMMUN SUR LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS ET L'OBTENTION DE STAGES PROFESSIONNELS COUVRANT LES UNIVERSITÉS ET LES ORDRES PROFESSIONNELS.	96
P.32	CONCERNANT L'ACCÈS À L'INFORMATION : A. NOMBRE D'EFFECTIFS SUPPLÉMENTAIRES AFFECTÉS AU TRAITEMENT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2021-2022; B. NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION REÇUES EN 2021-2022; C. NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS RÉPONDUES DANS LE DÉLAI PRESCRIT PAR LA LOI EN 2021-2022.	97
P.33	SOMMES DÉPENSÉES DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR LE TEMPS LÉGAL.	98
P.34	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS ALORS QUE L'EMPLOYÉ ÉTAIT SOUS LE RÉGIME DU RQAP AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE, PAR RÉGION ET EN INCLUANT LES RAISONS DE L'ABOLITION DU POSTE.	99
P.35	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER LE NOMBRE DE POSTES MUTÉS ALORS QUE L'EMPLOYÉ ÉTAIT SOUS LE RÉGIME DU RQAP AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE, PAR RÉGION ET EN INCLUANT LES RAISONS DE MUTATION DU POSTE.	100

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.36	NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2022, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION, LES DIFFÉRENTES CHAMBRES, AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE, EN INDIQUANT LA DATE DE RETOUR PRÉVUE, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, EN INDIQUANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.	101
P.37	VENTILATION DES BUDGETS 2021-2022 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES, LES CONGRÈS ET LES COLLOQUES INCLUANT LES BUDGETS SUPPLÉMENTAIRES QUI AURAIENT PU ÊTRE ACCORDÉS.	102
P.38	DEPUIS LE 1ER AVRIL 2021, ET POUR CHACUN DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDIQUER LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR CHAMBRE, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET DE JUGE DE PAIX, AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES NOMMÉES.	103
P.39	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTATS DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2021-2022 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET CE, POUR CHACUNE DES ANNÉES.	104
P.40	POUR 2021-2022, VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU DES PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DES DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAIL SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.	105
P.41	MANDATS ACCORDÉS À DES AVOCATS POUR REPRÉSENTER DES JUGES, DEPUIS LE 1ER AVRIL 2020 : A. TAUX HORAIRE ACCORDÉ POUR CES MANDATS, MONTANT TOTAL VERSÉ À CE JOUR; B. MONTANT ACCORDÉ À CHAQUE AVOCAT AVEC LE NOM DE SON CABINET, ÉTUDE OU SOCIÉTÉ; C. LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; D. INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION AVEC NOTATION QUI A AUTORISÉ LA PROLONGATION.	106
P.42	VENTILATION DES BUDGETS EN 2021-2022 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR L'ACHAT ET L'INSTALLATION DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. INDIQUER LE NOMBRE DE NOUVEAUX APPAREILS POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, SELON CHACUNE DES RÉGIONS.	107
P.43	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, CONCERNANT 2021-2022, FOURNIR : A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION.	CAHIER TAQ
P.44	POUR 2021-2022, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT TOTAL DES DOSSIERS FERMÉS; C. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES; D. LES DOSSIERS EN ATTENTE D'ÊTRE FIXÉS; E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS; F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.).	CAHIER TAQ
P.45	POUR 2021-2022, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF : A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES; B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS; C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.	CAHIER TAQ
P.46	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES, EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DU MANDAT; B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, INCLUANT LA DATE.	CAHIER TAQ
P.47	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION.	CAHIER CJA
P.48	POUR 2021-2022, LES DOSSIERS FERMÉS À LA SUITE D'UN DÉSISTEMENT ET LES RAISONS AYANT MENÉ AU DÉSISTEMENT (JUSTIFICATION DE LA PART DU REQUÉRANT).	CAHIER TAQ
P.49	EN 2021-2022, LE NOMBRE DE LOCAUX D'AUDIENCE DISPONIBLES AINSI QUE LEUR TAUX D'OCCUPATION.	CAHIER TAQ
P.50	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN; B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS INCLUANT LA DATE; C. LE NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS EN FONCTION POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL.	CAHIER TAQ
P.51	NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE EN 2021-2022, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET LES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE.	CAHIER CSJ

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.52	MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET LES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET LES NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE.	CAHIER CSJ
P.53	NOMBRE DE PROFESSIONNELS ET D'EMPLOYÉS TRAVAILLANT SUR UNE RÉVISION DES TARIFS D'AIDE JURIDIQUE.	CAHIER CSJ
P.54	ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE AU 31 MARS 2022.	CAHIER CSJ
P.55	POUR 2021-2022, FOURNIR : A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; D. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; E. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.	CAHIER CSJ
P.56	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS EN 2021-2022 : A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	CAHIER CSJ
P.57	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION EN 2021-2022 : A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	CAHIER CSJ
P.58	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CARCÉRAL EN 2021-2022 : A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	CAHIER CSJ
P.59	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CRIMINEL ET PÉNAL EN 2021-2022 : A. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE CHACUNE DES ÉTAPES DU PROCÈS; B. MONTANTS ATTRIBUÉS ET PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES CORPORATIONS RÉGIONALES; C. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; E. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; F. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	CAHIER CSJ
P.60	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT ADMINISTRATIF EN 2021-2022 : A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	CAHIER CSJ
P.61	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CIVIL DONT, NOTAMMENT, LES CHANGEMENTS DE NOM, LES SUCCESSIONS, LES SERVICES NOTARIAUX ET LA FIXATION DE LOYER PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT 2021-2022 : A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	CAHIER CSJ

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.62	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL EN 2021-2022 : A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	CAHIER CSJ
P.63	COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, EN 2021-2022.	CAHIER CSJ
P.64	COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D'EXPERTISE.	CAHIER CSJ
P.65	PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2021-2022.	CAHIER CSJ
P.66	VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'EFFECTIF, AU 31 MARS 2022, POUR LA COMMISSION ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.	CAHIER CSJ
P.67	BILAN DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE EN VIGUEUR EN 2021-2022. INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES REÇUES ET ACCEPTÉES PAR RÉGION.	CAHIER CSJ
P.68	EN 2021-2022, LE NOMBRE DE DEMANDEURS DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, JUGÉS INADMISSIBLES EN RAISON DE REVENUS TROP ÉLEVÉS, LIÉS À UNE PENSION ALIMENTAIRE. POUR LES DEMANDEURS PRÉCÉDENTS, LA VALEUR TOTALE DES PENSIONS ALIMENTAIRES ET LA SOMME QUE L'ÉTAT A ÉPARGNÉE EN LES DISQUALIFIANT.	CAHIER CSJ
P.69	ÉTAT D'AVANCEMENT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA STRUCTURE TARIFAIRE DE L'AIDE JURIDIQUE, NOTAMMENT LE NOMBRE DE RENCONTRES ET LE BUDGET OCTROYÉ AU SOUTIEN DU GROUPE.	108
P.70	LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2021-2022 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER : A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL; B. LA DESCRIPTION DU MANDAT ; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION; C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT ; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2022-2023 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIÉ; E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT; F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.	109
P.71	LISTE DES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES RELATIFS UNE POURSUITE ET/OU À UNE DÉFENSE, AVEC LE NOM DES PARTIES ET DES AVOCATS IMPLIQUÉS, LA NATURE DU DOSSIER ET LES MONTANTS DÉPENSÉS PAR CHAQUE PARTIE EN 2021-2022.	126
P.72	LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATION, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2021-2022.	127
P.73	LISTE, COÛTS ET DÉTAIL DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES OU JURISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE QUI ONT DÉJÀ ÉTÉ À L'EMPLOI DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. PRÉCISER LA DATE DE LA FIN DE LEUR EMPLOI.	128
P.74	NOMBRE D'ETC DÉDIÉS AU BUREAU DE LA LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE ET LA LISTE DES POSTES EN INDIQUANT S'ILS SONT COMBLÉS.	129
P.75	POUR 2021-2022, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2020, DE SA MISE EN ŒUVRE.	130
P.76	POUR 2021-2022, INDIQUER LES MESURES OU ACTIONS MISES EN ŒUVRE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE À L'HOMOPHOBIE.	131
P.77	POUR 2021-2022, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022. ÉTAT DE SITUATION AU 31 MARS 2022, DE SA MISE EN ŒUVRE.	132
P.78	POUR 2021-2022, INDIQUER LES MESURES OU ACTIONS MISES EN ŒUVRE DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022.	133
P.79	ACTIONS ENTREPRISES EN VUE DU RENOUVELLEMENT DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE.	134

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.80	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2021-2022. INDIQUER LES DATES ET LES LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHAQUE RENCONTRE, AINSI QUE LES OBJECTIFS À POURSUIVRE. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2022-2023.	135
P.81	ACTIONS ENTREPRISES EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LUTTER CONTRE LES THÉRAPIES DE CONVERSION.	136
P.82	MESURES MISES EN PLACE POUR PUBLICISER L'INTERDICTION DES THÉRAPIES DE CONVERSION AU QUÉBEC.	137
P.83	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, IDENTIFIER ET VENTILER (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS EN 2021-2022 ; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	138
P.84	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2021-2022 ; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	139
P.85	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS) EN 2021-2022.	140
P.86	POUR 2021-2022, STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) : A. JOINDRE LA LISTE DES BUREAUX AVEC LES NOMS DES PROFESSIONNELS QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS; B. VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN INDIQUANT, S'IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; C. COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES.	CAHIER DPCP
P.87	AU 31 MARS 2020, LE NOMBRE PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE. COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES.	CAHIER DPCP
P.88	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.	CAHIER DPCP
P.89	NOMBRE DE PROCUREURS DE LA COURONNE AFFECTÉS À DES DOSSIERS SPÉCIALISÉS EN 2021-2022 (EX : GANGS DE RUE, CRIMES SEXUELS, CRIME ORGANISÉ, CRIMES ÉCONOMIQUES, ETC.). VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE.	CAHIER DPCP
P.90	NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS RELATIFS AUX GANGS DE RUE EN 2021-2022.	CAHIER DPCP
P.91	TOUT DOCUMENT, ANALYSE, CONSULTATION OU AVIS SUR LA POSSIBILITÉ D'IMPLANTER UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ SUR LES AGRESSIONS SEXUELLES, INCLUANT LES RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES NÉCESSAIRES AINSI QUE LES LOCAUX SUPPLÉMENTAIRES ESTIMÉS NÉCESSAIRES.	CAHIER DPCP
P.92	POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS.	141
P.93	ÉVOLUTION PAR MOIS DES EFFECTIFS DANS LE NORD (NOTAMMENT JUGES, TRAVAILLEURS PARAJUDICIAIRES, INTERPRÈTES ET PROCUREURS).	142
P.94	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAI DÉRAISONNABLE. INDIQUER LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE.	143
P.95	POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION, OU DE PROGRAMME D'ADAPTABILITÉ EN INDIQUANT LES TYPES D'INFRACTIONS (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).	CAHIER DPCP
P.96	TOUT DOCUMENT PRÉPARÉ VISANT L'AMÉLIORATION DE L'ACCOMPAGNEMENT OU DU PARCOURS JUDICIAIRE D'UNE VICTIME DE VIOLENCE SEXUELLE ET CONJUGALE.	144
P.97	VERSEMENTS DÉTAILLÉS EN 2021-2022, DU 50 M$ VISANT À RENFORCER LA PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES QUI A ÉTÉ ANNONCÉ DANS LE CADRE DU BUDGET DU QUÉBEC 2019-2020.	151
P.98	LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CRIMINELLE AU 31 MARS 2022.	CAHIER DPCP
P.99	NOMBRE D'AGENTS DE LIAISON EN VIOLENCES SEXUELLES DANS CHAQUE ÉQUIPE DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC).	152
P.100	LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ POUR 2021-2022. INDIQUER LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.	CAHIER DPCP
P.101	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DE LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION.	CAHIER DPCP

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.102	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉ 2021-2022 : A. À LA SUITE D'UNE PLAINTE; B. DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE. INDIQUER POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI : I. L'OBJET DE LA POURSUITE; II. LES SANCTIONS DONNÉES.	CAHIER DPCP
P.103	BILAN DÉTAILLÉ DES MESURES DE LA STRATÉGIE DES DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE, VENTILÉ ET SOMMES OCTROYÉES PAR MESURE EN DATE DU 31 MARS 2022.	153
P.104	SUIVI ET BILAN DE LA TABLE JUSTICE QUÉBEC. DATE DES RENCONTRES TENUES 2021-2022.	154
P.105	ÉTAT D'AVANCEMENT ET BUDGET OCTROYÉ À LA MESURE « ADOPTER LES MESURES NÉCESSAIRES À LA BONNE ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN RAISON DE L'ÉTAT D'URGENCE DÉCLARÉ » DU PLAN D'ACTION UNE JUSTICE DE QUALITÉ, ACCESSIBLE ET AU SERVICE DES CITOYENS.	156
P.106	ÉTAT D'AVANCEMENT ET BUDGET OCTROYÉ À LA MESURE « ADOPTER DES MESURES D'EFFICACITÉ AFIN DE RÉDUIRE LES DÉLAIS ET LES COÛTS POUR LES CITOYENS » DU PLAN D'ACTION UNE JUSTICE DE QUALITÉ, ACCESSIBLE ET AU SERVICE DES CITOYENS.	157
P.107	ÉTAT D'AVANCEMENT ET BUDGET OCTROYÉ À LA MESURE « SIMPLIFIER LA PROCÉDURE POUR LES CITOYENS » DU PLAN D'ACTION UNE JUSTICE DE QUALITÉ, ACCESSIBLE ET AU SERVICE DES CITOYENS.	158
P.108	ÉTAT D'AVANCEMENT ET BUDGET OCTROYÉ À LA MESURE « EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE, ADAPTER LA RÉPONSE DU SYSTÈME JUDICIAIRE » DU PLAN D'ACTION UNE JUSTICE DE QUALITÉ, ACCESSIBLE ET AU SERVICE DES CITOYENS.	159
P.109	ÉTAT D'AVANCEMENT ET BUDGET OCTROYÉ À LA MESURE « FAVORISER LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS POUR UN MEILLEUR ACCÈS À LA JUSTICE » DU PLAN D'ACTION UNE JUSTICE DE QUALITÉ, ACCESSIBLE ET AU SERVICE DES CITOYENS.	160
P.110	NOMBRE D'AMENDES REMISES ET VALEUR TOTALE DE CELLES-CI POUR CONTRAVENTIONS À LA LOI SUR L'IMMATRICULATION DES ARMES À FEU OU AU RÈGLEMENT SUR L'IMMATRICULATION DES ARMES À FEU.	161
P.111	BILAN DES REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNIERS PRIS EN DÉLIT, SELON LES RÉGIONS ET LES PARCS NATIONAUX DU QUÉBEC POUR L'ANNÉE 2021-2022.	162
P.112	LISTE DES INFRACTIONS ET DES AMENDES ACCOMPAGNÉES POUR DES GESTES RÉPERTORIÉS DE BRACONNAGE POUR L'ANNÉE 2021-2022.	163
P.113	BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE EN PRÉCISANT : A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS; B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT; C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD; D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON; E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE; F. ET PRÉVISIONS 2022-2023.	166
P.114	SOMMES VENTILÉES ET DÉTAILLÉES PAR TITRE DE PROJET POUR L'ANNÉE 2021-2022, ET PRÉVISIONS POUR 2022-2023, POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE, PAR PALAIS DE JUSTICE.	168
P.115	INDIQUER LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE 2021-2022 PAR LA TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC.	169
P.116	BILAN DE MISE EN ŒUVRE PAR MESURE, AVEC ÉCHÉANCIER ET SOMMES VERSÉES POUR CHACUNE DES MESURES DU PLAN DE MODERNISATION DE LA JUSTICE. VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'UTILISATION DES BUDGETS.	170
P.117	LISTE DES MESURES SUSPENDUES DU PLAN DE MODERNISATION DE LA JUSTICE.	173
P.118	LISTE DES MESURES MODIFIÉES DU PLAN DE MODERNISATION DE LA JUSTICE.	174
P.119	BILAN DU DÉPLOIEMENT DU SERVICE JURIDIQC ET SOMMES VERSÉES ET UTILISÉES EN DATE DU 31 MARS 2022.	CAHIER SOQUIJ
P.120	POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE, PRÉCISER LES SOMMES ACCORDÉES POUR ASSURER LA SÉCURITÉ, PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE, VENTILÉES AFIN D'EXPOSER LE DÉTAIL DE L'UTILISATION DE CHACUNE DE CES SOMMES.	175
P.121	PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATIONS (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS PRÉVUS AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES, QU'ILS SOIENT EN RÉALISATION, EN PLANIFICATION OU À L'ÉTUDE, INCLUANT : A. L'ÉCHÉANCIER PRÉVU ET DÉTAILLÉ DES TRAVAUX ET DE LA RÉALISATION DU PROJET; B. L'ESTIMATION INITIALE ET ACTUALISÉE (LA PLUS RÉCENTE) DES COÛTS; C. LISTE ET COPIE DE TOUT ÉTUDE (INCLUANT LES ÉTUDES D'OPPORTUNITÉS ET DE BESOINS), ANALYSE, RAPPORT OU AUTRE RÉALISÉ OU COMMANDÉ PAR LE MINISTÈRE À CE JOUR; D. ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ÉLABORATION DE L'AVANT-PROJET ET DE LA PRÉPARATION DES PLANS ET DEVIS, S'IL Y A LIEU; E. BILAN DES SOMMES INVESTIES POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE EN 2021-2022 ET PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	176

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.122	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC EN 2021-2022 ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN : A. CHAMBRE CIVILE; B. CHAMBRE CIVILE — DIVISION DES PETITES CRÉANCES; C. CHAMBRE CRIMINELLE; D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.	178
P.123	NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES EN 2021-2022. INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE MOINS DE 5 000 $, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 5 001 $ ET 10 000 $, ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 10 001 $ OU PLUS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.	179
P.124	POUR 2021-2022, À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER. STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS : A. NOMBRE DE PAIEMENTS ACQUITTÉS; B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L'EXÉCUTION DU JUGEMENT S'EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE; C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT; D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L'AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER LE JUGEMENT.	181
P.125	SOMMES INVESTIES POUR L'INFORMATISATION DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	182
P.126	NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES 2021-2022. VENTILER PAR PALAIS DE JUSTICE.	183
P.127	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE EN 2021-2022. VENTILER PAR PALAIS DE JUSTICE.	184
P.128	COÛTS D'EXPLOITATION DES SERVICES DE GREFFES PÉRIPHÉRIQUES POUR 2021-2022, PAR RÉGION.	186
P.129	TOUT RAPPORT, DOCUMENT, ÉTUDE, AVIS, ANALYSE OU LISTE DE CONSULTATION CONCERNANT LA RÉFORME DE L'IVAC.	187
P.130	COPIE DES ANALYSES SUR L'ABOLITION DES RENTES VIAGÈRES DANS LE RÉGIME D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS.	188
P.131	NOMBRE DE PROFESSIONNELS OU D'EMPLOYÉS TRAVAILLANT SUR LA RÉFORME DE L'IVAC.	189
P.132	TOUT RAPPORT, DOCUMENT, ÉTUDE, AVIS, ANALYSE OU LISTE DE CONSULTATION CONCERNANT L'ÉLABORATION D'UN PROJET DE LOI SUR LA PROCÉDURE DE SÉLECTION ET DE NOMINATION DES DÉCIDEURS ADMINISTRATIFS INDÉPENDANTS ET DE RENOUVELLEMENT DE LEUR MANDAT.	190
P.133	NOMBRE DE PROFESSIONNELS OU D'EMPLOYÉS TRAVAILLANT À L'ÉLABORATION D'UN PROJET DE LOI SUR LA PROCÉDURE DE SÉLECTION ET DE NOMINATION DES DÉCIDEURS ADMINISTRATIFS INDÉPENDANTS ET DE RENOUVELLEMENT DE LEUR MANDAT.	191
P.134	TAUX D'UTILISATION MOYEN DES SALLES D'AUDIENCE DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2021-2022. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE.	192
P.135	CONCERNANT LE REGISTRE PUBLIC DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES ÉLABORÉ AVEC LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER : A. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE; B. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE; C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN ETC POUR L'ANNÉE 2021-2022; D. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES.	194
P.136	CONCERNANT LE REGISTRE DES VENTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, INDIQUER : A. LES COÛTS RELATIFS À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE DES VENTES; B. LES RECETTES ANNUELLES DE CES VENTES; C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES POUR L'ANNÉE 2021-2022; D. LISTE DES CONTRATS ALLOUÉS À DES FIRMES EXTERNES POUR LA MISE SUR PIED DE CE REGISTRE (CONTRAT, COÛTS, ETC.).	195
P.137	POUR 2021-2022, FOURNIR LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) ET/OU 532 À 535 DU CODE DE PROCÉDURE CIVIL (CHAPITRE C-25.01) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL, UN FONCTIONNAIRE OU UN EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDIQUER LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.	196
P.138	POUR 2021-2022, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ ET DES REQUÊTES EN QUO WARRANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDIQUER LES MOTIFS DES ACTIONS OU DES REQUÊTES, ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEUR FONCTION D'ÉLU.	197

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.139	POUR 2021-2022, LA LISTE DES REQUÊTES EN CASSATION OU EN ANNULATION D'UN RÈGLEMENT DU CONSEIL OU D'UN PROCÈS-VERBAL, RÔLE, RÉSOLUTION OU AUTRES ORDONNANCES DU CONSEIL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRA MUNICIPAL PRÉSENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR S'ENTENDRE AVEC LES MUNICIPALITÉS VISÉES PAR CES REQUÊTES.	198
P.140	POUR 2021-2022, LISTE DES REQUÊTES DEMANDANT LA CONFIRMATION JUDICIAIRE DE LA FIN DU MANDAT D'UN MEMBRE D'UN CONSEIL MUNICIPAL, PRÉSENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL. INDIQUER LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES REQUÊTES N'OCCUPENT PLUS LEUR FONCTION D'ÉLU.	199
P.141	LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.	CAHIER DPCP
P.142	POUR 2021-2022, FOURNIR LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE, CRIMINELLE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.	200
P.143	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2021-2022. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDIQUER : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.	CAHIER DPCP
P.144	BILAN DES PROGRAMMES ET DES INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.	201
P.145	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DU BILAN BUDGÉTAIRE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES LOIS CRIMINELLES ADOPTÉES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN VERTU DU CODE CRIMINEL. VENTILATION PAR : A. LOIS ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL; B. IMPACT SUR LES REVENUS EN 2021-2022; C. IMPACT SUR LES REVENUS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES; D. IMPACT SUR LES DÉPENSES EN 2021-2022; E. IMPACT SUR LES DÉPENSES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.	205
P.146	LES SOMMES PERÇUES EN VERTU DE LA CONTRIBUTION RÉCLAMÉE SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC DEPUIS 2014 (ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DU QUÉBEC) ET VERSÉES AU FONDS ACCÈS JUSTICE. INDIQUER LES SOMMES PERÇUES POUR CHAQUE MOIS EN 2021-2022.	206
P.147	CONCERNANT LES REVENUS DÉCOULANT DE LA CONTRIBUTION PÉNALE À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, INDIQUER : A. LE NOMBRE DE CONTRIBUTIONS ET LES REVENUS TOTAUX ENREGISTRÉS; B. LE NOMBRE ET LES MONTANTS DE 10 $, DE 20 $ ET DE 25 % D'UNE AMENDE, VERSÉS AU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES; C. LE NOMBRE ET LES MONTANTS DE 8 $ ET DE 4 $ VERSÉS AU FONDS ACCÈS JUSTICE; D. LES SOMMES VERSÉES AU FONDS CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROVENANT DE CES CONTRIBUTIONS ET LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ FINANCÉS OU QUI SERONT FINANCÉS PAR ELLES.	207
P.148	POUR CHACUNE DES CATÉGORIES DE CONTRIBUTION (14 $, 20 $, 40 $ OU 25 %), INDIQUER LEUR UTILISATION/RÉPARTITION CONFORMÉMENT AU DERNIER PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. PAR EXEMPLE, INDIQUER LE MONTANT TOTAL DE LA PART DES CONTRIBUTIONS DE 20 $ TRANSFÉRÉ AU CAVAC, AU FAJ, ETC.	208
P.149	INDIQUER LES MESURES DÉPLOYÉES ET LES SOMMES ENGAGÉES PAR VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISMES EN 2021-2022 POUR PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.	209
P.150	CRÉDITS BUDGÉTAIRES ALLOUÉS EN 2021-2022 ET PRÉVUS EN 2022-2023 AFIN DE METTRE EN ŒUVRE LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES RELATIONS ENTRE LES AUTOCHTONES ET CERTAINS SERVICES PUBLICS AU QUÉBEC (RAPPORT VIENS) AINSI QUE LES RECOMMANDATIONS DE L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES (ENFFADA).	214
P.151	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2021-2022. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.	CAHIER CDPDJ
P.152	LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2021-2022, ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.	CAHIER CDPDJ
P.153	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES.	CAHIER CDPDJ

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.154	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2022, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI À CE JOUR.	CAHIER CDPDJ
P.155	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.	CAHIER CDPDJ
P.156	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2021-2022. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.	CAHIER CDPDJ
P.157	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2021-2022.	CAHIER CDPDJ
P.158	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2021-2022.	CAHIER CDPDJ
P.159	EFFECTIF POUR 2021-2022 ET PRÉVISIONS POUR 2022-2023, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.	CAHIER CDPDJ
P.180	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES ; VENTILATION PAR RADAR PHOTO).	215
P.181	EN 2021-2022, IDENTIFIER LE NOMBRE, LE COÛT ET LA NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU À D'AUTRES OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.	216
P.182	NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, INCLUANT LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES 2021-2022, PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. FOURNIR LE TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION DE L'IVAC POUR CES MÊMES ANNÉES.	217
P.183	BILAN, AU 31 MARS 2022, DE L'IMPLANTATION DES CAVAC, INCLUANT LES BUDGETS ET L'EFFECTIF ; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023. FOURNIR LES MONTANTS D'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉS AUX CAVAC ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	219
P.184	BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D'OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).	220
P.185	BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (1988, CHAP. 20).	221
P.186	NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2021-2022 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C. 11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.	CAHIER DPCP
P.187	EN 2021-2022, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C. 11) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST CHACUNE DES CONTESTATIONS ET VENTILER CELLES-CI PAR ARTICLE.	227
P.188	MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR INFRACTION.	228
P.189	LE DÉFICIT ACTUARIEL DU RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC) AU 31 MARS 2022.	229
P.190	LES PRESTATIONS DE TYPE « ALLOCATION SPÉCIALE » VERSÉES, EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, AU CONJOINT OU AUX PERSONNES À CHARGE EN CAS DE DÉCÈS DE LA VICTIME ET AUX PARENTS D'UN ENFANT MINEUR DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL, VENTILÉES SELON LE TYPE DE BÉNÉFICIAIRE.	230
P.191	CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR : A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2021-2022; PRÉVISIONS POUR 2022-2023; B. LE BILAN DES MESURES ENTREPRISES POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET AUX ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.	231
P.192	LES SOMMES IMPOSÉES PAR LES JUGES QUÉBÉCOIS À TITRE DE SUR AMENDES COMPENSATOIRES EN VERTU DE L'ARTICLE 737 DU CODE CRIMINEL, PAR DISTRICT JUDICIAIRE ET PAR MOIS. INDIQUER LE NOMBRE DE SUR AMENDES COMPENSATOIRES RÉCLAMÉES. INDIQUER S'IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE.	234
P.193	BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI CONCERNANT LA MÉDIATION FAMILIALE ET POUR 2021-2022 : A. NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D'INFORMATION; B. NOMBRE DE COUPLES AYANT OBTENU UNE DISPENSE; C. NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE.	235
P.194	POUR 2021-2022, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI ONT REÇU LEUR QUALIFICATION, CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.	236
P.195	EN DATE DU 31 MARS 2022, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI DÉTIENNENT LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES, VENTILÉ PAR NATION AUTOCHTONE.	237

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.196	POUR 2021-2022, NOMBRE DE SÉANCES D'EXAMENS ORGANISÉES POUR QUALIFIER DES INTERPRÈTES CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.	238

N.B. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022.

P.1 SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 (ET PRÉVISIONS POUR 2022-2023) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D'ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

MINISTÈRE

	2021-2022 (K$)
LOGICIELS ET MATÉRIEL	23 719,5
SERVICES PROFESSIONNELS • **INTERNE** • **EXTERNE** • **INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC/MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE**	 32 720,1 39 965,4 9 689,4

FONDS DES REGISTRES

	2021-2022 (K$)
LOGICIELS ET MATÉRIEL	3 404,8
SERVICES PROFESSIONNELS • **INTERNE** • **EXTERNE** • **INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC/MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE**	 10 428,2 11 708,5 1 052,6

FONDS ACCÈS JUSTICE
AUCUNE.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
AUCUNE.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUNE.

P.3 POUR 2021-2022, FOURNIR LA RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, PAR GRANDE CATÉGORIE. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, AVEC, LE CAS ÉCHÉANT, L'ENTENTE RENOUVELÉE AVEC DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU DU QUÉBEC, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.

MINISTÈRE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2021-2022 (K$)
04-01-E3	RECOUVREMENTS DE TIERS (COMPTE DE REVENUS UTILISÉ POUR LE RECOUVREMENT - HONORAIRES JUDICIAIRES)	249,3
04-01-H1	ACTES JUDICIAIRES (FRAIS JUDICIAIRES ET DROITS DE GREFFE EN MATIÈRE CIVILE)	30 251,1
04-01-H2	ACTES JURIDIQUES (FRAIS JUDICIAIRES EN MATIÈRE PÉNALE ET CRIMINELLE)	30 874,6
04-01-01	FORMULES ET DOCUMENTS (PHOTOCOPIES DE DOCUMENTS DE NATURE JURIDIQUE CONSERVÉS DANS LES GREFFES DES PALAIS DE JUSTICE)	272,5
04-01-41	DISPOSITION DE SURPLUS (COMPTE DE REVENUS UTILISÉ POUR COMPTABILISER LES REVENUS PROVENANT DE LA DISPOSITION DE MOBILIER EN SURPLUS AU MINISTÈRE. CE MOBILIER EST ENVOYÉ AU CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES (CAG) QUI ORGANISE UN ENCAN ET RETOURNE L'ARGENT AUX DIFFÉRENTS MINISTÈRES PROPRIÉTAIRES DES SURPLUS.)	0,9
04-02-07	GAINS SUR FLUCTUATION DE CHANGE (IL S'AGIT UNIQUEMENT DE TRANSACTIONS EN DOLLARS AMÉRICAINS. POUR UNE TRANSACTION EN DOLLARS AMÉRICAINS, IL Y A TOUJOURS UN ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE MONTANT PAYÉ, CAR LA DEVISE FLUCTUE DANS LE TEMPS ET L'ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE PRIX PAYÉ EST COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE. IL PEUT Y AVOIR DES GAINS ET DES PERTES DE CHANGE.)	0,3
04-03-06	INFRACTIONS AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AINSI QUE PAR CERTAINES MUNICIPALITÉS QUI ONT PRIS ENTENTE AVEC LE MINISTÈRE POUR TRAITER LES CONSTATS DÉLIVRÉS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LEUR TERRITOIRE)	47 331,2
04-03-07	INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES.)	8 442,3
04-03-16	CONTRIBUTIONS PÉNALES (DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, LA CONTRIBUTION PÉNALE A ÉTÉ MAJORÉE ET EST ÉTABLIE EN FONCTION DU MONTANT D'AMENDE : 20 $ POUR AMENDE INFÉRIEURE À 100 $; 40 $ POUR AMENDE ENTRE 100 $ ET 500 $ ET 25 % DE L'AMENDE POUR AMENDES SUPÉRIEURES À 500$. LE PREMIER 10 $ DE CONTRIBUTION VA AU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, 8 $ EST ENSUITE DISTRIBUÉ AU FONDS D'AIDE JURIDIQUE ET L'EXCÉDENT DE 18 $ EST COMPTABILISÉ COMME REVENU SOUS CE POSTE COMPTABLE.)	23 101,3
04-03-17	INFRACTIONS À DIVERSES LOIS (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DES LOIS AUTRES QUE LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET LE CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST LE PLUS SOUVENT INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. EXEMPLES : LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC, LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL)	32 123,0
04-04-01	RECOUVREMENT - DÉPENSES D'ANNÉES ANTÉRIEURES (CE POSTE COMPTABLE INCLUT TOUS LES RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT REÇUES DURANT L'ANNÉE COURANTE POUR UNE DÉPENSE ENCOURUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.)	1 490,8
04-04-03	RECOUVREMENT – SUBVENTIONS D'ANNÉES ANTÉRIEURES (CE POSTE COMPTABLE INCLUT TOUS LES RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DE TRANSFERT REÇUES DURANT L'ANNÉE COURANTE POUR UNE DÉPENSE ENCOURUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.)	287,9
04-04-04	RECOUVREMENT – RÉMUNÉRATION (CE POSTE COMPTABLE INCLUT TOUS LES RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DE TRANSFERT REÇUES DURANT L'ANNÉE COURANTE POUR UNE DÉPENSE ENCOURUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.)	383,0

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2021-2022 (K$)
04-04-32	SURPLUS – FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES (EN VERTU DE L'ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS, LA PROVINCE ASSURE LE TRAITEMENT DES CONTRAVENTIONS FÉDÉRALES COMMISES EN TERRITOIRE QUÉBÉCOIS. LES RECETTES PERÇUES À LA SUITE DU PAIEMENT DE CES CONTRAVENTIONS SONT DÉPOSÉES DANS UN COMPTE EN FIDÉICOMMIS (FONDS SPÉCIAL) ET L'EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES COÛTS ENCOURUS POUR TRAITER CES CONTRAVENTIONS EST PARTAGÉ ENTRE LE FÉDÉRAL ET LA PROVINCE ET COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE. LE REVENU DE L'EXERCICE EN COURS SERA COMPTABILISÉ EN MARS 2022. CE MONTANT NÉGATIF REPRÉSENTE L'AJUSTEMENT À LA BAISSE PAR RAPPORT AU REVENU ESTIMÉ À LA FIN DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT.)	(32,5)
04-03-35	AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (DEPUIS 2002, UNE CONTRIBUTION DE 10 $ S'AJOUTE AU MONTANT TOTAL D'AMENDE ET DE FRAIS RÉCLAMÉ SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION PÉNALE RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC, SAUF LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX. LES SOMMES PERÇUES SONT AFFECTÉES À L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS. DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, CE MONTANT EST DISTRIBUÉ DIRECTEMENT AU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS)	6,2
04-08-RE	OPÉRATION DE RESTRUCTURATION À LA SUITE DU TRANSFERT DE L'ENCADREMENT DE LA LOI SUR LES ENTREPRISES DE SERVICES MONÉTAIRES, RLRQ, C. E-12.00001 DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS VERS L'AGENCE DE REVENU DU QUÉBEC, SELON LE PROJET DE LOI 41 LOI CONCERNANT PRINCIPALEMENT LA MISE EN ŒUVRE DE CERTAINES DISPOSITIONS DES DISCOURS SUR LE BUDGET DU 17 MARS 2016, DU 28 MARS 2017, DU 27 MARS 2018 ET DU 21 MARS 2019.	50,0
06-04-H5	INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES (LE CANADA ET LE QUÉBEC ONT CONCLU EN 1995 UNE ENTENTE PAR LAQUELLE LE QUÉBEC TRANSMET AU CANADA LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX SENTENCES REQUISE DANS LE PROCESSUS DE GESTION DE LA PEINE ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. LE CANADA REMBOURSE UN MONTANT FIXE POUR LES DÉPENSES ASSUMÉES POUR LE REPIQUAGE DES CASSETTES.)	33,5
06-04-H6	ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE (ACCORD ENTRE LE CANADA ET LE QUÉBEC QUI PRÉVOIT QUE LE QUÉBEC PERÇOIT LE DROIT FÉDÉRAL ÉTABLI À 10 $ PAR DEMANDE DE DIVORCE DÉPOSÉ AU QUÉBEC. LE QUÉBEC RETOURNE AU FÉDÉRAL 7 $ POUR CHAQUE DEMANDE D'ENREGISTREMENT EN DIVORCE ET CONSERVE 3 $.)	24,4
06-04-J7	MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UN FINANCEMENT DU FÉDÉRAL DANS LE CADRE DU FONDS DE SOUTIEN DES FAMILLES. L'APPORT DU FÉDÉRAL SERT PRINCIPALEMENT À FINANCER DIVERSES RECHERCHES ET ÉTUDES EN MATIÈRE FAMILIALE.)	51,7
06-04-J5	AIDE JURIDIQUE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL AU FINANCEMENT DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET DE L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET RÉFUGIÉS. C'EST LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES DU QUÉBEC QUI A POUR MISSION DE GÉRER LE PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, PROGRAMME QUI DONNE ACCÈS AUX PERSONNES DÉFAVORISÉES À DES SERVICES D'AIDE JURIDIQUE.)	29 409,0

FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2021-2022 (K$)
441210	INTÉRÊT SUR COMPTE DE BANQUE	10,6
442066	CONTRIBUTION DE 8$ - AMENDE ET CONFISCATION	14 404,3
443010	RECOUVREMENT – DÉPENSES ANNÉES ANTÉRIEURES	599,1
443030	RECOUVREMENT – SUBVENTION D'ANNÉES ANTÉRIEURES	279,5
471340	MESURE QUÉBÉCOISE JUSTICE FAMILIALE	2 416,2
484025	TRANSFERT AUTRES ENTITÉS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	5 511,9

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2021-2022 (K$)
441210	REVENU D'INTÉRÊT	45,2
484025	MINISTÈRE DE LA JUSTICE - CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL	5 290,6
442050	SURAMENDE COMPENSATOIRE	2 427,5
442060	CONTRIBUTION PÉNALE – JUGEMENT	6,1
442065	CONTRIBUTION PÉNALE (10 $)	17 094,5
442070	PRODUIT DE LA CRIMINALITÉ	1 008,2

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2021-2022 (K$)
470010 + 471139	TRANSFERT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	4,9
443010	RECOUVREMENT – DÉPENSES ANNÉES ANTÉRIEURES	27,1

FONDS DES REGISTRES

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2021-2022 (K$)
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS	37 911,7
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LOBBYISTES	0,3
REVENUS AUTONOMES	SERVICE DE CERTIFICATION (INFRASTRUCTURE À CLÉ PUBLIQUE GOUVERNEMENTALE	400,8
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES COMMISSAIRES À L'ASSERMENTATION	559,8
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LETTRES PATENTES FONCIÈRES	4,6
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES VENTES	625,9

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2021-2022 (K$)
04-02-01	INTÉRÊTS SUR LES COMPTES DE BANQUE	18,6

P.4 POUR 2021-2022, BILAN DU PLAN D'OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT :

A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES;
B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES;
C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT;
D. LES RÉSULTATS OBTENUS.

A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES ET B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES

	28 FÉVRIER 2022 MILLIONS DE $
A. CRÉANCES	167,6
B. SOMMES RECOUVRÉES	103,1

CE TABLEAU PRÉSENTE UNIQUEMENT LES CRÉANCES DU MINISTÈRE (FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU) ET EXCLUT LES DOSSIERS PROVISIONNÉS À LA PROVISION POUR NON-RÉALISATION DE REVENUS.

C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (DGBIA) A POUR MANDAT D'EXÉCUTER LES JUGEMENTS RENDUS PAR LES TRIBUNAUX TANT EN MATIÈRES PÉNALE QUE CRIMINELLE COMPORTANT UNE AMENDE, UN MONTANT CONTRIBUTOIRE ET DES FRAIS JUDICIAIRES CONFORMÉMENT AU CHAPITRE XIII DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

LES MESURES EN PLACE POUR EXÉCUTER LES JUGEMENTS SONT :

- TRAITER LES DEMANDES DE LA CLIENTÈLE QUI DÉSIRE CONVENIR D'UN MODE DE PAIEMENT (ENTENTE DE PAIEMENT OU, SELON L'ÉLIGIBILITÉ, LES TRAVAUX COMPENSATOIRES);
  - LA PRIORISATION DES ACTIVITÉS QUI PRÉSENTENT UN FORT POTENTIEL DE RECOUVREMENT, PAR EXEMPLE, LE SERVICE À LA CLIENTÈLE POUR CONVENIR NOTAMMENT D'ENTENTES DE PAIEMENT AINSI QUE LE TRAITEMENT DES JUGEMENTS RÉCENTS;
- ENTREPRENDRE DES MESURES D'EXÉCUTION FORCÉE EN CE QUI CONCERNE LES SOMMES NON ACQUITTÉES DANS LE DÉLAI PRESCRIT PAR LE TRIBUNAL, NOTAMMENT PAR :
  - LA TRANSMISSION D'UN AVIS DE NON-PAIEMENT D'AMENDE À LA SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC;
  - LA PRIORISATION DES ACTIVITÉS QUI PRÉSENTENT UN FORT POTENTIEL DE RECOUVREMENT, PAR EXEMPLE, LE SERVICE À LA CLIENTÈLE POUR CONVENIR NOTAMMENT D'ENTENTES DE PAIEMENT AINSI QUE LE TRAITEMENT DES JUGEMENTS RÉCENTS;
  - L'ÉMISSION DES SAISIES;
  - EN TOUT DERNIER RECOURS, LA DEMANDE D'IMPOSITION D'UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT.

D. LES RÉSULTATS OBTENUS : ÉVOLUTION DU RATIO RECETTES/REVENUS

	28 FÉVRIER 2022 MILLIONS DE $	**RATIO**
REVENUS	124,4	82,9 %
RECETTES	103,1	

LE RATIO DES RECETTES PAR RAPPORT AUX REVENUS EST DE 82,9 % AU 28 FÉVRIER 2022.

EN MOYENNE, LE RATIO GLOBAL DU NOMBRE DE JUGEMENTS RÉGLÉS PAR RAPPORT AU NOMBRE DE JUGEMENTS REÇUS EST DE 95 %.

P.5 POUR 2021-2022 LE SOLDE IMPAYÉ (ANNUELLEMENT) POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCES ET LE NOMBRE DE DOSSIERS À RECOUVRER PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (BIA). PRÉSENTER LES SOLDES DE 100 000 $ ET PLUS À PART ET IDENTIFIER (EN SOMME ET NOMBRE DE DOSSIERS) LES CRÉANCES JUGÉES DIFFICILES À RECOUVRER. AUSSI, POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCES AU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (BIA), L'ÂGE MOYEN, MÉDIAN ET MAXIMUM DES SOLDES IMPAYÉS (DOSSIERS).

LE TAUX DE RÈGLEMENT DES ACTIVITÉS DE PERCEPTION À LA DIRECTION GÉNÉRALE DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (DGBIA) EST GÉNÉRALEMENT ÉLEVÉ :

- EN MOYENNE, LE RATIO GLOBAL DU NOMBRE DE JUGEMENTS RÉGLÉS PAR RAPPORT AU NOMBRE DE JUGEMENTS REÇUS EST DE 95 %.
- ANNUELLEMENT, LA DGBIA PERÇOIT EN MOYENNE PLUS DE 200 M$ EN ARGENT OU EN RÈGLEMENTS NON PÉCUNIAIRES (TRAVAUX COMPENSATOIRES ET EMPRISONNEMENT).

TYPE DE CRÉANCES	DÉBITEURS DE MOINS DE 50 K$ ET DÉBITEURS DE PLUS DE 50 K$ NON ASSUJETTIS À LA PPNRR		DÉBITEURS DE PLUS DE 50 K$ ASSUJETTIS À LA PPNRR[1]	TOTAL	PROVISIONS[2]	TOTAL NET
	DOSSIERS ACTIFS	DOSSIERS FERMÉS ADMINISTRATIVEMENT				
COMPTES DÉBITEURS ASSUJETTIS AU FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (EN $) AU 28 FÉVRIER 2022						
FRAIS JUDICIAIRES	48 207 637,85 $	1 689 807,32 $	7 068 379,16 $	56 965 824,33 $	23 730 550,07 $	33 235 274,26 $
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE	30 487 896,39 $	494 728,18 $	- $	30 982 624,57 $	8 239 315,84 $	22 743 308,73 $
CODE CRIMINEL	35 256 011,19 $	193 842,26 $	2 479 327,11 $	37 929 180,56 $	18 313 982,27 $	19 615 198,29 $
DIVERSES LOIS	120 740 760,99 $	6 247 529,46 $	483 764 259,95 $	610 752 550,40 $	534 092 767,79 $	76 659 782,61 $
AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	687 259,16 $	33 033,66 $	177 008,27 $	897 301,09 $	552 429,47 $	344 871,62 $
CONTRIBUTION PÉNALE	18 878 490,91 $	598 548,87 $	65 409 652,57 $	84 886 692,35 $	69 841 646,60 $	15 045 045,75 $
SOUS-TOTAL	**254 258 056,49 $**	**9 257 489,75 $**	**558 898 627,06 $**	**822 414 173,30 $**	**654 770 692,04 $**	**167 643 481,26 $**
COMPTES DÉBITEURS ASSUJETTIS AUX AUTRES BÉNÉFICIAIRES AU 28 FÉVRIER 2022						
FRAIS JUDICIAIRES	9 398 849,07 $	73 942,95 $	- $	9 472 792,02 $	s.o	9 472 792,02 $
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE	9 338 611,52 $	71 686,26 $	- $	9 410 297,78 $	s.o	9 410 297,78 $
CODE CRIMINEL	32 695 973,43 $	48 955,30 $	45 000,00 $	32 789 928,73 $	s.o.	32 789 928,73 $
DIVERSES LOIS	100 672 631,29 $	1 872 809,59 $	19 233 389,23 $	121 778 830,11 $	s.o.	121 778 830,11 $
SOUS-TOTAL	**152 106 065,31 $**	**2 067 394,10 $**	**19 278 389,23 $**	**173 451 848,64 $**	**s.o.**	**173 451 848,64 $**
TOTAL FCR ET AUTRES BÉNÉFICIAIRES	**406 364 121,80 $**	**11 324 883,85 $**	**578 177 016,29 $**	**995 866 021,94 $**	**654 770 692,04 $**	**341 095 329,90 $**

[1] LES DÉBITEURS ASSUJETTIS À LA PROVISION POUR NON-RÉALISATION DE REVENUS (PPNRR) INCLUENT 11,1 M$ EN COMPTES À RECEVOIR FERMÉS ADMINISTRATIVEMENT EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022.

[2] LES PROVISIONS INCLUENT LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES (95,9 M$) ET LA PROVISION POUR NON-RÉALISATION DE REVENUS (558,9 M$). ELLES SONT CALCULÉES AU 28 FÉVRIER 2022.

P.6 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS EN 2021-2022. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.

PLAN DIRECTEUR TRIENNAL

PROGRAMME DE TRANSFORMATION (LEXIUS)

- DÉPÔT DES ACTES DE PROCÉDURES ET DES DEMANDES (STATUT : EXÉCUTION EN COURS)
- GESTION DU DOSSIER JUDICIAIRE DES REGISTRES ET DU DOSSIER DU JUGE (STATUT : EXÉCUTION EN COURS)
- NOTIFICATION ET TRANSMISSION DE DOCUMENTS PAR LE GREFFE (STATUT : PLANIFICATION EN COURS)
- SOUTIEN DE L'INSTANCE ET GESTION DES SALLES ET MISE AU RÔLE (STATUT : EXÉCUTION EN COURS)
- GESTION DE L'AUDIENCE NUMÉRIQUE (STATUT : EXÉCUTION EN COURS)
- SERVICES FINANCIERS ET EXÉCUTION DES JUGEMENTS (STATUT : PLANIFICATION EN COURS)

GESTION INTÉGRÉE DES DOSSIERS JURIDIQUES (STATUT : EXÉCUTION EN SUSPENS)
ENTREPÔT DE DONNÉES ÉLARGI DE LA JUSTICE (STATUT : PLANIFICATION EN COURS)
MODERNISATION DES SOLUTIONS OFFERTES PAR L'INFRASTRUCTURE À CLÉS PUBLIQUES GOUVERNEMENTALES (STATUT : PLANIFICATION EN COURS).

P.7 LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2021-2022.

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	DÉPENSES 2021-2022
2021-04-01	1	PROJET DE VISIOCOMPARUTION - MESURES PÉRENNES (PALAIS DE JUSTICE DE GRANBY)	9 664 $
2021-04-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – BUREAU DE JUGE (PALAIS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI)	20 579 $
2021-04-01	1	MISE A NIVEAU – SYSTÈME DE SÉCURITÉ (PALAIS DE JUSTICE DE VICTORIAVILLE)	6 105 $
2021-04-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE ET REVÊTEMENT DE PLANCHER – BUREAUX DE JUGES (PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU)	17 199 $
2021-05-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19 (PALAIS DE JUSTICE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD)	18 881 $
2021-06-01	1	DÉSINFECTION - COVID-19 (PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU)	382 $
2021-06-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – REVÊTEMENT PLANCHER GREFFE CRIMINEL (PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU)	9 473 $
2021-06-01	1	DÉSINFECTION - COVID-19 (PALAIS DE JUSTICE DE MONT-LAURIER)	4 846 $
2021-06-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – JUGES DE PAIX MAGISTRAT (PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL)	64 353 $
2021-06-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – JUGES DE PAIX MAGISTRAT (PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL)	3 975 $
2021-06-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – SYSTÈME DE COMMUNICATION (PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL)	7 026 $
2021-07-01	1	PROJET DE VISIOCOMPARUTION - MESURES PÉRENNES (PALAIS DE JUSTICE DE AMOS)	877 $
2021-07-01	1	PROJET DE VISIOCOMPARUTION - MESURES PÉRENNES (PALAIS DE JUSTICE DE AMOS)	16 260 $
2021-07-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19 (PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE)	1 522 $
2021-07-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – RELOCALISATION DU CENTRE DE PRÉARCHIVAGE (PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES)	19 501 $
2021-07-01	1	DÉSINFECTION – COVID-19 (CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE MONTRÉAL)	9 099 $
2021-07-23	1	PEINTURE ET REVÊTEMENT DE PLANCHER (CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE MONTRÉAL)	24 959 $
2021-08-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – AJOUT DE PRISE RÉSEAU LOCAL 1.04 (PALAIS DE JUSTICE DE L'ÎLE-DU-HAVRE-AUBERT)	2 051 $
2021-08-25	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – POSTE DE TRAVAIL (CENTRE JUDICIAIRE GOUIN DE MONTRÉAL)	2 909 $
2021-09-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT - RETRAIT DE COLONNETTES ÉLECTRIQUES (PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE)	3 373 $
2021-09-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19 – PROCÈS AUX ASSISES (PALAIS DE JUSTICE DE RIVIÈRE-DU-LOUP)	10 199 $
2021-09-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT (PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC)	6 758 $
2021-09-30	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – LOCAL 1.19 (PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI)	6 176 $
2021-10-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – CÂBLAGE SALLE 2 (PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE)	7 633 $
2021-10-01	1	ANALYSE – RELOCALISATION COUR D'APPEL (PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC)	42 716 $
2021-10-01	1	ANALYSE IMMOBILIÈRE (COUR ITINÉRANTE - SHEFFERVILLE)	1 691 $
2021-10-01	1	DÉSINFECTION – COVID-19 (PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME)	24 563 $

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	DÉPENSES 2021-2022
2021-10-12	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – SALLE DE TÉLÉTÉMOIGNAGE 1.169 (CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE MONTRÉAL)	13 670 $
2021-11-01	1	PROJET DE VISIOCOMPARUTION - MESURES PÉRENNES (PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU)	22 218 $
2021-11-03	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – BUREAUX DE JUGES (PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE)	3 617 $
2021-12-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – SALLE D'AUDIENCE 3.11, 4.11 ET 5.11 (PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL)	3 964 $
2021-12-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – REVÊTEMENT DE PLANCHER SALLE DE LA JEUNESSE (PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL)	1 851 $
2021-12-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – REVÊTEMENT DE PLANCHER ET PEINTURE (PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL)	2 568 $
2021-12-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – INSTALLATION COLONNETTES ÉLECTRIQUES ET RÉSEAU LOCAL 5.113 (PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL)	3 280 $
2021-12-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT –PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL)	19 532 $
2021-12-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – REVÊTEMENT DE PLANCHER 5.21, 5.22 ET 5.23 (PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL)	5 806 $
2021-12-01	1	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ (PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL)	7 824 $
2021-12-01	1	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ (PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL)	6 692 $
2021-12-01	1	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ (PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL)	9 210 $
2021-12-09	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE ET REVÊTEMENT DE PLANCHER BUREAUX DE JUGE (PALAIS DE JUSTICE DE SHAWINIGAN)	9 294 $
2022-02-01	1	DÉSINFECTION - COVID-19 (PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC)	742 $
2022-02-01	1	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ (PALAIS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE)	1 666 $
2022-02-01	1	DÉSINFECTION - COVID-19 (PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME)	24 563 $
2022-02-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT –PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME	11 335 $
2022-02-01	1	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ (PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL)	59 169 $
2022-02-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE SALLE R.117, R.101 ET R.151	4 145 $
2022-02-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT - BUREAUX DE JUGES (PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL)	19 500 $
2022-02-01	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – BUREAUX DE JUGES (PALAIS DE JUSTICE DE JOLIETTE)	21 917 $
2022-02-23	1	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – INSTALLATION PRISES RÉSEAUX ET ÉLECTRIQUES (PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL)	29 836 $

P.8 POUR CHACUN DES EMPLACEMENTS UTILISÉS PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT LES CABINETS, INDIQUER :

A. LA DATE DES RÉNOVATIONS;
B. LA LISTE DES RÉNOVATIONS;
C. LES COÛTS DES RÉNOVATIONS;
D. LE NOM DE LA FIRME OU DE LA COMPAGNIE QUI A EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANT
PALAIS DE JUSTICE DE GRANBY	2021-04-01	PROJET DE VISIOCOMPARUTION – MESURES PÉRENNES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	9 664 $
PALAIS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI	2021-04-01	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SERRURIER LAROUCHE	294 $
PALAIS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI	2021-04-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – BUREAU DE JUGE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	20 579 $
PALAIS DE JUSTICE DE VICTORIAVLLE	2021-04-01	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	6 105 $
PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU	2021-04-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE ET REVÊTEMENT PLANCHER BUREAUX DE JUGES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	17 199 $
PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES	2021-04-02	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	DÉCOUPAGE DE PRÉCISION FAB	1 250 $
PALAIS DE JUSTICE DE SHAWINIGAN	2021-04-15	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	DÉCOUPAGE DE PRÉCISION FAB	650 $
PALAIS DE JUSTICE DE SAINTE-ANNE-DES MONTS	2021-04-16	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	SPÉCIALISTES DU VERRE GHIS-VIN INC	255 $
PALAIS DE JUSTICE D'ALMA	2021-04-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE A. & E. FORTIN INC	645 $
PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL	2021-04-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE A. & E. FORTIN INC	235 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-04-22	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT	ECMOR QUÉBEC	4 144 $
PALAIS DE JUSTICE DE ROUYN-NORANDA	2021-04-23	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	UNI-VERRE ROUYN-NORANDA INC	5 990 $
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME	2021-04-27	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	39 978 $
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE	2021-04-28	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	200 $
PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES	2021-04-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	DÉCOUPAGE DE PRÉCISION FAB	328 $
PALAIS DE JUSTICE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	2021-05-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	18 881 $
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	2021-05-04	MISE À NIVEAU DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SERRURIER CHAMBERLAND	611 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-05-11	DÉSINFECTION – COVID-19	P.E.A.C.E. PLUS MAINTENANCE INC	10 304 $
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL	2021-05-20	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	3 475 $
PALAIS DE JUSTICE DE MANIWAKI	2021-05-20	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	FENOMAX	1 404 $

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANT
PALAIS DE JUSTICE DE VILLE-MARIE	2021-05-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	MULTI-SERVICES SAL INC	1 349 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-05-25	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	PLASTIQUE MULTIFAB INC	302 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-05-27	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	14 546 $
PALAIS DE JUSTICE D'AMQUI	2021-05-27	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ENSEIGNES FX BOISVERT	3 640 $
PALAIS DE JUSTICE DE VAL D'OR	2021-05-31	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	CONSTRUCTION TREM-NOR INC	132 $
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	2021-06-01	DÉSINFECTION - COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	382 $
PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU	2021-06-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT –REVÊTEMENT PLANCHER GREFFE CRIMINEL	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	9 473 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONT-LAURIER	2021-06-01	DÉSINFECTION – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	4 846 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-06-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – JUGES DE PAIX MAGISTRAT	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	64 353 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-06-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – JUGES DE PAIX MAGISTRAT	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	3 975 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-06-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – SYSTÈME DE COMMUNICATION	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	7 026 $
PALAIS DE JUSTICE DE VILLE-MARIE	2021-06-02	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	1 065 $
PALAIS DE JUSTICE DE CHIBOUGAMAU	2021-06-09	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE A. & E. FORTIN INC	870 $
PALAIS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE	2021-06-10	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT - ÉBÉNISTERIE	ÉBÉNISTERIE DRUMMOND ENR	7 175 $
PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL	2021-06-10	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE A. & E. FORTIN INC	235 $
PALAIS DE JUSTICE DE LAC-MÉGANTIC	2021-06-11	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	1 810 $
PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL	2021-06-17	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE A. & E. FORTIN INC	315 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-06-20	DÉSINFECTION – COVID-19	P.E.A.C.E. PLUS MAINTENANCE INC	8 512 $
PALAIS DE JUSTICE DE JOLIETTE	2021-06-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ENSEIGNES FX BOISVERT	2 500 $
PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU	2021-06-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LJR CONSTRUCTION	54 648 $
PALAIS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI	2021-06-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE A. & E. FORTIN INC	1 636 $
PALAIS DE JUSTICE DE AMOS	2021-07-01	PROJET DE VISIOCOMPARUTION - MESURES PÉRENNES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	877 $
PALAIS DE JUSTICE DE AMOS	2021-07-01	PROJET DE VISIOCOMPARUTION - MESURES PÉRENNES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	16 260 $
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	2021-07-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	1 522 $
PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES	2021-07-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – RELOCALISATION DU CENTRE DE PRÉARCHIVAGE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	19 501 $
CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE MONTRÉAL	2021-07-01	DÉSINFECTION – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	9 099 $

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANT
PALAIS DE JUSTICE DE JOLIETTE	2021-07-04	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ENSEIGNES FX BOISVERT	8 975 $
PALAIS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE	2021-07-15	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – INSTALLATION DE TAPIS	FLORDÉCO COUVRE-PLANCHER DÉCORATION	4 879 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-07-22	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – AFFICHAGE DYNAMIQUE	GROUPE ITES CANADA INC	5 660 $
CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE MONTRÉAL	2021-07-23	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT - PEINTURE ET REVÊTEMENT DE PLANCHER	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	24 959 $
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-07-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – DIVERS	INDUSTRIELLE ALLIANCE	3 374 $
PALAIS DE JUSTICE DE L'ÎLE-DU-HAVRE-AUBERT	2021-08-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – AJOUT PRISE DE RÉSEAU LOCAL 1.04	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	2 051 $
PALAIS DE JUSTICE DE AMOS	2021-08-17	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	9372-0597 QUÉBEC INC	19 825 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-08-23	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ATELIER PLASTICA INC	1 032 $
CENTRE JUDICIAIRE GOUIN DE MONTRÉAL	2021-08-25	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – POSTE DE TRAVAIL	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	2 909 $
PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE	2021-08-31	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ENTREPRISES YVON BLAIS & FILS INC	3 950 $
CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE MONTRÉAL	2021-08-31	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	19 930 $
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	2021-09-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – RETRAIT DE COLONNETTES ÉLECTRIQUES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	3 373 $
PALAIS DE JUSTICE DE RIVIÈRE-DU-LOUP	2021-09-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19 – PROCÈS AUX ASSISES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	10 199 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-09-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	6 758 $
PALAIS DE JUSTICE DE ROUYN-NORANDA	2021-09-02	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	UNI-VERRE ROUYN-NORANDA INC	3 945 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-09-08	DÉSINFECTION – COVID-19	P.E.A.C.E. PLUS MAINTENANCE INC	1 792 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-09-10	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE	PEINTURES MICASA	1 200 $
PALAIS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE	2021-09-13	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	1 810 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-09-15	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	6 167 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-09-16	DÉSINFECTION – COVID-19	P.E.A.C.E. PLUS MAINTENANCE INC	112 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-09-17	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	9 412 $
PALAIS DE JUSTICE DE VAL D'OR	2021-09-17	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – MODIFICATION DE BANCS DE JURY	SOUDURE UNIQUE VAL D'OR INC	4 000 $
PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE	2021-09-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	6 365 $
PALAIS DE JUSTICE DE NEW CARLISLE	2021-09-28	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	18 919 $
PALAIS DE JUSTICE DE PERCÉ	2021-09-28	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	7 666 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-09-29	DÉSINFECTION – COVID-19	P.E.A.C.E. PLUS MAINTENANCE INC	8 960 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-09-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	14 042 $

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANT
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-09-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT - INSTALLATION DE TAPIS	COUVRE-PLANCHERS DIMENSION	1 309 $
PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI	2021-09-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – LOCAL 1.19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	6 176 $
PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE	2021-10-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – CÂBLAGE SALLE 2	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	7 633 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-10-01	ANALYSE– RELOCALISATION COUR D'APPEL	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	42 716 $
COUR ITINÉRANTE – SHEFFERVILLE	2021-10-01	ANALYSE IMMOBILIÈRE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	1 691 $
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME	2021-10-01	DÉSINFECTION – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	24 563 $
PALAIS DE JUSTICE DE NEW CARLISLE	2021-10-04	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE DU BAS DU FLEUVE 2016 INC	135 $
PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES	2021-10-05	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	DÉCOUPAGE DE PRÉCISION FAB	1 934 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-10-07	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	PLASTIQUE MULTIFAB INC	702 $
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-10-11	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	INDUSTRIELLE ALLIANCE	8 664 $
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-10-11	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENTS – PRISES ÉLECTRIQUES ET CÂBLES RÉSEAUX 210.03, 222.70 ET 520.8	INDUSTRIELLE ALLIANCE	5 125 $
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-10-11	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE	INDUSTRIELLE ALLIANCE	2 139 $
CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE MONTRÉAL	2021-10-12	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – SALLE DE TÉLÉTÉMOIGNAGE 1.169	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	13 670 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-10-15	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – INSTALLATION DE TAPIS	COUVRE-PLANCHERS DIMENSION	19 532 $
PALAIS DE JUSTICE DE AMOS	2021-10-18	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE COMMERCIALE DB INC	3 200 $
PALAIS DE JUSTICE DE PUVIRNITUQ	2021-10-18	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE COMMERCIALES DB INC	280 $
PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE	2021-10-20	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ENTREPRISES YVON BLAIS & FILS INC	2 600 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-10-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	2 015 $
PALAIS DE JUSTICE DE VAL D'OR	2021-10-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	CONSTRUCTION TREM-NOR INC	6 327 $
PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES	2021-10-25	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	DÉCOUPAGE DE PRÉCISION FAB	244 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-10-25	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – CÂBLAGE (CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS)	ECMOR QUÉBEC	385 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-10-25	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE (CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS)	LÉOPOLD SOUCY & FILS INC	893 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-10-25	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE	LÉOPOLD SOUCY & FILS INC	1 010 $
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	2021-11-01	PROJET DE VISIOCOMPARUTION - MESURES PÉRENNES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	22 218 $

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANT
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	2021-11-02	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – REVÊTEMENT PLANCHER SALLE R-208	COUVRE PLANCHER DE LA HAUTE-VILLE	7 315 $
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	2021-11-02	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT- PEINTURE SALLE R-208	ENTREPRISE TRÉLIDAR	2 400 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-11-02	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	5 835 $
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	2021-11-03	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT- PEINTURE CAVAC	PEINTURE FLORICOLE INC	1 200 $
PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE	2021-11-03	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE ET REVÊTEMENT PLANCHER BUREAUX DE JUGES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	3 617 $
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	2021-11-08	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	517 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-11-08	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	ECMOR QUÉBEC	75 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-11-08	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	1 800 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-11-12	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	CASBO PLEXIGLASS INC	17 066 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-11-15	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	JF LITHO ENSEIGNES ET AFFICHAGE	6 920 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-11-16	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	JF LITHO ENSEIGNES ET AFFICHAGE	1 870 $
PALAIS DE JUSTICE DE THETFORD MINES	2021-11-19	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE LOCAL 1.23.2	PEINTURE FLORICOLE	6 850 $
CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE MONTRÉAL	2021-11-22	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – CÂBLAGE	LE RÉSEAU CONNECTCOM	9 379 $
PALAIS DE JUSTICE DE SOREL-TRACY	2021-11-22	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	3D COUPE	2 185 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-11-23	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE BUREAUX DE JUGES	FLORICOLE	3 400 $
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE	2021-11-24	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE S.M.D.	345 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-11-25	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – REVÊTEMENT PLANCHER BUREAUX DE JUGES	COUVRE-PLANCHER ORLÉANS	12 597 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-11-26	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	CONSTRUCTION ROGER FORTIN	538 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-11-26	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ALAIN PANNETON (ÉBÉNISTE)	750 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-11-26	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ALAIN PANNETON (ÉBÉNISTE)	960 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-11-30	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	TÉLÉCOMMUNICATIONS GRIMARD INC	767 $
PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI	2021-11-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE DU BAS DU FLEUVE 2016 INC	4 155 $
PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI	2021-11-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE DU BAS DU FLEUVE 2016 INC	1 510 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-12-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – SALLES D'AUDIENCE 3.11, 4.11 ET 5.11	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	3 964 $

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANT
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-12-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – REVÊTEMENT PLANCHER SALLE DE LA JEUNESSE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	1 851 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-12-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – REVÊTEMENT PLANCHER ET PEINTURE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	2 568 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-12-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – INSTALLATION COLONNETTES ÉLECTRIQUES ET RÉSEAU LOCAL 5.113	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	3 280 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-12-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	19 532 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-12-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – REVÊTEMENT PLANCHER 5.21, 5.22 ET 5.23	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	5 806 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-12-01	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	7 824 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-12-01	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	6 692 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-12-01	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	9 210 $
PALAIS DE JUSTICE DE CHIBOUGAMAU	2021-12-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE BUREAU RC.16	LES IMMEUBLES DU NORD LTÉE	2 016 $
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-12-08	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – INSTALLATION ÉLECTRIQUE ET CÂBLES RÉSEAUX	INDUSTRIELLE ALLIANCE	976 $
PALAIS DE JUSTICE DE JOLIETTE	2021-12-08	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ENSEIGNES FX BOISVERT	3 650 $
PALAIS DE JUSTICE DE JOLIETTE	2021-12-08	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ENSEIGNES FX BOISVERT	2 525 $
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-12-09	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PORTE 520.1	INDUSTRIELLE ALLIANCE	583,80 $
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-12-09	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	INDUSTRIELLE ALLIANCE	97,63 $
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-12-09	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE DÉBARCADÈRE	INDUSTRIELLE ALLIANCE	95,40 $
PALAIS DE JUSTICE DE SHAWINIGAN	2021-12-09	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE ET REVÊTEMENT PLANCHER BUREAUX DE JUGES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	9 294 $
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL	2021-12-10	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	890 $
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-12-15	REVÊTEMENT DE PLANCHER POUR LES ASCENSEURS	INDUSTRIELLE ALLIANCE	2 465 $
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-12-15	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – REVÊTEMENT DE PLANCHER POUR LES ASCENSEURS POUR L'HIVER	INDUSTRIELLE ALLIANCE	1 584 $
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-12-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PRISES RÉSEAUX	INDUSTRIELLE ALLIANCE	327 $
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-12-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – STORE BUREAU 925.1	INDUSTRIELLE ALLIANCE	264 $
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-12-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – SALLE 118	INDUSTRIELLE ALLIANCE	135 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2022-01-13	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT- PEINTURE BUREAUX DE JUGES	FLORICOLE	1 100 $

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANT
PALAIS DE JUSTICE DE LAVAL	2022-01-17	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ENSEIGNES FX BOISVERT	1 995 $
PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES	2022-01-19	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE DES BUREAUX DE LA DIRECTION GÉNÉRALE	PEINTURE ROBERT DUPONT	1 674 $
PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES	2022-01-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT –REVÊTEMENT PLANCHER DE LA DIRECTION GÉNÉRALE	LA REINE DU COUVRE-PLANCHER	5 531 $
CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE MONTRÉAL	2022-01-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	1 960 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2022-01-25	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – INSTALLATION DE TOILES DE VINYLE	ROLAND GRENIER CONSTRUCTION LTÉE	24 626 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2022-01-27	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – CHANGEMENT SERRURE SALLE 2.21A	SERRURIER-CONTRÔLE	967 $
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME	2022-01-28	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	9 385 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2022-01-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE	PEINTURES MICASA	6 710 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2022-01-31	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – SALLE R-223	LÉOPOLD SOUCY	450 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2022-01-31	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE SOUS-SOL	LÉOPOLD SOUCY	5 175 $
PALAIS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE	2022-01-31	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE SALLE D'AUDIENCE RC.04	SABLAGE ET PEINTURE BEAULAC	2 395 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2022-02-01	DÉSINFECTION – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	742 $
PALAIS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE	2022-02-01	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	1 666 $
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME	2022-02-01	DÉSINFECTION – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	24 563 $
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME	2022-02-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	11 335 $
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL	2022-02-01	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	59 169 $
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL	2022-02-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE SALLE R.117, R.101 ET R.151	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	4 145 $
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL	2022-02-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – BUREAUX DE JUGES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	19 500 $
PALAIS DE JUSTICE DE JOLIETTE	2022-02-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – BUREAUX DE JUGES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	21 917 $
PALAIS DE JUSTICE DE THETFORD MINES	2022-02-03	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE LOCAL 1.01.3	PEINTURE FLORICOLE	6 300 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2022-02-14	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	PLASTIQUE MULTIFAB INC	677 $
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2022-02-17	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	CONSTRUCTION ROGER FORTIN	1 004 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2022-02-23	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – INSTALLATION PRISES RÉSEAUX ET ÉLECTRIQUES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	29 836 $

P.9 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES EN 2021-2022. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :

A. **LE MANDAT;**
B. **LES MEMBRES;**
C. **LE BUDGET;**
D. **LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS, DE REPAS OU AUTRES;**
E. **LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2021-2022;**
F. **LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.**

VOIR PAGES SUIVANTES.

MINISTÈRE

NOTE : LA LISTE SUIVANTE COMPREND LES COMITÉS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, QU'ILS SOIENT SOUS SA RESPONSABILITÉ OU CELLE D'UN AUTRE MINISTÈRE. DE PLUS, POUR CERTAINS DE CES COMITÉS, BIEN QU'IL N'Y AIT EU AUCUNE RENCONTRE EN 2021-2022, LES TRAVAUX DE CEUX-CI SE POURSUIVENT, NOTAMMENT PAR DES ÉCHANGES PAR COURRIEL. AUCUN BUDGET N'A ÉTÉ ALLOUÉ RELATIVEMENT À LA PARTICIPATION À CES COMITÉS.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ DES HAUTS DIRIGEANTS – TRANSFORMATION DE LA JUSTICE	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE, A POUR MANDAT D'ASSURER LA GOUVERNANCE DES TRAVAUX RÉALISÉS DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE ET LA VISION HORIZONTALE DE TOUS LES PROJETS ET PROGRAMMES QUI LA COMPOSENT. IL RÉUNIT DONC LES HAUTS DIRIGEANTS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. CE COMITÉ ASSURE UN *LEADERSHIP* STRATÉGIQUE DANS LE DÉPLOIEMENT ET LA RÉALISATION DE LA TRANSFORMATION.	LINE DROUIN JOHANKA GIGUÈRE CAROLINE DOUCET	2
COMITÉ D'AUDIT INTERNE	AIDER LA SOUS-MINISTRE DANS L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DU MINISTÈRE. IL ASSUME SON RÔLE EN FORMULANT À LA SOUS-MINISTRE DES CONSEILS IMPARTIAUX DANS LE DOMAINE DE LA SAINE GOUVERNANCE, NOTAMMENT SUR LES ENJEUX LIÉS À L'AUDIT INTERNE, À LA QUALITÉ ET À LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET NON FINANCIÈRE ET À LA GESTION DES RISQUES. IL PEUT FOURNIR TOUT AUTRE CONSEIL À LA DEMANDE DE LA SOUS MINISTRE OU À SA PROPRE INITIATIVE.	LINE DROUIN VÉRONIQUE MORIN CHANTALE MORIN	4
SAQIJUQ (VENT QUI TOURNE)	LE PROJET CONSISTE PRINCIPALEMENT À FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT D'APPROCHES INNOVATRICES POUVANT RÉPONDRE AUX NOMBREUX PROBLÈMES SOCIAUX AU NUNAVIK, DONT PARTICULIÈREMENT CEUX LIÉS À LA CONSOMMATION D'ALCOOL ET DE DROGUES ET LA VIOLENCE FAMILIALE. CE PROJET EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. LE PROJET PRÉVOIT ÉGALEMENT UNE TABLE DES PARTENAIRES COMPOSÉE DES MÊMES INSTANCES RESPONSABLES D'ANALYSER LES ACTIONS ET DE LES METTRE EN ŒUVRE.	LINE DROUIN ALAIN BELLEFEUILLE	2
TABLE DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX	ÉCHANGER SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT POUR TOUS LES MINISTÈRES.	VÉRONIQUE MORIN	1
COMITÉ DES RESPONSABLES DES UNITÉS DE RELATIONS CANADIENNES	ÉCHANGER SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT POUR TOUS LES MINISTÈRES.	VÉRONIQUE MORIN	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022	ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022.	ROGER NOËL MARIE-ÈVE MARTIN	3
SOUS-COMITÉ SUR LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES 2017-2022	METTRE EN ŒUVRE LA MESURE 51 DE CE PLAN D'ACTION, SOIT « CONCEVOIR UN OUTIL DE SENSIBILISATION ET UN CONTENU DE FORMATION SPÉCIFIQUE SUR LES RÉALITÉS DES PERSONNES AÎNÉES LESBIENNES, GAIES, BISEXUELLES ET TRANSEXUELLES À L'INTENTION DES PROFESSIONNELS DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE CEUX	BARBARA SOUSA	6

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
	TRAVAILLANT DANS LES DIFFÉRENTS MILIEUX DE VIE DES PERSONNES AÎNÉES (À DOMICILE, RÉSIDENCES POUR AÎNÉES, RESSOURCES INTERMÉDIAIRES ET DE TYPE FAMILIAL, CENTRES D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS LONGUE DURÉE) ».		
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE	ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE *PRÉVENIR, DÉPISTER, CONTRER* AINSI QUE DU PLAN D'ACTION S'Y RATTACHANT.	BARBARA SOUSA JADE CABANA	1
COMITÉ DE RÉVISION DE LA PRATIQUE POLICIÈRE EN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE	TRAVAILLER DE CONCERT AVEC LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE AFIN DE RÉVISER LA PRATIQUE POLICIÈRE EN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE AFIN D'ADAPTER CELLE-CI ET D'AMÉLIORER LES INTERVENTIONS AUPRÈS DES VICTIMES.	JADE CABANA	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN VIOLENCE SEXUELLE ET EN VIOLENCE CONJUGALE	ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ORIENTATIONS ET DES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, ET LE SUIVI DES DIFFÉRENTS RAPPORTS (REBÂTIR LA CONFIANCE, RAPPORT DU CORONER SUR LES DÉCÈS EN CONTEXTE CONJUGAL, ETC.).	DELPHINE MATTE RICHARD CARBONNEAU	13
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE	ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE AINSI QUE DU PLAN D'ACTION S'Y RATTACHANT.	BARBARA SOUSA DELPHINE MATTE	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE (DES MINEURS)	ÉLABORER UN PLAN D'ACTION DES MESURES SPÉCIFIQUEMENT DANS LE DOMAINE DE L'EXPLOITATION SEXUELLE.	PATRICK-THIERRY GRENIER DELPHINE MATTE	5
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL FEMMES ET COVID	ÉLABORER UN PLAN D'ACTION AVEC DES MESURES TOUCHANT SPÉCIFIQUEMENT LES FEMMES DANS LE CONTEXTE PANDÉMIQUE.	JADE CABANA	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LA FRANCOPHONIE	LIEU DE PARTAGE D'INFORMATION SUR LES ACTIONS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX EN MATIÈRE DE FRANCOPHONIE.	LOUIS-FILIP TREMBLAY PATRICK-THIERRY GRENIER	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'ÉLABORATION DU PROCHAIN PLAN D'ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION	SUIVI DES MESURES DU PLAN D'ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION ET LA CYBERINTIMIDATION.	MARIE-ÈVE MARTIN JULIE GOULET	1
COMITÉ CONSULTATIF DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022	LE COMITÉ CONSULTATIF A POUR MANDAT DE: CONSEILLER LE BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE (BLCHT) CONCERNANT LES ENJEUX ACTUELS ET ÉMERGENTS AINSI QUE LES SUJETS RELATIFS À LA MISE EN ŒUVRE, AU SUIVI, À L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET DE SON PLAN D'ACTION; CONSEILLER LE BLCHT CONCERNANT LES ENJEUX ACTUELS ET ÉMERGENTS AINSI QUE LES SUJETS RELATIFS À LA MISE EN ŒUVRE, AU SUIVI, À L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET DE SON PLAN D'ACTION; FACILITER UNE COMPRÉHENSION COMMUNE DE L'HOMOPHOBIE ET DE LA TRANSPHOBIE ET, PLUS GÉNÉRALEMENT, DES BESOINS SPÉCIFIQUES DES PERSONNES LESBIENNES, GAIES BISEXUELLES, TRANSEXUELLES ET QUEER SUR LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS, NOTAMMENT EN RÉGION; FAVORISER LA CIRCULATION DE L'INFORMATION ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES; CONTRIBUER À LA MOBILISATION DES PARTENAIRES AUTOUR	ROGER NOËL BARBARA SOUSA	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
	D'UNE DÉMARCHE STRUCTURÉE ET COHÉRENTE DES INTERVENTIONS. IL EST FORMÉ DES REPRÉSENTANTS DE 14 ORGANISMES DES COMMUNAUTÉS LGBTQ ET EST PRÉSIDÉ PAR LE BLCHT.		
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES DROITS DE LA PERSONNE	CE COMITÉ STRATÉGIQUE A POUR MANDAT DE SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION INTERNATIONAL GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE DROITS DE LA PERSONNE, NOTAMMENT EN RENFORÇANT LA COHÉRENCE ET LA PERTINENCE DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN MATIÈRE DE DROITS DE LA PERSONNE; EN SOUTENANT LA MISE EN ŒUVRE EFFICACE ET LE PROCESSUS DE REDDITION DE COMPTES RELATIFS AUX DROITS DE LA PERSONNE; ET EN FAISANT CONNAÎTRE À LA POPULATION QUÉBÉCOISE L'ACTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN MATIÈRE DES DROITS DE LA PERSONNE.	JULIEN-MAURICE LAPLANTE PATRICK-THIERRY GRENIER MICHEL PAQUETTE	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE PROGRAMME REVENU DE BASE	CE COMITÉ STRATÉGIQUE A POUR MANDAT DE SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME REVENU DE BASE.	JULIEN-MAURICE LAPLANTE	1
COMITÉ DIRECTEUR DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE SIMPLIFICATION DES SERVICES AUX CITOYENS ET AUX ENTREPRISES	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE PROPOSER AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL UN PROJET DE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE SIMPLIFICATION DES SERVICES AUX CITOYENS ET AUX ENTREPRISES ET SON PLAN DE MISE EN ŒUVRE.	JULIEN-MAURICE LAPLANTE	1
GROUPE DE TRAVAIL VOLETS CITOYENS-ENTREPRISES SUR LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE SIMPLIFICATION DES SERVICES AUX CITOYENS ET AUX ENTREPRISES	CE GROUPE A POUR MANDAT DE PROPOSER DES MESURES STRUCTURANTES AU COMITÉ DIRECTEUR DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE SIMPLIFICATION DES SERVICES AUX CITOYENS ET AUX ENTREPRISES.	SOPHIE HEIN MICHEL PAQUETTE SANTIAGO VELASQUEZ CARL RODRIGUE	5
COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE	COORDONNER L'APPLICATION DE NOUVELLES MESURES OU DE RÉFORMES EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE, FAVORISER LA CONCENTRATION ENTRE LES PARTENAIRES POUR ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ DES ACTIONS ET ASSURER UNE COMMUNICATION EFFICACE ET UNE DIFFUSION À L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS.	SIMON-PIERRE LAVOIE	5
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN ITINÉRANCE	ASSURER LE SUIVI DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2021-2026.	ÉLISABATH DUFOUR	AUCUNE
COMITÉS RÉGIONAUX EN ITINÉRANCE	COORDONNER LES ACTIONS RÉGIONALES EN ITINÉRANCE AU QUÉBEC (PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2021-2026).	NICOLAS MERCIER-LAMARCHE MARIE TRAHAN	9
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LE PROGRAMME ALTERNATIF AUX SANCTIONS PÉNALES POUR MINEURS	DÉVELOPPER UN PROGRAMME ALTERNATIF AUX SANCTIONS PÉNALES POUR MINEURS QUI CONTREVIENNENT À LA LOI 157 ENCADRANT LE CANNABIS.	AUDREY TURMEL NICOLAS MERCIER-LAMARCHE ÉLISABETH DUFOUR	2
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	METTRE DE L'AVANT DES MESURES VISANT À OPTIMISER L'UTILISATION DES RESSOURCES ACTUELLES CONSACRÉES À LA JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE AINSI QUE DES ACTIONS NOVATRICES, ET EN FAIRE LE SUIVI.	PATRICK-THIERRY GRENIER ALAIN BELLEFEUILLE MARJORIE FORGUES	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
		JOSÉE TROTTIER	
COMITÉ INTERSECTORIEL SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS (LSJPA)	ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COORDINATION REQUISES ENTRE LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN REGARD DE LA LSJPA (POLITIQUES, PROCÉDURES ET PRATIQUES) AINSI QUE FORMATION INTÉGRÉE POUR LES INTERVENANTS POLICIERS SOCIAUX ET JUDICAIRES.	MARIE TRAHAN AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE	2
SOUS-COMITÉ DE SUIVI SUR LES MESURES EXTRAJUDICIAIRES EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	REVOIR LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE AUTORISÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.	MARIE TRAHAN MÉLANIE VALLÉE	AUCUNE
COMITÉ DE SUIVI C-75 EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	HARMONISER LES PRATIQUES À LA SUITE DES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES.	MARIE TRAHAN MÉLANIE VALLÉE	AUCUNE
SOUS-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE REGISTRE DE LA LOI SUR LE SYSTÈME JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	RÉDIGER UNE ENTENTE EN BONNE ET DUE FORME SUR LA PROPRIÉTÉ DU REGISTRE, SON UTILISATION, LA SÉCURITÉ DES DONNÉES ET LE PARTAGE DES COÛTS.	ÉRIC LESTAGE	AUCUNE
TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE	SENSIBILISER LA POPULATION ET MOBILISER LES INTERVENANTS À LA PROMOTION DES COMPORTEMENTS PACIFIQUES, À LA PRÉVENTION OU LA DIMINUTION DE LA VIOLENCE CHEZ LES JEUNES EN MILIEU SCOLAIRE PAR L'ORGANISATION D'ACTIVITÉS PROVINCIALES OU RÉGIONALES QUI FAVORISENT UN RÉINVESTISSEMENT DES OUTILS DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION AU NIVEAU LOCAL.	JEAN-SÉBASTIEN LALONDE LOUISE PLAMONDON	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS	FAIRE LE SUIVI DES MESURES ANNONCÉES AU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LES ABUS ET LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES.	DELPHINE MATTE	1
SOUS-COMITÉ NATIONAL SUR L'INTERVENTION CONCERTÉE VISANT À LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	FAIRE UN ÉTAT DE SITUATION ENTOURANT L'INTERVENTION EN MALTRAITANCE AUPRÈS DES PERSONNES AÎNÉES AUTOCHTONES DU QUÉBEC ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS SUR LA PERTINENCE DE LA MISE SUR PIED DE PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS ET, S'IL Y A LIEU, PROPOSER DES PISTES D'ACTIONS AINSI QU'UN ÉCHÉANCIER.	JACQUES PRÉGENT	AUCUNE
COMITÉ CONSULTATIF SUR LA MALTRAITANCE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE	CONSEILLER LE GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA MALTRAITANCE FINANCIÈRE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES.	DELPHINE MATTE	AUCUNE
SOUS-COMITÉ LÉGISLATIF SUR LA MALTRAITANCE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE	IDENTIFIER DES PISTES DE SOLUTIONS POSSIBLES ET ÉTABLIR DES RECOMMANDATIONS AU COMITÉ CONSULTATIF SUR LA MALTRAITANCE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE PORTANT SUR LES QUESTIONS SUIVANTES : • IMPOSER DES CONDITIONS AU RACHAT DES ASSURANCES VIE. • RENFORCER LES POUVOIRS DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES POUR QU'ELLES PUISSENT AGIR EN CAS DE SOUPÇONS DE MALTRAITANCE. • EXIGER DES MESURES STRICTES DE REDDITION DE COMPTES DE LA PART DES MANDATAIRES. • RESSERRER LES RÈGLEMENTS ET LES OBLIGATIONS ENCADRANT LA CONDUITE DES REPRÉSENTANTS.	DELPHINE MATTE PIER-ANNE PROULX JEAN-FRANÇOIS LORD	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
	• FAIRE SAVOIR AUX PROFESSIONNELS QU'ILS ONT L'OBLIGATION D'AGIR.		
COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS POUR CONTRER LA MALTRAITANCE FINANCIÈRE ET MATÉRIELLE DES AÎNÉS	ÉVALUER LA POSSIBILITÉ DE MODULER LES OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITÉ AUXQUELLES LES ENTREPRISES SONT TENUES PAR LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DANS LE SECTEUR PRIVÉ, NOTAMMENT LES INTERVENANTS DU SECTEUR FINANCIER, AFIN QUE CELLES-CI PUISSENT COMMUNIQUER AVEC UN PROCHE POUR DISCUTER D'UNE SITUATION POTENTIELLE DE MALTRAITANCE À L'ÉGARD D'UN CLIENT DANS UN OBJECTIF DE TENTER DE L'EN PROTÉGER.	DOROTHÉE-ANNE BOURQUE JEAN-HUBERT LACROIX PIER-ANNE PROULX	2
COMITÉ NATIONAL AVISEUR PORTANT SUR L'ENTENTE-CADRE NATIONALE POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES	ASSURER LA COORDINATION DE L'IMPLANTATION, DE LA MISE EN APPLICATION ET DU SUIVI D'UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ DANS CHACUNE DES RÉGIONS SOCIOSANITAIRES DU QUÉBEC.	RICHARD CARBONNEAU DELPHINE MATTE	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE	ASSURER LA COHÉRENCE DES INTERVENTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'ACTION COMMUNAUTAIRE.	ROGER DUPUIS	8
COMITÉ STRATÉGIQUE SUR LES TRAVAUX D'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN ACTION COMMUNAUTAIRE (PAGAC)	LE COMITÉ STRATÉGIQUE SUR LES TRAVAUX D'ÉLABORATION DU PAGAC CONTRIBUE À METTRE EN PLACE DES ACTIONS PORTEUSES ET STRUCTURANTES, TOUT EN ASSURANT UNE COMPLÉMENTARITÉ AVEC LES MESURES ET POLITIQUES EXISTANTES, QUI DEVRONT REFLÉTER L'ADHÉSION DES MEMBRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN ACTION COMMUNAUTAIRE. LES MESURES DEVRONT ÉGALEMENT S'INSCRIRE DANS LA POURSUITE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE.	JULIEN-MAURICE LAPLANTE	5
COMITÉ DES PRATIQUES POLICIÈRES	VEILLER À TENIR À JOUR LES PRATIQUES POLICIÈRES ÉLABORÉES À L'INTENTION DE L'ENSEMBLE DES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC, AU REGARD DE L'ÉVOLUTION DE LA RÉALITÉ DE L'INTERVENTION POLICIÈRE ET DES CHANGEMENTS JURIDIQUES AYANT DES IMPACTS SUR LE TRAVAIL POLICIER.	JULIE ROY SIMON-PIERRE LAVOIE	12
COMITÉ EXPLOITATION ET INTÉGRATION DE PROJET – PROJET PILOTE DE CINÉMOMÈTRES PHOTOGRAPHIQUES ET DE CAMÉRAS AUX FEUX ROUGES	ANALYSER LES PROBLÉMATIQUES ET PROPOSER DES SOLUTIONS.	JULIE HOULE	12
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS (SDA)	ASSURER LA COORDINATION, L'ACCESSIBILITÉ ET LA QUALITÉ DES SERVICES DE SDA.	MARIE-HÉLÈNE FILTEAU	2
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS	ÉTUDIER LA CONVENTION DU 23 NOVEMBRE 2007 SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS DESTINÉS AUX ENFANTS ET À D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE, VÉRIFIER SA COMPATIBILITÉ AVEC LE DROIT QUÉBÉCOIS ET ÉLABORER DES PROPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE.	LAURENCE BERGERON KATIE LEVASSEUR SYLVIE SCHERRER ISABELLE GAGNÉ	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME	ADOPTER DES ORIENTATIONS INTERMINISTÉRIELLES CONCERTÉES EN MATIÈRE DE JUDICIARISATION, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE SERVICES SOCIAUX QUI PRENNENT APPUI SUR LES MEILLEURES CONNAISSANCES DU PHÉNOMÈNE CHEZ LES PERSONNES AYANT UN TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	AUCUNE
COMITÉ TRAJECTOIRE SANTÉ MENTALE	AMÉLIORATION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS QUI IMPLIQUENT DES ACCUSÉS QUI ONT DES TROUBLES DE SANTÉ MENTALE. AMÉLIORATION DE LA COMMUNICATION ENTRE LES PARTENAIRES POUR DIMINUER LA DÉTENTION PROLONGÉE DES ACCUSÉS QUI ONT DES TROUBLES DE SANTÉ MENTALE. AMÉLIORATION DU SUIVI À LA COUR DES DOSSIERS DANS LESQUELS DES CONDITIONS DE MISE EN LIBERTÉ IMPOSENT AUX ACCUSÉS DE SE PRÉSENTER EN PSYCHIATRIE, EN COLLABORATION AVEC LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, LES AVOCATS DE LA DÉFENSE, L'AIDE JURIDIQUE, LE SYSTÈME DE SOUTIEN AU COMPORTEMENT POSITIF, LES CENTRES INTÉGRÉS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAU, L'INSTITUT NATIONAL DE PSYCHIATRIE LÉGALE PHILIPPE-PINEL ET LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.	MARIE TRAHAN NICOLAS MERCIER-LAMARCHE	AUCUNE
COMITÉ DIRECTEUR RÉGIONAL DE SUIVI PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	CONCERTATION DES PARTENAIRES DES DIFFÉRENTS PROGRAMMES D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE EN VUE DE LA MISE EN PLACE DU PROGRAMME, ÉVALUER LE FONCTIONNEMENT DU PROJET ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS POUR L'AMÉLIORATION.	MARIE TRAHAN NICOLAS MERCIER-LAMARCHE	29
PROJET COMITÉ DE RÉFLEXION DIRECTIVES PSYCHIATRIQUES ANTICIPÉE ET CONCILIATION COUR SUPÉRIEURE	RÉFLEXION AMORCÉE AVEC LES PARTENAIRES DE LA CAPITALE-NATIONALE ET LES PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX SUR LE DÉVELOPPEMENTS DE NOUVELLES PRATIQUES NOVATRICE EN LIEN AVEC LES ORDONNANCES DE SOINS.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DIRECTEUR PROJET PARENTHÈSE MONTRÉAL	CONCERTATION DES PARTENAIRES IMPLIQUÉS AU PROGRAMME EN VUE DE LA MISE EN PLACE ET DU SUIVI.	MARIE TRAHAN	4
COMITÉ DIRECTEUR PROJET PARENTHÈSE LONGUEUIL	CONCERTATION DES PARTENAIRES IMPLIQUÉS AU PROGRAMME EN VUE DE LA MISE EN PLACE ET DU SUIVI.	MARIE TRAHAN	2
COMITÉ DIRECTEUR DU PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	DÉFINIR LES GRANDES ORIENTATIONS DU PROJET DE MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE, S'ASSURER QUE LES DÉVELOPPEMENTS LIÉS AU PROJET S'APPUIENT SUR LES DONNÉES PROBANTES ET LES MEILLEURES PRATIQUES DANS LE DOMAINE, DÉNOUER LES ENJEUX RENCONTRÉS À PARTIR DE LA CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE, ASSURER LA GESTION STRATÉGIQUE DES RISQUES DU PROJET ET ASSURER LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS EN SUSPENS, SUIVRE L'AVANCEMENT DU PROJET ET APPORTER LES AJUSTEMENTS NÉCESSAIRES, EFFECTUER LA LIAISON NÉCESSAIRE ET PERTINENTE ENTRE LES RÉSEAUX IMPLIQUÉS DANS LE PROJET DE MISE EN ŒUVRE, INTERPELLER LES PARTENAIRES DU PROJET POUR TOUTE QUESTION D'ORGANISATION OU RELATIVE À L'IMPUTABILITÉ DES PARTIES ET CONSULTER ET IMPLIQUER LA MAGISTRATURE EN TEMPS OPPORTUN.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN NICOLAS MERCIER LAMARCHE RICHARD CARBONNEAU	2
COMITÉ DE COORDINATION PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	RECEVOIR LES ORIENTATIONS ET LES DIRECTIVES DU COMITÉ STRATÉGIQUE DU PROJET DE MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE ET EN ASSURER LA COMPATIBILITÉ AVEC LES TRAVAUX DE CELLE-CI, ASSURER LA COMPATIBILITÉ DES TRAVAUX AVEC LES EXIGENCES LÉGISLATIVES ET LES ORIENTATIONS	MARIE TRAHAN NICOLAS MERCIER LAMARCHE	7

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
	INTERMINISTÉRIELLES, COORDONNER LES TRAVAUX DU PROJET EN ASSURANT LA PRISE EN COMPTE DE LA RÉALITÉ DE CHAQUE PARTENAIRE ET EFFECTUER LES LIAISONS NÉCESSAIRES AVEC LES ORGANISATIONS IMPLIQUÉES, GUIDER ET SOUTENIR LES TRAVAUX DES PILOTES DE MANDAT OPÉRATIONNELS, ASSURER LA GESTION DES RISQUES ET DES ENJEUX DE NIVEAUX TACTIQUE ET OPÉRATIONNEL ET PROPOSER DES MESURES DE MITIGATION AU COMITÉ DIRECTEUR.	DOMINIQUE BÉGIN	
COMITÉ DE TRAVAIL PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE SANTÉ MENTALE JEUNESSE	PARTICIPER À LA CONCEPTION D'UN CADRE DE RÉFÉRENCE POUR LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE SANTÉ MENTALE JEUNESSE ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROJET PILOTE.	MARIE TRAHAN MÉLANIE VALLÉE	5
COMITÉ DE SUIVI PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE (ART. 717, CODE CRIMINEL)	MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL.	AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE DOMINIQUE BÉGIN RICHARD CARBONNEAU	5
COMITÉ DE DÉPLOIEMENT PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE (ART. 717, CODE CRIMINEL)	PLANIFIER LE DÉPLOIEMENT DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL SUR TOUT LE TERRITOIRE DE LA PROVINCE.	AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE	5
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX GASPÉSIE ÎLES-DE-LA-MADELEINE	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX CÔTE-NORD	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX LAURENTIDES	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX DRUMMONDVILLE	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX MONTRÉAL	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX QUÉBEC - CHARLEVOIX	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX FRONTENAC	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX SAGUENAY – LAC-ST-JEAN	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX ESTRIE	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
		ÉLISABETH DUFOUR	
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX ARTHABASKA	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX BEAUCE	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX TROIS-RIVIÈRES – SAINT-MAURICE	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX RIMOUSKI-KAMOURASKA	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX LONGUEUIL	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX LAVAL	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX JOLIETTE	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX RICHELIEU	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX ABITIBI	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DE VIGIE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL	ASSURER L'HARMONISATION DES MESURES DE RECHANGE ET ANALYSER LES CAS PARTICULIERS.	AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR DOMINIQUE BÉGIN	1
COMITÉ - PLAN D'ACTION MALTRAITANCE	OFFRIR DES MESURES DE JUSTICE RÉPARATRICE, DE NON-JUDICIARISATION ET DE DÉJUDICIARISATION DANS LES CAS DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES.	AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE	1
COMITÉ DE SUIVI DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE POUR LE SOUTIEN AUX PERSONNES PROCHES AIDANTES	ASSURER LA RÉALISATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LES PERSONNES PROCHES AIDANTES.	AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE	2
COMITÉ DE TRAVAIL - PLAN D'ACTION PROCHE AIDANCE	METTRE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE PROMOTION DES SERVICES DE MÉDIATION AUPRÈS DES PERSONNES PROCHES AIDANTES ET ASSURER LA FORMATION DES MÉDIATEURS SUR LA PROCHE AIDANCE.	MÉLANIE VALLÉE	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ DE TRAVAIL PROGRAMME C³ESSES	CRÉER ET METTRE EN PLACE UN PROGRAMME QUÉBÉCOIS VOLONTAIRE UNIQUE DE DÉJUDICIARISATION POUR ADULTES, AXÉ SUR LE CHANGEMENT DE COMPORTEMENT, LA CONSCIENTISATION, L'ÉDUCATION ET LA SENSIBILISATION VISANT À DIMINUER LA DEMANDE POUR L'ACHAT DE SERVICES SEXUELS, EN VUE DE RÉDUIRE LE RISQUE DE RÉCIDIVE ET D'ASSURER DES MILIEUX DE VIE SÉCURITAIRES.	AUDREY TURMEL MARJA THÉBERGE MÉLANIE VALLÉE STEVE BOYOM	5
DÉLÉGATION DU QUÉBEC	DISCUTER DE LA POSITION DU QUÉBEC QUANT À LA JUSTICE RÉPARATRICE EN VUE DE LA CONFÉRENCE RÉUNISSANT LES DÉLÉGATIONS DE TOUTES LES PROVINCES À HALIFAX 2022.	AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	2
COMITÉ DES RESPONSABLES NATIONAUX DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE	S'ASSURER DU BON FONCTIONNEMENT DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE ET DU PARTAGE DES BONNES PRATIQUES ENTRE LES RÉGIONS ET VEILLER À LA MISE À JOUR DE L'ENTENTE.	JULIE GOULET SÉBASTIEN BONNEAU	14
FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS AU DROIT ET À LA JUSTICE CIVILE ET FAMILIALE	OFFRIR UN LIEU D'ÉCHANGE, DE COLLABORATION ET D'INFLUENCE FONDÉ SUR L'IDÉE QUE LE CITOYEN SOIT AU CENTRE DES INITIATIVES EN MATIÈRE DE JUSTICE.	LINE DROUIN PATRICK-THIERRY GRENIER SOPHIE VÉZINA	3
COMITÉ DE GOUVERNANCE DU FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE CIVILE ET FAMILIALE	OFFRIR UN LIEU D'ÉCHANGE, DE COLLABORATION ET D'INFLUENCE FONDÉ SUR L'IDÉE QUE LE CITOYEN SOIT AU CENTRE DES INITIATIVES EN MATIÈRE DE JUSTICE.	PATRICK-THIERRY GRENIER	11
COMITÉ DE COORDINATION AU SOUTIEN DU DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES CENTRES DE PÉDIATRIE SOCIALE EN COMMUNAUTÉ CERTIFIÉS PAR LA FONDATION DR JULIEN	SOUTENIR LE DÉPLOIEMENT DU RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES CENTRES DE PÉDIATRIE SOCIALE EN COMMUNAUTÉ (CPSC) CERTIFIÉS PAR LA FONDATION DR JULIEN NOTAMMENT AU REGARD DE L'APPORT DE RESSOURCES PROVENANT DU MILIEU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MÉDECINS, INFIRMIERS, TRAVAILLEURS SOCIAUX, PSYCHOLOGUES), DU MILIEU JURIDIQUE (COLLABORATION ENTRE LES ACTEURS JURIDIQUES PERTINENTS [AIDE JURIDIQUE, AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE EFFECTUANT DES MANDATS PRO BONO, CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ] ET LES CPSC) AINSI QUE DU MILIEU DE L'ÉDUCATION (ARRIMAGE ENTRE LE MILIEU SCOLAIRE ET LES CPSC).	JEAN-SÉBASTIEN LALONDE	4
TABLE CENTRALE DE COORDINATION SUR L'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES	COORDONNER LES TRAVAUX RÉALISÉS PAR LES TABLES LOCALES AFIN D'ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COHÉSION DES DÉMARCHES EN COURS ET DE PERMETTRE LE TRANSFERT D'EXPERTISE ET D'ÉLABORER LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE PRESTATION DE SERVICES DANS LES VILLES POUR LES AUTOCHTONES.	JACQUES PRÉGENT JADE CABANA	3
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN DÉPENDANCE	S'ASSURER DE LA PLANIFICATION ET DE LA RÉALISATION DES TRAVAUX.	NICOLAS MERCIER-LAMARCHE AUDREY TURMEL	2
COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES	TRAVAILLER À L'ÉLABORATION DES PROCHAINES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES.	GENEVIÈVE POLIQUIN	5
COMITÉ SUR LE TROISIÈME PLAN D'ACTION VISANT À LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE	VOIR À L'ÉLABORATION DES PROCHAINES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ DE CONCERTATION SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	ASSURER LA CONCERTATION DES ACTIONS DE LA COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL ET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE RELATIVES À L'ADMINISTRATION DU RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS.	SOPHIE JONCAS RICHARD CARBONNEAU	AUCUNE
COMITÉ DE GOUVERNANCE COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL ET LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	ASSURER LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI VISANT À AIDER LES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET À FAVORISER LEUR RÉTABLISSEMENT	PATRICK-THIERRY GRENIER RICHARD CARBONNEAU SOPHIE JONCAS MARC GAGNÉ ANNIE SIMONEAU	10
COMITÉ DE COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE SUR LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS	COORDONNER LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL. ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN ET DES ACTIVITÉS QUI S'Y RATTACHENT DE FAÇON PARALLÈLE.	JACQUES PRÉGENT PASCALE LABBÉ	2
COMITÉ DE NÉGOCIATION DES ENTENTES DE SÉCURITÉ SOCIALE ET LE SOUS-COMITÉ. ASSUJETTISSEMENT/DÉTACHEMENT	NÉGOCIER DES ENTENTES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE ET COORDONNER LES ACTIONS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISÉS EN MATIÈRE D'ASSUJETTISSEMENT ET DE DÉTACHEMENT.	JULIEN FRENETTE	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL CONCERNANT LES EXPERTISES HISTORIQUES EN MATIÈRE AUTOCHTONE	FAIRE DES RECOMMANDATIONS AUX AUTORITÉS DÉCISIONNELLES RELATIVEMENT À LA NATURE ET À LA PORTÉE DES EXPERTISES REQUISES EN MATIÈRE AUTOCHTONES ET ASSURER UN SUIVI DE LA RÉALISATION DES EXPERTISES.	DANIEL BENGHOZI HUBERT NOREAU-SIMPSON ALEXANDRE OUELLET SOPHIE LÉPINE-ZARUBA LEANDRO STEINMANDER	4
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LA CONSULTATION EN MATIÈRE AUTOCHTONE	COORDONNER L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE CONSULTATION ET DÉVELOPPER DES OUTILS POUR FACILITER L'ANALYSE DES DOSSIERS POUVANT NÉCESSITER UNE CONSULTATION DANS LE RESPECT DES ENSEIGNEMENTS DE LA COUR SUPRÊME.	SOPHIE LÉPINE ZARUBA ROSEMARIE FORTIER SYLVIE BOULAY	4
COMITÉ SUR LES COMPARUTIONS LA FIN DE SEMAINE ET LES JOURS FÉRIÉS	COORDONNER LES RÉFLEXIONS EN MATIÈRE DE COMPARUTIONS LA FIN DE SEMAINE ET LES JOURS FÉRIÉS.	GAÉTAN RANCOURT CAROLINE DION CHRISTINE DUBOIS	2
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	FORUM OÙ SONT DISCUTÉS ET PROPOSÉS DES ORIENTATIONS ET SUJETS D'INTÉRÊT PROVINCIAL. SUIVI DE FAÇON GÉNÉRALE DES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LES TABLES RÉGIONALES.	MARJORIE FORGUES PAUL CHARBONNEAU GAÉTAN RANCOURT RÉMI GAUTHIER CHRISTIAN TRUDEL	1
TABLES DE SÉCURITÉ RÉGIONALES	IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES DE SÉCURITÉ VÉCUES, PROPOSER DES SOLUTIONS ADAPTÉES AUX RÉALITÉS LOCALES OU RÉGIONALES, ÉTABLIR LES PRIORITÉS D'ACTION ET EN ASSURER LE SUIVI.	DIRECTEURS RÉGIONAUX PIERRE-CHARLES THIBAULT	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
		RÉMI GAUTHIER	
COMITÉS RÉGIONAUX DE LIAISON AVEC LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	FAVORISER LES ÉCHANGES AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS CONCERTÉES AUX PROBLÉMATIQUES LOCALES SOULEVÉES PAR LES DEUX ORGANISATIONS.	DIRECTEURS DES PALAIS DE JUSTICE	15
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	MARJORIE FORGUES MÉLANIE CODERRE SOPHIE DEMERS RÉMI GAUTHIER KATHERINE MORISSETTE GAÉTAN RANCOURT	4
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	MARJORIE FORGUES JULIE MALOUIN CÉLINE CLAVEAU RÉMI GAUTHIER GAÉTAN RANCOURT KATHERINE MORISSETTE JOSYANE HAMEL	6
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	MARJORIE FORGUES KATHERINE MORISSETTE GAÉTAN RANCOURT VIATEUR CYR RÉMI GAUTHIER MARIE-CLAUDE PARENT	AUCUNE
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	FLORENCE ASSELIN PAUL CHARBONNEAU MARIANNE BASTIEN GAÉTAN RANCOURT RÉMI GAUTHIER MARJORIE FORGUES ANDREI GHETI	3
COMITÉ DIRECTEUR – ÉDIFICE L.-P. PIGEON	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	GAÉTAN RANCOURT FLORENCE ASSELIN	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
		Marjorie Forgues	
Comité rénovation du palais de justice de Baie-Comeau	déterminer les besoins en rénovation pour répondre à l'ensemble des services donnés.	Mireille Joncas Rémi Gauthier Gaétan Rancourt Geneviève Blais	Aucune
Comité directeur – palais de justice de Québec	Déterminer le scénario à retenir entre construire un nouveau palais de justice ou de rénover le bâtiment existant.	Marjorie Forgues Katherine Morissette Gaétan Rancourt Rémi Gauthier Lucie Giguère	1
Table des responsables organisationnels de la sécurité de l'information	Exercer un rôle conseil auprès du dirigeant principal de l'information dans la définition, la mise en œuvre et le suivi de l'application des politiques, des directives et des orientations gouvernementales de sécurité de l'information.	Mylène Martel	1
Sous-comité ressources, performance et évolution de la gouvernance	• Examiner les sujets en lien avec les ressources, la performance et l'évolution de la gouvernance. • Conseiller le Comité de gouvernance des ressources informationnelles (CGRI) et le dirigeant principal de l'information en la matière. • Étudier les pratiques, les mécanismes et les règles de gouvernance et recommander leur approbation au CGRI. • Aborder tout autre enjeu qui lui est délégué par le CGRI.	Mylène Martel	6
Comité de gouvernance des ressources informationnelles	Élaborer les orientations à proposer au Conseil du trésor, assurer une mise en œuvre concertée des orientations du Conseil du trésor et identifier des opportunités d'optimisation, de partage et de mise en commun de services en ressources informationnelles et d'actifs informationnels, notamment en favorisant leur interopérabilité.	Mylène Martel	10
Équipe de réponse aux incidents de sécurité de l'information de l'Administration québécoise (CERT/AQ)	Le Québec dispose de sa propre brigade de défense contre les intrusions cybernétiques. Le mandat du CERT/AQ est d'analyser les dernières alertes de sécurité et d'activités virales qui peuvent toucher le réseau gouvernemental et de partager de l'information relativement au domaine de la sécurité informatique.	Jonathan Goyette Monique Dinh	40
La table des conseillers en architecture gouvernementales	Sous la responsabilité du Centre québécois d'excellence numérique , cette tablea pour mission d'accélérer et de faciliter la transformation numérique gouvernementale en favorisant le partage et la collaboration à travers l'écosystème.	Sylvain Deschênes	Aucune

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
CENTRE GOUVERNEMENTAL DE CYBERDÉFENSE	LE CENTRE GOUVERNEMENTAL DE CYBERDÉFENSE ASSURE UN LEADERSHIP GOUVERNEMENTAL DANS LA PRÉVENTION, LA PROTECTION, LA DÉTECTION ET LA PRISE EN CHARGE D'INCIDENTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION. IL A COMME MANDAT D'ASSURER UNE SURVEILLANCE CONSTANTE DES CYBERMENACES, DE COORDONNER DES INTERVENTIONS RAPIDES ET D'INSTAURER LES MEILLEURES PRATIQUES DE CYBERDÉFENSE DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE.	HAKIMA BOUCHAOUA MONIQUE DINH	RENCONTRES HEBDOMADAIRES
COMITÉ CLIENT DES SERVICES D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC (ITQ)	PRENDRE CONNAISSANCE DES CHANGEMENTS À VENIR AUX SERVICES D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES OFFERTS PAR ITQ.	CHARLES ÉMOND	2
GROUPE DES RESPONSABLES EN ANALYSE ET ÉVALUATION DE PROGRAMME	CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT ET À LA VALORISATION DE LA FONCTION D'ÉVALUATION DE PROGRAMME DANS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.	MÉLANIE BEAULIEU GABRIEL LACROIX-DUFOUR	AUCUNE
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE (PAGLCHT) 2017-2020	PARTICIPER À L'ÉVALUATION DU PAGLCHT.	MÉLANIE BEAULIEU	3
COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'UTILISATION ACCRUE DE LA VISIOCONFÉRENCE EN MATIÈRE JUDICIAIRE	IMPLANTER LA VISIOCOMPARUTION SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE.	PAUL CHARBONNEAU SOPHIE DEMERS LOUIS FRIGON	84
TABLE GOUVERNEMENTALE AUX AFFAIRES TERRITORIALES ET GOUVERNEMENTALES	ASSURER L'OCCUPATION ET LA VITALITÉ DES TERRITOIRES DU QUÉBEC.	PATRICK-THIERRY GRENIER RENÉE GIGUÈRE	3
COMITÉ CONSULTATIF SUR LES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME	CONTRIBUER À L'ÉVOLUTION DES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME, Y COMPRIS LES QUESTIONS RELATIVES AU REGISTRE DES LOBBYISTES.	CHRISTIAN G. SIROIS ÉLISABETH GEOFFROY ISABELLE GASSE	AUCUNE
COMITÉ DIRECTEUR SUR LES DONNÉES OUVERTES (SUPPORTÉ PAR LE COMITÉ DE COORDINATION)	DÉTERMINER LES ENGAGEMENTS ANNUELS ET LES PRIORITÉS DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION POUR L'OUVERTURE DES DONNÉES ET LA COLLABORATION AU PLAN D'ACTION POUR LE GOUVERNEMENT OUVERT DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET APPROUVER LE CADRE FORMEL POUR L'OUVERTURE DES DONNÉES AU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION AINSI QUE LES PROJETS D'OUVERTURE DE JEUX DE DONNÉES.	JEAN-FRANÇOIS LORD BENOÎT CARBONNEAU	AUCUNE
TABLE DE CONCERTATION MANAWAN	LE MANDAT DE LA TABLE DE CONCERTATION CONSISTE À AMÉLIORER L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ DE MANAWAN AINSI QU'À FAVORISER L'ÉMERGENCE D'UNE JUSTICE MIEUX ADAPTÉE À LA CULTURE ET AUX ENJEUX DES ATIKAMEKW PAR LE PARTAGE DE L'INFORMATION ET LA COORDINATION DES ACTIONS. ELLE SERA APPELÉE À SE PENCHER SUR LES ENJEUX SOCIOJUDICIAIRES QUI TOUCHENT LES RÉSIDENTS DE MANAWAN ET À FAIRE DES RECOMMANDATIONS EN VUE DE SOLUTIONNER LES ENJEUX RENCONTRÉS.	PAUL CHARBONNEAU CAROLINE ETHIER EVELYNE SAUVÉ CLAUDE DUMAS JACQUES PREGENT	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES RÉGIONALES	FAVORISER LA CONCERTATION ENTRE LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES OU ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT ET LA COHÉRENCE DE LEURS ACTIONS À L'ÉCHELLE DE LA RÉGION, PARTICULIÈREMENT EN MATIÈRE D'OCCUPATION ET DE VITALITÉ DES TERRITOIRES .	DIRECTEURS RÉGIONAUX	31
COMITÉ DE COORDINATION RÉGIONALE DES OPÉRATIONS	DISCUSSION CONCERNANT LES ENJEUX RÉGIONAUX ET LE RÈGLEMENT DE CERTAINES PROBLÉMATIQUES. CES COMITÉS ONT ÉTÉ MIS SUR PIEDS POUR FAIRE FACE AUX CHANGEMENTS OPÉRATIONNELS EN LIEN AVEC LA PANDÉMIE DE LA COVID-19.	DIRECTEUR RÉGIONAL DIRECTEURS LOCAUX	53
COMITÉ CONCERNANT LA CAPACITÉ DE DÉTENTION AU NUNAVIK POUR LA TENUE DES ENQUÊTES SUR MISE EN LIBERTÉ	IDENTIFIER ET ÉVALUER DES SOLUTIONS POSSIBLES POUR FAVORISER LA TENUE DES ENQUÊTES SUR MISE EN LIBERTÉ AU NUNAVIK.	PAUL CHARBONNEAU LISA CARROLL	1
COMITÉ MONTRÉAL SUR LA FLUIDITÉ DES AUDITIONS (DGSM-MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX-MAGISTRATURE-BARREAU)	ASSURER LA BONNE MARCHE DES AUDITIONS EN MODE SEMI-VIRTUEL EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE AVEC LES CENTRES INTÉGRÉS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'ÎLE DE MONTRÉAL.	PAUL CHARBONNEAU	1
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LES CAMPS AUTOCHTONES	RÉFLÉCHIR SUR LA QUESTION DES CAMPS ÉRIGÉS PAR LES AUTOCHTONES SUR LE TERRITOIRE PUBLIC.	ROSEMARIE FORTIER MARIE-CLAUDE ASSELIN ÉMILIE TREMBLAY SYLVIE BOULAY	1
COMITÉ DE SÉLECTION DES PROJETS SPÉCIFIQUES DU PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L'INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	RECEVOIR, ANALYSER ET ÉMETTRE LES RECOMMANDATIONS AU MINISTRE RELATIVEMENT AUX PROJETS RETENUS.	RICHARD CARBONNEAU VÉRONIQUE SAUCIER	AUCUNE
COMITÉ SUR LES SERVICES OFFERTS AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DANS LES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELLES	COORDONNER LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DESTINÉS AUX AUTOCHTONES DANS LES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET DÉVELOPPER DE NOUVEAUX OUTILS ADAPTÉS À LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE.	RICHARD CARBONNEAU JADE CABANA	AUCUNE
COMITÉ DIRECTEUR DE L'OFFRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE DE QUÉBEC	DÉVELOPPER UNE OFFRE DE SERVICES INTÉGRÉS CONCERTÉE ET RÉPONDANT AUX PRÉOCCUPATIONS DE TOUS.	RICHARD CARBONNEAU	6
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA CRIMINALISATION DU VIH	CONSEILLER LES INSTANCES MINISTÉRIELLES DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA JUSTICE SUR LES ARTICULATIONS DES POLITIQUES DE JUSTICE ET DE SANTÉ PUBLIQUE, À LA LUMIÈRE DES DONNÉES SCIENTIFIQUES ET DES PRINCIPES LÉGAUX, AU SUJET DE LA CRIMINALISATION DE L'EXPOSITION AU VIH.	JULIE ROY SIMON-PIERRE LAVOIE	AUCUNE
TABLE DE SUIVI, MINISTÈRES ET ORGANISMES, 4 MODES DE DOTATION – EMPLOIS EN LIGNE	TABLE DE SUIVI AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AYANT UNE DÉLÉGATION POUR TENIR DES PROCESSUS DE QUALIFICATION. LES RENCONTRES TÉLÉPHONIQUES SONT CONSTITUÉES DE DISCUSSIONS SUR LES NOUVEAUTÉS, LES	JULIE GÉLINAS SERGIO ROJAS CHANTALE VACHON	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
	AMÉLIORATIONS, LES SUIVIS ET LES PROBLÉMATIQUES EN LIEN AVEC LA TENUE DE PROCESSUS DE QUALIFICATION DANS SON ENSEMBLE INCLUANT LE SYSTÈME « EMPLOIS EN LIGNE ».	LOUIS-ANDRÉ PICHETTE	
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN ATTRACTION DES TALENTS	PROMOUVOIR LES EMPLOIS POUR LESQUELS DES BESOINS DE MAIN-D'ŒUVRE ONT ÉTÉ DÉTERMINÉS AFIN D'ATTIRER ET DE RETENIR LES MEILLEURS CANDIDATS ET CANDIDATES ET PROMOUVOIR L'IMAGE D'UNE FONCTION PUBLIQUE RENOUVELÉE SELON LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.	WILLIAM DOUCET	2
COMITÉ PROJET AMBASSADEUR	LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR A POUR PROJET D'IMPLIQUER LES EMPLOYÉS À TITRE D'AMBASSADEURS DE LA FONCTION PUBLIQUE. POUR CE FAIRE, ELLE SOUHAITE DÉVELOPPER DIFFÉRENTS « PRODUITS AMBASSADEURS ». CES DERNIERS COUVRIRONT UNE MULTITUDE DE THÈMES ET VISERONT À METTRE DES EMPLOYÉS OU DES ÉQUIPES INSPIRANTES AU CŒUR DU CONCEPT. L'OBJECTIF ÉTANT DE DÉVELOPPER LE SENTIMENT DE FIERTÉ, LE SENTIMENT D'APPARTENANCE ET LA MOBILISATION DES EMPLOYÉS ET AINSI DE FAIRE RAYONNER LA FONCTION PUBLIQUE COMME EMPLOYEUR DE CHOIX.	WILLIAM DOUCET	2
TABLE DE COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE EN GESTION DE MAIN-D'ŒUVRE	DISCUTER ET ÉCHANGER SUR LES GRANDS DOSSIERS EN GESTION DE MAIN-D'ŒUVRE ET DE CEUX TRAITÉS AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR. PARTAGER L'OPTIMISATION DES FAÇONS DE FAIRE EN GESTION DE MAIN D'ŒUVRE.	VIRGINIE NADEAU	4
TABLE DE SUIVI DES OPÉRATIONS EN RESSOURCES HUMAINES	DISCUTER SUR LES OPÉRATIONS EN RESSOURCES HUMAINES.	CHANTALE VACHON	2
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP ET DES HABILETÉS DE GESTION	PARTAGER DES CONNAISSANCES, DES FAÇONS DE FAIRE DANS LE DÉVELOPPEMENT DES CADRES, DES BONNES PRATIQUES ET DES BONS COUPS.	JULIE PELLETIER JANIE COSSETTE	5
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN GESTION DU CHANGEMENT	PARTAGER DES RÉFLEXIONS, DES CONNAISSANCES, DES BONNES PRATIQUES, DES OUTILS ET DES EXPÉRIENCES EN GESTION DU CHANGEMENT ET EN TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE AU SEIN DES MINISTÈRES.	GENEVIÈVE LEBLANC	6
COMITÉ CONSULTATIF DES SOLUTIONS D'AFFAIRES GOUVERNEMENTALES EN RESSOURCES HUMAINES	COMITÉ PERMANENT COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DE MINISTÈRES ET ORGANISMES ET DE MEMBRES D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC AYANT POUR MANDAT DE : • FORMULER DES AVIS ET RECOMMANDATIONS AUX RESSOURCES HUMAINES DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, EN VUE DE LA PRISE DE DÉCISIONS RELATIVEMENT AUX PRIORITÉS DES DEMANDES D'ÉVOLUTION DE SGR2 ET SGR3. • PARTAGER L'INFORMATION SUR L'ÉVOLUTION DE SGR2 ET SGR3 ET SUR LES TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT DE SOLUTIONS GOUVERNEMENTALES EN RESSOURCES HUMAINES, NOTAMMENT, DE LA PLATEFORME COLLABORATIVE.	KARINE LAROCHELLE	AUCUNE
COMITÉ DE COORDINATION DU RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN MATIÈRE DE CONFLITS ET DE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE	FAVORISER ACTIVEMENT L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LEUR EXPERTISE DANS LE DOSSIER DE LA PRÉVENTION ET DU TRAITEMENT DES SITUATIONS DE CONFLITS ET DE HARCÈLEMENT, ET CE, EN PRIVILÉGIANT LA CONCERTATION, L'ÉCHANGE, LE PARTAGE ET LE SOUTIEN.	CHRISTIANE DAIGLE MARIE-EVE JALBERT	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ DE CONSULTATION DIRECTIONS RH SUR L'ÉVALUATION ET LE SUIVI DES EMPLOIS D'ENCADREMENT AINSI QUE DE LA GESTION DE LA MASSE SALARIALE THÉORIQUE	DANS LE CADRE DE LA « STRATÉGIE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 2018 – 2023 », ET CE, DANS LE BUT DE MIEUX VOUS SOUTENIR ET VOUS OUTILLER, LA DIRECTION DE LA CLASSIFICATION A ÉLABORÉ UN GUIDE SUR LA GESTION DES MASSES SALARIALES THÉORIQUES. AVANT DE DIFFUSER LE GUIDE À L'ENSEMBLE DES DIRECTIONS DES RESSOURCES HUMAINES DE LA FONCTION PUBLIQUE, UN COMITÉ DE TRAVAIL A ÉTÉ FORMÉ AFIN DE RECUEILLIR VOS COMMENTAIRES À L'ÉGARD DE CELUI-CI.	VIVIANE ST-AMAND MICHAUD	AUCUNE
GROUPE DE CO-DÉVELOPPEMENT EN GESTION DE L'INVALIDITÉ ET DE LA RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL	DISCUTER ET APPORTER DES PISTES D'ACTION POUR DIVERS CAS D'INVALIDITÉ ET DE RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL. ÉCHANGER SUR LES BONNES PRATIQUES À METTRE EN PLACE ET PARTAGER LEUR EXPERTISE.	KATHLEEN MARTINEAU	7
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA REFONTE EN DOTATION – RENCONTRES DU SOUTIEN RAPPROCHÉ	ÉCHANGER SUR LES DÉFIS, OPPORTUNITÉS ET ENJEUX EN LIEN AVEC LA REFONTE DU PROCESSUS DE DOTATION À VENIR.	JULIE GÉLINAS	6
RÉSEAU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS	RÉSEAU COORDONNÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR. L'OBJECTIF DU RÉSEAU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS EST LE PARTAGE D'INFORMATION, LA FORMATION, LA CRÉATION D'OUTILS, ETC.	MARIE-EVE BÉRUBÉ	2
COMITE INTERMINISTERIEL DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION	• METTRE À PROFIT LES EXPERTISES ET TENIR COMPTE DES BESOINS DE CHAQUE MINISTÈRE EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET D'INNOVATION. • FAVORISER LA CULTURE SCIENTIFIQUE ET D'INNOVATION ET MAXIMISER SON IMPACT. • SOUTENIR ET ACCOMPAGNER LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AFIN DE MIEUX ARTICULER L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES EN RECHERCHE ET INNOVATION. • FAVORISER LA COLLABORATION ET LE PARTENARIAT POUR OPTIMISER LES RETOMBÉES DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION, TANT SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL, AINSI QU'AU SEIN MÊME DE L'APPAREIL PUBLIC.	BENOÎT CARBONNEAU NICOLAS CHARLEBOIS JULIEN-MAURICE LAPLANTE SOPHIE HEIN	6
COMITÉ DE COORDINATION DE LA GOUVERNANCE MINISTÉRIELLE POUR L'OUVERTURE DES DONNÉES AU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION	S'ASSURER QUE L'ENSEMBLE DES PARTIES PRENANTES DU MINISTÈRE SOIENT ENGAGÉES DANS LE MOUVEMENT D'OUVERTURE DES DONNÉES ET APPORTER L'EXPERTISE ET LA COLLABORATION DES UNITÉS CONCERNÉES.	VALÉRIE ROY-PERREAULT	1
COMITÉ DE GOUVERNANCE INTERMINISTÉRIEL IMPLANTATION D'UN NOUVEAU LIEN ENTRE QUÉBEC ET LÉVIS	METTRE EN PLACE DES LEVIERS POUR OPTIMISER LES DÉLAIS. CES LEVIERS CONSISTENT NOTAMMENT EN LA REVUE DES PROCESSUS ÉTABLIS POUR CHACUN DES MINISTÈRES AFIN DE TRAVAILLER EN AMONT ET IDENTIFIER LES ENJEUX ET PROBLÉMATIQUES AFIN D'APPORTER LES ACTIONS REQUISES POUR LIMITER LES TEMPS D'ATTENTES OU D'APPROBATIONS.	JULIE MASSÉ MARISE ST-PIERRE MARIE-SOPHIE LECLERC SARA PONTON	1
COMITÉ TRIPARTIE SUR LE PLAN DE SÉCURITÉ INCENDIE ET DES MESURES D'URGENCE DES PALAIS DE JUSTICE	RÉVISER LE PLAN DE SÉCURITÉ INCENDIE ET DES MESURES D'URGENCES ET PROPOSER UN MODÈLE UNIQUE POUR L'ENSEMBLE DES PALAIS DE JUSTICE.	ANNIE TURCOTTE	AUCUNE
TABLE LOCALE D'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES À SEPT-ÎLES	AMÉLIORER ET FACILITER LA COLLABORATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES OFFERTS AUX AUTOCHTONES.	MIREILLE JONCAS	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS-SAINT-LAURENT	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	PATRICIA COUTURE NATHALIE GIRARD	6
TABLE LOCALE (LA TUQUE/SHAWINIGAN) D'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES POUR LES AUTOCHTONES EN MILIEU URBAIN	AMÉLIORER ET FACILITER LA COLLABORATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES OFFERTS AUX AUTOCHTONES.	STÉPHANE DESJARDINS	AUCUNE
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	MARIE-ÈVE CORMIER	8
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	JIMMY VAILLANCOURT	4
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA CÔTE-NORD	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	MIREILLE JONCAS	15
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	DOMINIC VAILLANCOURT	7
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	JOSYANE HAMEL	5
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND-MONTRÉAL	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	CATHERINE MORNEAU	5
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	MICHÈLE CUERRIER	10
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	MICHEL CAOUETTE	16
GROUPE DE TRAVAIL QUÉBEC – COURS MUNICIPALES	VALIDER ET APPROUVER LES NOUVELLES FAÇONS DE FAIRE ET LES NOUVELLES SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES EN APPUI AUX PROGRAMMES DE TRANSFORMATION DE LA JUSTICE EN CONTEXTE MUNICIPAL. ÉTABLIR DES STANDARDS ET ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES.	GABRIEL LACROIX-DUFOUR MARJORIE FORGUES PATRICK-THIERRY GRENIER FRANCINE ASSELIN GAÉTAN RANCOURT CHRISTINE CÔTÉ PATRICK GAZAILLE GENEVIÈVE BUREAU AUDREY TURMEL	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ PERMANENT DE MISE EN ŒUVRE DES ENTENTES EN MILIEU NORDIQUE	DÉVELOPPER DES OUTILS FAVORISANT LA PÉRENNITÉ DE LA MÉMOIRE INSTITUTIONNELLE ET LE PARTAGE DES CONNAISSANCES AU REGARD DES CONVENTIONS ET ENTENTES EN MILIEU NORDIQUE ET CONSEILLER LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES LORSQU'ILS DOIVENT ADOPTER DES MESURES OU NÉGOCIER ET METTRE EN ŒUVRE DES CONVENTIONS ET ENTENTES EN MILIEU NORDIQUE.	HUBERT NOREAU-SIMPSON ROSEMARIE FORTIER	2
COMITÉ DE LIAISON DE COORDONNATEURS	PRENDRE CONNAISSANCE DES RISQUES ET DES ACTIONS QUI SONT TRANSMIS PAR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE, ASSURER LE SUIVI DE LA PERFORMANCE DU PROJET (PAR PHASE DE RÉALISATION), LES JALONS, LES ENJEUX ET LES ACTIVITÉS RÉALISÉES, EN COURS ET À VENIR.	CAROLINE LAVOIE CÉLINE DUFRESNE CAROLINE VACHON MICHAEL DUBÉ FRANCINE GRAVEL	8
COMITÉ D'ORIENTATION DE PROJET DE L'ENQUÊTE POPULATIONNELLE SUR LA VIOLENCE CONJUGALE	ORIENTER ET PARTICIPER À L'ÉLABORATION DE LA PREMIÈRE ENQUÊTE POPULATIONNELLE SUR LA VIOLENCE CONJUGALE AU QUÉBEC.	JADE CABANA	AUCUNE
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA PRATIQUE JUDICIAIRE EN MATIÈRE DE PROTECTION DE LA JEUNESSE	REVOIR LES PROCÉDURES ET TROUVER DES MOYENS POUR AMÉLIORER LA PRATIQUE DEVANT LA CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE LA COUR DU QUÉBEC.	GASTON PELLETIER LOUISE PLAMONDON ISABELLE DUPONT	7
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA PRATIQUE JUDICIAIRE EN MATIÈRE JEUNESSE - RENCONTRE DE TRAVAIL DU SOUS-COMITÉ JURIDIQUE	À TITRE D'OBSERVATRICE-PARTICIPER À UNE RÉFLEXION SUR LES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES QUI DEVRAIENT ÊTRE SOUMISES AU COMITÉ PERMANENT.	LOUISE PLAMONDON ISABELLE DUPONT	2
COMITÉ D'IMPLANTATION DE LA VISIOCOMPARUTION DANS LE NORD-DU-QUÉBEC	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DE LA VISIOCOMPARUTION DANS LE NORD-DU-QUÉBEC POUR LA TENUE DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ.	PAUL CHARBONNEAU JOSÉE TROTTIER	AUCUNE
COMITÉ STRATÉGIQUE SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES À LA SUITE D'UN DÉCÈS	COMITÉ VISANT À GUIDER LES TRAVAUX MENÉS AFIN DE SIMPLIFIER LES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES À LA SUITE D'UN DÉCÈS, À TROUVER DES SOLUTIONS AUX PROBLÉMATIQUES IDENTIFIÉES ET PROPOSER DES SOLUTIONS ARRIMÉES.	PATRICK-THIERRY GRENIER CHRISTIAN G. SIROIS	4
COMITÉ DIRECTEUR INTERMINISTÉRIEL – PLAN GOUVERNEMENTAL SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES À LA SUITE D'UN DÉCÈS	ÉLABORER DES SOLUTIONS POSSIBLES AUX PRINCIPALES DIFFICULTÉS D'ORDRE JURIDIQUE OU ADMINISTRATIVE RENCONTRÉES PAR LES CITOYENS APPELÉS À RÉGLER LA SUCCESSION D'UN PROCHE.	MICHEL PAQUETTE JULIEN-MAURICE LAPLANTE SOPHIE HEIN	5
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION SUPPRIMANT L'EXIGENCE DE LA LÉGALISATION DES ACTES PUBLICS ÉTRANGERS, CONCLUE À LA HAYE LE 5 OCTOBRE 1961	LE MANDAT EST DE DÉTERMINER LES MESURES NÉCESSAIRES POUR METTRE EN ŒUVRE CETTE CONVENTION AU QUÉBEC, CE QUI REQUIERT D'IDENTIFIER LA OU LES AUTORITÉS QUI SERONT DÉSIGNÉES COMPÉTENTES ET LE OU LES MINISTÈRES ET ORGANISMES QUI SERONT RESPONSABLES DE CRÉER ET DE METTRE À JOUR LE REGISTRE ÉLECTRONIQUE DES APOSTILLES DÉLIVRÉES.	LAURENCE BERGERON HAKIME AIT AMER MEZIANE LAURENCE BERGERON SYLVIE SCHERRER MARILÈNE GALLIEN NANCY PAQUETTE ÉMILIE-JENNIFER DESBIENS	10

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ DE TRAVAIL DIRECTEUR DE L'ÉTAT CIVIL – MINISTÈRE DE LA JUSTICE	LE MANDAT EST D'ÉCHANGER SUR LES RÉALITÉS ET LES BESOINS DE CHAQUE ORGANISATION AFIN D'IDENTIFIER LES PROCESSUS ET MÉCANISMES DE COMMUNICATION.	MARIE-ÉMILIE ROCHETTE CATHERINE MORNEAU	AUCUNE
COMITÉ DE TRAVAIL EN MATIÈRE PÉNALE	LE COMITÉ A POUR MANDAT DE CONFIRMER LA VALIDITÉ DES TRAVAUX ET INDICATEURS EN MATIÈRE PÉNALE, D'AMÉLIORER LA PRÉCISION DES RÉSULTATS LIÉS AUX INDICATEURS ET DE CHERCHER DES RÉPONSES AUX QUESTIONNEMENTS SOULEVÉS EN LA MATIÈRE.	RIM BOUJMIL GABRIEL LACROIX-DUFOUR DIANE MESSIER MARTIN ROSS	AUCUNE
COMITÉ DES AGENTS DE LIAISON DE L'ENTREPRISE NATIONALE RELATIVE À LA STATISTIQUE JURIDIQUE (CALENRSJ)	RATTACHÉ AU CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE (CCSJ) DE STATISTIQUE CANADA, LE CALENRSJ SE COMPOSE DE FONCTIONNAIRES MINISTÉRIELS NOMMÉS PAR LES SOUS-MINISTRES DES JURIDICTIONS CANADIENNES, DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE STATISTIQUE CANADA RESPONSABLE DU CCSJ, AINSI QUE D'UN REPRÉSENTANT DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES CHEFS DE POLICE. LE COMITÉ APPORTE DES ÉCLAIRCISSEMENTS SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT DANS LA COLLECTIVITÉ, PASSE EN REVUE DES ARTICLES DE JURISTAT EN COURS DE PRÉPARATION ET D'AUTRES RAPPORTS, ET CONSTITUE UNE VOIE DE COMMUNICATION ENTRE LES FOURNISSEURS DE DONNÉES ET LE CCSJ POUR LA DISCUSSION DES QUESTIONS LIÉES À LA QUALITÉ DES DONNÉES.	GABRIEL LACROIX-DUFOUR ALBERT BESNIER	5
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (CIDD) EST UNE INSTANCE DONT LES DÉCISIONS VISENT À ORIENTER LA CONTRIBUTION DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN LA MATIÈRE. IL EST ÉGALEMENT UN LIEU D'ÉCHANGE, D'INFORMATION ET DE PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE. LES TRAVAUX DU CIDD SE DÉROULENT DANS UN ESPRIT ET UNE DYNAMIQUE PARTICIPATIVE ET CONTRIBUTIVE. PRÉSIDÉ PAR LE SOUS-MINISTRE ADJOINT AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, LE CIDD EST FORMÉ DE GESTIONNAIRES DE HAUT NIVEAU (SOUS-MINISTRES ADJOINTS OU ADJOINTES, SOUS-MINISTRES ASSOCIÉS OU ASSOCIÉES OU LEUR ÉQUIVALENT), QUI ACCOMPAGNENT LE MINISTÈRE DANS LA RÉALISATION DES MANDATS QUE LUI CONFIE LA LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE.	PATRICK-THIERRY GRENIER GABRIEL LACROIX-DUFOUR	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES LORS D'UN DÉCÈS : CHANTIER SUR L'ACCOMPAGNEMENT À LA SUITE D'UN DÉCÈS	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VISE À DÉVELOPPER DES OUTILS PERMETTANT DE GUIDER LE CITOYEN VERS LES BONS SERVICES GOUVERNEMENTAUX.	MARTINE AUGER STÉPHANIE TURCOTTE LY N-TIR	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES LORS D'UN DÉCÈS : CHANTIER SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES EN MATIÈRE DE SUCCESSION	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE , VISE À AMÉLIORER L'AUTOMATISATION DES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES DES MINISTÈRES ET ORGANISMES À LA RÉCEPTION DE L'INFORMATION DU DÉCÈS.	ÉLISABETH GEOFFROY MARTINE AUGER	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES LORS D'UN DÉCÈS : CHANTIER SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES TESTAMENTAIRES	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE , VISE À IDENTIFIER DES SOLUTIONS VISANT À VISE À SIMPLIFIER LA RECHERCHE TESTAMENTAIRE.	STÉPHANIE TURCOTTE MICHEL PAQUETTE, MARTINE AUGER	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
		ELISABETH GEOFFROY	
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES LORS D'UN DÉCÈS : CHANTIER SIMPLIFICATION DES RÈGLES RELATIVES À LA LIQUIDATION DE LA SUCCESSION	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE , VISE À IDENTIFIER DES SOLUTIONS PERMETTANT DE SIMPLIFIER LES RÈGLES ENTOURANT LA LIQUIDATION D'UNE SUCCESSION.	MICHEL PAQUETTE VALÉRIE MARTEL SOPHIE HEIN	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES LORS D'UN DÉCÈS: CHANTIER SUR LE DROIT DES SUCCESSIONS	CE CHANTIER, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, VISE À IDENTIFIER DES SOLUTIONS POUR AVOIR UNE MEILLEURE COHÉRENCE DANS L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DU CODE CIVIL EN MATIÈRE DE RÈGLEMENT DES SUCCESSIONS ET PERMETTRE AUX HÉRITIERS DE PRENDRE DES DÉCISIONS PLUS ÉCLAIRÉES.	MICHEL PAQUETTE VALÉRIE MARTEL	2
COMITÉ DE TRAVAIL POUR LE POSITIONNEMENT DE L'INFRASTRUCTURE À CLÉ PUBLIQUE GOUVERNEMENTALE ET DE LA MODIFICATION DE LA DIRECTIVE	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU CONSEIL DU TRÉSOR, A POUR MANDAT D'ASSURER LA GOUVERNANCE DES TRAVAUX QUANT AU POSITIONNEMENT RELATIF À LA NÉCESSITÉ ET LA COUVERTURE OFFERTE PAR L'INFRASTRUCTURE À CLÉ PUBLIQUE GOUVERNEMENTALE À TITRE DE SERVICE DE CERTIFICATION À PORTÉE GOUVERNEMENTALE.	CAROLE FERRON ÉLISABETH GEOFFROY MARILÈNE GALLIEN	6
COMITÉ OPÉRATIONNEL SUR LES CAMÉRAS PORTATIVES	LE COMITÉ EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET IL ÉTUDIE LES ENJEUX OPÉRATIONNELS DE LA MISE SUR PIED DE SYSTÈMES DE CAMÉRAS PORTATIVES AU SEIN DES CORPS POLICIERS QUÉBÉCOIS. UN RAPPORT SUR LES CONCLUSIONS DES DEUX COMITÉS (OPÉRATIONNEL ET TECHNIQUE) PARTICIPANT À CES TRAVAUX DOIT ÊTRE PRODUIT AU DÉBUT DE L'ANNÉE 2021 POUR LE COMITÉ DIRECTEUR SUR LES CAMÉRAS PORTATIVES.	JULIE ROY SIMON-PIERRE LAVOIE KATHY PLANTE ISABELLE DESROCHES JULIE HOULE AMÉLIE LEBEL	10
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES LORS D'UN DÉCÈS : CHANTIER SUR L'IDENTIFICATION DU LIQUIDATEUR D'UNE SUCCESSION	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE , VISE À IDENTIFIER DES PISTES DE SOLUTIONS INTERMINISTÉRIELLES POUR SIMPLIFIER LES DÉMARCHES DU CITOYEN AVEC L'ÉTAT. LE MANDAT DE CE CHANTIER A POUR OBJECTIFS : - OFFRIR AUX LIQUIDATEURS D'UNE SUCCESSION LA POSSIBILITÉ DE S'IDENTIFIER UNE SEULE FOIS AUPRÈS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. - RÉDUIRE LES EFFORTS CONSACRÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES À L'IDENTIFICATION DES LIQUIDATEURS.	ÉLISABETH GEOFFROY STÉPHANIE TURCOTTE HAKIMA AIT AMER MEZIANE MICHEL PAQUETTE MARTINE AUGER VALÉRIE MARTEL SOPHIE HEIN	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA SIMPLIFICATION DES SERVICES AUX CITOYENS ET AUX ENTREPRISES	LE COMITÉ EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET VISE À EFFECTUER DES TRAVAUX D'ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE DE SIMPLIFICATION DES SERVICES AUX CITOYENS ET ENTREPRISES.	GENEVIÈVE LALONDE MARTINE AUGER	3
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN PLACE D'UN RÉGIME DE SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES EN MATIÈRE MUNICIPALE	FAIRE LES ANALYSES POUR LA MISE EN PLACE D'UN RÉGIME DE SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES POUR CERTAINES INFRACTIONS POUR LES STATIONNEMENTS POUR LES VILLES DE MONTRÉAL ET QUÉBEC.	ÉLISE LABRECQUE GASTON PELLETIER AMÉLIE COUTURE-ROY	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
		KATHYE POMERLEAU LUC DUMONT	
GROUPE DE TRAVAIL INDÉPENDANT SUR RÉFORME DE LA STRUCTURE TARIFAIRE DE L'AIDE JURIDIQUE	ÉTUDIER LA STRUCTURE TARIFAIRE ACTUELLE DES HONORAIRES ET DÉBOURS DE L'AIDE JURIDIQUE POUR LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS QUANT À UNE ÉVENTUELLE RÉFORME DE LA STRUCTURE TARIFAIRE DE L'AIDE JURIDIQUE.	SECRÉTARIAT / SOUTIEN TECHNIQUE : MYRIAM ANCTIL ROSGARYS MERCADO	51
GROUPE DE TRAVAIL SUR LES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (LPJ) SPÉCIFIQUES AUX ENFANTS ET FAMILLES DES PREMIÈRES NATIONS ET INUIT (PNI)	EXAMINER LES DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX FAMILLES ET AUX ENFANTS DES PNI DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE, DE DOCUMENTER LES DIFFICULTÉS D'APPLICATION ET DE PROPOSER DES MODIFICATIONS À LA LPJ EN ASSURANT LES MODIFICATIONS NÉCESSAIRES AUX AUTRES LOIS (EXEMPLES : LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX,, CODE CIVIL DU QUÉBEC).	LOUISE PLAMONDON JESSICA MATHIEU JOHANNE DESTREMPES SOPHIE LACROIX	5
TABLE DE CONCERTATION MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX-MINISTÈRE DE LA JUSTICE CONCERNANT LES JEUNES ET LA FAMILLE	FAVORISER LA COLLABORATION POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX DES DEUX MINISTÈRES.	LOUISE PLAMONDON SOPHIE LACROIX	AUCUNE
GROUPE DE COORDINATION INTERMINISTÉRIEL	COORDONNER LES TRAVAUX GOUVERNEMENTAUX RELATIFS À LA COMMISSION SPÉCIALE DES DROITS DES ENFANTS ET DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DE LA MISE EN ŒUVRE DE CETTE COMMISSION, LE CAS ÉCHÉANT.	MARIE-CATHERINE PARÉ	3
GROUPE DE TRAVAIL TACTIQUE INTERMINISTÉRIEL SUR LE SUIVI DES TRAVAUX DE LA COMMISSION SPÉCIALE DES DROITS DES ENFANTS ET DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE	ASSURER LA RÉDACTION DU PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA COMMISSION SPÉCIALE DES DROITS DES ENFANTS ET DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET ÉTABLIR LES ÉTAPES DE RÉALISATION ET DE SUIVI.	LOUISE PLAMONDON SOPHIE LACROIX	7
COMITÉ SUR LES ENTRÉES SANS AUTORISATION (DANS LES FERMES ET EXPLOITATIONS AGRICOLES)	LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES ENTRÉES SANS AUTORISATION DANS LES ÉTABLISSEMENTS BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC (FERMES ET EXPLOITATIONS AGRICOLES) EST FORMÉ DE JURISTES ET DE PROFESSIONNELS DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION, DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA DIRECTION AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET A POUR MANDAT D'ÉVALUER LES IMPACTS QUI PEUVENT DÉCOULER DES INTRODUCTIONS SANS AUTORISATION DANS LES ÉTABLISSEMENTS BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC, PLUS PARTICULIÈREMENT EN PRÉSENCE D'ANIMAUX D'ÉLEVAGE, AINSI QUE LES MEILLEURES PISTES DE SOLUTIONS LÉGISLATIVES ET NON LÉGISLATIVES À METTRE EN PLACE AFIN DE PRÉVENIR OU CONTRER DE TELLES ACTIVITÉS. LE COMITÉ RÉFLÉCHIT, EN PARTICULIER, SUR UNE ÉVENTUELLE LÉGISLATION ENCADRANT LE PHÉNOMÈNE DES MANIFESTATIONS D'ACTIVISTES SUR CES LIEUX.	ABDOU THIAW ALIONA BANCILA FÉLIX PLANTE MARIE-ÈVE JEAN MARTIN HUOT	4
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LES AJOUTS AUX TERRES DE RÉSERVE	LE GROUPE DE TRAVAIL EST DIRIGÉ PAR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES. IL A ÉTÉ CRÉÉ EN FÉVRIER 2020 POUR DOCUMENTER LES ENJEUX SOULEVÉS PAR LES AJOUTS AUX TERRES DE RÉSERVE EN TERRITOIRE QUÉBÉCOIS ET ÉLABORER DES RECOMMANDATIONS AFIN D'ACTUALISER LES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE CRÉATION OU D'AGRANDISSEMENT DE RÉSERVES.	LAURIE ANCTIL	17

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ FÉDÉRAL PROVINCIAL – ENTENTE DE PARTAGE DE L'INFORMATION PROVENANT DES TRIBUNAUX QUÉBÉCOIS VERS LE SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA	LE MANDAT DU COMITÉ EST D'ÉCHANGER AVEC LE SERVICE CORRECTIONNEL CANADIEN ET LES AUTRES PROVINCES QUANT À LA MODERNISATION DES MÉCANISMES DE TRANSMISSION DES INFORMATIONS JUDICIAIRES.	GAÉTAN RANCOURT PATRICK NAUD-CAVION CAROLINE DION JULIE COUTURE	2
TABLE DE CONCERTATION DU MILIEU ARCHIVISTIQUE QUÉBÉCOIS	TABLE DE CONCERTATION PRÉSIDÉE PAR BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC DONT LE MANDAT VISE À MOBILISER LES FORCES DES INTERVENANTS AFIN D'UNE PART, DE CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT ET À LA PÉRENNITÉ DE L'ARCHIVISTIQUE QUÉBÉCOISE ET, D'AUTRE PART, D'ASSURER LA MISE EN PLACE DES MEILLEURES PRATIQUES AFIN D'ASSURER UNE SAINE GESTION DES DOCUMENTS TOUT AU LONG DE LEUR CYCLE DE VIE, DEPUIS LEUR CRÉATION À LEUR DIFFUSION ET MISE EN VALEUR.	LAURIE GIRARD-SIMARD	2
COMITÉ LEXIUS D'ARRIMAGE AVEC LES PARTENAIRES	CE COMITÉ VISE À ASSURER UN MAXIMUM DE PARTAGE D'INFORMATION ET DE PRÉVOIR LES ARRIMAGES NÉCESSAIRES DONT LES ORIENTATIONS ET DÉCISIONS PRISES DANS LE CADRE DU PROGRAMME LEXIUS. LE COMITÉ EST FORMÉ DE GESTIONNAIRES DES DIFFÉRENTS PARTENAIRES DE PROXIMITÉ DU PROGRAMME LEXIUS COMME LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE, LA CHAMBRE DES HUISSIERS ET SON ASSOCIATION, LA CHAMBRE DES NOTAIRES ET AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES.	CAROLINE LANDRY PATRICIA GIGNAC MARIUS LUPU JOHN-WILLIAM CELY SANDRA ALVAREZ LISE PROULX RENÉE GIGUÈRE CATHERINE GAUTHIER VINCENT BELZIL AMÉLIE GAGNON STÉPHANIE BEAUMONT JANICK CROTEAU MARIE-PIER SIMARD MAYA LEFRANÇOIS	7
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL ET DES PARTENAIRES AUTOCHTONES POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE INFORMATION SUR LA JUSTICE ET LES AUTOCHTONES	UN VOLET ADDITIONNEL À LA FORMATION EN LIGNE CONÇUE POUR L'ENSEMBLE DES EMPLOYÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE SUR LES RÉALITÉS AUTOCHTONES EST EN DÉVELOPPEMENT POUR SENSIBILISER LES INTERVENANTS SOCIO-JUDICIAIRES À L'ENSEMBLE DES ENJEUX EN MATIÈRE DE JUSTICE PROPRES AUX PREMIÈRES NATIONS ET AUX INUITS. UN COMITÉ CONSULTATIF FORMÉ DE PARTENAIRES AUTOCHTONES ET DE REPRÉSENTANTS INSTITUTIONNELS A ÉTÉ MIS SUR PIED EN SOUTIEN AU PROJET PILOTÉ PAR LE BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL.	PASCALE LABBÉ JADE CABANA	3
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN AMÉLIORATION CONTINUE	PARTAGER DES BONNES PRATIQUES EN AMÉLIORATION CONTINUE ET DANS LES DOMAINES APPARENTÉS PAR UNE COMMUNAUTÉ REGROUPANT DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR PUBLIC QUÉBÉCOIS.	JEAN-FRANÇOIS LÉVESQUE ARIANE MATHIEU MATHIEU SIMARD	12

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
		GENEVIÈVE BUREAU CATHERINE BERNIER JEAN-FRANÇOIS CAYER LUIS MANUEL MEJIA DIAZ SIMON LORTIE	
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN GESTION DES BÉNÉFICES	PARTAGER LES BONNES PRATIQUES EN GESTION DES BÉNÉFICES PAR UNE COMMUNAUTÉ REGROUPANT DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR PUBLIC QUÉBÉCOIS.	CATHERINE BERNIER	AUCUNE
COMITÉ DE GESTION DES RISQUES DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE	CE COMITÉ A LE MANDAT D'ASSURER LE SUIVI TACTIQUE DE L'ENSEMBLE DES RISQUES RELIÉS AUX MESURES STRUCTURANTES DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE AINSI QUE DE VEILLER À LA PERTINENCE ET LA SUFFISANCE DE L'ENSEMBLE DES MESURES D'ATTÉNUATION QUI Y SONT ASSOCIÉES. DE PLUS, LE COMITÉ RÉALISE L'ANALYSE INITIALE DES RISQUES ET UNE MISE À JOUR RÉGULIÈRE DU REGISTRE DES RISQUES TRANSVERSAUX LIÉS AU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE	WILFRIED AFFODEGON CHRISTINE CÔTÉ CAROLINE LANDRY JOHANKA GIGUÈRE LISE PROULX MARIE-CLAUDE DARAICHE JOSÉE CHABOT MÉLANIE VALLÉE CHARLES ÉMOND JULIE SIMARD JANICK CROTEAU GENEVIÈVE VALLÉE SOPHIE DEMERS MARIE-PIER SIMARD CAROLINE DOUCET XAVUER DESJARDINS ÉDITH CARON MARTIN MORIN MARC GAGNÉ	9
COMITÉ CONSULTATIF D'ÉVALUATION DU PLAN DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE JUSTICE	LE COMITÉ DONNE SON AVIS SUR LES TRAVAUX D'ÉVALUATION DÉCOULANT DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE (CADRE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE, CADRE D'ÉVALUATION, BILANS ANNUELS COMMENTÉS, ETC.).	GABRIEL LACROIX-DUFOUR DULCE MARIA HERRERA AUDREY TURMEL CHANTALE MORIN FRANÇOIS OUELLETTE	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
		PAUL CHARBONNEAU MÉLANIE BEAULIEU JOHANKA GIGUÈRE GAÉTAN RANCOURT	
COMITÉ DIRECTEUR – CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PROGRESSIF	COMITÉ DE GOUVERNANCE SUR LES ACTIVITÉS DU CENTRE. LE CENTRE A POUR OBJECTIF LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE RECHERCHE FONDAMENTALE ET APPLIQUÉE EN DROIT PROSPECTIF ET DANS DES DISCIPLINES CONNEXES.	PATRICK-THIERRY GRENIER	1
COMITÉS INTERMINISTÉRIELS – CURATEUR PUBLIC	CES COMITÉS VISENT À ASSURER LES ARRIMAGES REQUIS DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION OPÉRÉE PAR LE CURATEUR PUBLIC.	PATRICK-THIERRY GRENIER	1
RENCONTRES INTERMINISTÉRIELLES DES SOUS-MINISTRES ASSOCIÉS – VIOLENCES SEXUELLES ET CONJUGALES	COMITÉ MIS EN PLACE PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE VISANT À DISCUTER DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE DANS LE CONTEXTE DU SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ D'EXPERTS SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE, DE LA PROLONGATION ET DU RENOUVELLEMENT DE LA STRATÉGIE VIOLENCES SEXUELLES ET DU PREMIER RAPPORT DU COMITÉ D'EXAMEN DES DÉCÈS LIÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE.	PATRICK-THIERRY GRENIER	3
JUSTICE DANS LE NORD	COMITÉ REGROUPANT LES PRINCIPAUX PARTENAIRES DE LA JUSTICE, VISANT À IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES RELATIVES AUX CLIENTÈLES AUTOCHTONES DANS LE NORD DU QUÉBEC, À CONVENIR DES SOLUTIONS REQUISES ET À LES METTRE EN PLACE.	PATRICK-THIERRY GRENIER JACQUES PRÉGENT ALAIN BELLEFEUILLE JOSÉE TROTTIER LISA CARROLL MARJORIE FORGUES	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE RÉGIME ENREGISTRÉ D'ÉPARGNE INVALIDITÉ	ÉLABORER DAVANTAGE LES SOLUTIONS MISES DE L'AVANT DANS LE RAPPORT EN VUE DE PROPOSITION DE MODIFICATIONS LÉGISLATIVES.	GASTON PELLETIER ÉLISE LABRECQUE YANN DUGUAY MATHIEU BÉRUBÉ ANDRÉ-CLAUDE VEILLETTE	AUCUNE
COMITÉ PERMANENT SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (LPJ)	EXAMINER LES RECOMMANDATIONS DES DIFFÉRENTS RAPPORTS, AVIS OU COMMENTAIRES SOUMIS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC CONCERNANT L'APPLICATION DE LA LPJ; RECOMMANDER, S'IL Y A LIEU, DES MODIFICATIONS À LA LPJ; IDENTIFIER ET RECOMMANDER LES MODIFICATIONS QUI POURRAIENT ÊTRE APPORTÉES À LA LPJ AFIN D'AMÉLIORER LA CAPACITÉ DU DIRECTEUR DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE À INTERVENIR AUPRÈS DES FAMILLES ET DES ENFANTS EN DIFFICULTÉ EN PROPOSANT DES SOLUTIONS LÉGISLATIVES.	LOUISE PLAMONDON SOPHIE LACROIX	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ NATIONAL SUR L'ADAPTATION ET L'ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ ET AUX SERVICES SOCIAUX POUR LES PERSONNES DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE	PRODUIRE DES AVIS EN VUE DE L'ÉLABORATION PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LIGNES DIRECTRICES MINISTÉRIELLES SUR LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE DES PERSONNES DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE.	ROGER NOËL BARBARA SOUSA	1
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE	AMÉLIORER L'ACCOMPAGNEMENT ET L'EXPÉRIENCE DES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES OU DE VIOLENCE CONJUGALE DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE. IL DEVRA NOTAMMENT ÉVALUER ET DÉTERMINER LES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ.	PATRICK-THIERRY GRENIER RICHARD CARBONNEAU GABRIEL LACROIX-DUFOUR CLAUDINE SIMON MAUDE PAQUET PASCALE LABBÉ PATRICK GAZAILLE KATHERINE MORISSETTE	7
TABLE NATIONALE DE CONSULTATION SUR LA MISE EN PLACE DU PROJET PILOTE DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ	SOUTENIR LE DÉPLOIEMENT DU PROJET PILOTE DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE. LA TABLE DOCUMENTE LES ENJEUX DES PARTENAIRES, CONTRIBUE À L'ÉLABORATION D'ORIENTATIONS NATIONALES ET SUIT LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET PILOTE EN FACILITANT LA MOBILISATION DES DIFFÉRENTS ACTEURS.	PATRICK-THIERRY GRENIER RICHARD CARBONNEAU GABRIEL LACROIX-DUFOUR DELPHINE MATTE CLAUDINE SIMON PASCALE LABBÉ	5
COMITÉ DE RÉVISION DES PRATIQUES POLICIÈRES EN VIOLENCE SEXUELLE	RÉVISER LE GUIDE DE PRATIQUES POLICIÈRES DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE.	DELPHINE MATTE	3
COMITÉ SUR LA JUSTICE RÉPARATRICE EN VIOLENCE SEXUELLE ET EN VIOLENCE CONJUGALE D'ÉQUIJUSTICE	PRÉSENTER ET DISCUTER DES PRATIQUES RÉPARATRICES EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE.	DELPHINE MATTE AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL *UN QUÉBEC POUR TOUS LES ÂGES*	COMITÉ DE SUIVI ET DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION *UN QUÉBEC POUR TOUS LES ÂGES*.	RICHARD CARBONNEAU DELPHINE MATTE	1
COMITÉ CONSULTATIF DE L'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET DE VIOLENCE SEXUELLE	COMITÉ REGROUPANT DES PARTENAIRES NATIONAUX AFIN DE S'ASSURER QUE L'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE RÉPONDE AUX BESOINS POUR LESQUELS IL A ÉTÉ CRÉÉ, SE DÉVELOPPE EN COMPLÉMENTARITÉ, EN CONTINUITÉ ET EN PARTENARIAT AVEC LES SERVICES EXISTANTS.	JULIEN-MAURICE LAPLANTE RICHARD CARBONNEAU JULIE GOULET	2
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES DANS LA PRÉVENTION DE LA PORNOGRAPHIE JUVÉNILE EN LIGNE	GROUPE DE TRAVAIL SUR LA RECOMMANDATION 5 DU RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS. LE GROUPE VISE À PRODUIRE UN AVIS CONCERNANT LA PRÉSENCE DE PORNOGRAPHIE JUVÉNILE SUR DES SITES LIÉS À DES ENTREPRISES ENREGISTRÉES AU QUÉBEC ET LES MESURES MISES EN PLACE POUR LA PRÉVENIR ET LA RÉPRIMER. CE COMITÉ COMPREND DES REPRÉSENTANTS DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DU	JADE CABANA	9

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION, DU MINISTÈRE DES FINANCES, DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL ET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.		
COMITÉ FÉDÉRAL PROVINCIAL TERRITORIAL SUR LES SERVICES AUX PERSONNES VICTIMES	COMITÉ REGROUPANT DES REPRÉSENTANTS DE L'ENSEMBLE DES PROVINCES ET TERRITOIRE AINSI QUE DES REPRÉSENTANTS DE JUSTICE CANADA, DE LA RCMP, DES SERVICES CORRECTIONNELS DU CANADA ET D'ORGANISMES NATIONAUX AFIN D'ÉCHANGER SUR DIVERSES BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE D'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES.	JADE CABANA	14
TABLE ÉLARGIE DES MODES ALTERNATIFS	DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES ET DES MEILLEURES PRATIQUES DE GESTION EN MODE ALTERNATIF.	STEVE PARISÉ	2
COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'AMÉNAGEMENT DES MILIEUX DE TRAVAIL AXÉS SUR LES ACTIVITÉS POUR JURISTES	CE COMITÉ SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES A POUR MANDAT D'ANALYSER DIVERSES QUESTIONS RELATIVES AUX MILIEUX DE TRAVAIL AXÉS SUR LES ACTIVITÉS POUR JURISTES. IL A AUSSI LA RESPONSABILITÉ DE PROPOSER UN MODÈLE DE MILIEUX DE TRAVAIL AÉS SUR LES ACTIVITÉS POUR JURISTES. LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A ÉTÉ INVITÉ À PARTICIPER AUX TRAVAUX CONSIDÉRANT SES ENJEUX ET PRÉOCCUPATIONS.	MARILYN THIBAULT ANNE-MARIE DELISLE	1
COMITÉ DE LIAISON DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE	CE COMITÉ A POUR MANDAT D'ASSURER UNE COORDINATION DE NIVEAU TACTIQUE DE L'ENSEMBLE DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE ET APPUIE LE COMITÉ DES HAUTS DIRIGEANTS DANS SES TRAVAUX.	YAN PAQUETTE	5
COMITÉ STRATÉGIQUE SUR L'UTILISATION DES CAMÉRAS PORTATIVES PAR LES POLICIERS	ANALYSER LES ENJEUX AU PLAN TECHNIQUE, JURIDIQUE, ORGANISATIONNEL ET FINANCIER DE L'UTILISATION DE LA CAMÉRA PORTATIVE.	YAN PAQUETTE	4
COMITÉ TECHNIQUE AGENTS ÉVALUATEURS	S'ASSURER QUE LES PRATIQUES EN MATIÈRE DE CONDUITE AVEC LA CAPACITÉ AFFAIBLIE PAR L'EFFET D'UNE DROGUE DÉTECTÉE PAR AGENT ÉVALUATEUR SOIENT À JOUR SUR LE PLAN SCIENTIFIQUE ET JURIDIQUE.	SIMON-PIERRE LAVOIE JULIE ROY	2
COMITÉ DE NÉGOCIATION DES ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉCHANGE DE PERMIS DE CONDUIRE	NÉGOCIER DES ENTENTES INTERNATIONALES EN MATIÈRE DE PERMIS DE CONDUIRE ET ASSURER LE SUIVI DE LEUR MISE EN ŒUVRE ET DE LEUR APPLICATION. ANALYSER CELLES DÉJÀ CONCLUES POUR LES RÉVISER AU BESOIN.	SYLVIE SCHERRER	6
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LES EFFETS CUMULATIFS	ENTREPRENDRE DES TRAVAUX POUR DÉTERMINER UNE APPROCHE À L'ÉGARD DE L'ÉVALUATION DES EFFETS CUMULATIFS LORSQU'UNE MESURE EST ENVISAGÉE PAR L'ÉTAT, PAR EXEMPLE L'AUTORISATION D'ACTIVITÉS SUR LES TERRES DU DOMAINE DE L'ÉTAT, ET QUE CETTE MESURE POUVAIT AVOIR UN EFFET PRÉJUDICIABLE SUR LES DROITS AUTOCHTONES.	SYLVIE BOULAY	2
TABLE ÉLARGIE DES MODES ALTERNATIFS -	DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES ET DES MEILLEURES PRATIQUES DE GESTION EN MODE ALTERNATIF.	STEVE PARISÉ	2
COMITÉ DIRECTEUR POUR LA RÉFORME CONCERNANT LES PERMIS D'ALCOOL	AMORCER UNE RÉFLEXION EN PROFONDEUR SUR LA MODERNISATION DU RÉGIME DE FABRICATION DE BOISSONS ALCOOLIQUES PRÉVU À LA LOI SUR LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC (RLRQ, C. S-13).	GENEVIÈVE DESBIENS	3
COMITÉ ADMINISTRATIF POUR LA RÉFORME CONCERNANT LES PERMIS D'ALCOOL	CONSEILLER LE COMITÉ DIRECTEUR DANS SES RÉFLEXIONS SUR LA MODERNISATION ET LA CONCRÉTISATION DES SOLUTIONS, RÉFORMES LÉGISLATIVES OU ADMINISTRATIVES PROPOSÉES PAR LE COMITÉ DIRECTEUR.	GENEVIÈVE DESBIENS	6

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL SUR LA RÉVISION DE LA MÉTHODE DE FIXATION DE LOYER POUR LES RÉSIDENCES POUR AÎNÉS	ÉVALUER ET CONSEILLER LE SOUS-COMITÉ SUR LES TRAVAUX LÉGISLATIFS NÉCESSAIRES À LA MISE EN PLACE D'UNE MÉTHODE POUR LA FIXATION DES LOYERS EN RÉSIDENCE POUR AINÉS.	DAVID CHAMPAGNE	3
COMITÉ PERMANENT SUR LA POLITIQUE LINGUISTIQUE	• ASSURER, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SOUS-MINISTRE DU MINISTÈRE DES FINANCES, LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DU MINISTÈRE, EN CONFORMITÉ AVEC LA *CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE* (RLRQ, CHAPITRE C-11) ET LA *POLITIQUE GOUVERNEMENTALE RELATIVE À L'EMPLOI ET À LA QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS L'ADMINISTRATION*. • ÉLABORER LA POLITIQUE LINGUISTIQUE ET LA FAIRE APPROUVER PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE. • RÉVISER RÉGULIÈREMENT, ET AU MOINS TOUS LES CINQ ANS, LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DU MINISTÈRE ET EN FAIRE APPROUVER LES MODIFICATIONS PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.	BENOÎT CARBONNEAU	1
SOUS-COMITÉ DE LA CONFORMITÉ SUR LE PARTAGE ET LA GESTION ÉLECTRONIQUES DES DOCUMENTS (MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION	ASSURER LA CONFORMITÉ JURIDIQUE DU PROJET COLLAB365 VISANT À METTRE EN ŒUVRE LE PARTAGE ET L'ARCHIVAGE DES DOCUMENTS AU MOYEN DE L'INFONUAGIQUE ET D'AUTRES OUTILS TECHNOLOGIQUES.	BENOÎT CARBONNEAU SOPHIE PAQUET	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE JEU EN TERRITOIRE AUTOCHTONE	ÉLABORER DES SOLUTIONS À PROPOSER AUX AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES AFIN DE RÉPONDRE À DES PROBLÉMATIQUES LIÉES AU JEU ILLÉGAL EN TERRITOIRE AUTOCHTONE.	YAN PAQUETTE JEAN-FRANÇOIS LORD	7
COMITÉ MINISTÈRE DE LA JUSTICE-REVENU QUÉBEC – PERCEPTION DES PENSIONS ALIMENTAIRES	RÉVISER CERTAINS PROCESSUS EXISTANTS ENTRE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC ET REVENU QUÉBEC AFIN D'AMÉLIORER LES SERVICES AUX CLIENTÈLES.	MARJORIE FORGUES PATRICK-THIERRY GRENIER NATACHA BEAUMONT ANNIE GAUTHIER MARIE-ÉMILIE ROCHETTE	2
COMITÉ LEXIUS D'ARRIMAGE TACTIQUE ET OPÉRATIONNEL AVEC LES PARTENAIRES SOUS-COMITÉ 2 - MINISTÈRES ET ORGANISMES	CE COMITÉ VISE À ASSURER UN MAXIMUM DE PARTAGE D'INFORMATION ET DE PRÉVOIR LES ARRIMAGES NÉCESSAIRES DONT LES ORIENTATIONS ET DÉCISIONS PRISES DANS LE CADRE DU PROGRAMME LEXIUS, PLUS SPÉCIFIQUEMENT AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES	MIRA BANERJEE MARIUS LUPU PATRICIA GIGNAC CAROLINE LANDRY SANDRA ALVAREZ JANICK CROTEAU JOHN-WILIAM CELY LORIE PEPIN	1
TABLE THÉMATIQUE SUR LE DÉPÔT DES CONSTATS PAR LES POURSUIVANTS AUTORISÉS – PROGRAMME LEXIUS	PERMETTRE AUX PARTICIPANTS DE PRENDRE CONNAISSANCE LA PORTÉE DU PROGRAMME LEXIUS CONCERNANT LE DÉPÔT DES CONSTATS PAR LES POURSUIVANTS AUTORISÉS, EN VUE D'UNE MEILLEURE PLANIFICATION ET ORIENTATION DES TRAVAUX D'ARRIMAGE ENTRE LES PROJETS ET LES SYSTÈMES.	MARIUS LUPU FRÉDÉRIC FORTIN PATRICIA GIGNAC	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
		VINCENT BELZIL RICHARD RAYMOND AUDRÉE ROY CATHERINE GAUTHIER	
COMITÉ STRATÉGIQUE – CHANTIER COMMISSAIRE À L'ENFANCE	SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA FAMILLE, CE COMITÉ VEILLE À LA RÉALISATION DES TRAVAUX MENANT À LA CRÉATION DU POSTE DE COMMISSAIRE AU BIEN-ÊTRE ET AUX DROITS DES ENFANTS ET À L'ÉVALUATION DE LA PERTINENCE D'INSTAURER UNE CHARTE DES DROITS DES ENFANTS.	PATRICK-THIERRY GRENIER MARIE-CATHERINE PARÉ	7
COMITÉ DE RÉALISATION - CHANTIER COMMISSAIRE À L'ENFANCE	VOIT À L'ÉLABORATION DE PROPOSITIONS MENANT À LA CRÉATION DU POSTE DE COMMISSAIRE AU BIEN-ÊTRE ET AUX DROITS DES ENFANTS ET À L'ÉVALUATION DE LA PERTINENCE D'INSTAURER UNE CHARTE DES DROITS DES ENFANTS.	GASTON PELLETIER ANN-SOPHIE LAMONTAGNE HÉLÈNE DUMAS-LEGENDRE	6
COMITÉ SOUS-MINISTÉRIEL DE COORDINATION DES DOSSIERS INUITS	LE COMITÉ EST UN LIEU D'ÉCHANGE INTERMINISTÉRIEL PERMANENT QUI A POUR OBJECTIF DE FAVORISER UNE MEILLEURE COLLABORATION ET UNE MEILLEURE COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE AU NUNAVIK AFIN DE METTRE EN PLACE, EN COLLABORATION AVEC LES MILIEUX INUITS, DES MESURES ET DES ACTIONS CONCRÈTES ET STRUCTURANTES VISANT L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE VIE DES NUNAVIMMIUT.	LINE DROUIN ALAIN BELLEFEUILLE	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES DEMANDEURS D'ASILE	PLANIFIER LA PRESTATION DE SERVICE GOUVERNEMENTALE DESTINÉ AUX DEMANDEURS D'ASILE ET LEUR PRISE EN CHARGE DANS LA FOULÉE DE LA RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRE DANS LE CONTEXTE PANDÉMIQUE.	JULIEN-MAURICE LAPLANTE SANTIAGO VELASQUEZ	12
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES THÉRAPIES DE CONVERSION 2021-2023	ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES THÉRAPIES DE CONVERSION 2021-2023.	ROGER NOËL MARIE-ÈVE MARTIN ÉLISABETH DUFOUR	4
COMITÉ LOGEMENT (MIS EN PLACE DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION 4 DU GROUPE D'ACTION CONTRE LE RACISME)	ÉLABORER ET METTRE EN ŒUVRE DES MESURES DÉCOULANT DE L'ACTION 4 DU GROUPE D'ACTION CONTRE LE RACISME (4-GACR)	MICHEL PAQUETTE SOPHIE HEIN	4
COMITÉ DES DIRECTEURS PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE D'HABITATION - TABLE GOUVERNEMENTALE EN AFFAIRES TERRITORIALES	CONTRIBUER À L'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE D'HABITATION – TABLE GOUVERNEMENTALE EN AFFAIRES TERRITORIALES	JULIEN-MAURICE LAPLANTE	2

P.10 NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2021-2022. INDIQUER, POUR CHACUNE :

A. LES COÛTS;
B. LES DATES ET LIEUX;
C. LES PERSONNES PRÉSENTES;
D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR;
E. LES PROCÈS-VERBAUX;
F. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE);
G. LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2021-2022 ET 2022-2023.

DATE	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	COÛT
6 JUILLET 2021	VISIOCONFÉRENCE	YAN PAQUETTE ET EVELYNE GAGNÉ	AUCUN
13 ET 14 DÉCEMBRE 2021	VISIOCONFÉRENCE	LINE DROUIN ET VÉRONIQUE MORIN	AUCUN
22 AU 24 FÉVRIER 2022	VISIOCONFÉRENCE	MATHIEU LÉVESQUE, PASCAL FERLAND, LINE DROUIN ET VÉRONIQUE MORIN	AUCUN

P.11 NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEUR AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2021-2022 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET POUR CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.

MINISTÈRE

NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 1389
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 35%
NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS : 191
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS : 13,8%

FONDS ACCÈS JUSTICE

NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 2
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 33%
NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS : 1
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS : 50%

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 13
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 13,8%
NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS : 4
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS : 30,8%

P.12 LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2021-2022, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.

MINISTÈRE

FIRME	COÛT
BIP RECHERCHE INC	6 240 $
LÉGER MARKETING	8 100 $
SOM INC	6 300 $
UNIVERSITÉ LAVAL	5 204 $
UNIVERSITÉ LAVAL	12 500 $
UNIVERSITÉ LAVAL	13 011 $
UNIVERSITÉ LAVAL	18 750 $
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	80 963 $

FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE

FIRME	COÛT
LÉGER MARKETING	11 900 $

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

P.13 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2021-2022 :

A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS;
B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;
C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;
D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.

MINISTÈRE

AUCUN.

FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE
AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
AUCUN.

FONDS DES REGISTRES
AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUN.

P.14 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2021-2022 :

A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;
B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;
C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;
D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;
E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.

MINISTÈRE

NOM DE LA CAMPAGNE	COÛTS	FIRME	DIFFUSION	OBJECTIF VISÉ
CAMPAGNE DE PROMOTION ET DE VALORISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE	1 621 408 $	CARTIER	OCTOBRE ET NOVEMBRE	VASTE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION POUR REDORER LA PERCEPTION DU FRANÇAIS AU QUÉBEC ET RAVIVER LA FIERTÉ DE LA POPULATION POUR LA LANGUE NATIONALE
CAMPAGNE DE PUBLICITÉ SUR LES MODES DE PRÉVENTION ET DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS (PRÉMÉDIATION ET MÉDIATION FAMILIALE ET PETITES CRÉANCES)	976 930 $	CARTIER	MAI ET JUIN 2021 SEPTEMBRE ET OCTOBRE 2021 ET JANVIER 2022	PROMOTION DU PROJET-PILOTE DE PRÉMÉDIATION ET DE MÉDIATION EN MATIÈRE FAMILIALE POUR LES COUPLES SANS ENFANT À CHARGE
SARPA-SAH	147 746 $	LES ÉVADÉS	OCTOBRE À DÉCEMBRE	DEUXIÈME PHASE DE LA CAMPAGNE DE PROMOTION DU SERVICE ADMINISTRATIF DE RAJUSTEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES POUR ENFANTS (SARPA) ET DU SERVICE D'AIDE À L'HOMOLOGATION (SAH)
RÉFORME DE L'IVAC	25 850 $	CARTIER	MAI ET JUIN 2022	INFORMER LES PERSONNES VICTIMES DES CHANGEMENTS APPORTÉS AUX LOIS
RDPRM	20 000 $	COSSETTE	AVRIL 2022	PROMOTION POUR LA CONSULTATION ASSISTÉE DU REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS

FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE
AUCUNE.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
AUCUNE.

FONDS DES REGISTRES
AUCUNE.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUNE.

P.15 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2021-2022 :

A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;
B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;
C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCE OU ORGANISME;
D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES;
E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DU CABINET DE LA MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.

DIRECTION DES COMMUNICATIONS

A. OUTRE LA DIRECTRICE DES COMMUNICATIONS, MADAME CAROLINE DORVAL, LES 20 PERSONNES SUIVANTES COMPOSENT LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS :

- UNE TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION
- UNE COORDONNATRICE AUX COMMUNICATIONS
- UNE CONSEILLÈRE STRATÉGIQUE ET ADJOINTE EXÉCUTIVE
- DEUX CONSEILLERS EN COMMUNICATION-GRAPHISTE
- UN CONSEILLER EN COMMUNICATION-ÉDIMESTRE DU SITE WEB
- UN CONSEILLER EN COMMUNICATION AUX RELATIONS AVEC LES MÉDIAS
- UN CONSEILLER EN COMMUNICATION RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS INTERNES ET DE L'INTRANET
- NEUF CONSEILLERS EN COMMUNICATION EN SOUTIEN AUX ACTIVITÉS DU MINISTÈRE
- UNE CONSEILLÈRE EN COMMUNICATION-RÉSEAUX SOCIAUX ET À LA RÉTROINFORMATION
- DEUX ÉTUDIANTES EN COMMUNICATION.

B. LE MONTANT DÉPENSÉ EN MATIÈRE DE COMMUNICATION AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC EST DE 121 195 $.

C. LES MEMBRES DE L'ÉQUIPE DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS ONT PARTICIPÉ AUX RENCONTRES DES COMITÉS SUIVANT : DEUX CONSEILLÈRES ONT ÉTÉ IMPLIQUÉES DANS CES RENCONTRES.
- COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR LES DEMANDEURS D'ASILE; 3 RENCONTRES.
- COMITÉ LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS (MSP); 4 RENCONTRES.
- COMITÉ IMAGE DE MARQUE ET DOTATION (MCE); 4 RENCONTRES.
- COMITÉ REFONTE DE LA DOTATION ET MÉDIAS SOCIAUX (MCE); 2 RENCONTRES.

D. LES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE SONT VENTILÉES DE LA FAÇON SUIVANTE :

- EUREKA-CEDROM SNI INC. : 13 664 $;
- COMMUNICATION DÉMO (REVUE DE LA PRESSE ÉCRITE ET ÉLECTRONIQUE) ET CNW : 48 974 $.

E. UN MONTANT DE 3 321 $ A ÉTÉ PAYÉ À COMMUNICATION DÉMO.

P.16 TOUT RAPPORT, DOCUMENT, ÉTUDE, AVIS OU ANALYSE, LISTE DE CONSULTATIONS OU LISTE DE DEMANDES CONCERNANT UNE RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE.

LE PROJET DE LOI 2, LOI PORTANT SUR LA RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE EN MATIÈRE DE FILIATION ET MODIFIANT LE CODE CIVIL EN MATIÈRE DE DROITS DE LA PERSONNALITÉ ET D'ÉTAT CIVIL A ÉTÉ PRÉSENTÉ LE 21 OCTOBRE 2021. DES CONSULTATIONS PARTICULIÈRES ONT ÉTÉ TENUES DU 30 NOVEMBRE AU 3 DÉCEMBRE 2021. 29 GROUPES OU PERSONNES ONT PARTICIPÉ AUX CONSULTATIONS ET 83 MÉMOIRES ET 29 CORRESPONDANCES ONT ÉTÉ DÉPOSÉS.

P.17 **TOUT MANDAT OU CONTRAT CONFIÉ DANS LE CADRE DE LA RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE.**

MINISTÈRE

NOM	MANDAT	DATE DE SIGNATURE	MONTANT MAXIMAL
Me Alain Roy	Agir à titre d'expert-conseil en matière de droit de la famille	29 septembre 2021	49 500 $

P.18 LISTE DE PERSONNES OU GROUPES CONSULTÉS DANS LE CADRE DE LA RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE. LISTES DES MÉMOIRES REÇUS.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.19 NOMBRE DE PROFESSIONNELS OU D'EMPLOYÉS TRAVAILLANT SUR LA RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.20 **LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS, AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2021-2022. INDIQUER :**

A. LE LIEU;
B. LE COÛT;
C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

FORMATION, CONFÉRENCE, ATELIER, JOURNÉE D'ACTIVITÉ, ACTIVITÉ DE DÉVELOPPEMENT, SOMMET, CONGRÈS OU AUTRE ACTIVITÉ	LIEU	COÛT ($)	DATE(S)	NOMBRE DE PARTICIPANTS	NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME OFFRANT LA FORMATION
ENFANTS EXPOSÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE	CLASSE VIRTUELLE	0	1ER AVRIL 2021	1	JURIPOP
PRÉPARATION À LA RETRAITE	CLASSE VIRTUELLE	2 700	3 AVRIL AU 20 SEPTEMBRE 2021	10	RETRAITE QUÉBEC
LA PROFESSION À L'HEURE DE LA PANDÉMIE	CLASSE VIRTUELLE	48	3 AVRIL 2021	16	BARREAU DU QUÉBEC
FORMATION SUR LA CYBERSÉCURITÉ	CLASSE VIRTUELLE	0	3 AVRIL 2021	7	MINISTÈRE IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION
ACTIVITÉ DE RECHERCHE – THÈSE 8	CLASSE VIRTUELLE	1 445	3 AVRIL 2021	1	UNIVERSITÉ LAVAL
MICROPROGRAMME EN LÉGISTIQUE II	CLASSE VIRTUELLE	1 524	3 AVRIL 2021	4	UNIVERSITÉ LAVAL
MICROPROGRAMME EN LÉGISTIQUE I	CLASSE VIRTUELLE	407	3 AVRIL 2021	3	UNIVERSITÉ LAVAL
MICROPROGRAMME EN LÉGISTIQUE III	CLASSE VIRTUELLE	2 082	3 AVRIL 2021	5	UNIVERSITÉ LAVAL
FONDEMENTS EN GESTION DE LA SÉCURITÉ/SANTÉ ET INTRODUCTION À LA NÉGOCIATION	CLASSE VIRTUELLE	587	3 AVRIL 2021	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
DROITS FONDAMENTAUX	CLASSE VIRTUELLE	373	3 AVRIL 2021	1	UNIVERSITÉ LAVAL
DROIT, INFORMATION ET SÉCURITÉ	CLASSE VIRTUELLE	820	3 AVRIL 2021	2	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
PROJET D'INTERVENTION EN ENTREPRISE	CLASSE VIRTUELLE	740	3 AVRIL 2021	1	UNIVERSITÉ LAVAL
ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE DU LANGAGIER	CLASSE VIRTUELLE	363	3 AVRIL 2021	1	UNIVERSITÉ LAVAL

Microprogramme en légistique IV	Classe virtuelle	970	3 avril 2021	3	Université Laval
L'accès à la justice par le pro bono et les considérations déontologiques	Classe virtuelle	0	3 avril 2021	1	Barreau du Québec
Droit administratif - Les droits et libertés fondamentaux	Classe virtuelle	68	3 avril 2021	1	Barreau du Québec
Accompagnement dans l'élaboration du Programme de formation continue du sous-ministériat des affaires juridiques du MJQ	Classe virtuelle	1 305	7 au 30 avril 2021	1	Sylvie Côté
Faire stratégiquement sa marque avec authenticité	Classe virtuelle	0	6 avril 2021	3	Barreau du Québec
Commission d'enquête et enquête administrative : Comprendre les règles du jeu	Classe virtuelle	0	6 avril 2021	5	Barreau du Québec
Travailler véritablement ensemble	Classe virtuelle	0	7 avril 2021	4	Institut d'administration publique de Québec
La profession à l'heure de la pandémie : aspects légaux et obligations de l'employeur	Classe virtuelle	0	7 avril 2021 14 avril 2021	9	Barreau du Québec
Introduction au droit du handicap	Classe virtuelle	0	7 avril 2021	4	Barreau du Québec
Travail décent : non au harcèlement et à la violence	Classe virtuelle	0	7 avril 2021	1	Barreau du Québec
Introduction au droit de l'immigration – Volet 1	Classe virtuelle	0	7 avril 2021	2	Barreau du Québec
Comment négocier avec les personnalités difficiles	Classe virtuelle	0	7 avril 2021 8 juin 2021 19 août 2021	15	Barreau du Québec
Comment procéder devant le TAQ	Classe virtuelle	0	8 avril 2021	2	Barreau du Québec
Multiculturalisme au travail : Comprendre la réalité de vos collègues	Classe virtuelle	0	8 avril 2021	1	Barreau du Québec
La communication efficace : Éviter les perceptions erronées	Classe virtuelle	0	8 avril 2021	2	Barreau du Québec

Excel	Classe virtuelle	733	8 avril 2021 11 mai 2021	4	Versalys
24th Annual constitutional Cases Conference	Classe virtuelle	0	9 avril 2021	7	Osgoode Hall law School
SÉQCURE 2021 dans le cadre de la Semaine Numérique	Classe virtuelle	1 121	9 avril 2021	5	Québec numérique
Gestion des risques en gestion de projet	Classe virtuelle	200	9 avril 2021	1	GP québec
L'intervention de l'avocat à l'heure numérique dans une salle virtuelle	Classe virtuelle	0	9 avril 2021	5	Barreau du Québec
À l'aide, ma politique de harcèlement prends la poussière	Classe virtuelle	0	9 avril 2021	1	Barreau du Québec
Cercle des jeunes leaders	Classe virtuelle	0	9 avril 2021 16 avril 2021 7 mai 2021 14 mai 2021 18 juin 2021 10 septembre 2021 24 septembre 2021 15 octobre 2021 29 octobre 2021 2 novembre 2021	2	École nationale d'administration publique
C-46 et les facultés affaiblies par les drogues	Classe virtuelle	0	9 avril 2021	1	Barreau du Québec
Se préparer à une inspection professionnelle	Classe virtuelle	0	9 avril 2021	1	Barreau du Québec
Webinaire Travailler ensemble	Classe virtuelle	0	12 avril 2021	1	Institut d'administration publique de Québec
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader	Classe virtuelle	0	14 avril 2021	2	École nationale d'administration publique
Gestion stratégique de portefeuille de projets	Classe virtuelle	336	14 avril 2021	1	GP Québec
Formation Excel de base	Classe virtuelle	736	15 avril au 10 juin 2021	4	AFI Expertise
Auditer la gouvernance de projet	Classe virtuelle	322	16 avril 2021	2	Institut des auditeurs internes du Canada

Impact des technologies de l'information et communication	Classe virtuelle	0	19 avril 2021	15	Université Laval
Gestion informatisée de projets avec MS Project	Classe virtuelle	700	19 avril 2021	1	TECHNOLOGIA formation conseil
Formation de perfectionnement en français	Classe virtuelle	7 870	20 avril au 21 juin 2021	69	Collège d'enseignement général et professionnel de Trois-Rivières
La face cachée des noms de domaine	Classe virtuelle	0	21 avril 2021	1	Robic, S.E.N.C.R.L./LLP
MS531F - Passer d'utilisateur à superutilisateur SharePoint 2013 / 2016	Classe virtuelle	860	21 avril 2021	1	TECHNOLOGIA formation Conseil
Notariat : Personne, famille et succession	Classe virtuelle	0	22 avril 2021	1	Chambre des notaires du Québec
Fatigue numérique	Classe virtuelle	0	22 avril 2021	2	Global watch
Le notaire à distance des parties	Classe virtuelle	0	23 avril 2021	3	Université de Montréal
Les développements récents en droit du travail 2021	Classe virtuelle	350	23 avril 2021	1	Barreau du Québec
Maîtrise en administration publique, 1 cours E21	Classe virtuelle	442	26 avril 2021	1	École nationale d'administration publique
Droits, réalités autochtones et compétences culturelles pour les avocats	Classe virtuelle	0	28 avril 2021	4	Barreau du Québec
Écriture stratégique	Classe virtuelle	2 300	22 avril	18	Acti-com inc.
Écriture stratégique	Classe virtuelle	2 300	29 avril	16	Acti-com inc.
Ces avocats qui en font trop et leur bien-être psychologique	Classe virtuelle	0	30 avril 2021	1	Barreau du Québec
Succession: pièges et solutions	Classe virtuelle	0	30 avril 2021	1	Chambre des notaires du Québec
Maîtrise en administration publique (gestionnaire)	Classe virtuelle	492	1er mai 2021	1	École nationale d'administration publique
Accompagnement dans l'élaboration du Programme de formation continue du sous-ministériat des affaires juridiques du MJQ	Classe virtuelle	1 450	3 mai au 26 mai 2021	1	Sylvie Côté

La cybersécurité à l'heure de l'identité numérique	Classe virtuelle	410	3 mai 2021	3	ACFAS
Consultation dans les organisations	2345, Allée des Bibliothèques, Québec	325	3 mai 2021	1	Université Laval
Identité professionnelle et gestion de carrière	2345, Allée des Bibliothèques, Québec	325	3 mai 2021	1	Université Laval
Loi sur la protection du consommateur	Classe virtuelle	0	4 mai 2021	26	Office de la protection du consommateur
Reddition de comptes	Classe virtuelle	0	4 mai 2021	1	Secrétariat du Conseil du trésor
Le « blockchain » et les actifs intangibles : Entre opportunités et défis	Classe virtuelle	150	4 mai 2021	2	Association du Barreau canadien
Intelligence artificielle : Quels sont les véritables impacts et enjeux sur les services publics ?	Classe virtuelle	86	6 mai 2021	3	IGF-Québec
Excel : Graphiques et tableaux croisés dynamiques	Classe virtuelle	600	7 mai 2021	2	Technologia formation Conseil
Survol des normes comptables du secteur publics	Classe virtuel	0	11 mai 2021	1	Contrôleur des finances
Certificat en cybersécurité des réseaux informatiques	Classe virtuelle	447	11 mai 2021	1	Polytechnique Montréal
Les tribunaux hybrides – Nouveau mode opératoire	Classe virtuelle	0	12 mai 2021	1	Institut canadien d'administration de la justice
Agilité et équilibre en télétravail	Classe virtuelle	350	12 mai 2021	2	Forum des jeunes
Atelier PAGL	Classe virtuelle	0	26 avril au 21 octobre 2021	2	École nationale d'administration publique
L'État du Québec et son fonctionnement	Classe virtuelle	0	12 mai 2021 14 juin 2021	4	Contrôleur des finances
Éthique et courtoisie: se comporter professionnellement en tout temps	Classe virtuelle	113	15 mai 2021	9	Barreau du Québec
Passer de l'affrontement à la collaboration	Classe virtuelle	0	18 mai 2021	5	Barreau du Québec
Réforme du droit de la famille	Classe virtuelle	0	18 mai 2021	1	Barreau du Québec

Émojis, émoticônes et autres pictogrammes : qu'en disent les tribunaux ?	Classe virtuelle	25	18 mai 2021	3	Fondation du Barreau du Québec
Être gestionnaire d'équipe à distance et hybride	Classe virtuelle	180	18 mai 2021	6	Alliance des cadres de l'État
Suivi des dossiers ministériels	Classe virtuelle	0	19 mai 2021	1	Ministère de la Sécurité publique
Webinaire Développer son influence et son réseau	Classe virtuelle	0	20 mai 2021	2	Institut d'administration publique de Québec
La Référence, un outil de recherche juridique	Classe virtuelle	0	20 mai 2021	145	Thomson Reuters
Formation Excel intermédiaire	Classe virtuelle	250	27 mai au 2 juin 2021	4	AFI Expertise
La quérulence : apprendre à déceler et à composer avec les plaideurs quérulents	Classe virtuelle	0	20 mai 2021 21 septembre 2021 25 novembre 2021	3	Barreau du Québec
Infonuagique : dissiper le brouillard déontologique	Classe virtuelle	48	25 mai 2021	5	Barreau du Québec
Gouvernance, création de valeur et innovation	Classe virtuelle	605	25 mai 2021	1	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec
Comment aider le client déstabilisé à considérer le mode approprié de règlement des différends	Classe virtuelle	0	26 mai 2021	4	Barreau du Québec
ITIL 4 - Fondamentaux	Classe virtuelle	1 845	26 mai 2021	1	AFI Expertise
soutenir le développement des compétences numériques notamment en matière de cyberdéfense	Classe virtuelle	0	26 mai 2021	2	Secrétariat du Conseil du trésor
Le mandat et le plan d'évaluation	Classe virtuelle	0	28 mai 2021	3	Société québécoise d'évaluation de programme
Prendre soin de sa santé mentale en milieu de travail	Classe virtuelle	224	31 mai 2021	3	Alliance des cadres de l'État
La commission municipale du Québec en évolution: Bien plus qu'un tribunal administratif	Classe virtuelle	0	31 mai 2021	1	Barreau du Québec

Formation de perfectionnement en français	Classe virtuelle	8 780	31 mai au 15 décembre 2021	79	Collège d'enseignement général et professionnel de Trois-Rivières
Quand l'intelligence artificielle s'invite dans le monde juridique	Classe virtuelle	0	1er juin 2021	2	Barreau du Québec
Fondements en dotation	Classe virtuelle	294	1er juin 2021	1	Université du Québec à Montréal
L'indemnisation des victimes d'actes criminels : le régime exclut-il des victimes de violences sexuelles et conjugales ?	Classe virtuelle	200	1er juin 2021	1	Fondation du Barreau du Québec
Réussir le changement	Classe virtuelle	72	1er juin 2021	1	ESSEC Business School
Administration juridique - Procédures contentieuses au personnel de soutien des contentieux de Québec et de Montréal	Classe virtuelle	4 992	1er juin au 30 juin 2021	12	Lafortune Légal Inc
Accompagnement dans l'élaboration du Programme de formation continue du sous-ministériat des affaires juridiques du MJQ	Classe virtuelle	1 088	2 et 7 juin 2021	2	Sylvie Côté
Activer les leviers de la motivation	Classe virtuelle	207	2 juin 2021	1	Alliance des cadres de l'État
Soutenir le développement des compétences numériques notamment en matière de cyberdéfense	Classe virtuelle	0	2 juin 2021	1	Secrétariat du Conseil du trésor
2021 CAN-TECH Law Spring Series	Classe virtuelle	75	2 juin 2021	1	Association canadienne du droit de la technologie
Développement RRSPT-2021	Classe virtuelle	489	2 juin 2021	1	Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail
Le langage clair: Développer l'art de se faire comprendre	Classe virtuelle	0	2 juin 2021	2	Barreau du Québec
Les développements récents en droit de la construction 2021	Classe virtuelle	495	4 juin 2021	1	Barreau du Québec

Cyberjustice et intelligence artificielle : perspectives juridique	Classe virtuelle	732	7 juin 2021	2	Université de Montréal
La fraude dans les états financiers	Classe virtuelle	0	8 juin 2021	1	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec
Normes comptables applicable dans le secteur public	Classe virtuelle	0	10 juin 2021	1	Contrôleur des finances
Mettre en place et maintenir un plan de continuité d'activité	Classe virtuelle	1 997	14 juin 2021	2	Crise et résilience
Programme Leadership	Classe virtuelle	4 633	14 juin 2021	19	Ministère de la Justice
L'action municipale en matière de développement économique	Classe virtuelle	0	14 juin 2021	8	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
Les nouveaux enjeux de la vaccination en milieu de travail	Classe virtuelle	200	15 juin 2021	3	Société québécoise d'information juridique
LCOP – Comment concilier concurrence dans le marché et recherche de qualité dans vos documents d'appel d'offres	classe virtuelle	0	15 juin 2021	8	Édilex inc.
Adoption intrafamiliale	Classe virtuelle	0	16 juin 2021	1	Institut national de recherche scientifique
Atelier-conférence sur l'adoption internationale	Classe virtuelle	0	16 juin 2021	1	Institut national de recherche scientifique
Remodeler l'administration de la justice : Principes d'innovation et obstacles	Classe virtuelle	0	16 juin 2021	2	Institut canadien d'administration de la justice
Identité numérique au Canada: quelles perspectives et applications possibles?	Classe virtuelle	0	16 juin 2021	3	Numana
Travail en affaires autochtones et les conventions et ententes en milieu nordique	Classe virtuelle	0	17 juin 2021	2	Secrétariat aux affaires autochtones
Un an de COVID-19: revue jurisprudentielle en droit du travail	Classe virtuelle	325	21 juin 2021	5	Société québécoise d'information juridique
L'obligation alimentaire entre époux	Classe virtuelle	136	21 juin 2021	2	Barreau du Québec

Le contrat de vie commune: ce document que personne ne veut signer	Classe virtuelle	96	21 juin 2021	2	Barreau du Québec
La validité et la finalité des conventions	Classe virtuelle	168	21 juin 2021	2	Barreau du Québec
Infraction sexuelle	Classe virtuelle	0	22 juin 2021	1	Directeur des poursuites criminelles et pénales
Regard changeant le juridique à l'ère de l'univers numérique et des médias sociaux	Classe virtuelle	0	30 juin 2021	1	Barreau du Québec
L'obligation de confidentialité imposée à l'avocat n'est pas limitée à l'application du principe du secret professionnel	Classe virtuelle	0	5 juillet 2021	4	Barreau du Québec
Formation : Introduction à la recherche juridique	Classe virtuelle	0	8 juillet 2021	3	Société québécoise d'information juridique
Rédigez des textes concis	Classe virtuelle	0	8 juillet 2021	1	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec
Derniers développements en droit des Autochtones	Classe virtuelle	0	14 juillet 2021	4	Centre d'accès à l'information juridique
Copyright Master Class - Classe de maître en matière de droit d'auteur	Classe virtuelle	795	26 juillet 2021	1	Université McGill
Comptabilité et normes d'exercice - Se conformer à ses obligations professionnelles	Classe virtuelle	140	26 juillet 2021	3	Barreau du Québec
Quand la technologie, l'économie et les accords internationaux transforment notre profession	Classe virtuelle	0	27 juillet 2021 26 novembre 2021	2	Barreau du Québec
Éthique et déontologie professionnelle	Classe virtuelle	0	29 juillet 2021	4	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec
Accès à l'information : Développements récents à la lumière du Projet de loi 64	Classe virtuelle	770	3 août 2021	2	Wolters Kluwer Canada Limitée

Excel : développer des habiletés en gestion pédagogique	Classe virtuelle	0	3 août 2021 11 août 2021	2	APOP
Certificat en cybersécurité des réseaux informatiques	Classe virtuelle	1 584	30 août 2021	1	Polytechnique Montréal
dossier spécial CDPDJ	Classe virtuelle	0	24 août 2021 25 août 2021	1	Centre d'accès à l'information juridique
Légalisation du cannabis : impact sur le droit locatif	Classe virtuelle	0	25 août 2021	1	Centre d'accès à l'information juridique
Soutenir le développement des compétences numériques notamment en matière de cyberdéfense	Classe virtuelle	0	25 août 2021 28 octobre 2021	2	Secrétariat du Conseil du trésor
Refonte de la Régie du logement	Classe virtuelle	0	26 août 2021 31 août 2021	1	Centre d'accès à l'information juridique
Mission d'audit	Classe virtuelle	0	27 août 2021	1	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec
Gestion des ressources humaines : pratiques et stratégies	Université Laval	383	27 août 2021	1	Université Laval
Gestion et développement des compétences en organisation	Université Laval	383	27 août 2021	1	Université Laval
Maîtrise en administration publique, 1 cours A21	555, Boulevard Charest, Québec	442	30 août 2021	1	École nationale d'administration publique
DRT-7050 : Droit, territoire et peuples autochtones	Université Laval	386	30 août 2021	1	Université Laval
Accompagnement dans l'élaboration du Programme de formation continue du sous-ministériat des affaires juridiques	Classe virtuelle	435	31 août 2021	4	Sylvie Côté
Gérez et inspirez en mode travail hybride pour assumer l'engagement de vos équipes	Classe virtuelle	17 500	31 août 2021 au 16 décembre 2021	84	Lord Communication managériale inc.
Certificat en gestion des technologies d'affaires	Classe virtuelle	738	31 août 2021	1	Université du Québec à Rimouski
Office 365 - One Note	Classe virtuelle	134	1er septembre 2021	1	Versalys

Maîtrise en prévention et règlement de différends avec essai	Classe virtuelle	582	1er septembre 2021	1	Université de Sherbrooke
Formation en gestion intégrée des risques 3DL - Capsules sur le Trois lignes de défense	Classe virtuelle	0	1er septembre 2021	11	Ministère Immigration, Diversité et Inclusion
Droits des peuples autochtones (DRT-1725) - Normes internationales, régionales et droit canadien sur les peuples autochtones	Université Laval	387	1er septembre 2021	1	Université Laval
Révision linguistique - FRN-1103	Classe virtuelle	377	1er septembre 2021	1	Université Laval
Certificat en comptabilité générale	Centre d'études de St-Constant	610	7 septembre 2021	1	Université du Québec à Montréal
Éthique et conformité: Les défis au quotidien	Classe virtuelle	37	8 septembre 2021	1	Barreau du Québec
Rendez-vous de la procédure civile : où en sommes-nous en 2021 ?	Classe virtuelle	732	8 septembre 2021	3	Barreau du Québec
Excel 2013 - Maîtrise des fondamentaux	Classe virtuelle	189	8 septembre 2021	3	TECHNOLOGIA Formation conseil
Formation sur l'approche coaching pour les conseillers en ressources humaines et aux gestionnaires-coach	Classe virtuelle	9 490	8 septembre au 5 octobre 2021	44	Erickson Québec
Conférence des juristes de l'État / Édition spéciale / Pouvoirs et contrepouvoirs en temps de crise : Discussion	Classe virtuelle	0	10 septembre 2021	129	Barreau du Québec
L'écriture stratégique	Classe virtuelle	2 300	14 et 15 septembre 2021	9	Acti-Com
Neurosciences et habiletés de communication	Classe virtuelle	0	15 septembre 2021	1	Association des conseillers en gestion des ressources humaines
Formation sur la communication	Classe virtuelle	0	15 septembre 2021	1	Association des conseillers en gestion des ressources humaines

Contexte juridique de la pratique et gestion de bureau	Classe virtuelle	811	15 septembre 2021	1	Ordre des architectes du Québec
Les développements récents en droit de la famille	Château Laurier, Québec Classe Virtuelle	4 950	17 septembre 2021 7 janvier 2022	10	Barreau du Québec
Regard sur le rôle de l'avocat dans l'administration publique	Classe virtuelle	0	21 septembre 2021	5	Barreau du Québec
Big Brother et la gestion de vos ressources humaines	Classe virtuelle	100	23 septembre 2021	1	Société québécoise d'information juridique
Approfondir vos connaissances du mandat du curateur public	Classe virtuelle	0	23 septembre 2021	8	Curateur public du Québec
Approfondir vos connaissances du mandat des curateurs délégués	Classe virtuelle	0	23 septembre 2021	2	Curateur public du Québec
formation – Évaluation de programme	Classe virtuelle	0	21 septembre 2021 28 septembre 2021	7	Secrétariat du Conseil du trésor
La médiation: Pourquoi ? Quand ? Comment ? Et les bénéfices ?	Classe virtuelle	0	24 septembre 2021	1	Barreau du Québec
La propriété intellectuelle pour tous : les marques de commerce et le droit d'auteur	Classe virtuelle	84	25 septembre 2021	5	Barreau du Québec
Le décorum lors des audiences virtuelles	Classe virtuelle	139	27 septembre 2021	2	Barreau du Québec
Formation: Adobe Acrobat - Création de document PDF	Classe virtuelle	2 880	28 au 30 septembre 2021	20	Groupe Edgenda inc.
Salon Connexion - Le sommet sur la transformation numérique	Classe virtuelle	225	28 septembre 2021	4	Groupe contex inc.
Colloque sur les prévisions salariales 2022	Classe virtuelle	120	28 septembre 2021	1	Conseil du Patronat du Québec
Accès aux renseignements de santé et services sociaux : enjeux et opportunités juridiques	Classe virtuelle	150	28 septembre 2021	6	Fondation du Barreau du Québec
Conduite de réunions efficaces	Classe virtuelle	3 360	29 septembre 2021 6 octobre 2021	26	Isarta inc.
Formation sur les réalités autochtones	Classe virtuelle	0	30 septembre 2021 3 novembre 2021	28	Secrétariat aux affaires autochtones

Power BI	Classe virtuelle	400	1er octobre 2021 30 novembre 2021	1	CFO Masqué
Convention entre actionnaires 101: Les essentiels	Classe virtuelle	0	1er octobre 2021	1	Barreau du Québec
Formalisme de l'acte notarié	Classe virtuelle	0	5 octobre 2021 6 octobre 2021 21 octobre 2021	17	Chambre des notaires du Québec
MIT Professionnal – transformation Numérique	Classe virtuelle	8 392	5 octobre 2021	1	MIT
Les enjeux des changements législatifs et jurisprudentiels sur vos pratiques professionnelles en protection de la vie privée	Classe virtuelle	79	6 octobre 2021	1	Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée
Revue de la jurisprudence en aménagement et urbanisme	Classe virtuelle	75	8 octobre 2021	1	Association du Barreau canadien
Colloque cybersécurité et protection des données personnelles	Classe virtuelle	1 625	7 octobre 2021	7	Point en administration santé
Colloque en droit criminel 2021	Classe virtuelle	495	7 octobre 2021	1	Barreau du Québec
Monde du travail : nouvelle normalité ou meilleure normalité ?	Classe virtuelle	250	7 octobre 2021	7	Institut d'administration publique de Québec
Recherche et interprétation des plumitifs	Classe virtuelle	236	13 octobre 2021	1	Société québécoise d'information juridique
Power Point	Classe virtuelle	146	14 octobre 2021	1	Versalys
Droit de l'assurance du point de vue du consommateur	Classe virtuelle	0	14 octobre 2021	2	Barreau du Québec
La gestion électronique des documents dans un environnement Windows 2010 et Office	Classe virtuelle	160	14 octobre 2021	1	Association des Archivistes du Québec
Préparation à la retraite	Classe virtuelle	2 400	12 octobre au 14 décembre 2021	8	Retraite Québec
Secourisme en milieu de travail	230, rue Siméon Delisle, porte 101, Portneuf	250	18 octobre 2021	2	Formation Prévention Secours inc.

10 ans plus tard – Les commissions d'enquête et les suites de la Commission Charbonneau	Classe virtuelle	900	19 octobre 2021	10	Fondation du Barreau du Québec
Cybercriminalité : Revue de la jurisprudence	Classe virtuelle	0	19 octobre 2021 2 novembre 2021 4 novembre 2021 11 novembre 2021 16 novembre 2021 18 novembre 2021	9	Directeur des poursuites criminelles et pénales
Améliorez vos relations parent-enfant et parent-adolescent	Classe virtuelle	2 783	20 octobre 2021	276	Académie Impacts
Public NumériQc	Classe virtuelle	650	20 octobre 2021 26 octobre 2021	23	Secrétariat du Conseil du trésor
École des poursuivants	1200, route de L'Église	0	21 octobre au 4 novembre 2021	11	Directeur des poursuites criminelles et pénales
Colloque national sur l'action collective 2021	Classe virtuelle	667	21 octobre 2021	3	Barreau du Québec
La STVE du SEAO	Classe virtuelle	0	21 octobre 2021 28 octobre 2021	3	Secrétariat du Conseil du trésor
MS-Visio2013-2016 pour débutant	1440, rue Ste-Catherine ouest, Montréal	147	22 octobre 2021	1	Versalys
Les défis de la médiation en ligne	Classe virtuelle	0	22 octobre 2021	2	Barreau du Québec
Agile Tour	Classe virtuelle	54	26 octobre 2021	14	Agile Québec
Le contrat de diffusion, grand oublié des contrat nommés, 26 octobre 2021	Classe virtuelle	0	26 octobre 2021	1	Association des juristes pour l'avancement de la vie artistique
Le rôle des avocats dans la médiation et CRA	Classe virtuelle	0	27 octobre 2021	10	Jeune Barreau de Montréal
Formation Gestionnaire performant 1 - S'approprier son rôle de gestion	Classe virtuelle	897	27 octobre 2021	1	École de technologie supérieure
Atelier d'évaluation rapide de l'impact	Classe virtuelle	1 268	27 octobre 2021	2	Société canadienne d'évaluation
Formation ceinture noire	Classe virtuelle	13 990	28 octobre 2021	3	Campus Lean
Gestion avancée des documents avec Microsoft 365	Classe virtuelle	2 502	28 octobre 2021	2	AFI Expertise

UPAC	Classe virtuelle	0	29 octobre 2021	12	Unité permanente anticorruption
Développement des compétences dans un domaine spécifique	300, boulevard Jean Lesage, Québec	0	2 novembre 2021 4 novembre 2021 9 novembre 2021 18 novembre 2021	4	Directeur des poursuites criminelles et pénales
Le pouvoir en contrôle judiciaire après l'arrêt Vavilov	Classe virtuelle	126	2 novembre 2021	2	Barreau du Québec
Actualité 2021: un tour d'horizon de la jurisprudence des derniers 18 mois	Classe virtuelle	0	3 novembre 2021	1	Fasken
Réforme du droit de la famille : le conjoint de fait devrait-il être un héritier légal	Classe virtuelle	350	3 novembre 2021	15	Fondation du Barreau de Québec
Leur enfant, sa grossesse: Enjeux de la gestation pour autrui	Classe virtuelle	0	3 novembre 2021	1	Centre de recherche sur l'adaptation des jeunes et des familles à risque
La mort d'un oxymore : la propriété collective	Classe virtuelle	0	5 novembre 2021	1	Centre Paul-André Crépeau de droit privé et comparé
Bien jouer son rôle-conseil	Classe virtuelle	3 700	9 novembre 2021	13	Université Laval
Rendez-vous de la Gouvernance 2021	Classe virtuelle	244	10 novembre 2021	1	Barreau du Québec
Les principes découlant de l'arrêt Gladue	Classe virtuelle	0	10 novembre 2021	14	Jeune Barreau de Montréal
Loi modifiant le dispositif de protection des personnes: mieux protéger ceux qui en ont besoin	Classe virtuelle	0	10 novembre 2021	6	Centre d'accès à l'information juridique
Excel 2016 - Formule complète	Classe virtuelle	220	10 novembre 2021	1	Cégep Beauce-Appalaches
COBIT 2019 : cadre de gouvernance TI d'entreprise	Classe virtuelle	497	12 novembre 2021	1	École de technologie supérieure
La marque employeur	Classe virtuelle	338	15 novembre 2021	1	RB – Stratégies RH
Cour pénale virtuelle	Classe virtuelle	0	15 novembre 2021	21	Directeur des poursuites criminelles et pénales
Loi sur le divorce: rénovations au goût du jour (une visite à 360 degrés)	Classe virtuelle	325	15 novembre 2021	3	Société québécoise d'information juridique

Revue de décisions récentes des Tribunaux et de l'Autorité des marchés publics	Classe virtuelle	0	16 novembre 2021	6	Édilex inc.
Formation Loi 1 %	Classe virtuelle	0	16 novembre 2021	1	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Clientèle difficile et vulnérable	Classe virtuelle	0	16 novembre 2021	3	Cégep de Saint-Jérôme
Organismes municipaux - Développements récents en matière d'appels d'offres et de contrats publics	Classe virtuelle	0	17 novembre 2021	1	Édilex inc.
Comprendre le fonctionnement de l'État	Classe virtuelle	2 575	17 novembre 2021	1	École nationale d'administration publique
Décuplez votre efficacité par la pratique	Classe virtuelle	0	17 novembre 2021 23 novembre 2021	4	Centre d'accès à l'information juridique
Introduction à l'infonuagique - Volet technologique et applicatif de l'infonuagique	Classe virtuelle	400	17 novembre 2021	1	Université Laval
Audit de performance	Classe virtuelle	0	17 novembre 2021	9	Vérificateur général du Québec
10 astuces pour acquérir une méthodologie de recherche juridique efficace	Classe virtuelle	144	18 novembre 2021	1	Société québécoise d'information juridique
Les développements récents en enquêtes internes et règlementaires 2021	Classe virtuelle	742	18 novembre 2021	3	Barreau du Québec
L'information et la documentation juridiques au Québec, du manuscrit à l'intelligence artificielle	Hôtel du Parlement	0	19 novembre 2021	4	Barreau du Québec
Hackfest 2021: Conférences & CTF	Classe virtuelle	200	19 novembre 2021	4	Hackfest
Les 6 grands principes de la communication claire du droit et Rédaction de courriels clairs et efficaces	Classe virtuelle	4 986	23 novembre 2021	38	Éducaloi

La gestion des risques	Classe virtuelle	408	24 novembre 2021	1	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec
HTML5: structurer une page Web	Classe virtuelle	855	24 novembre 2021	1	TECHNOLOGIA Formation conseil
Les dix faux-pas les plus fréquents des avocats	Classe virtuelle	0	24 novembre 2021	6	Jeune Barreau de Montréal
Formation au sujet de la Commission québécoise des libérations conditionnelles	Classe virtuelle	0	25 novembre 2021	1	Commission des libérations conditionnelles
formation – Plan de délégation	Classe Virtuelle	0	25 novembre 2021 30 novembre 2021 14 décembre 2021 16 décembre 2021 19 janvier 2022 25 janvier 2022	136	Ministère de la Justice
Formation abrégée sur l'approche coaching pour les gestionnaires-coach	Classe virtuelle	2 230	29 novembre 2021	4	Erickson Québec
Programmation SQL les essentiels	Classe virtuelle	860	29 novembre 2021	1	TECHNOLOGIA Formation conseil
L'obligation de défendre de l'assureur responsabilité en vertu de l'art 2503 CCQ : L'État du droit, sujets connexes et considérations	Classe virtuelle	55	30 novembre 2021	1	Barreau du Québec
Gestion du temps et des priorités et Conduite de réunions efficaces	Classe virtuelle	2 376	2 décembre 2021	24	Isarta inc.
Aborder toutes les situations difficiles à distance avec savoir-faire et savoir-être	Classe virtuelle	6 000	3 décembre au 17 décembre 2021	111	Lord Communication managériale inc.
Conférence – atelier portant sur la collaboration	Classe virtuelle	8 580	6 décembre au 10 décembre 2021	103	Solutions Boosta inc.
Personnalités difficiles : de l'affrontement à l'engagement	Classe virtuelle	850	6 décembre 2021	1	TECHNOLOGIA Formation conseil
Sécurité en déplacement ou en télétravail	Classe virtuelle	0	6 décembre 2021	14	Ministère de la Sécurité publique

Formation sur les contrats de services juridiques et l'approbation des comptes d'honoraires de notaire donnée à des fonctionnaires	Classe virtuelle	0	7 décembre 2021	6	Ministère des transports, de la mobilité durable et de l'électrification des transports
Le leadership, plus qu'une question de caractère	Classe virtuelle	0	8 décembre 2021	1	Institut d'administration publique de Québec
Clés et défis de la transformation numérique dans les organisations publiques	Classe virtuelle	290	8 décembre 2021	17	Institut d'administration publique de Québec
Les objectifs à la preuve en droit civil québécois	Classe virtuelle	73	8 décembre 2021	1	Barreau du Québec
Animer avec aisance un atelier visant à convenir d'une charte d'équipe	Classe virtuelle	475	8 décembre 2021	1	Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail
Filiation law for diverse families	Classe virtuelle	25	8 décembre 2021	11	Jeune Barreau de Montréal
Assurance sécurité fournisseur dans un contexte infonuagique	1200, route de l'Église	860	9 décembre 2021	2	Université de Sherbrooke
coacher au quotidien	Classe virtuelle	408	9 décembre 2021	1	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec
Habiletés politiques dans les organisations : soyez un acteur stratégique	Classe virtuelle	1 695	9 décembre 2021	1	HEC montréal
Développement récent en droit de l'environnement 2021	Palais des congrès de Montréal	990	10 décembre 2021	3	Barreau du Québec
Microsoft Azure Administrateur	1751, rue du Marais, #300 Québec	2 040	13 décembre 2021	1	AFI Expertise
Jurisdiction and Procedure of the Federal Court and Federal Court of Appeal	Classe virtuelle	0	15 décembre 2021	1	Association du Barreau canadien
Journée du sous-ministériat des affaires juridiques	Classe virtuelle	5 455	15 décembre 2021	513	En mode solutions inc.
La communication démaquillée	Classe virtuelle	95	15 décembre 2021	1	Cégep Beauce-Appalaches
Mettre en place et maintenir un plan de continuité d'activité basée sur la norme ISO 22301	Classe virtuelle	1 997	29 décembre 2021	1	Crise et résilience

Vos habiletés politiques	Casse virtuelle	600	11 janvier 2022	2	Institut des auditeurs internes Canada
Pandémie mondiale de la COVID-19 : revue jurisprudentielle en droit du travail	Casse virtuelle	95	11 janvier 2022	1	Société québécoise d'information juridique
Évaluation de la sécurité d'un objet connecté	Classe virtuelle	0	13 janvier 2022	1	ISACA
Introduction à l'audit de la gestion des identités et accès	Classe virtuelle	150	13 janvier 2022	1	Institut des auditeurs internes Canada
Ultima 2 – Gestion documentaire	Classe virtuelle	8 300	17 et 19 janvier 2022	55	COGINOV
Administrer Microsoft System Center configuration Manager	Classe virtuelle	2 460	17 janvier 2022	1	AFI Expertise
Lire et comprendre les états financiers d'une entreprise	Classe virtuelle	0	19 janvier 2022	2	Barreau du Québec
Devant la violence, ne fermez pas les yeux	Classe virtuelle	0	19 janvier 2022	4	Barreau du Québec
La synthèse à l'écrit, méthode et techniques	Classe virtuelle	0	20 janvier 2022	15	Anti-com
Vicarious Liability Deconfines Private Law	Classe virtuelle	0	21 janvier 2022	1	Centre Paul-André Crépeau
Gestion informatisée de projets avec MS Project	Classe virtuelle	700	22 janvier 2022	1	Technologia Formation conseil
Formation LCOP	Classe virtuelle	0	25 au 27 janvier 2022	1	Secrétariat du Conseil du trésor
Conférence LCCJTI + Preuve	Classe virtuelle	0	25 janvier 2022	4	Université de Montréal
Main de maître en droit familial	Classe virtuelle	0	27 janvier 2022	3	Fonds d'assurance du Barreau
Formation sur le travail en affaires autochtones	Classe virtuelle	0	27 janvier 2022	2	Secrétariat aux affaires autochtones
Code civil et Charte québécoise interaction et harmonie	Classe virtuelle	0	28 janvier 2022	1	Université de Montréal
L'ABC de l'Assemblée nationale et Démystifier les commissions parlementaires	Assemblée nationale du Québec	0	2 février 2022	17	Assemblée nationale du Québec
Les paroles s'envolent et les écrits restent	Classe virtuelle	0	2 février 2022	14	Jeune Barreau du Québec
Planification stratégique	Classe virtuelle	725	3 février 2022	1	Campus Lean

Excel 2016 – formule complète	Classe virtuelle	253	4 février 2022	1	Cégep du vieux-Montréal
Les développements récents en droit de la santé, sécurité au travail 2022	Classe virtuelle	0	4 février 2022	3	Barreau du Québec
La protection des personnes vulnérables	Classe virtuelle	780	4 février 2022	2	Barreau du Québec
Formation en gestion de projet et gestion des risques	1, Yonge Street, suite 180	63	7 février 2022	1	Académie de Trans-Formation
Introduction gestion des lésions professionnelles	Classe virtuelle	454	8 février 2022	1	Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail
Journée d'étude sur les réclamations sur contrats	Classe virtuelle	465	15 février 2022	1	Université Laval
Code de procédure civile: tour d'horizon, un an après le projet Loi 75 améliorant accessibilité et efficacité justice	Classe virtuelle	0	15 février 2022	2	Barreau du Québec
Un premier pas vers l'identité numérique du citoyens	Classe virtuelle	0	16 février 2022	8	Secrétariat du Conseil du trésor
Enjeux juridiques relatifs à la lutte aux violences basées sur le genre	Classe virtuelle	0	16 février 2022	9	Jeune Barreau du Québec
Vers une réforme de la Loi sur l'expropriation	Classe virtuelle	0	17 février 2022	2	Association du Barreau canadien
Formation Tireur actif	Classe virtuelle	0	22 février 2022	1	Ministère de la Sécurité publique
La mémoire : La première occasion de convaincre et la Cour d'appel à l'ère du numérique	Classe virtuelle	0	23 février 2022	1	Barreau du Québec
Loi modernisant le régime de la santé et de la sécurité du travail	Classe virtuelle	0	24 février 2022	1	Les avocats Le Corre & Associés, S.E.N.C.R.L.
Rendez-vous sur le droit carcéral – tout ce que vous devez savoir	Classe virtuelle	0	25 février 2022	5	Barreau du Québec

P.22 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ATTITRÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2021-2022 :

A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;
B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;
C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.

FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.

PROGRAMME : PROGRAMME LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE
MONTANT GLOBAL : 365 100 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022
BOÎTE À OUTILS : MIEUX INTERVENIR AUPRÈS DES PERSONNES LGBTQ VIVANT OU AYANT VÉCU UNE AGRESSION SEXUELLE	DIVERSITÉ 02	30 000 $
TRANSPHOBIE DANS LES RELATIONS INTIMES	DIVERGENRES	35 000 $
ENSEMBLE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE	ENSEMBLE POUR LE RESPECT DE LA DIVERSITÉ	25 000 $
EN FINIR AVEC LES THÉRAPIES DE CONVERSION	FONDATION ÉMERGENCE	40 000 $
DÉVELOPPEMENT ET DIFFUSION DES MATÉRIELS ÉDUCATIFS POUR TRAVAILLER AUPRÈS DES PERSONNES TRANS MIGRANTES	AGIR	45 000 $
DÉMYSTIFIER LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE AUPRÈS DES JEUNES INSCRITS EN SPORT-ÉTUDE DANS LA RÉGION DE MONTRÉAL	GRIS-MONTRÉAL	15 000 $
ADAPTATION DE COMMANDE UN ANGELOT POUR LES BARS ET ÉVÉNEMENTS LGBTQIA2S+ ET IMPLANTATION À FIERTÉ MONTRÉAL	FONDATION DE L'ASEQ	40 000 $
QUEER ELDERS SHARING - DEMYSTIFYING GAY CULTURE	GAI ET GRIS MONTRÉAL	16 500 $
DÉMYSTIFIONS LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE CHEZ NOS JEUNES !	COALITION D'AIDE À LA DIVERSITÉ SEXUELLE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	20 000 $
PROGRAMMES D'INTERVENTION POUR LES JEUNES TRANS ET DE LA PLURALITÉ DES GENRES ET LEURS PARENTS	LE NÉO	17 000 $
UN BALADO LGBTQ+	CENTRE INTERLIGNE	25 000 $
LAURENTIDES UNIS POUR LES COMMUNAUTÉS LGBTQIA2S+	LE CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI THÉRÈSE-DE BLAINVILLE	42 000 $
TABLE DE CONCERTATION DES ORGANISMES DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE LA PLURALITÉ DES GENRES DE LA CAPITALE-NATIONALE	ALLIANCE ARC-EN-CIEL DE QUÉBEC	14 600 $

[1]LES MONTANTS INSCRITS SONT PRÉVISIONNELS AU 31 MARS 2022.

PROGRAMME : PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ACTIVITÉS DE JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE – VOLET JUSTICE COMMUNAUTAIRE AUTOCHTONE
MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ : 2 671 186 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022
JUSTICE COMMUNAUTAIRE EN MILIEU INUIT	SOCIÉTÉ MAKIVIK	600 000 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – SYSTÈME D'INTERVENTION D'AUTORITÉ ATIKAMEKW ET PROJET DE JUSTICE COMMUNAUTAIRE ATIKAMEKW	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	158 270 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – KAHNAWAKE	MOHAWKS OF KAHNAWAKE	65 000 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – AKWESASNE	MOHAWKS OF AKWESASNE	55 000 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – KAWAWACHIKAMACH	NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH	57 500 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – LISTUGUJ	LISTUGUJ MIG'MAQ GOVERNMENT	31 000 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – OPITICWAN	BANDE DES ATIKAMEKWS D'OPITCIWAN	85 500 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – KITIGAN ZIBI	KITIGAN ZIBI ANISHINABEG	35 000 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – MILIEU URBAIN À MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL	62 500 $

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – MILIEU URBAIN VAL-D'OR	CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR	43 378 $
APPUI AU DÉVELOPPEMENT D'INITIATIVES DE JUSTICE EN MILIEU URBAIN	REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONE DU QUÉBEC	895 000 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE-LAC-BARRIÈRE	LE CONSEIL DE BANDE DU LAC-BARRIÈRE	70 000 $
SERVICES ENFANCE & FAMILLE ANICINAPE	MINO OBIGIWASIN SERVICES ENFANCE & FAMILLE ANICINAPE	100 000 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - PEKUAKAMIULNUATSH	PEKUAKAMIULNUATSH TAKUHIKAN	54 500 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - NUTASHQUAN	CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS DE NUTASHKUAN	20 000 $

[1]LES MONTANTS INSCRITS SONT PRÉVISIONNELS AU 31 MARS 2022.

PROGRAMME : PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ACTIVITÉS DE JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE – VOLET PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES
MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ : 3 177 600 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022
CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES	SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	1 850 100 $
CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES	SOCIÉTÉ MAKIVIK	930 000 $
CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	118 000 $

[1]LES MONTANTS INSCRITS SONT PRÉVISIONNELS AU 31 MARS 2022.

PROGRAMME : PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ACTIVITÉS DE JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE – VOLET COORDINATION EN MATIÈRE DE JUSTICE
MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ : 470 520 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022
POSTE DE COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE JUSTICE	COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR	64 520 $
POSTE DE COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE JUSTICE ET SÉCURITÉ PUBLIQUE	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.	60 000 $
POSTE DE COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE JUSTICE	REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC	100 000 $
POSTE DE COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE JUSTICE	SOCIÉTÉ MAKIVIK	125 000 $

[1]LES MONTANTS INSCRITS SONT PRÉVISIONNELS AU 31 MARS 2022.

PROGRAMME : PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ACTIVITÉS DE JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE - VOLET SOUTIEN ADMINISTRATIF AUX PROGRAMMES DE JUSTICE
MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ : 456 250 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022
POSTE DE SOUTIEN À LA GESTION	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	56 250 $
POSTE DE SOUTIEN À LA GESTION	SOCIÉTÉ MAKIVIK	400 000 $

[1]LES MONTANTS INSCRITS SONT PRÉVISIONNELS AU 31 MARS 2022.

PROGRAMME : PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ACTIVITÉS DE JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE – VOLET RÉDACTEURS DE TYPE GLADUE
MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ : 445 000 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022
POSTE À TEMPS PLEIN (RÉDACTION RAPPORT ET SOMMAIRE GLADUE)	GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE	50 000 $
POSTE À TEMPS PLEIN (RÉDACTION RAPPORT ET SOMMAIRE GLADUE)	SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	35 000 $
POSTE À TEMPS PLEIN (RÉDACTION RAPPORT ET SOMMAIRE GLADUE)	SOCIÉTÉ MAKIVIK	225 000 $
POSTE À TEMPS PLEIN (RÉDACTION RAPPORT ET SOMMAIRE GLADUE)	CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL	40 000 $

[1]LES MONTANTS INSCRITS SONT PRÉVISIONNELS AU 31 MARS 2022.

PROGRAMME : PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ACTIVITÉS DE JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE – VOLET SERVICES AUX VICTIMES SOUS LA RESPONSABILITÉ D'ORGANISATIONS AUTOCHTONES

MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ : 100 100 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022
SERVICES AUX VICTIMES ATIKAMEKW	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	100 100 $

[1]LES MONTANTS INSCRITS SONT PRÉVISIONNELS AU 31 MARS 2022.

PROGRAMME : PROGRAMME DE SOUTIEN AUX SERVICES POUR CONTRER LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN MILIEU AUTOCHTONE
MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ : 1 200 000 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022
REBUILDING THE FAMILY CIRCLE	WASESKUN	46 310 $
QULLIK -HEALTHY RELATIONSHIPS	SOCIÉTÉ MAKIVIK	195 083 $
WITCICIIN AJI (AIDE MOI MAINTENANT)	CONSEIL DES ANICINAPEK KITCISAKIK	184 489 $

[1]LES MONTANTS INSCRITS SONT PRÉVISIONNELS AU 31 MARS 2022.

PROGRAMME : PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE SANTÉ MENTALE
MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ : 40 000 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : DIRECTION DES PROGRAMMES D'ADAPTABILITÉ ET DE JUSTICE RÉPARATRICE

RÉGION	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022
MAURICIE	CENTRE LE HAVRE DE TROIS-RIVIÈRES INC.	10 000 $
MAURICIE	CENTRE ROLAND-BERTRAND	5 000 $
CENTRE-DU-QUÉBEC	ENSOLEILVENT	5 000 $
CENTRE-DU-QUÉBEC	PIAULE CENTRE-DU-QUÉBEC INC.	5 000 $
MAURICIE	POINT DE RUE DE TROIS-RIVIÈRES & NICOLET - YAMASKA	10 000 $
MAURICIE	TRÀSH - TRAVAIL DE RUE À SHAWINIGAN	5 000 $

PROGRAMME : PROGRAMME D'AIDE AUX ACTIVITÉS COMMUNAUTAIRES DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL 2020-2023
MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ : 2 796 350 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : DIRECTION DES PROGRAMMES D'ADAPTABILITÉ ET DE JUSTICE RÉPARATRICE

RÉGION/DISTRICT	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022
BEAUCE ET FRONTENAC	AIDE AUX JEUNES CONTREVENANTS DE BEAUCE	35 190 $
SAINT-MAURICE	ALTER ÉGAUX, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE, L'	28 152 $
QUÉBEC	AUTRE AVENUE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE, L'	112 608 $
JOLIETTE ET LAVAL	AVENUE, JUSTICE ALTERNATIVE	182 988 $
TROIS-RIVIÈRES	AVENUES CITOYENNES ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	28 152 $
DRUMMOND	COMMUN ACCORD ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	42 228 $
BAIE-COMEAU	CONVERJANCE MANICOUAGAN	42 228 $
CHICOUTIMI	ÉQUIJUSTICE SAGUENAY INC.	46 920 $
MONTRÉAL	ÉVÉNEMENT HOODSTOCK	105 570 $
MONTMAGNY ET QUÉBEC (RIVE-SUD)	INTERFACE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	42 228 $
RIMOUSKI	JUSTICE ALTERNATIVE DE L'EST	42 228 $
KAMOURASKA	JUSTICE ALTERNATIVE DU KRTB INC.	42 228 $
BEDFORD	JUSTICE ALTERNATIVE ET MÉDIATION	42 228 $
GASPÉ-BONAVENTURE	JUSTICE ALTERNATIVE GASPÉSIE-SUD	72 216 $
ALMA ET ROBERVAL	JUSTICE ALTERNATIVE LAC-SAINT-JEAN INC.	42 228 $
RICHELIEU	JUSTICE ALTERNATIVE PIERRE DE SAUREL INC.	42 228 $
IBERVILLE ET SAINT-HYACINTHE	JUSTICE ALTERNATIVE RICHELIEU-YAMASKA	70 380 $
MINGAN	LA CROISÉE, UN ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	42 228 $
ABITIBI	LIAISON JUSTICE	72 216 $
TERREBONNE	MESURES ALTERNATIVES DES BASSES-LAURENTIDES	112 608 $

RÉGION/DISTRICT	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022
LABELLE ET TERREBONNE	MESURES ALTERNATIVES DES VALLÉES DU NORD INC.	93 840 $
FRONTENAC	MESURES ALTERNATIVES JEUNESSE FRONTENAC INC.	35 190 $
SAINT-MAURICE	ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE VOLTEFACE	42 228 $
ARTHABASKA	PACTE BOIS-FRANCS INC.	42 228 $
SAINT-FRANÇOIS, BEDFORD ET MÉGANTIC	PONT, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE, LE	112 608 $
MONTRÉAL	REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	681 278 $
JOLIETTE	REPARS	35 190 $
TROIS-RIVIÈRES	RESSOURCES ALTERNATIVES MASKINONGÉ	28 152 $
BEAUHARNOIS ET LONGUEUIL	RESSOURCES ALTERNATIVES RIVE-SUD	211 140 $
GATINEAU, PONTIAC ET MANIWAKI	SOCIÉTÉ ELIZABETH FRY DU QUÉBEC	70 380 $
MONTRÉAL	TRAJET INC.	112 608 $
TROIS-RIVIÈRES	AUX TROIS PIVOTS	42 228 $
MONTRÉAL	YMCA DU QUÉBEC	42 228 $

FONDS ACCÈS JUSTICE

PROGRAMME : PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE
MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ : 106 647 $
DIRECTION DE L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION : FONDS ACCÈS JUSTICE

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022
ACCÈS JUSTICE 2019-2020	ACTION JEUNESSE CÔTE-SUD	2 000 $
ACCÈS JUSTICE 2019-2020	BARREAU DE MONTRÉAL	2 661 $
ACCÈS JUSTICE 2019-2020	INSTITUT DE MÉDIATION ET D'ARBITRAGE DU QUÉBEC	2 500 $
ACCÈS JUSTICE 2019-2020	LISTUGUJ MI'GMAQ DEVELOPMENT COUNCIL	5 000 $
ACCÈS JUSTICE 2019-2020	AUTONHOMMIE, CENTRE DE RESSOURCES POUR HOMMES	4 000 $
ACCÈS JUSTICE 2019-2020	CARREFOUR ALIÉNATION PARENTALE QUÉBEC	4 000 $
ACCÈS JUSTICE 2019-2020	INSTITUT PACIFIQUE	2 500 $
ACCÈS JUSTICE 2019-2020	REGROUPEMENT DES JEUNES CHAMBRES DE COMMERCE DU QUÉBEC	2 500 $
ACCÈS JUSTICE 2019-2020	CLINIQUE JURIDIQUE DU MILE END	2 500 $
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	CLINIQUE JURIDIQUE ITINÉRANTE	750 $
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	ASSOCIATION COOP. D'ÉCONOMIE FAMILIALE DU SUD-OUEST DE MONTRÉAL	3 030 $
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	ASSOCIATION COOP. D'ÉCONOMIE FAMILIALE DES BASSES-LAURENTIDES	1 160 $
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	AUTONHOMMIE, CENTRE DE RESSOURCES POUR HOMMES	5 611 $
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	CLINIQUE JURIDIQUE DE SAINT-MICHEL	7 500 $
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	DROITS-ACCÈS DE L'OUTAOUAIS	2 250 $
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	ÉQUIJUSTICE	7 500 $
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	INSTITUT PACIFIQUE	7 500 $
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	JURISTES À DOMICILE	7 500 $
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	OPTION CONSOMMATEURS	7 495 $
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	ORGANISATION POPULAIRE DES DROITS SOCIAUX	7 500 $
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	REGROUPEMENT COMITÉS LOGEMENT ET ASSOCIATIONS LOCATAIRES DU QUÉBEC	7 500 $
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	TOURNESOL DE LA RIVE-NORD INC.	5 190 $
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	7 À NOUS	2 500 $
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE VILLERAY INC.	3 000 $
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	ÉDUCALOI	3 000 $

PROGRAMME: FINANCEMENT À LA MISSION DE BASE DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ ET AUTRES ORGANISMES
MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ: 3 761 338 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION: FONDS ACCÈS JUSTICE

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	2021- 2022
BAS SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS-SAINT-LAURENT	332 530 $
CAPITALE-NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	473 397 $
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND-MONTRÉAL	512 325 $
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	359 787 $
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	331 308 $
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	337 509 $
NORD-DU-QUÉBEC	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ NUNAVIK (SOCIÉTÉ MAKIVIK)	183 531 $
CÔTE-NORD	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA CÔTE-NORD	335 496 $
MONTÉRÉGIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	491 231 $
MAURICIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MAURICIE	354 224 $
MONTRÉAL	ÉDUCALOI	50 000 $

PROGRAMME: PROGRAMME PRÉMÉDIATION ET MÉDIATION FAMILIALE POUR COUPLES SANS ENFANT ET PETITES CRÉANCES
MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ: 2 821 334 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION: FONDS ACCÈS JUSTICE

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022
BAS SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS-SAINT-LAURENT	179 902 $
CAPITALE-NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	315 672 $
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND-MONTRÉAL	503 569 $
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	133 454 $
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	115 248 $
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	123 497 $
CÔTE-NORD	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA CÔTE-NORD	118 928 $
MONTÉRÉGIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	359 441 $
MAURICIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MAURICIE	138 075 $
LAVAL, LAURENTIDES, LANAUDIÈRE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LAVAL, LAURENTIDES ET LANAUDIÈRE	613 074 $
COORDONNATEUR	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE -	106 237 $
COORDONNATEUR	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	114 237 $

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

PROGRAMME : PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L'INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (PROJETS ANTÉRIEURS)
MONTANT GLOBAL : 745 268 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRES	2021-2022
PROJET EXTRA	ANONYME U.I.M.	1 302 $
PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION, MÊME CHEZ LES PERSONNES AÎNÉES, DES RÉPONSES À VOS QUESTIONS	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE DÉFENSE DES DROITS DES PERSONNES RETRAITÉES ET PRÉRETRAITÉES	2 993 $
L'APPRENTISSAGE EN LIGNE POUR MIEUX INTERVENIR AUPRÈS DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	41 145 $

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRES	2021-2022
JUSTE MILIEU : AMÉLIORER LES PRATIQUES AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES DANS LEURS PARCOURS	C.A.L.A.C.S. LA CHRYSALIDE	5 000 $
LA SÉCURISATION CULTURELLE DU RÉSEAU DES CAVAC POUR DES SERVICES ADAPTÉS AUX RÉALITÉS DES PEUPLES AUTOCHTONES VIVANT DANS LES COMMUNAUTÉS OU EN MILIEU URBAIN	CAVAC CÔTE-NORD	47 125 $
TRADUCTION DE DOCUMENTS PROMOTIONNELS EN LANGUE AUTOCHTONE	CAVAC MONTRÉAL	1 937 $
FRAIS DE CAPITALISATION ET DE LOYER POUR LE CENTRE D'APPUI AUX ENFANTS DE LA MONTÉRÉGIE	CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	322 000 $
MIEUX AIDER LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS QUI PRÉSENTENT DES PROBLÈMES DE CONSOMMATION DE SUBSTANCES PSYCHOACTIVES : UN PROJET PILOTE DE PARTAGE D'EXPERTISE	CIUSSS CAPITALE-NATIONALE	41 516 $
#MOIAUSSI : AU-DELÀ DU MOUVEMENT	CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP	4 950 $
CONSOLIDATION DU PROGRAMME DE SOUTIEN ADAPTÉ AUX PROCHES DE VICTIMES D'EXPLOITATION SEXUELLE	CONCERTATION DES LUTTES CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE	15 000 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	18 400 $
KAHNAWAKE VICTIMS OF CRIME PROJECT PHASE 2	CONSEIL DES MOHAWKS DE KAHNAWAKE	16 000 $
CAMPAGNE DE SENSIBILISATION VISANT À LEVER LE TABOU SUR LA PROBLÉMATIQUE DES HOMMES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DANS L'ENFANCE	ENTRAIDE MAURICIE – CENTRE-DU-QUÉBEC POUR HOMMES AGRESSÉS SEXUELLEMENT DANS L'ENFANCE	18 000 $
THE IMPACT OF HISTORICAL TRAUMA: THE CREE EXPERIENCE	GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE	130 760 $
DIALOGUE ENTRE VICTIME ET AGRESSEURS EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES ET PHYSIQUES	REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	15 000 $
1) ÊTRE PARENT APRÈS AVOIR ÉTÉ VICTIME D'ABUS OU DE TRAUMATISMES 2) FRAUDES AMOUREUSES EN LIGNE : COMPRENDRE LES VICTIMES	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	22 583 $
1) UN MEILLEUR SOMMEIL POUR UNE MEILLEURE RÉSILIENCE : SUIVI À LONG TERME 2) UN MEILLEUR SOMMEIL POUR UNE MEILLEURE RÉSILIENCE : OUTILS MOBILES POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE ET LEURS PROCHES	UNIVERSITÉ LAVAL	31 557 $
DÉVELOPPEMENT D'UN PROGRAMME D'INTERVENTION S'ADRESSANT AUX VICTIMES MASCULINES DE VIOLENCE CONJUGALE	VIA L'ANSE	10 000 $

PROGRAMME : APPEL DE PROJETS EXTRAORDINAIRE VISANT À MODERNISER L'ACCESSIBILITÉ ET L'OFFRE DE SERVICES AUX PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS EN CONTEXTE PANDÉMIQUE

MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ : 1 277 118 $

DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRES	2021-2022
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES, DU SYSTÈME DE TÉLÉPHONIE ET DES MESURES SANITAIRES	À DEUX MAINS	16 959 $
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	ALLIANCE DES MAISONS D'HÉBERGEMENT DE 2E ÉTAPE POUR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE	45 328 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	ALTERNATIVES POUR ELLES	5 810 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	17 720 $
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	CALACS DE L'OUEST DE L'ÎLE	14 577 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CALACS DE RIMOUSKI	3 051 $
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	CALACS ENTRAID'ACTION	43 660 $

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRES	2021-2022
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	CALACS ABITIBI	11 635 $
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	CALAS DE L'OUTAOUAIS	47 710 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	10 814 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC CÔTE-NORD	32 443 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	32 442 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC CENTRE-DU-QUÉBEC	28 120 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC MAURICIE	42 254 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC MONTÉRÉGIE	44 267 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC LAVAL	41 093 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC OUTAOUAIS	38 930 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC LAURENTIDES	34 605 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC BAS-SAINT-LAURENT	32 442 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC DE LA RÉGION DE L'ESTRIE	49 744 $
DÉVELOPPEMENT DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES (SITE WEB, PLATEFORME DE TYPE CLAVARDAGE)	CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DU LAC-SAINT-JEAN	50 000 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CENTRE DE FEMMES L'AUTONOMIE EN SOIE	5 999 $
DÉVELOPPEMENT DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES (SITE WEB, PLATEFORME DE TYPE CLAVARDAGE)	CENTRE DE SOLIDARITÉ LESBIENNE	18 200 $
ENSEMBLE TRAVERSONS CETTE PANDÉMIE	CENTRE D'ÉCOUTE ET DE RÉFÉRENCE MULTI-ÉCOUTE	24 618 $
1) MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES 2) DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	CENTRE DES FEMMES DE SAINT-LAURENT	13 348 $
1) MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET DU SYSTÈME DE TÉLÉPHONIE 2) DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	CENTRE DES FEMMES AUX 3 A DE QUÉBEC	25 501 $
MISE EN PLACE DES MESURES SANITAIRES	CENTRE MARIE-LOUISE	6 449 $
MODERNISATION DU SYSTÈME DE TÉLÉPHONIE	ENTRAIDE MAURICIE – CENTRE-DU-QUÉBEC POUR HOMMES AGRESSÉS SEXUELLEMENT DANS L'ENFANCE	4 500 $
RÉINTÉGRATION COMMUNAUTAIRE DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS IMMIGRANTES DANS UN CONTEXTE PANDÉMIQUE	FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DE L'ESTRIE	42 766 $
1) MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES 2) DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	HORIZON POUR ELLE	38 000 $
1) MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES 2) DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	JUSTICE ALTERNATIVE DE L'EST	5 000 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	JUSTICE ALTERNATIVE ET MÉDIATION	11 590 $
ÉQUIPEMENT POUR PETIT STUDIO D'ENREGISTREMENT VIDÉO	CALACS BAIE-COMEAU	17 994 $
DÉVELOPPEMENT DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES	MAISON D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT BLANCHE-MORIN	12 378 $
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	MAISON D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT L'ÉMERGENCE	10 135 $
MODERNISATION DU SYSTÈME DE TÉLÉPHONIE	MAISON D'ARIANE	5 028 $
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	MAISON D'HÉBERGEMENT L'ÉGIDE	9 575 $

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRES	2021-2022
1) Modernisation du système de téléphonie 2) Développement des plateformes numériques	CALACS – La Maison Isa	54 066 $
Développement d'une application mobile et d'une plateforme numérique	Maison Marie-Rollet	8 000 $
Modernisation des équipements informatiques	Maison Mikana	10 005 $
1) Modernisation des équipements informatiques 2) Développement d'une plateforme numérique	Mesures Alternatives Jeunesse Frontenac	16 000 $
Développement d'une plateforme numérique	Néo	15 563 $
Modernisation des équipements informatiques	Ombre-Elle	23 533 $
Modernisation des équipements informatiques	Pacte Brois-Francs (Équijustice Arthabaska/Érables)	5 757 $
Modernisation des équipements informatiques	Petit Pont	7 000 $
Modernisation des équipements informatiques	Pont, organisme de justice alternative	17 000 $
1) Modernisation des équipements informatiques 2) Développement des plateformes numériques	Prévention du crime Ahuntsic-Cartierville	10 307 $
Développement des plateformes numériques	Projet d'intervention auprès des mineurs prostitués	10 572 $
Modernisation des équipements informatiques et du système de téléphonie	Regroupement québécois des CALACS	8 049 $
Modernisation des équipements informatiques et mise en place des mesures sanitaires	Regroupement des femmes de la région de Matane	18 867 $
1) Modernisation des équipements informatiques 2) Développement des plateformes 3) Conception et déploiement d'initiatives promotionnelles visant à faire connaître le plus largement possible le nouveau site web AIMER	Réseau enfants-retour	108 421 $
Modernisation des équipements informatiques	Service d'aide aux victimes d'actes criminels Marthe Vaillancourt	46 229 $
Modernisation des équipements informatiques	La Sortie	13 209 $
Modernisation du système de téléphonie	SOS violence conjugale	9 855 $

PROGRAMME : Projets fédéraux en matière d'aide aux personnes victimes
MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ : 721 353 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022
Les victimes d'actes criminels devant la Commission d'examen des troubles mentaux : l'exercice des droits des victimes reconnus dans la Charte canadienne des droits des victimes	Association québécoise Plaidoyer-Victimes	65 050 $
Renforcer la sensibilisation culturelle grâce à une formation dirigée par les Autochtones pour le personnel des CAVAC	CAVAC Côte-Nord	184 950 $
Ouverture du centre d'appui aux enfants en Montérégie	Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent	425 000 $
Résultats et impacts d'un programme de services intersectoriels intégrés pour les enfants victimes et leurs familles et développement de pratiques de pointe : une phase exploratoire	Université du Québec à Trois-Rivières	46 353 $

FONDS DES REGISTRES
AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUN.

P.23 CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE :

A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE POUR L'ANNÉE 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023;
B. LE COÛTS ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE FONDS POUR L'ANNÉE 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS 2022-2023;
C. LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION);
D. LES MONTANTS RÉCOLTÉS DESTINÉS AU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILÉS PAR ANNÉE;
E. LES PROJETS FINANCÉS AVEC L'ARGENT DU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILÉS PAR ANNÉE;
F. LES PROJETS AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE ET LA DATE DE L'OCTROI DE L'AIDE;
G. LES DERNIERS PROJETS ACCEPTÉS;
H. LA STRUCTURE DE CE FONDS.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

DÉPENSES TOTALES DU FONDS ACCÈS JUSTICE	16 849 093 $
DÉPENSES DU BUREAU DU FONDS ACCÈS JUSTICE	498 048 $
REVENUS DU FONDS ACCÈS JUSTICE	23 221 617 $

POUR LES PROJETS FINANCÉS EN 2021-2022, SE RÉFÉRER À LA QUESTION P.22.

P.24 CONCERNANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION APPEL DE PROJETS – DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE (BAVAC), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALE ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES.

INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.22.

P.25 CONCERNANT LES PROGRAMMES DE SÉANCES DE MÉDIATION ET D'INFORMATION (MÉDIATION FAMILIALE, MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES, MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE, PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE

MONTANTS PAYÉS EN HONORAIRES AUX MÉDIATEURS POUR LES SÉANCES DE MÉDIATION ET D'INFORMATION OFFERTES EN 2021-2022 :

MÉDIATION FAMILIALE (COUPLE AVEC ENFANTS ET ADOPTION): 4 182 261 $
MÉDIATION FAMILIALE (MÉDIATION FAMILIALE COUPLE SANS ENFANT-PRÉMÉDIATION ET MÉDIATION) : 253 061 $

SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE: 137 475 $

MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES (MÉDIATION AUTOMATIQUE-PRÉMÉDIATION ET MÉDIATION): 489 767 $

P.26 CONCERNANT LE PROGRAMME LIGNE-RESSOURCE SANS FRAIS POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LE CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL A LE MANDAT DE GÉRER ET DE FOURNIR LES SERVICES DE LA LIGNE RESSOURCE PROVINCIALE SANS FRAIS POUR LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE. DEPUIS LE 30 OCTOBRE 2021, LA LIGNE TÉLÉPHONIQUE SE NOMME MAINTENANT **INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE.**

LES SOMMES ALLOUÉES EN 2021-2022 SONT DE 914 180 $.

P.27 CONCERNANT LE PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

TROIS PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC SONT EN VIGUEUR AU QUÉBEC, SOIT DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL ET DANS LES VILLAGES NORDIQUES DE PUVIRNITUQ ET DE AKULIVIK.

L'ENTENTE DE FINANCEMENT EST ÉCHUE DEPUIS LE 31 MARS 2018. LE PROCESSUS DE SIGNATURE POUR CONCLURE UNE NOUVELLE ENTENTE CANADA-QUÉBEC EST EN COURS.

P.28 POUR 2021-2022, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2022-2023. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DE SA MISE EN ŒUVRE.

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	2021-2022
INSTAURER UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE (PROJET DE LOI 92).	2,4 M$

MESURE	MISE EN ŒUVRE
INSTAURER UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE	LA LOI VISANT LA CRÉATION D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE A ÉTÉ ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE LE 26 NOVEMBRE 2021 ET EST ENTRÉE EN VIGUEUR LE 30 NOVEMBRE 2021. LE PROJET DE LOI 92 AVAIT ÉTÉ DÉPOSÉ LE 15 SEPTEMBRE 2021 À L'ASSEMBLÉE NATIONALE. UNE SOMME DE 32,6 M$ EST PRÉVUE SUR 4 ANS POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROJET PILOTE. LES CINQ PREMIERS DISTRICTS ONT ÉTÉ ANNONCÉS : QUÉBEC, BEAUHARNOIS, BEDFORD, DRUMMOND, SAINT-MAURICE – SECTEUR LA TUQUE. DANS LA MISE À JOUR ÉCONOMIQUE, DES SOMMES DE 30,2 M$ SONT PRÉVUES DE 2023 À 2025 ET PLUS PRÉCISÉMENT 2,4 M$ EN 2021-2022.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

SOMMES INVESTIES PAR LE FONDS D'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	2021-2022
CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL (RESPONSABILITÉ DES SERVICES DE LA LIGNE INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE ET AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE)	914 180 $
CENTRE D'EXPERTISE MARIE-VINCENT (FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT DE CET ORGANISME, LEQUEL OFFRE DE L'AIDE AUX ENFANTS DE 12 ANS ET MOINS VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE, À LEURS PARENTS ET À LEURS PROCHES)	420 700 $
RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) (RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE COMPLÈTE DE CHACUN DES 17 CAVAC, COMPRENANT DES AGENTS DE LIAISON ET D'INTERVENTION EN VIOLENCE SEXUELLE ET LE PROGRAMME ENFANT TÉMOIN ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES)	7 649 773 $[1]
SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (RESPONSABILITÉ PORTANT SUR LE FINANCEMENT DES LOCAUX ET D'UNE AGENTE D'INTERVENTION)	100 000 $
SOS VIOLENCE CONJUGALE (AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE)	1 355 190 $

[1] CE MONTANT EST BASÉ SUR LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE DU RÉSEAU DES CAVAC, SOIT 24,5 % TOUCHÉE PAR UNE INFRACTION À CARACTÈRE SEXUEL (14 444 PERSONNES) OU PAR DE L'EXPLOITATION SEXUELLE (357 PERSONNES) POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022.

ÉTAT DE LA SITUATION :

PRINCIPALES RÉALISATIONS DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021 :

LE 28 OCTOBRE 2016, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, EN COLLABORATION AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ), A LANCÉ LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES. LA STRATÉGIE COMPREND 55 ACTIONS DONT LE PRINCIPAL OBJECTIF EST D'APPORTER DES SOLUTIONS NOVATRICES AUX PROBLÉMATIQUES QU'ELLE CIBLE, SOIT LES AGRESSIONS SEXUELLES ET L'EXPLOITATION SEXUELLE.

LA STRATÉGIE A ÉTÉ PROLONGÉE D'UN AN, SOIT EN 2021-2022. LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A REÇU 256 600 $ POUR POURSUIVRE L'ACTION « METTRE EN PLACE UN PROJET-PILOTE, SUR CINQ ANS, AFIN QU'UN AGENT D'INTERVENTION CAVAC SOIT PRÉSENT AU SEIN DU SERVICE DES ENQUÊTES SPÉCIALISÉES DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, PERMETTANT AINSI D'AMÉLIORER L'ACCESSIBILITÉ DES FEMMES VICTIMES D'EXPLOITATION SEXUELLE AUX SERVICES D'AIDE ». L'ÉTENDUE DE CETTE ACTION À L'ENSEMBLE DU RÉSEAU DES CAVAC A ÉGALEMENT ÉTÉ ANNONCÉE DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2021-2026 BRISER LE CYCLE DE L'EXPLOITATION SEXUELLE.

AUTRES ACTIONS :

1. PLAN BUDGÉTAIRE 2019-2020 – 50 M$ SUR 5 ANS VISANT À RENFORCER LA PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES

UN BUDGET DE 50 M$ A ÉTÉ OCTROYÉ AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DANS LE CADRE DU PLAN BUDGÉTAIRE 2019-2020 CONCERNANT L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES. LES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 2021-2022 SE DÉCLINENT COMME SUIT :

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	2021-2022
SERVICE *REBÂTIR* ET BANQUE D'AVOCATS SPÉCIALISÉS (COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ET CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP)	806 250 $
AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE (SOS VIOLENCE CONJUGALE ET INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE)	523 100 $
PROGRAMME TÉMOIN ENFANT ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES (RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS)	2 088 300 $
FORMATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE POUR LES INTERVENANTS JUDICIAIRES (UNIVERSITÉ MCGILL)	200 000 $
DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (INSTAURATION DE LA POURSUITE VERTICALE)	2 680 000 $
AUTRES DÉPENSES (CAPSULES DE FORMATION RÉFORME DU PROGRAMME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET RÉVISION CONTENU WEB)	659 $

A. SERVICE *REBÂTIR* DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ET BANQUE D'AVOCATS SPÉCIALISÉS DE JURIPOP

LE 27 SEPTEMBRE 2021, LE MINISTRE DE LA JUSTICE ANNONÇAIT, EN COMPAGNIE DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES (CSJ) ET DE LA CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP, DEUX NOUVELLES MESURES POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE.

LE PREMIER VOLET EST UN SERVICE DE QUATRE HEURES DE CONSEILS JURIDIQUES GRATUITS POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, SANS ÉGARD À LEURS REVENUS ET DANS TOUS LES DOMAINES DE DROIT. CE SERVICE PERMET ÉGALEMENT À LA PERSONNE VICTIME D'ÊTRE REPRÉSENTÉE, SANS FRAIS, PAR UN AVOCAT DE LA CSJ EN CAS D'URGENCE. IL EST À NOTER QUE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA *LOI VISANT LA CRÉATION D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE* A PERMIS DE PÉRENNISER CE SERVICE.

LE SECOND VOLET PRÉVOIT UNE SUBVENTION À LA CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP POUR CRÉER UNE BANQUE D'AVOCATS SPÉCIALISÉS, AFIN DE POUVOIR RÉFÉRER LES PERSONNES VICTIMES QUI NE SONT PAS ADMISSIBLES À L'AIDE JURIDIQUE À DES AVOCATS FORMÉS EN VIOLENCE SEXUELLE ET EN VIOLENCE CONJUGALE. L'ORGANISME EST ÉGALEMENT MANDATÉ POUR CRÉER DES FORMATIONS EN VIOLENCE SEXUELLE ET EN VIOLENCE CONJUGALE POUR CES AVOCATS, AFIN DE SE QUALIFIER À LA BANQUE. POUR CE FAIRE, L'ORGANISME A REÇU UNE SUBVENTION DE 4,3 M$ SUR 3 ANS.

CES DEUX VOLETS PERMETTENT DE RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS DU CHAPITRE 5 DU RAPPORT *REBÂTIR LA CONFIANCE*.

B. AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE

AFIN DE RÉPONDRE À LA RECOMMANDATION #12 DU RAPPORT *REBÂTIR LA CONFIANCE* ET DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION SPÉCIFIQUE POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE DANGEROSITÉ ET ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DES VICTIMES 2020-2025, UNE SUBVENTION DE 433 300 $ A ÉTÉ ACCORDÉE EN 2021-2022 À SOS VIOLENCE CONJUGALE ET À INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE POUR DÉVELOPPER, EN PARTENARIAT AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, UN PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE.

L'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE A POUR OBJECTIF DE PERMETTRE À DES PERSONNES VICTIMES, QUI N'ONT PAS DE MOYEN DE SUBSISTANCE, DE QUITTER UN ENVIRONNEMENT OÙ LEUR VIE OU LEUR SÉCURITÉ, OU CELLES DES PERSONNES À LEUR CHARGE, SONT COMPROMISES. CES ORGANISMES POURRONT AGIR À TITRE DE PORTE D'ENTRÉE POUR LES PERSONNES VICTIMES, EN COLLABORATION AVEC LES INTERVENANTS DU TERRAIN.

LES SOMMES ACCORDÉES AUX ORGANISMES LEUR PERMETTRONT L'EMBAUCHE D'EFFECTIFS SUPPLÉMENTAIRES. PAR CETTE SUBVENTION, LE MINISTÈRE RÉPOND ÉGALEMENT EN PARTIE À LA RECOMMANDATION #10 DU RAPPORT « REBÂTIR LA CONFIANCE » EN BONIFIANT LES SERVICES DE SOS VIOLENCE CONJUGALE ET D'INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE.

C. PROGRAMME TÉMOIN-ENFANT ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES

EN RÉPONSE AUX RECOMMANDATIONS #60 ET #61 DU RAPPORT « REBÂTIR LA CONFIANCE », UNE SUBVENTION DE 2 088 300 $ EST OFFERTE AUX 17 CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AFIN DE DÉPLOYER LE PROGRAMME TÉMOIN-ENFANT ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES.

CE PROGRAMME PERMET DE SOUTENIR LES ENFANTS DEVANT TÉMOIGNER À LA COUR EN LEUR OFFRANT UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ. IL A ÉTÉ DÉVELOPPÉ EN PARTENARIAT AVEC DIFFÉRENTS PARTENAIRES POUR S'ASSURER D'ACCOMPAGNER LES PERSONNES VICTIMES AU MIEUX, TOUT EN RESPECTANT LES RÈGLES DE LA COUR. LE PROGRAMME SERA ÉGALEMENT ADAPTÉ POUR RÉPONDRE AUX BESOINS D'ACCOMPAGNEMENT PARTICULIER DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, AINSI QUE DE CERTAINES CLIENTÈLES VULNÉRABLES, NOTAMMENT CELLES PRÉSENTANT UN HANDICAP PHYSIQUE, UNE DÉFICIENCE INTELLECTUELLE, UN TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME, ETC.

LA SUBVENTION ACCORDÉE EN 2021-2022 PERMETTRA ÉGALEMENT AU RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE TENIR DES CONSULTATIONS AUPRÈS D'EXPERTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ADAPTATIONS NÉCESSAIRES, AINSI QUE DE CRÉER DES OUTILS ET DE LA FORMATION.

D. Formation en matière de violence sexuelle pour les intervenants judiciaires

Une entente de financement a été signée, le 25 mars 2021, avec l'Université McGill et la chercheure Delphine Collin-Vézina pour le développement d'une formation spécifique aux intervenants du système de justice en matière de violence sexuelle. Le développement de la formation est en cours.

2. Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (LAPVIC)

Entrée en vigueur le 13 octobre dernier, la LAPVIC a permis de réformer la *Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels* et la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels*. Elle prévoit notamment :

- la levée du délai de prescription pour le dépôt d'une demande d'aide pour les personnes victimes de violence sexuelle, de violence conjugale et de violence subie durant l'enfance;
- L'élargissement de la liste des infractions admissibles au régime d'indemnisation;
- la reconnaissance des infractions commises hors Québec;
- de l'aide immédiate, dès le dépôt d'une demande d'aide.

3. Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale

La Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale le 26 novembre 2021, et entrée en vigueur le 30 novembre 2021, s'inscrit dans la foulée du rapport Rebâtir la confiance déposé en décembre 2020, dont le message central est l'importance de remettre la personne victime au cœur des interventions.

Parmi ses 190 recommandations, le Comité d'experts a recommandé l'instauration d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, dont le but est d'améliorer l'expérience des personnes victimes de ces infractions et d'optimiser le traitement de ces dossiers dans le système de justice criminelle.

Le déploiement du tribunal spécialisé s'effectuera progressivement dans les prochains mois, sous forme de projets pilotes, dans cinq districts judiciaires. La durée prévue pour les projets pilotes est d'au plus trois ans. Ces initiatives permettront de tester le modèle de tribunal spécialisé proposé dans différents contextes et dans différentes régions afin de s'assurer qu'il répond aux objectifs. Cela contribuera donc à développer les meilleures pratiques en vue du déploiement du tribunal spécialisé permanent sur l'ensemble du territoire québécois.

Pour la mise en œuvre des projets-pilotes, le gouvernement du Québec a annoncé une somme totale de 2,4 M$ pour l'année 2021-2022, dans la mise à jour économique de l'automne 2021.

P.29 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2012-2023.

FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR :

A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2021-2022;
B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2021-2022;
C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2021-2022;
D. ACTIONS RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;
E. ACTIONS À VENIR EN 2022-2023;
F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.

MINISTÈRE

- LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE SONT RESPONSABLES DE LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET DE VIOLENCE SEXUELLE.

- LE BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (DIRECTION DE L'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES), GESTIONNAIRE DU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, EST RESPONSABLE DE LA COORDINATION MINISTÉRIELLE DE CE PLAN POUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE. LES MESURES SONT TOUTEFOIS PORTÉES PAR DIVERS PARTENAIRES.

- LE QUATRIÈME PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL RATTACHÉ À LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 10 AOÛT 2018.

- UNE DOUZAINE DE MINISTÈRES ET ORGANISMES SONT RESPONSABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DES 56 ENGAGEMENTS INSCRITS DANS LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2018-2023 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. CE PLAN D'ACTION EST ORGANISÉ SELON 4 AXES, SOIT :

  - AXE 1 – PRÉVENTION, SENSIBILISATION ET INFORMATION
  - AXE 2 – DÉPISTAGE ET INTERVENTION PSYCHOSOCIALE
  - AXE 3 – INTERVENTION POLICIÈRE, JUDICIAIRE ET CORRECTIONNELLE
  - AXE 4 – PARTAGE DE L'EXPERTISE ET DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES

- PLUS PRÉCISÉMENT, AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, CE SONT 6 MESURES AUTOFINANCÉES QUI ONT ÉTÉ IDENTIFIÉES. LEUR MISE EN ŒUVRE AVAIT ÉTÉ ÉVALUÉE À 305 000 $ SUR 5 ANS. IL EST À NOTER QUE TOUTES LES MESURES TOUCHANT LES POPULATIONS AUTOCHTONES SONT VERSÉES DANS LE PLAN D'ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS. ELLES NE SONT DONC PAS DANS LA PRÉSENTE FICHE.

- POUR INFORMATION, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A ÉGALEMENT DES MESURES DANS LE PLAN D'ACTION POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE DANGEROSITÉ ET LE PLAN D'ACTION PRIORITAIRE POUR CONTRER LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES FÉMINICIDES.

- AFIN D'ASSURER UNE MEILLEURE COHÉRENCE ET COORDINATION DE L'ENSEMBLE DES MESURES EN VIOLENCE SEXUELLE ET EN VIOLENCE CONJUGALE, LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE TRAVAILLE ACTUELLEMENT À REGROUPER CES MESURES. L'ENSEMBLE DES MESURES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE EN VIOLENCE SEXUELLE, EN VIOLENCE CONJUGALE ET DE REBÂTIR LA CONFIANCE SE RETROUVERONT DANS UN SEUL PLAN D'ACTION.

A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2021-2022

AUCUNE ACTION N'A ÉTÉ COMPLÉTÉE EN 2021-2022.

B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2021-2022

MESURE	MISE EN ŒUVRE
FAVORISER L'ACCÈS ET LA MISE EN ŒUVRE DES ORDONNANCES DE PROTECTION EN MATIÈRE CIVILE	UNE PAGE WEB EST DISPONIBLE SUR LE SITE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PRÉSENTE L'INFORMATION PERTINENTE AUX CITOYENS: WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/PROGRAMMES-ET-SERVICES/SERVICES/DEMANDER-UNE-ORDONNANCE-DE-PROTECTION-EN-MATIERE-CIVILE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A CONFIÉ UN MANDAT À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET DE RECHERCHE INTITULÉ : « ENJEUX ET DÉFIS DE L'ACCÈS, DE LA MISE EN ŒUVRE ET DE LA RECONNAISSANCE DES ORDONNANCES DE PROTECTION EN MATIÈRE CIVILE ». LE PROJET, MENÉ PAR MME SONIA GAUTHIER ET MME MARIANA RAUPP, VISE À DOCUMENTER L'APPLICATION DES ORDONNANCES DANS LES AUTRES PROVINCES, D'Y

	relever les conditions de réussite, et celles à améliorer, et de proposer des pistes de solutions pour favoriser le recours à ce nouvel outil au Québec. Ce projet de trois ans se déroule en trois phases, de septembre 2019 à août 2022.

C. Actions en cours et hors délais en 2021-2022

Aucune action en cours et hors délai en 2021-2022.

D. Actions réévaluées/hors délais/impossibles à déterminer

Aucune action réévaluée, hors délai ou impossible à déterminer en 2021-2022.

E. Actions à venir en 2022-2023

Aucune action à venir en 2022-2023.

F. Budget investi jusqu'à maintenant pour chaque action

Mesure	Mise en œuvre
Favoriser l'accès et la mise en œuvre des ordonnances de protection en matière civile	10 000 $

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels

A. Actions complétées en 2021-2022

Aucune action n'a été complétée en 2021-2022.

B. Actions en cours et dans les délais en 2021-2022

Aucune action en cours et dans les délais en 2021-2022.

C. Actions en cours et hors délais en 2021-2022

Aucune action en cours et hors délai en 2021-2022.

D. Actions réévaluées/hors délais/impossibles à déterminer

Mesure	Mise en œuvre
Produire et diffuser du matériel de sensibilisation et d'information sur la violence conjugale postséparation	La réalisation de cette mesure a été retardée par la situation pandémique COVID-19. Une recension de ce qui est disponible sur le sujet est en cours afin d'évaluer s'il est pertinent de produire du nouveau matériel ou bien de rassembler et mieux diffuser le matériel disponible.
Produire et diffuser du matériel de sensibilisation et d'information sur la violence conjugale postséparation	La réalisation de cette mesure a été retardée par la situation pandémique COVID-19
Produire et diffuser une trousse d'information portant sur les divers mécanismes d'interventions concertées visant à prévenir les risques d'homicides intrafamiliaux	La réalisation de cette mesure a été retardée par la situation pandémique COVID-19

E. Actions à venir en 2022-2023

Mesure	Mise en œuvre
Produire et diffuser du matériel de sensibilisation et d'information sur la violence conjugale postséparation	La réalisation de cette mesure est prévue pour l'année 2022-2023.
Produire et diffuser du matériel de sensibilisation et d'information sur la violence conjugale postséparation	La réalisation de cette mesure est prévue pour l'année 2022-2023.
Produire et diffuser une trousse d'information portant sur les divers mécanismes d'interventions concertées visant à prévenir les risques d'homicides intrafamiliaux	Cette mesure débutera dans les prochains mois. Un arrimage sera à faire avec le SCF en lien avec l'appel de projets pour les cellules d'intervention rapide.

F. Budget investi jusqu'à maintenant pour chaque action

Aucun budget investi en 2021-2022.

P.30 COPIE DES AVIS JURIDIQUES PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU TOUS AUTRES ORGANISMES HABILITÉS À PRODUIRE UN AVIS JURIDIQUE, REÇU PAR LE MINISTÈRE PRÉALABLEMENT AU DÉPÔT DU PROJET DE LOI 9 LOI VISANT À ACCROÎTRE LA PROSPÉRITÉ SOCIO-ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC ET RÉPONDRE ADÉQUATEMENT AUX BESOINS DU MARCHÉ DU TRAVAIL PAR UNE INTÉGRATION RÉUSSIE DES PERSONNES IMMIGRANTES.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.31 ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT D'UN CADRE LÉGAL COMMUN SUR LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS ET L'OBTENTION DE STAGES PROFESSIONNELS COUVRANT LES UNIVERSITÉS ET LES ORDRES PROFESSIONNELS.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

P.32 CONCERNANT L'ACCÈS À L'INFORMATION :

- **NOMBRE D'EFFECTIFS SUPPLÉMENTAIRES AFFECTÉS AU TRAITEMENT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2021-2022;**
- **NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION REÇUES EN 2021-2022;**
- **NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS RÉPONDUES DANS LE DÉLAI PRESCRIT PAR LA LOI EN 2021-2022.**

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2021-2022** DES MINISTÈRE ET ORGANISMES.

P.33 SOMMES DÉPENSÉES DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR LE TEMPS LÉGAL.

AUCUNE.

P.34 **POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS ALORS QUE L'EMPLOYÉ ÉTAIT SOUS LE RÉGIME DU RQAP AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE, PAR RÉGION ET EN INCLUANT LES RAISONS DE L'ABOLITION DU POSTE.**

MINISTÈRE

AUCUN.

FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

P.35 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER LE NOMBRE DE POSTES MUTÉS ALORS QUE L'EMPLOYÉ ÉTAIT SOUS LE RÉGIME DU RQAP AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE, PAR RÉGION ET EN INCLUANT LES RAISONS DE MUTATION DU POSTE.

MINISTÈRE

AUCUN.

FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE
AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
AUCUN.

FONDS DES REGISTRES
AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUN.

P.36 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2022, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION, LES DIFFÉRENTES CHAMBRES, AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE, EN INDIQUANT LA DATE DE RETOUR PRÉVUE, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, EN INDIQUANT LA DATE DE LIBÉRATION DU POSTE.

COUR DU QUÉBEC

COUR DU QUÉBEC (MAGISTRATURE) NOMBRE DE JUGES – PAR RÉGION							
RÉGION	JUGE PUÎNÉ				JUGE SUPPLÉANT		TOTAL
	H	F	POSTES VACANTS	DATE DE LIBÉRATION DU POSTE	H	F	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE – EEYOU ISTCHEE – NUNAVIK	6	6	-----	-----	1	1	14
ESTRIE	6	12	-----	-----	5	2	25
LAVAL–LAURENTIDES–LANAUDIÈRE–LABELLE	21	20	4	2021-04-27 2021-08-13 2021-08-24 2021-10-03	11	2	58
MAURICIE–BOIS-FRANCS – CENTRE-DU-QUÉBEC	9	4	-----	-----	3	1	17
OUTAOUAIS	9	6	-----	-----	1	0	16
SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	6	4	-----	-----	2	0	12
MONTRÉAL	45	47	3	2020-11-11 2021-09-22 2021-07-02	3	7	105
MONTÉRÉGIE	22	17	2	2021-09-01 2022-01-01	8	5	54
QUÉBEC–CHAUDIÈRE-APPALACHES	21	21	-----	-----	12	1	55
BAS-SAINT-LAURENT–CÔTE-NORD-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	6	11	-----	-----	1	0	18
TOTAL	**151**	**148**	**9**	**-----**	**47**	**19**	**374**

JUGE EN CONGÉ DE MALADIE LONGUE DURÉE : 4 JUGES EN ABSENCE MALADIE LONGUE DURÉE.

REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE DANS LA MAGISTRATURE

COUR DU QUÉBEC	H	F	TOTAL
CHAMBRE DE LA JEUNESSE	22	39	61
CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE	47	42	89
CHAMBRE CIVILE	34	29	63
JURIDICTION MIXTE	48	37	85
JUGE RESPONSABLE DES COURS MUNICIPALES	0	1	1
TOTAL	**151**	**148**	**299**

P.37 VENTILATION DES BUDGETS 2021-2022 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES, LES CONGRÈS ET LES COLLOQUES INCLUANT LES BUDGETS SUPPLÉMENTAIRES QUI AURAIENT PU ÊTRE ACCORDÉS.

POUR L'ANNÉE 2021-2022, UN BUDGET TOTAL DE 1 355 500 $ A ÉTÉ ALLOUÉ POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES QUI SONT SOUS LA JURIDICTION DU CONSEIL DE LA MAGISTRATURE DU QUÉBEC (JUGES ET JUGES DE PAIX DE LA COUR DU QUÉBEC ET JUGES MUNICIPAUX). À CE MONTANT S'AJOUTE UNE SUBVENTION DE 108 000 $ DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES EN LANGUE ANGLAISE.

P.38 DEPUIS LE 1ER AVRIL 2021, ET POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDIQUER LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR CHAMBRE, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX, AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES NOMMÉES.

COUR DU QUÉBEC

NOM	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
BOIVIN, ANNICK	BAS-ST-LAURENT – CÔTE-NORD – GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE	CIVILE, CRIMINELLE ET PÉNALE ET JEUNESSE	2021-06
DESAULNIERS, YVES	BAS-ST-LAURENT – CÔTE-NORD – GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE	CRIMINELLE ET PÉNALE ET JEUNESSE	2021-09
DROUIN, NATHALIE	MONTÉRÉGIE	CIVILE	2021-06
GAGNON, BENOIT	ESTRIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2021-06
GAUDREAULT, MANON	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	CIVILE	2021-09
JACQUES, THOMAS	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	CRIMINELLE ET PÉNALE	2021-04
PAINCHAUD, MARLÈNE	MAURICIE – BOIS-FRANCS – CENTRE-DU-QUÉBEC	CIVILE	2022-02
POLIQUIN, MATTHIEU	MAURICIE – BOIS-FRANCS – CENTRE-DU-QUÉBEC	CRIMINELLE ET PÉNALE	2021-09
ROBITAILLE, JEAN-PHILIPPE	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	CRIMINELLE ET PÉNALE	2021-09
VANASSE, ANNIE	MAURICIE – BOIS-FRANCS – CENTRE-DU-QUÉBEC	CRIMINELLE ET PÉNALE	2021-04

NOMINATIONS COMME JUGES DE PAIX MAGISTRATS À LA COUR DU QUÉBEC :

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
LAVIGNE, GHISLAIN	MAURICIE – BOIS-FRANCS – CENTRE-DU-QUÉBEC	CRIMINELLE ET PÉNALE	2021-09
PARAYRE, GENEVIÈVE CLAUDE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2021-04

P.39 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTATS DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2021-2022 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET CE, POUR CHACUNE DES ANNÉES.

NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES EN 2021 (1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2021)

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	154

RÉSULTAT DES PLAINTES TRAITÉES EN 2021

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	
• NON FONDÉES	143
• RETENUES POUR EXAMEN	54
• RETENUES POUR ENQUÊTE	4
• EN COURS D'ÉTUDE	10

PRENDRE NOTE QUE LES PLAINTES RETENUES POUR EXAMEN FONT PARTIES SOIT : DU TOTAL DE PLAINTES NON FONDÉES, RETENUES POUR ENQUÊTE OU EN COURS D'ÉTUDE. IL NE FAUT DONC PAS ADDITIONNER CES NOMBRES.

PRENDRE NOTE QUE LE TRAITEMENT D'UNE PLAINTE DE 2020 S'EST TERMINÉE EN 2021.

CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX EN 2021 : AUCUN NOUVEAU CAS PORTÉ DEVANT LES TRIBUNAUX EN 2021. UN DOSSIER PORTÉ DEVANT LES TRIBUNAUX AVANT 2021 A ÉTÉ CONTINUÉ ET S'EST CONCLU PAR LE REJET D'APPEL EN COUR SUPRÊME EN 2021.

P.40 POUR 2021-2022, VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DES DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAIL SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUI REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.

JUGES EN SITUATION DE GESTION (RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE)	30 JUIN 2021
JUGE EN CHEF	33 348 $
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	30 569 $
JUGE EN CHEF ADJOINT	25 011 $
JUGE COORDONNATEUR	22 232 $
JUGE COORDONNATEUR ADJOINT	16 674 $
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	16 674 $
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	16 674 $

JUGES EN SITUATION DE GESTION (FRAIS DE FONCTION)	30 JUIN 2021
JUGE EN CHEF	12 000 $
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	11 000 $
JUGE EN CHEF ADJOINT	9 000 $
JUGE COORDONNATEUR	6 000 $
JUGE COORDONNATEUR ADJOINT	5 000 $
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	6 000 $
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	6 000 $

LES DONNÉES TIENNENT COMPTE DE LA RÉPONSE GOUVERNEMENTALE 2019-2023 VISANT À ÉTABLIR LA RÉMUNÉRATION DES JUGES. LE CALCUL DE LA RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE EST BASÉ SUR LE SALAIRE PRÉVU AU 30 JUIN 2021, SOIT 277 900$.

P.41 MANDATS ACCORDÉS À DES AVOCATS POUR REPRÉSENTER DES JUGES, DEPUIS LE 1ER AVRIL 2021 :

A. TAUX HORAIRE ACCORDÉ POUR CES MANDATS, MONTANT TOTAL VERSÉ À CE JOUR;
B. MONTANT ACCORDÉ À CHAQUE AVOCAT AVEC LE NOM DE SON CABINET, ÉTUDE OU SOCIÉTÉ;
C. LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
D. INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION AVEC NOTATION QUI A AUTORISÉ LA PROLONGATION.

MINISTÈRE

NOM DU MANDATAIRE	CABINET	TAUX HORAIRE	OBJET
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL, S.E.N.C.	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTE PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL, S.E.N.C.	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTE PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL, S.E.N.C.	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTE PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL, S.E.N.C.	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTE PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
DESJARDINS, TRISTAN	DESJARDINS CÔTÉ, S.N.A.	RÉGLEMENTAIRE	SUPPORTER LA COUR DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE MENÉE PAR L'UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION DE MÊME QUE TOUTE PROCÉDURE QUI POURRAIT EN DÉCOULER.
DESJARDINS, TRISTAN	DESJARDINS CÔTÉ, S.N.A.	RÉGLEMENTAIRE	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES JUGES EN CHEF DE LA COUR DU QUÉBEC.
DORAY, RAYMOND	LAVERY DEBILLY, S.E.N.C.R.L.	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTE PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
			TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS **41 477 $**

AUCUN MANDAT N'A FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION.

P.42 VENTILATION DES BUDGETS EN 2021-2022 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR L'ACHAT ET L'INSTALLATION DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. INDIQUER LE NOMBRE DE NOUVEAUX APPAREILS POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, SELON CHACUNE DES RÉGIONS.

TYPE D'ÉQUIPEMENT	COUR D'APPEL	COUR SUPÉRIEURE	COUR DU QUÉBEC
ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	135 100 $	492 600 $	984 800 $
TÉLÉPHONIE	0 $	0 $	6 452 $
DICTAPHONE	1 742 $	6 100 $	6 970 $

P.69 ÉTAT D'AVANCEMENT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA STRUCTURE TARIFAIRE DE L'AIDE JURIDIQUE, NOTAMMENT LE NOMBRE DE RENCONTRES ET LE BUDGET OCTROYÉ AU SOUTIEN DU GROUPE.

LE GROUPE DE TRAVAIL INDÉPENDANT SUR LA RÉFORME DE LA STRUCTURE TARIFAIRE DE L'AIDE JURIDIQUE A ÉTÉ FORMÉ À LA SUITE D'UNE ENTENTE CONCLUE ENTRE LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET LE BARREAU DU QUÉBEC. SES TRAVAUX ONT DÉBUTÉ EN NOVEMBRE 2020.

LE MANDAT DU GROUPE DE TRAVAIL EST D'ÉTUDIER LA STRUCTURE TARIFAIRE ACTUELLE DES HONORAIRES ET DÉBOURS DE L'AIDE JURIDIQUE POUR LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET DE FORMULER DES RECOMMANDATIONS QUANT À UNE ÉVENTUELLE RÉFORME DE LA STRUCTURE TARIFAIRE DE L'AIDE JURIDIQUE.

NOMBRE DE RENCONTRES TENUES

ENTRE LE 1ER AVRIL 2021 ET LE 31 MARS 2022, LE GROUPE DE TRAVAIL S'EST RÉUNI À 57 REPRISES.

BUDGET RÉSERVÉ AU SOUTIEN DU GROUPE

LE BUDGET TOTAL RÉSERVÉ AU SOUTIEN DU GROUPE EST DE 321 000 $ POUR COUVRIR LA PÉRIODE DU 16 NOVEMBRE 2020 AU 1ER AVRIL 2022.

P.70 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2021-2022 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :

A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT RÉALISÉ JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
D. LES PRÉVISIONS DES COÛT POUR 2022-2023 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIÉ;
E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHANT;
F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE*
* EN RÉFÉRENCE À LA DIRECTIVE 4-80 « CONCERNANT CERTAINS ENGAGEMENTS DE 25 000 $ ET PLUS ET LES RÈGLES RELATIVES AUX PAIEMENTS FAITS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU »

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES – RENONCIATION PARTIELLE AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE DANS LES DOSSIERS

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BERGMAN, MICHAEL N.	300 $/H	AGIR DE FAÇON PONCTUELLE À TITRE D'AVOCAT-CONSEIL AUPRÈS DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC SUR DEMANDE ET POUR TOUTES FINS REQUISES DANS LE CADRE D'UNE DÉCLARATION D'APPEL.	0 $
CLARK, MATTHEW J.	795 $/H	REPRÉSENTER LES INTÉRÊTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS LES DIFFÉRENDS COMMERCIAUX EXISTANTS OU ÉVENTUELS AVEC LES ÉTATS-UNIS, AFFECTANT OU SUSCEPTIBLES D'AFFECTER LES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC.	0 $
COSSETTE, MARIE	300 $/H	ASSISTER LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC DANS UNE POURSUITE CIVILE.	300 $
FELS, ADAM S.	675 $/H	OBTENIR L'HOMOLOGATION (EXÉCUTION) DE LETTRES ROGATOIRES SIGNÉES PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC DANS L'ÉTAT DE LA FLORIDE.	14 175 $
FLETCHER, ANDREW K.	725 $/H	OBTENIR L'HOMOLOGATION (EXÉCUTION) D'UNE LETTRE ROGATOIRE SIGNÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC DANS L'ÉTAT DE PENNSYLVANIE.	13 411 $
GRÉGOIRE, MARIE ANNIK	300 $/H	AGIR À TITRE D'EXPERTE-CONSEIL EN MATIÈRE DE DROIT HYPOTHÉCAIRE DANS LE CADRE DE LA RÉVISION DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES RELATIVES AUX HYPOTHÈQUES IMMOBILIÈRES ET, PLUS PARTICULIÈREMENT, CELLES RELATIVES AUX HYPOTHÈQUES PARAPLUIE.	13 170 $
JOLICOEUR, MARIE-HÉLÈNE	250 $/H	AGIR COMME PROCUREUR NATIONAL DANS LE CADRE DE GRIEFS.	0 $
ROY, VALÉRIE	200 $/H	PROCÉDER À LA RÉDACTION D'UN ACTE DE CORRECTION D'UNE CESSION.	2 267 $
ROY, VALÉRIE	200 $/H	PROCÉDER À LA MODIFICATION D'UNE DÉCLARATION DE COPROPRIÉTÉ.	0 $

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
TEMPLETON, ALEX	370 $/H	ASSURER TOUS LES ASPECTS DE LA DÉFENSE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC DANS UNE POURSUITE DEVANT LA DIVISION GÉNÉRALE DE LA COUR SUPRÊME DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR.	3 190 $
VERNER, MATTHIEU	300 $/H	REPRÉSENTER LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC DANS UNE POURSUITE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE DE JUSTICE DE L'ONTARIO.	12 240 $
WOODCOCK, JACK	350 $/H	OBTENIR L'HOMOLOGATION (EXÉCUTION) DE LETTRES ROGATOIRES SIGNÉES PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC DANS L'ÉTAT DU MAINE.	12 359 $

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS - AUCUNE RENONCIATION PARTIELLE AU SECRET PROFESSIONNEL N'A ÉTÉ OBTENUE DANS LES DOSSIERS
AUCUN.

AUCUN MANDAT N'A FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION.

NOMS ET ADRESSES DES AVOCATS ET NOTAIRES

NOM, PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
BERGMAN, MICHAEL N.	BERGMAN & ASSOCIÉS	4, CARRÉ WESTMOUNT, BUREAU 150	WESTMOUNT (QC)	H3Z 2P9
CLARK, MATTHEW J.	ARENT FOX LLP	1717, K STREET, N.W.	WASHINGTON D.C. (U.S.A.)	2006-5344
COSSETTE, MARIE	NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA S.E.N.C.R.L., S.R.L./LLP	2828, BOULEVARD LAURIER, BUREAU 1500	QUÉBEC (QC)	G1V 0B9
FELS, ADAM S.	FRIDMAN FELS & SOTO, PLLC	2525 PONCE DE LEON BLVD, STE. 750	CORAL GABLES (FL)	33134
FLETCHER, ANDREW K.	BLANK ROME LLP	UNION TRUST BUILDING, 501 GRANT STREET, SUITE 850	PITTSBURGH (PA)	15219
GRÉGOIRE, MARIE ANNIK		10819, RUE VERVILLE	MONTRÉAL (QC)	H3L 3G1
JOLICOEUR, MARIE-HÉLÈNE	LAVERY, DE BILLY S.E.N.C.R.L.	1, PLACE VILLE MARIE, BUREAU 4000	MONTRÉAL (QC)	H3B 4M4
ROY, VALÉRIE	GINGRAS POULIOT NOTAIRES INC.	6760 AVENUE ISAAC-BÉDARD	QUÉBEC (QC)	G1H 3A3
TEMPLETON, ALEX	MCINNES COOPER	10 FORT WILLIAM PLACE, 5TH FLOOR	PO BOX 5939 ST. JOHN'S, (NL)	A1C 5X4
VERNER, MATTHIEU	NOËL ET ASSOCIÉS	225, MONTÉE PAIEMENT, 2E ÉTAGE	GATINEAU (QC)	J8P 6M7
WOODCOCK, JACK	BERNSTEIN, SHUR, SAWYER & NELSON, P.A.	100 MIDDLE STREET, PO BOX 9729	PORTLAND (ME)	04104-5029

AUTRES MANDATS CONFIÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS, EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE ANNUELLEMENT PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION

EN CE QUI CONCERNE LES MANDATS ACCORDÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS POUR DES ACQUISITIONS DE GRÉ À GRÉ OU PAR VOIE D'EXPROPRIATION, EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE ANNUELLEMENT PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION, LE SYSTÈME INFORMATIQUE DU MTQ NE PERMET PAS DE SORTIR UNE LISTE DES MANDATS CONFIÉS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, MAIS PLUTÔT LA LISTE DE CHACUN DES PAIEMENTS EFFECTUÉS POUR UNE PÉRIODE DONNÉE. IL EST DONC PROBABLE QU'UNE PARTIE DES PAIEMENTS AUTORISÉS PORTE SUR DES MANDATS CONFIÉS AVANT LE 1ER AVRIL 2021. ENFIN, LES DONNÉES INFORMATIQUES PRÉSENTÉES DANS LES PAGES SUIVANTES FONT ÉTAT DES PAIEMENTS EFFECTUÉS DU 1ER AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022.

Ministère des Transports

Note 1 : Types de mandats confiés : Les mandats concernant l'acquisition d'immeubles par le MTQ (expropriations ou acquisitions de gré à gré) sont les suivants, selon le cas :

- examen de titres;
- quittance provisionnelle;
- acte final (quittance finale, mainlevée, vente, échange ou servitude).

Note 2 : Choix du notaire : Généralement, le notaire est choisi par la personne expropriée ou venderesse. Lorsque la personne expropriée ou venderesse refuse ou n'est pas en mesure de choisir un notaire, le choix du notaire est autorisé par le ministère de la Justice.

Note 3 : Honoraires : Le mandat est à forfait lorsqu'aucun débours n'est inscrit. Lorsqu'un débours est inscrit dans la liste, cela signifie que le mandat est à honoraires selon le tarif.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Directions territoriales

- Direction de l'Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec
- Direction du Bas-Saint-Laurent
- Direction de la Capitale-Nationale
- Direction de la Chaudière-Appalaches
- Direction de la Côte-Nord
- Direction de l'Est-de-la-Montérégie
- Direction de l'Estrie
- Direction Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- Direction de l'Île-de-Montréal
- Direction des Laurentides-Lanaudière
- Direction de Laval–Mille-Îles
- Direction Métropolitaine de Montréal
- Direction de la Montérégie
- Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie
- Direction de l'Outaouais
- Direction du Saguenay–Lac-Saint-Jean Est
- Région de la Mauricie
- Région du Centre du Québec

Service de l'expertise immobilière

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201664028	174588	Caroline Bessette Notaire inc.	5100, boulevard Gaétan-Boucher J3Y 7R8 QC	2020-12-18	2021-03-10	126,00 $	454,10 $	648,11 $
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201664028	174588	Caroline Bessette Notaire inc.	5100, boulevard Gaétan-Boucher J3Y 7R8 QC	2020-12-18	2021-03-10	9,00 $	183,75 $	220,27 $
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201764014	578265	Carreau & Gingras, notaires inc.	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2021-06-08	2021-06-23	133,00 $	615,16 $	840,28 $
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201764019	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2021-04-19	2021-05-19	121,00 $	712,50 $	940,20 $
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064003	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1er Avenue O, bureau 301 J9T 2T8 QC	2021-04-08	2021-04-13	29,00 $	675,00 $	805,08 $
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064006	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2021-04-30	2021-05-18	0,00 $	1 110,00 $	1 276,22 $
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064031	601543	D. Morin notaire inc.	1123, 6ème rue J9P 3W8 QC	2021-04-14	2021-04-28	130,00 $	772,25 $	1 017,89 $
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064035	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2021-08-05	2021-08-17	0,00 $	675,00 $	776,08 $
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202164000	1045503	Marie-Eve Poirier notaire inc.	38, rue Perreault Est J9X 3C2 QC	2021-12-20	2022-01-07	11,00 $	474,00 $	555,98 $
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202164002	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	689, 3e Avenue, bureau 200 J9P 1S7 QC	2021-07-19	2021-07-21	0,00 $	362,49 $	416,77 $
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202164004	952195	Mayer Orr, notaires inc.	18, rue des Oblats Nord J9V 1J3 QC	2021-07-13	2021-07-14		300,00 $	344,93 $
Total DT Abitibi-Témis.- N. Québec							**559,00 $**	**6 334,25 $**	**7 841,81 $**
DT Bas-St-Laurent	6200504000	582890	Roger Plante inc.	66, boulevard Vachon Nord G6E 4G6 QC	2021-12-13	2022-01-18	27,00 $	900,00 $	1 061,78 $
DT Bas-St-Laurent	6200504123	59869	Thériault, Maryse (notaire)	649A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2021-09-28	2021-12-09	42,30 $	2 650,00 $	3 089,14 $
DT Bas-St-Laurent	6200504141	59869	Thériault, Maryse (notaire)	649A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2012-09-25	2021-06-09	1 475,00 $	0,00 $	1 475,00 $
DT Bas-St-Laurent	6200904221	347328	Côté Taschereau Samson Demers	871, Grande-Allée Ouest, bureau 100 G1S 2L1 QC	2021-04-28	2021-05-12	20,00 $	1 050,00 $	1 227,24 $
DT Bas-St-Laurent	6201104038	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2021-05-21	2021-07-27	141,00 $	932,00 $	1 212,57 $
DT Bas-St-Laurent	6201604060	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-02-15	2021-09-28	23,00 $	1 105,00 $	1 293,47 $
DT Bas-St-Laurent	6201604089	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-06-17	2021-07-27	441,00 $	2 261,25 $	3 040,87 $
DT Bas-St-Laurent	6201604106	59869	Thériault, Maryse (notaire)	649A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2021-05-31	2021-08-19	340,00 $	4 040,25 $	4 985,28 $
DT Bas-St-Laurent	6201704006	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2021-11-04	2022-01-28	139,00 $	661,25 $	899,27 $
DT Bas-St-Laurent	6201704007	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2021-06-03	2021-07-09		270,00 $	310,43 $
DT Bas-St-Laurent	6201704011	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2021-11-19	2022-11-14	136,00 $	907,00 $	1 178,82 $
DT Bas-St-Laurent	6201704013	1245647	Horizon notarial inc.	120, av. Gaétan-Archambault, bureau 101 G5J 2K2 QC	2021-11-01	2022-01-20	133,00 $	407,00 $	600,95 $
DT Bas-St-Laurent	6201704015	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2021-06-03	2021-07-09		270,00 $	310,43 $
DT Bas-St-Laurent	6201704016	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2021-09-14	2021-10-15	127,00 $	458,75 $	654,45 $
DT Bas-St-Laurent	6201704019	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2021-11-01	2022-01-13	136,00 $	902,25 $	1 173,36 $
DT Bas-St-Laurent	6201704023	1245647	Horizon notarial inc.	120, av. Gaétan-Archambault, bureau 101 G5J 2K2 QC	2021-12-14	2022-02-04	135,00 $	402,25 $	597,48 $
DT Bas-St-Laurent	6201704026	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2021-09-16	2021-10-27	127,00 $	1 397,25 $	1 733,49 $
DT Bas-St-Laurent	6201704032	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 QC	2021-10-27	2021-10-29	37,00 $	300,00 $	381,93 $
DT Bas-St-Laurent	6201704069	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-12-22	2022-01-14	28,00 $	745,00 $	884,56 $
DT Bas-St-Laurent	6201704071	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-06-22	2021-08-19	314,00 $	4 062,25 $	4 984,57 $
DT Bas-St-Laurent	6201704078	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2021-09-16	2021-11-05	127,00 $	848,75 $	1 102,85 $
DT Bas-St-Laurent	6201704081	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2021-02-24	2021-05-04	126,00 $	1 359,17 $	1 688,71 $

DT Bas-St-Laurent	6201704114	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	592A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2021-02-15	2021-04-27	22,00 $	2 555,00 $	2 959,61 $
DT Bas-St-Laurent	6201704157	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2021-04-08	2021-06-07	29,00 $	1 075,00 $	1 264,98 $
DT Bas-St-Laurent	6201704164	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-06-02	2021-07-26	463,00 $	1 832,25 $	2 569,63 $
DT Bas-St-Laurent	6201704172	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2021-04-26	2021-07-12	144,00 $	139,75 $	304,68 $
DT Bas-St-Laurent	6201704172	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2021-01-14	2021-07-12	128,00 $	209,50 $	368,88 $
DT Bas-St-Laurent	6201704178	708157	ME Julie Marquis, notaire inc.	186, boul. de l'Hôtel-de-Ville, suite 1 G5R 4S2 QC	2021-02-10	2021-09-02	126,00 $	1 000,00 $	1 275,75 $
DT Bas-St-Laurent	6201804003	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-08-05	2021-08-25	167,00 $	1 502,25 $	1 894,21 $
DT Bas-St-Laurent	6201804004	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	802, 6e avenue Pilote G0R 1Z0 QC	2021-12-15	2022-02-03	274,00 $	1 100,00 $	1 538,73 $
DT Bas-St-Laurent	6201804007	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	802, 6e avenue Pilote G0R 1Z0 QC	2021-05-31	2021-07-12	290,00 $	1 200,00 $	1 669,70 $
DT Bas-St-Laurent	6201804009	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	802, 6e avenue Pilote G0R 1Z0 QC	2021-07-14	2021-07-27	136,00 $	800,00 $	1 055,80 $
DT Bas-St-Laurent	6201804016	582890	Roger Plante inc.	66, boulevard Vachon Nord G6E 4G6 QC	2021-10-18	2021-11-12	626,00 $	5 100,00 $	6 489,73 $
DT Bas-St-Laurent	6201804023	483295	Me Marc St-Laurent, notaire inc.	287, rue du Bon-Pasteur G4W 3C8 QC	2021-09-21	2021-12-09	134,00 $	650,00 $	881,34 $
DT Bas-St-Laurent	6201804033	1043520	Lepage et Associés inc.	1142, avenue du Phare Ouest G4W 3M6 QC	2021-06-30	2022-02-09	127,00 $	1 350,00 $	1 679,16 $
DT Bas-St-Laurent	6201804033	1043520	Lepage et Associés inc.	1142, avenue du Phare Ouest G4W 3M6 QC	2020-06-01	2022-02-09	144,00 $	500,00 $	718,88 $
DT Bas-St-Laurent	6201804035	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2021-01-25	2021-06-07	129,00 $	540,00 $	749,87 $
DT Bas-St-Laurent	6201804039	487981	Ross Boudreault notaires [2011] inc.	287, rue Pierre-Saindon, bureau 501 G5L 9A7 QC	2021-03-18	2021-05-05	152,00 $	1 507,00 $	1 884,67 $
DT Bas-St-Laurent	6201804041	1065363	Saint-Pierre Fluet & David notaires s.e.n.c.r.l.	750, avenue de l'Hôtel-Dieu J2S 5J9 QC	2021-12-26	2022-01-11	148,00 $	675,00 $	924,08 $
DT Bas-St-Laurent	6201804043	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-06-18	2021-07-27	293,00 $	2 136,25 $	2 749,15 $
DT Bas-St-Laurent	6201904001	12645	Briand, Christine	156, rue Lepage G5L 3H2 QC	2021-10-19	2021-10-19	209,00 $	950,00 $	1 301,26 $
DT Bas-St-Laurent	6201904008	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2021-09-13	2021-10-19	127,00 $	3 613,83 $	4 282,00 $
DT Bas-St-Laurent	6201904009	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2021-11-30	2022-01-18	144,00 $	2 830,00 $	3 397,79 $
DT Bas-St-Laurent	6201904013	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2021-11-19	2021-12-14	4,00 $	1 000,00 $	1 153,75 $
DT Bas-St-Laurent	6201904020	708157	ME Julie Marquis, notaire inc.	186, boul. de l'Hôtel-de-Ville, suite 1 G5R 4S2 QC	2021-02-11	2021-09-02	143,00 $	1 500,00 $	1 867,63 $
DT Bas-St-Laurent	6201904022	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2021-05-03	2021-06-07	136,00 $	2 705,00 $	3 246,07 $
DT Bas-St-Laurent	6201904023	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2021-04-09	2021-05-04	144,00 $	2 505,00 $	3 024,12 $
DT Bas-St-Laurent	6201904028	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2021-01-15	2021-06-04	140,00 $	2 022,08 $	2 464,88 $
DT Bas-St-Laurent	6201904036	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2021-03-18	2021-03-31	7,00 $	1 725,00 $	1 990,32 $
DT Bas-St-Laurent	6201904037	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2021-05-13	2021-06-07	3,00 $	925,00 $	1 066,52 $
DT Bas-St-Laurent	6201904040	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2021-09-16	2021-10-25	132,00 $	2 125,00 $	2 575,22 $
DT Bas-St-Laurent	6201904047	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2021-09-07	2021-09-08	148,00 $	1 829,00 $	2 250,89 $
DT Bas-St-Laurent	6201904049	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2021-09-01	2021-10-04	413,00 $	1 507,00 $	2 145,67 $
DT Bas-St-Laurent	6201904063	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-06-17	2021-07-26	195,00 $	3 157,25 $	3 825,05 $
DT Bas-St-Laurent	6201904068	59869	Thériault, Maryse (notaire)	649A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2021-05-31	2021-07-12	42,00 $	1 500,00 $	1 766,63 $
DT Bas-St-Laurent	6201904071	59869	Thériault, Maryse (notaire)	649A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2021-05-31	2021-07-12	33,00 $	1 687,50 $	1 973,21 $

DT Bas-St-Laurent	6201904075	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2021-09-01	2021-09-28	147,00 $	3 100,00 $	3 711,23 $
DT Bas-St-Laurent	6201904079	59869	Thériault, Maryse (notaire)	649A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2021-05-31	2021-07-26	141,00 $	1 612,50 $	1 994,98 $
DT Bas-St-Laurent	6201904084	59869	Thériault, Maryse (notaire)	649A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2021-05-31	2021-07-12	20,00 $	2 602,50 $	3 012,23 $
DT Bas-St-Laurent	6201904089	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2021-05-19	2021-06-17	4,00 $	1 230,00 $	1 418,19 $
DT Bas-St-Laurent	6201904093	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-06-21	2021-07-27	155,00 $	2 107,25 $	2 577,81 $
DT Bas-St-Laurent	6201904098	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2021-08-04	2021-09-03	22,00 $	607,50 $	720,48 $
DT Bas-St-Laurent	6201904133	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell in c., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 QC	2021-05-13	2021-06-07	7,00 $	315,00 $	369,17 $
DT Bas-St-Laurent	6201904136	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-03-09	2021-04-30	437,00 $	3 141,25 $	4 048,65 $
DT Bas-St-Laurent	6202004009	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2022-01-24	2022-02-07	5,00 $	900,00 $	1 039,78 $
DT Bas-St-Laurent	6202004021	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2021-10-29	2021-12-15	5,00 $	540,00 $	625,87 $
Total DT Bas-St-Laurent							**10 569,30 $**	**97 539,08 $**	**122 714,90 $**
DT Capitale-Nationale	6200668014	388717	Beauchamp et Gilbert, notaires	507, place D'Armes Bureau 1300 H2Y 2W8 QC	2021-03-21	2021-06-14	400,00 $	3 174,00 $	4 049,31 $
DT Capitale-Nationale	6200832003	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2021-10-05	2021-11-25	32,00 $	1 435,00 $	1 681,89 $
DT Capitale-Nationale	6201532051	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame Nord G6E 3Z5 QC	2021-04-08	2021-06-08	5,00 $	663,33 $	767,67 $
DT Capitale-Nationale	6201832023	729108	Charlevoix notaires inc.	201-4 ch. du Moulin G3Z 2R8 QC	2021-08-10	2021-09-03	129,50 $	1 836,00 $	2 240,44 $
DT Capitale-Nationale	6201832025	729108	Charlevoix notaires inc.	201-4 ch. du Moulin G3Z 2R8 QC	2021-09-16	2021-10-07	5,00 $	1 491,00 $	1 719,28 $
DT Capitale-Nationale	6201832026	729108	Charlevoix notaires inc.	201-4 ch. du Moulin G3Z 2R8 QC	2021-04-21	2021-04-28	131,00 $	2 790,00 $	3 338,80 $
DT Capitale-Nationale	6201832031	777907	Lafrenière, Bourdages & Bouchard notaires inc.	240-5600, boulevard des Galeries G2K 2H6 QC	2021-09-15	2021-12-06	155,00 $	812,00 $	1 088,60 $
DT Capitale-Nationale	6201832032	984130	Renaud, Josée-Dominique (notaire)	6583, rue des Sommeliers G3E1A4 QC	2021-12-08	2022-02-10	230,49 $	750,00 $	1 092,81 $
DT Capitale-Nationale	6201832040	575739	Robert, Christine	145, boulevard Saint-Joseph bureau 221 J3B 1W5 QC	2021-05-21	2021-07-14		1 599,00 $	1 838,45 $
DT Capitale-Nationale	6201832051	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2021-03-23	2021-06-04	274,00 $	1 476,25 $	1 971,32 $
DT Capitale-Nationale	6201832067	792636	Notarié inc.	1234, boulevard Bona-Dussault G0A4B0 QC	2021-10-01	2022-01-14	349,99 $	915,00 $	1 402,01 $
DT Capitale-Nationale	6201832072	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	25, rue des Forges, bureau 200, C.P. 1356 G9A 6A7 QC	2021-01-13	2021-05-19	131,00 $	459,00 $	658,74 $
DT Capitale-Nationale	6201832073	792636	Notarié inc.	1234, boulevard Bona-Dussault G0A4B0 QC	2020-10-20	2021-05-06	136,00 $	753,75 $	1 002,63 $
DT Capitale-Nationale	6201832074	792636	Notarié inc.	1234, boulevard Bona-Dussault G0A4B0 QC	2020-09-01	2021-05-10	131,00 $	663,99 $	894,42 $
DT Capitale-Nationale	6201832075	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	25, rue des Forges, bureau 200, C.P. 1356 G9A 6A7 QC	2021-01-13	2021-05-12	133,00 $	450,13 $	650,54 $
DT Capitale-Nationale	6201832092	419538	Durocher, Simon (notaire)	2795, boulevard Laurier, bureau 490 G1V 4M7 QC	2021-07-30	2021-11-04	155,00 $	3 281,98 $	3 928,46 $
DT Capitale-Nationale	6201832130	73499	Bourget, Chantale (notaire)	10 516, boulevard Ste-Anne, bureau 212 G0A 3C0 QC	2021-01-06	2021-10-15	146,00 $	3 322,50 $	3 966,04 $
DT Capitale-Nationale	6201932002	159974	Tremblay Cossette Gaudreau & associés s.e.n.c.r.l.	2640, boulevard Laurier, bureau 1150 G1V 5C2 QC	2021-02-01	2021-04-27	151,00 $	1 802,25 $	2 223,13 $
DT Capitale-Nationale	6201932006	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2021-06-01	2021-07-09	138,00 $	1 156,25 $	1 467,40 $
DT Capitale-Nationale	6201932007	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2021-06-01	2021-07-08	136,00 $	1 362,92 $	1 703,02 $
DT Capitale-Nationale	6201932008	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 QC	2021-07-22		145,75 $	708,75 $	960,64 $
DT Capitale-Nationale	6201932009	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2021-07-23	2021-09-23	136,00 $	1 430,83 $	1 781,10 $

DT Capitale-Nationale	6201932018	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2021-07-23	2021-09-20	179,00 $	712,50 $	998,20 $
DT Capitale-Nationale	6201932019	840479	Beauvais Truchon, s.e.n.c.r.l.	200-79, boul. René-Lévesque Est G1R 5N5 QC	2021-06-08	2021-06-09	282,00 $	3 103,48 $	3 850,23 $
DT Capitale-Nationale	6201932038	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	100-883, boul. Des Forges G8Z 1T7 QC	2021-09-28	2021-10-13	127,00 $	435,00 $	627,14 $
DT Capitale-Nationale	6201932040	792636	Notarié inc.	1234, boulevard Bona-Dussault G0A4B0 QC	2021-06-16	2021-06-16	133,00 $	585,00 $	805,60 $
DT Capitale-Nationale	6201932045	741916	CST notaires inc.	605, boulevard de Comporté, C.P.246 G5A 1T8 QC	2021-10-06	2021-12-17	135,00 $	600,00 $	824,85 $
DT Capitale-Nationale	6201932047	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SENCRL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 QC	2021-01-27	2021-04-27	126,00 $	870,00 $	1 126,28 $
DT Capitale-Nationale	6201932052	1088351	Pascal Hachey, notaire	634, avenue Royale G1E 1Y7 QC	2021-10-18	2022-01-27	127,00 $	670,50 $	897,91 $
DT Capitale-Nationale	6201932053	347328	Côté Taschereau Samson Demers	871, Grande-Allée Ouest, bureau 100 G1S 2L1 QC	2021-06-16	2021-07-14		900,00 $	1 034,78 $
DT Capitale-Nationale	6201932054	270384	Me Gaétane Baril, notaire S.A.	1170, boulevard Lebourgneuf G2K 2E3 QC	2021-05-13	2021-09-09	127,00 $	1 545,00 $	1 903,36 $
DT Capitale-Nationale	6201932055	159974	Tremblay Cossette Gaudreau & associés s.e.n.c.r.l.	2640, boulevard Laurier, bureau 1150 G1V 5C2 QC	2021-09-14	2021-10-21	286,00 $	1 708,50 $	2 250,35 $
DT Capitale-Nationale	6201932057	347328	Côté Taschereau Samson Demers	871, Grande-Allée Ouest, bureau 100 G1S 2L1 QC	2021-07-30	2021-10-15	127,00 $	1 903,75 $	2 315,84 $
DT Capitale-Nationale	6201932063	841224	Hermann Moreau notaire et associés inc.	1191, 8ième Avenue G1J 3N3 QC	2021-09-07	2021-11-15	134,00 $	1 207,50 $	1 522,33 $
DT Capitale-Nationale	6201932069	792636	Notarié inc.	1234, boulevard Bona-Dussault G0A4B0 QC	2021-03-19	2021-06-16	129,00 $	571,25 $	785,79 $
DT Capitale-Nationale	6201932070	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	25, rue des Forges, bureau 200, C.P. 1356 G9A 6A7 QC	2021-11-22			860,82 $	989,73 $
DT Capitale-Nationale	6201932071	159974	Tremblay Cossette Gaudreau & associés s.e.n.c.r.l.	2640, boulevard Laurier, bureau 1150 G1V 5C2 QC	2021-10-21		165,00 $	1 808,50 $	2 244,33 $
DT Capitale-Nationale	6201932072	159974	Tremblay Cossette Gaudreau & associés s.e.n.c.r.l.	2640, boulevard Laurier, bureau 1150 G1V 5C2 QC	2021-09-16	2022-01-14	281,00 $	1 727,25 $	2 266,90 $
DT Capitale-Nationale	6202032001	741916	CST notaires inc.	605, boulevard de Comporté, C.P.246 G5A 1T8 QC	2021-08-27	2022-01-13	134,00 $	825,00 $	1 082,54 $
DT Capitale-Nationale	6202032009	59781	Delisle, Guy	2960, boulevard Laurier, bureau 101 G1V 4S1 QC	2021-04-05	2021-04-26	142,00 $	1 050,00 $	1 349,24 $
DT Capitale-Nationale	6202032014	59781	Delisle, Guy	2960, boulevard Laurier, bureau 101 G1V 4S1 QC	2021-03-29	2021-04-26	145,00 $	1 350,00 $	1 697,16 $
DT Capitale-Nationale	6202032016	159974	Tremblay Cossette Gaudreau & associés s.e.n.c.r.l.	2640, boulevard Laurier, bureau 1150 G1V 5C2 QC	2021-03-19	2021-04-09	149,00 $	2 028,50 $	2 481,27 $
DT Capitale-Nationale	6202032022	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2021-07-05	2021-07-22	134,00 $	720,83 $	962,77 $
DT Capitale-Nationale	6202032026	371378	Walsh, Morin, Laflamme, notaires	577, rue de Bernières G7A 1E5 QC	2021-09-30	2021-11-25	139,00 $	1 270,10 $	1 599,30 $
DT Capitale-Nationale	6202032045	1078414	LGDB notaire inc.	1150-2640, boulevard Laurier G1V 5C2 QC	2021-07-26	2021-09-20	323,25 $	738,50 $	1 172,35 $
DT Capitale-Nationale	6202032045	1078414	LGDB notaire inc.	1150-2640, boulevard Laurier G1V 5C2 QC	2021-07-26	2021-09-20	137,00 $	934,00 $	1 210,87 $
DT Capitale-Nationale	6202032060	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2021-11-04	2022-01-17	135,00 $	1 027,50 $	1 316,37 $
DT Capitale-Nationale	6202032065	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	100-883, boul. Des Forges G8Z 1T7 QC	2021-07-14	2021-10-05	127,00 $	721,00 $	955,97 $
DT Capitale-Nationale	6202132022	1088351	Pascal Hachey, notaire	634, avenue Royale G1E 1Y7 QC	2021-10-26	2021-11-04	20,00 $	615,00 $	727,10 $
DT Capitale-Nationale	6202132042	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2021-06-30	2021-07-19	18,00 $	2 526,25 $	2 922,55 $
Total DT Capitale-Nationale							**7 211,98 $**	**65 349,66 $**	**82 347,81 $**
DT Chaudière-Appalaches	6200912095	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2è Avenue G5Y 1V9 QC	2021-03-25	2021-07-05	7,00 $	900,05 $	1 041,83 $
DT Chaudière-Appalaches	6201012026	853690	Gosselin, Lagueux, Roy, notaires inc.	67, côte du Passage, C.P. 1247 G6V6R8 QC	2021-06-15	2021-07-15	23,00 $	600,00 $	712,85 $
DT Chaudière-Appalaches	6201112060	59677	Bolduc, Anne	253, avenue Lambert G5X 3N8 QC	2021-05-19	2021-05-19	14,00 $	1 800,00 $	2 083,55 $

DT Chaudière-Appalaches	6201312039	1131674	Jessica Borgia, notaire inc.	3-2200, avenue de la Rivière-Jaune G2N 1T5 QC	2021-05-11	2021-05-20	142,00 $	1 341,00 $	1 683,81 $
DT Chaudière-Appalaches	6201312119	493834	Leroux Côté Burrogano	507, Place d'Armes, bureau 1300 H2Y 2W8 QC	2021-07-26	2021-08-09	13,00 $	900,00 $	1 047,78 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612025	853690	Gosselin, Lagueux, Roy, notaires inc.	67, côte du Passage, C.P. 1247 G6V6R8 QC	2022-02-09			852,00 $	979,59 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712060	75311	Gagné & Doyle, notaires	1574, St-Édouard C.P. 308 G6L 2Y8 QC	2021-11-18	2021-11-25	127,00 $	1 497,50 $	1 848,76 $
DT Chaudière-Appalaches	6201812059	642010	LNTP notaires Inc.	212F, 2e Avenue G0R 1S0 QC	2021-06-02	2021-06-17	138,25 $	694,00 $	936,18 $
DT Chaudière-Appalaches	6201812060	642010	LNTP notaires Inc.	212F, 2e Avenue G0R 1S0 QC	2021-07-22	2021-08-12	140,25 $	767,41 $	1 022,58 $
DT Chaudière-Appalaches	6201912005	632795	Me Claudia Rancourt, notaire	13545, boulevard Lacroix G5Y 1P1 QC	2020-11-08	2020-11-23	141,00 $	1 905,00 $	2 331,27 $
DT Chaudière-Appalaches	6201912017	136199	De Blois & De Blois, notaires S.E.N.C.	85, rue Notre-Dame Est C.P. 908 G6G 5V3 QC	2021-06-22	2021-07-15	135,00 $	900,00 $	1 169,78 $
DT Chaudière-Appalaches	6201912026	704200	Samson Larivière Bolduc et associés notaires	2825, 20e Avenue G0M 1Y0 QC	2021-04-27		135,00 $	902,25 $	1 172,36 $
DT Chaudière-Appalaches	6201912030	1018084	Doyle Pineault Bédard, notaires s.e.n.c.r.l.	1574, avenue St-Édouard, C.P. 308 G6L 2Y8 QC	2021-12-08	2021-12-21	397,00 $	1 868,75 $	2 545,60 $
DT Chaudière-Appalaches	6201912050	334526	Nathalie Tétreault, notaire inc.	201-5675 ch. de Chambly J3Y 3R1 QC	2021-03-26	2021-11-25	128,00 $	825,00 $	1 076,54 $
DT Chaudière-Appalaches	6201912063	196495	Côté Taschereau Samson Demers S.E.N.C.R.L. Soc. notaires et cons.juridiques	801, Grande Allée Ouest Bureau 110 G1S 1C1 QC	2021-07-08	2021-07-08	141,00 $	1 007,50 $	1 299,38 $
DT Chaudière-Appalaches	6202012003	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC	2021-03-29	2021-07-15	315,20 $	1 343,75 $	1 860,18 $
DT Chaudière-Appalaches	6202012005	642010	LNTP notaires Inc.	212F, 2e Avenue G0R 1S0 QC	2021-07-22	2021-08-12	132,25 $	1 207,66 $	1 520,75 $
DT Chaudière-Appalaches	6202012022	491801	Tousignant Rodrigue Veilleux notaires, S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 QC	2021-04-14	2021-04-26	137,00 $	1 137,50 $	1 444,85 $
DT Chaudière-Appalaches	6202012023	704200	Samson Larivière Bolduc et associés notaires	2825, 20e Avenue G0M 1Y0 QC	2021-07-16	2021-07-19	134,00 $	1 007,00 $	1 291,80 $
DT Chaudière-Appalaches	6202012033	1048892	Therrien Couture Joli-Coeur s.e.n.c.r.l.	320-1910, rue King Ouest J1J2E2 QC	2021-11-28	2021-12-01	254,00 $	2 699,25 $	3 357,46 $
DT Chaudière-Appalaches	6202012054	1137802	Rancourt, Andrée (notaire)	157, rue de l'Église, bureau 4 G0M 1T0 QC	2022-02-15	2022-02-16	135,00 $	1 050,00 $	1 342,24 $
DT Chaudière-Appalaches	6202012068	792636	Notarié inc.	426, route 273 G0S 2E0 QC	2021-07-01	2021-07-05	373,99 $	1 605,00 $	2 219,34 $
Total DT Chaudière-Appalaches							**3 162,94 $**	**26 810,62 $**	**33 988,48 $**
DT Côte-Nord	6201308005	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50a, rue Principale G0T 1G0 QC	2021-10-12	2021-10-12	145,00 $	3 442,25 $	4 102,72 $
DT Côte-Nord	6201708028	360499	Notaires Beauchamp, Cyr inc.	242, boulevard Sainte-Rose H7L 1L6QC	2021-12-16	2022-01-11	138,50 $	507,50 $	722,00 $
DT Côte-Nord	6201808002	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC	2022-01-28	2022-01-28	127,00 $	1 775,00 $	2 167,81 $
DT Côte-Nord	6201808003	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC	2021-03-29	2021-07-07	12,00 $	1 705,00 $	1 972,32 $
DT Côte-Nord	6201808003	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC	2021-03-29	2021-07-07	12,00 $	1 705,00 $	1 972,32 $
DT Côte-Nord	6202008015	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	1191, boulevard Laflèche G5C 1E1 QC	2021-08-18	2021-09-13	132,00 $	1 786,25 $	2 185,74 $
DT Côte-Nord	6202008016	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	1191, boulevard Laflèche G5C 1E1 QC	2021-08-31	2021-09-23	138,00 $	1 797,50 $	2 204,68 $
Total DT Côte-Nord							**704,50 $**	**12 718,50 $**	**15 327,59 $**
DT Est-de-la-Montérégie	6201244055	1212472	Saint-Pierre Fluet & Belval Notairess.e.n.c.r.l.	750, avenue de l'Hôtel-Dieu J2S 5J9 QC	2021-04-01	2021-10-22	127,00 $	1 226,75 $	1 537,46 $
Total DT Est-de-la-Montérégie							**127,00 $**	**1 226,75 $**	**1 537,46 $**
DT Estrie	6200660015	687368	Monty sylvestre, Conseillers Juridique inc	455, rue King Ouest, bureau 200 J1H 6E9 QC	2021-12-17	2022-02-08	127,00 $	1 065,00 $	1 351,48 $
DT Estrie	6201160023	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2021-05-11	2021-05-25		304,00 $	349,52 $
DT Estrie	6201160025	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2021-05-11	2021-05-26		304,00 $	349,52 $
DT Estrie	6201560028	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	4050, rue Laval G6B 1B1 QC	2021-06-11	2021-06-15		600,00 $	689,85 $

DT Estrie	6201560028	561627	Veilleux & associés Notaires inc.	5204, rue Papineau G6B 0E6 QC	2021-11-22	2022-02-22	142,00 $	750,00 $	1 004,31 $
DT Estrie	6201660028	399700	Lamoureux Léonard, notaires SENCRL	520, rue Bowen J1G 2E1 QC	2021-09-02	2021-09-10	130,00 $	575,00 $	791,11 $
DT Estrie	6201660029	135216	Goyette, Hélène M.	1050, rue Principale J2G 8C8 QC	2021-03-23	2021-04-06	135,00 $	800,00 $	1 054,80 $
DT Estrie	6201660030	917659	Cain Lamarre	4050, rue Laval G6B 1B1 QC	2021-03-23	2021-03-23	138,00 $	1 256,50 $	1 582,67 $
DT Estrie	6201760020	687368	Monty sylvestre, Conseillers Juridique inc	455, rue King Ouest, bureau 200 J1H 6E9 QC	2021-09-02	2021-09-13	131,00 $	422,00 $	616,19 $
DT Estrie	6201760022	634295	Raymond, Benoit, Notaire	2424, rue King Ouest, bureau 110 J1J 2E8 QC	2021-07-13	2021-07-22	137,00 $	510,00 $	723,37 $
DT Estrie	6201760030	59242	Poulin, France (notaire)	1655, rue Sherbrooke J1X 2T5 QC	2021-09-27	2021-09-30		650,00 $	747,34 $
DT Estrie	6201760031	967340	Hardouin et associés inc.	550, 10e Avenue, bureau 100 J1G 2R9 QC	2021-06-01	2021-06-01		445,00 $	511,64 $
DT Estrie	6201760035	364432	Gérin Custeau Francoeur, notaires	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2021-08-16	2021-09-09	127,00 $	662,25 $	888,42 $
DT Estrie	6201860021	198563	Annie Grenier Notaire inc.	647, De Normandie J4B 8R1 QC	2022-02-21	2022-02-25		300,00 $	344,93 $
DT Estrie	6201860055	641108	Marie J. Gagné notaire inc.	35, rue Victoria J0E 1V0 QC	2021-06-03	2021-06-21	204,00 $	800,00 $	1 123,80 $
DT Estrie	6201960004	775777	Moreau Paquette, notaires inc.	594, rue Dufferin J0B 3E0 QC	2021-09-20	2021-10-13	127,00 $	1 002,81 $	1 279,98 $
DT Estrie	6201960042	364432	Gérin Custeau Francoeur, notaires	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2021-11-04	2021-11-11	127,00 $	420,00 $	609,90 $
DT Estrie	6201960043	59076	Downey, Robert	85, rue Queen J1M 1J3 QC	2022-02-02	2022-02-14	127,00 $	1 100,00 $	1 391,73 $
DT Estrie	6201960045	399700	Lamoureux Léonard, notaires SENCRL	520, rue Bowen J1G 2E1 QC	2021-02-10	2021-04-29	126,00 $	964,00 $	1 234,36 $
DT Estrie	6201960050	412899	Adam, Beaudoin, notaires	30, rue du Couvent J1C 0T3 QC	2021-11-26	2021-12-02	169,00 $	404,00 $	633,50 $
DT Estrie	6201960051	412899	Adam, Beaudoin, notaires	30, rue du Couvent J1C 0T3 QC	2021-11-05	2021-11-11	137,00 $	427,25 $	628,23 $
DT Estrie	6201960053	364432	Gérin Custeau Francoeur, notaires	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2021-11-29	2021-12-08	271,00 $	1 022,25 $	1 446,33 $
DT Estrie	6201960054	1155802	Paré, Tanguay Notaires inc.	201-2140, rue King Est J1G 5G6 QC	2021-10-21	2021-11-02	389,00 $	1 152,25 $	1 713,80 $
DT Estrie	6201960058	610675	Chabot et Bouthillette notaires s.e.n.c.r.l.	565, avenue Chambly J2S 6V3 QC	2021-11-25	2021-12-13	160,00 $	850,00 $	1 137,29 $
DT Estrie	6202060002	73672	Dalpé, Annick (notaire)	59, rue du Pont J0J 1A0 QC	2021-11-24	2021-12-02	163,00 $	667,25 $	930,17 $
DT Estrie	6202060006	139817	Barry, Line	9, rue du Pont J0J 1A0 QC	2021-06-17	2021-06-21	294,00 $	1 500,00 $	2 018,63 $
DT Estrie	6202060008	139817	Barry, Line	9, rue du Pont J0J 1A0 QC	2021-06-23	2021-06-28	145,00 $	725,00 $	978,57 $
DT Estrie	6202060013	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 QC	2022-02-28	2022-02-28	169,00 $	1 860,00 $	2 307,54 $
DT Estrie	6202060017	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 QC	2022-01-21	2022-01-25	301,00 $	2 014,00 $	2 616,60 $
DT Estrie	6202060019	345511	Corbeil et Drouin Notaires SENC	601, boulevard Simoneau J1T 4G7 QC	2021-06-16	2021-06-21	423,00 $	1 798,75 $	2 491,12 $
DT Estrie	6202060020	397808	Jacob, Luce (notaire)	288, boul. Fiset J3P 3R1 QC	2021-11-29		151,00 $	500,00 $	725,88 $
DT Estrie	6202060022	1155802	Paré, Tanguay Notaires inc.	201-2140, rue King Est J1G 5G6 QC	2021-11-01	2021-11-08	271,00 $	1 152,25 $	1 595,80 $
DT Estrie	6202060028	265223	Chagnon, Serge (notaire)	C-251, 1ère Avenue, J1T 1Y6 QC	2021-05-10		129,00 $	435,00 $	629,14 $
DT Estrie	6202060028	265223	Chagnon, Serge (notaire)	C-251, 1ère Avenue, J1T 1Y6 QC	2021-05-10	2021-05-11	129,00 $	435,00 $	629,14 $
DT Estrie	6202060029	265223	Chagnon, Serge (notaire)	C-251, 1ère Avenue, J1T 1Y6 QC	2021-05-05	2021-05-06	127,00 $	360,00 $	540,91 $
DT Estrie	6202060030	642010	LNTP notaires Inc.	212F, 2e Avenue G0R 1S0 QC	2021-11-17	2021-12-02	153,25 $	1 285,44 $	1 631,18 $
DT Estrie	6202060032	948871	Notrenotaire.ca inc.	2-991 rue Gilbratar J1N 4B2 QC	2021-06-03	2021-06-01	127,00 $	350,00 $	529,41 $
DT Estrie	6202060033	60363	Audet, Jean-Marc (notaire)	125, boulevard Jacques-Cartier Sud J1J 2Z4 QC	2022-01-21	2022-02-24	153,00 $	1 410,00 $	1 774,15 $
DT Estrie	6202060034	1119071	Racicot, Stéphanie (notaire)	2876, boul. Portland J1L 2A4 QC	2022-01-24	2022-02-08	137,00 $	690,00 $	930,33 $
DT Estrie	6202060034	1119071	Racicot, Stéphanie (notaire)	2876, boul. Portland J1L 2A4 QC	2022-01-24	2022-02-08	153,00 $	575,00 $	814,11 $
DT Estrie	6202060035	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 QC	2021-11-29	2021-12-02	157,00 $	1 600,00 $	1 996,60 $

DT Estrie	6202060035	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 QC	2021-03-31	2021-03-31	384,00 $	950,00 $	1 476,26 $
DT Estrie	6202060036	847416	Lavallée, Lacasse & Poirier, Notaires (S.E.N.C.R.L.)	4547, rue Foster J0E 2N0 QC	2021-11-19	2021-11-25	132,00 $	732,25 $	973,90 $
DT Estrie	6202060037	139817	Barry, Line	9, rue du Pont J0J 1A0 QC	2021-10-20	2021-10-25	141,00 $	1 625,00 $	2 009,34 $
DT Estrie	6202060037	139817	Barry, Line	9, rue du Pont J0J 1A0 QC	2010-10-20	2021-10-25	141,00 $	1 625,00 $	2 009,34 $
DT Estrie	6202160002	1097016	Benjamin et Mercier, notaires inc.	205-145, rue Sherbrooke J2K 5E7 QC	2022-02-01	2022-02-16	137,00 $	762,75 $	1 013,97 $
DT Estrie	6202160003	1097016	Benjamin et Mercier, notaires inc.	205-145, rue Sherbrooke J2K 5E7 QC	2022-01-14	2022-02-17	7,00 $	600,00 $	696,85 $
DT Estrie	6202160017	345511	Corbeil et Drouin Notaires SENC	601, boulevard Simoneau J1T 4G7 QC	2021-09-29	2021-09-30	135,00 $	1 063,85 $	1 358,16 $
DT Estrie	6202160027	265223	Chagnon, Serge (notaire)	C-251, 1ère Avenue, J1T 1Y6 QC	2021-12-10	2022-01-10	131,00 $	850,21 $	1 108,53 $
Total DT Estrie							**7 294,25 $**	**42 353,06 $**	**55 989,70 $**
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200000069	797150	Mark Georges, notaire	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau202 G0C 1K0 QC	2021-10-06	2021-12-09	128,00 $	850,00 $	1 105,29 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200101	138562	Rousseau, Stéphane (notaire)	307, de la Gare G4W 3J2 QC	2021-01-26	2021-03-23	133,25 $	950,00 $	1 225,51 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300022	936694	Toupin, Notaire (Francis Toupin notaire)	679B, boulevard Perron G0C 1J0 QC	2021-02-25	2021-06-07	126,00 $	1 251,00 $	1 564,34 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800001	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-06-11	2021-07-26	147,00 $	1 507,25 $	1 879,96 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800002	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	802, 6e Avenue G0R 1Z0 QC	2021-08-31	2021-10-13	138,00 $	800,00 $	1 057,80 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800004	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-06-11	2021-07-26	134,00 $	1 507,25 $	1 866,96 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800014	826122	Kévin Dufresne, notaire inc.	367A, montée de Rivière-Morris G4X5P7 QC	2021-02-02	2021-03-30	7,00 $	400,00 $	466,90 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800031	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2021-08-30	2021-10-01	135,00 $	900,00 $	1 169,78 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800040	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2021-05-31	2021-06-08	128,00 $	500,00 $	702,88 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800043	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2021-07-23	2021-08-25	128,00 $	975,00 $	1 249,01 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800044	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2021-06-01	2021-06-08	133,00 $	925,00 $	1 196,52 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900008	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 QC	2021-09-01	2021-09-03	127,00 $	1 000,00 $	1 276,75 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900010	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 QC	2021-09-29	2021-11-17	127,00 $	1 000,00 $	1 276,75 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900011	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 QC	2021-09-29	2021-11-17	127,00 $	1 000,00 $	1 276,75 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900015	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2021-07-20	2021-08-25	135,00 $	1 600,00 $	1 974,60 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900015	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2021-10-22	2021-12-15	147,00 $	600,00 $	836,85 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900017	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2021-07-27	2021-08-25	288,00 $	2 200,00 $	2 817,45 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900019	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2021-07-28	2021-08-25	142,00 $	1 600,00 $	1 981,60 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900021	653623	Me Cécile Lacasse notaire inc.	40, boulevard Sainte-Anne Ouest G4V 1R3 QC	2021-05-27	2021-07-14	127,00 $	600,00 $	816,85 $
Total DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine							**2 557,25 $**	**20 165,50 $**	**25 742,55 $**
DT Ile-de-Montréal	6200940019	1008796	Tétrault Carrier & Associés inc.	310-1819, boul. René-Lévesque Ouest H3H 2P5 QC	2021-04-13	2021-04-20	5,00 $	700,00 $	809,83 $
DT Ile-de-Montréal	6201140005	1008796	Tétrault Carrier & Associés inc.	310-1819, boul. René-Lévesque Ouest H3H 2P5 QC	2021-04-13	2021-04-20	2,00 $	950,00 $	1 094,26 $
DT Ile-de-Montréal	6201140006	948870	Francine Pager Notaire inc.	1188, avenue Union, bureau 108 H3B 0E5 QC	2021-05-20	2021-06-21	378,00 $	1 530,00 $	2 137,12 $
Total DT Ile-de-Montréal							**385,00 $**	**3 180,00 $**	**4 041,21 $**
DT Laurentides-Lanaudière	6201052129	896372	Neuwald Noodelman, Melissa Lauren	5165, rue Sherbrooke Ouest, bureau 319 H4A 1T6 QC	2021-12-14	2021-12-14	5,00 $	150,00 $	177,46 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201152123	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 J5T 1R7 QC	2021-06-29		126,00 $	602,25 $	818,43 $

DT Laurentides-Lanaudière	6201452031	458330	Lafond, notaires inc.	3030, boul. Le Carrefour Bureau 1101 H7T 2P5 QC	2021-09-02		137,00 $	1 800,00 $	2 206,55 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201452074	1203715	Lessard & Piché notaires	2525, Daniel-Johnson, suite 302 H7T1S9 QC	2021-07-07	2021-07-07	234,49 $	1 800,00 $	2 304,04 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201452074	1203715	Lessard & Piché notaires	2525, Daniel-Johnson, suite 302 H7T1S9 QC	2021-07-07	2021-07-07	153,00 $	300,00 $	497,93 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201552007	406059	Me Paul Larocque, notaire inc.	369, Adolphe-Chapleau Bureau 101 J6Z 1H1 QC	2021-01-18			200,00 $	229,95 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201652006	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-09-02		147,00 $	950,00 $	1 239,26 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752018	430174	Léonard Pagé Chalifoux Piché notaires inc.	109, rue Saint-Vincent J8C 2A8 QC	2021-09-02		134,00 $	702,50 $	941,70 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752031	591814	Alarie, Desroches, notaires inc.	206-435, boul. Sainte-Anne J6E 5A1QC	2021-06-23	2021-06-23	127,00 $	750,00 $	989,31 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752035	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-06-25		150,00 $	1 200,00 $	1 529,70 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752038	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-12-07	2021-12-07	127,00 $	950,00 $	1 219,26 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752039	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-06-25		147,00 $	950,00 $	1 239,26 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752041	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-07-23			420,00 $	482,90 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752042	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2022-01-21		127,00 $	950,00 $	1 219,26 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752043	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-09-02		127,00 $	950,00 $	1 219,26 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752044	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-07-22			420,00 $	482,90 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752051	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-07-14			420,00 $	482,90 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752053	41442	Dionne, Kelley, Paquin inc.	386, boulevard Manseau J6E 3E1 QC	2022-01-10	2022-01-10	134,00 $	1 656,75 $	2 038,85 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752056	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-07-22			420,00 $	482,90 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752057	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-07-23			420,00 $	482,90 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752058	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-07-22		127,00 $	950,00 $	1 219,26 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752059	864184	Beausoleil, Mireille (Me Mireille Beausoleil, notaire)	5611, chemin St-Jean J0K 2M0 QC	2021-07-15		154,59 $	600,00 $	844,44 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752061	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-07-23			420,00 $	482,90 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752065	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-06-04	2021-06-01	147,00 $	950,00 $	1 239,26 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752072	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-11-26		127,00 $	950,00 $	1 219,26 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752078	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2022-01-21		127,00 $	950,00 $	1 219,26 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752080	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-07-23			420,00 $	482,90 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752083	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-09-08		139,34 $	950,00 $	1 231,60 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752088	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-08-16		126,00 $	950,00 $	1 218,26 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752090	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-07-23			420,00 $	482,90 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752094	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-05-18		126,00 $	950,00 $	1 218,26 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752097	1075664	Rivard Leduc, notaires & avocats inc. (inactif)	69, rue Saint-Pierre, bureau 100 J5A1C1 QC	2021-07-13	2021-07-08	146,00 $	405,00 $	611,65 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752105	554798	Lévesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 QC	2021-09-02		157,00 $	950,00 $	1 249,26 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752113	982432	St-Jacques & Daoust notaires inc.	1044, rue Robert J5L 2G9 QC	2021-10-26	2021-10-26	273,00 $	1 616,00 $	2 131,00 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752121	982432	St-Jacques & Daoust notaires inc.	1044, rue Robert J5L 2G9 QC	2021-10-26		273,00 $	1 916,00 $	2 475,92 $
Total DT Laurentides-Lanaudière							**3 798,42 $**	**29 408,50 $**	**37 610,85 $**
DT Laval-Mille-Iles	6201436047	406059	Me Paul Larocque, notaire inc.	369, Adolphe-Chapleau Bureau 101 J6Z 1H1 QC	2019-12-23	2021-03-26		1 650,00 $	1 897,09 $

Total DT Laval-Mille-Iles							**0,00 $**	**1 650,00 $**	**1 897,09 $**
DT Métropolitaine de Montréal	6201444012	725176	Étude de Me Christine Richer, notaires inc.	385, boulevard Sir-Wilfrid-Laurier J3H 3P1 QC	2021-05-06	2021-07-27	140,00 $	750,00 $	1 002,31 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201444014	1202177	Desaliers Notaires inc.	821, boulevard Laurier J3G0K5 QC	2021-12-21	2022-01-05	158,00 $	770,00 $	1 043,31 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201444015	1039725	Éric Ferland, Notaire de famille inc.	242, rue Claude-De Ramezay J3M 1G3 QC	2021-06-04	2021-06-16	274,00 $	1 145,00 $	1 590,46 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201444016	531798	NotaireMartel inc.	351, rue Blain J3H 3B4 QC	2022-01-14	2022-02-01	271,00 $	1 495,00 $	1 989,88 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201536015	862195	Notaire Rive-Nord inc.	203-1379, Curé-Labelle J7C 2P1 QC	2021-09-01	2021-09-10	127,00 $	1 010,00 $	1 288,25 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201784016	639300	Bélisle Lafleur notaires inc.	159, rue Saint-Eustache J7R 2L5 QC	2021-03-10	2021-02-07	127,00 $	1 872,77 $	2 280,22 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201784017	997262	Audrey Lachapelle notaire inc.	4105, chemin du Grand-Brûlé J7N 2N5 QC	2021-04-20		142,00 $	952,50 $	1 237,14 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201784018	997262	Audrey Lachapelle notaire inc.	4105, chemin du Grand-Brûlé J7N 2N5 QC	2021-04-01	2021-08-11	396,00 $	1 587,50 $	2 221,23 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201784019	997262	Audrey Lachapelle notaire inc.	4105, chemin du Grand-Brûlé J7N 2N5 QC	2021-04-01	2021-08-11	126,00 $	1 202,50 $	1 508,58 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201884011	1087867	Me Mélanie Lépine, notaire	40, rue Maurice J0L 2L0 QC	2021-04-01	2021-04-14	134,00 $	1 282,25 $	1 608,26 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201884013	592355	Notaires Rodrigue inc.	1950, boulevard René-Gaultier, bureau202 J3X 1P5 QC	2020-04-02	2021-05-05	135,00 $	1 999,00 $	2 433,35 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201984042	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	100, rue de la Gare J7Z 2C1 QC	2021-07-08	2021-07-19	0,00 $	114,00 $	131,07 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201984044	624862	Renaud, Gilles (notaire conseiller juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202 J7M 1W2 QC	2021-07-07	2021-07-12	3,00 $	225,00 $	261,69 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201984046	624862	Renaud, Gilles (notaire conseiller juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202 J7M 1W2 QC	2021-07-07	2021-07-12	10,00 $	300,00 $	354,93 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201984049	624862	Renaud, Gilles (notaire conseiller juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202 J7M 1W2 QC	2021-07-07	2021-07-12	7,00 $	300,00 $	351,93 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201984050	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	3215, boulevard de la Pinière, bureau 101 J6X 4 P7 QC	2021-06-21	2021-07-07	70,99 $	650,06 $	818,39 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201984052	624862	Renaud, Gilles (notaire conseiller juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202 J7M 1W2 QC	2021-07-07	2021-07-12	6,00 $	275,00 $	322,18 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201984055	1202048	MPL Mes Papiers Légaux inc.	980, boul. des Seigneurs J6W 1V1 QC	2021-07-14	2021-07-19	0,00 $	611,00 $	702,50 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201984056	1202048	MPL Mes Papiers Légaux inc.	980, boul. des Seigneurs J6W 1V1 QC	2021-07-14	2021-07-19	0,00 $	607,00 $	697,90 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201984058	624862	Renaud, Gilles (notaire conseiller juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202 J7M 1W2 QC	2021-07-07	2021-07-12	10,00 $	300,00 $	354,93 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201984063	76494	Beaudoin, Linda (notaire)	941, Montée Masson J6W 2E1 QC	2021-09-16	2021-11-09	190,98 $	5 400,00 $	6 399,63 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201984065	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	3215, boulevard de la Pinière, bureau 101 J6X 4 P7 QC	2021-07-06	2021-07-19	0,00 $	3 344,75 $	3 845,63 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201984067	1202048	MPL Mes Papiers Légaux inc.	980, boul. des Seigneurs J6W 1V1 QC	2021-10-28	2021-11-05		766,00 $	880,71 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201984068	624862	Renaud, Gilles (notaire conseiller juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202 J7M 1W2 QC	2021-07-07	2021-07-08	1,00 $	150,00 $	173,46 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201984070	1202048	MPL Mes Papiers Légaux inc.	980, boul. des Seigneurs J6W 1V1 QC	2021-06-16	2021-06-22	0,00 $	900,00 $	1 034,78 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201984072	997262	Audrey Lachapelle notaire inc.	4105, chemin du Grand-Brûlé J7N 2N5 QC	2021-08-13	2021-09-07	12,00 $	312,50 $	371,30 $
DT Métropolitaine de Montréal	6202084018	458330	Lafond, notaires inc.	3030, boul. Le Carrefour Bureau 1101 H7T 2P5 QC	2021-06-18	2021-06-28	95,00 $	2 790,00 $	3 302,80 $
Total DT Métropolitaine de Montréal							**2 435,97 $**	**31 111,83 $**	**38 206,82 $**
DT Monteregie	6201144008	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 QC	2021-07-05	2021-11-15	10,00 $	1 500,00 $	1 734,63 $
DT Monteregie	6201685011	1166188	GLR notaires inc.	201-383, boulevard du Séminaire Nord J3B 8C5 QC	2022-01-07	2022-01-28	276,00 $	1 978,25 $	2 550,49 $
DT Monteregie	6201785029	1166188	GLR notaires inc.	201-383, boulevard du Séminaire Nord J3B 8C5 QC	2021-11-11	2022-01-31	144,00 $	357,50 $	555,04 $
DT Monteregie	6201785035	1047812	Daviau, Chicoine & Rochefort notaires inc.	315, rue de la Visitation J0H 2E0 QC	2021-01-20		126,00 $	1 473,75 $	1 820,45 $

Total DT Monteregie							**556,00 $**	**5 309,50 $**	**6 660,61 $**
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201548011	450737	Therrien Couture s.e.n.c.r.l.	en fidéicommis 1200, rue Daniel-Johnson O, Bureau 7000 J2S 7K7 QC	2019-08-31			1 455,00 $	1 651,92 $
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201548011	450737	Therrien Couture s.e.n.c.r.l.	en fidéicommis 1200, rue Daniel-Johnson O, Bureau 7000 J2S 7K7 QC	2021-08-31			665,76 $	738,50 $
Total DT Ouest-de-la-Montérégie							**0,00 $**	**2 120,76 $**	**2 390,42 $**
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316017	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 QC	2020-10-14	2020-11-18		831,00 $	955,44 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416024	692264	Me Cathy Savard, notaire inc.	206-1390, boulevard Wallberg G8L 0H9 QC	2020-10-25	2021-06-16	28,25 $	2 024,00 $	2 355,34 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416024	692264	Me Cathy Savard, notaire inc.	206-1390, boulevard Wallberg G8L 0H9 QC	2019-06-06	2021-06-16	71,00 $	3 198,32 $	3 748,27 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416060	762274	Christel Simard-Monast, notaire inc.	75, boul. Saint-Luc G8B 6W7 QC	2021-12-01	2022-01-18	164,00 $	20 724,99 $	23 992,56 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416092	692264	Me Cathy Savard, notaire inc.	206-1390, boulevard Wallberg G8L 0H9 QC	2021-05-04	2021-05-20	189,00 $	2 227,25 $	2 749,78 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516014	639935	Beaulieu, Claire (notaire)	655, boul. René-Lévesque Ouest G1S 1T1 QC	2020-11-05	2020-11-19	136,00 $	2 100,00 $	2 550,48 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616047	762274	Christel Simard-Monast, notaire inc.	75, boul. Saint-Luc G8B 6W7 QC	2021-04-22	2021-04-22	126,00 $	1 102,49 $	1 393,58 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201716008	867091	De Champlain Girard & associés, notaire inc.	2300, boulevard René-Lévesque G7S 5Y5 QC	2020-10-05	2020-11-18	126,00 $	500,00 $	700,88 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201816005	414307	Collard, Jean-Pierre (notaire)	184, Jacques-Cartier Est G7H 1Y5 QC	2020-09-08	2021-06-04	138,00 $	1 800,00 $	2 207,55 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201816007	414307	Collard, Jean-Pierre (notaire)	184, Jacques-Cartier Est G7H 1Y5 QC	2020-10-08	2021-06-04	132,00 $	1 500,00 $	1 856,63 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201816018	170231	Linda Beaulac, Notaire	2344, avenue du Pont Sud G8B 5V2 QC	2021-05-26	2021-05-27	154,00 $	6 058,75 $	7 120,05 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201816024	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest G8B 1M8 QC	2021-11-15	2021-11-25	280,00 $	2 350,00 $	2 981,91 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201916007	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest G8B 1M8 QC	2021-11-10	2021-11-25	289,00 $	2 350,00 $	2 990,91 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201916010	170231	Linda Beaulac, Notaire	2344, avenue du Pont Sud G8B 5V2 QC	2021-10-05	2021-10-06	131,00 $	1 155,00 $	1 458,96 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016012	762274	Christel Simard-Monast, notaire inc.	75, boul. Saint-Luc G8B 6W7 QC	2021-09-29	2021-10-20		625,00 $	718,59 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016021	73683	Tremblay, Gratien (notaire)	401 Avenue du Pont Nord G8B 5E4 QC	2021-06-07	2021-11-25	138,00 $	1 480,00 $	1 839,63 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016049	344263	Nancy, Emond (notaire)	155, rue Armand Ouest G8B 4B6 QC	2020-11-09	2020-11-23	155,00 $	2 436,00 $	2 955,79 $
Total DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est							**2 257,25 $**	**52 462,80 $**	**62 576,35 $**
Région de la Mauricie	6201728010	1225214	Dumont, Dupuis, Germain, Pruneau, notaires inc.	202-10, rue Vaillancourt G8T 1Y5 QC	2021-11-22	2022-01-14	320,00 $	465,75 $	855,50 $
Région de la Mauricie	6201728010	1225214	Dumont, Dupuis, Germain, Pruneau, notaires inc.	202-10, rue Vaillancourt G8T 1Y5 QC	2021-11-22	2021-12-07	153,00 $	1 152,90 $	1 478,55 $
Région de la Mauricie	6201728024	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	100-883, boul. Des Forges G8Z 1T7 QC	2020-12-13	2020-12-13	126,00 $	1 342,00 $	1 668,96 $
Région de la Mauricie	6201728032	1111591	Leblanc Martin Bernier inc.	1350, rue Royale, bureau 1000 G9A 4J4 QC	2020-12-23	2021-12-06	140,00 $	864,53 $	1 134,00 $
Région de la Mauricie	6201928012	1242782	GBM notaires s.e.n.c.r.l.	2460, avenue Saint-Marc G9N 2J7 QC	2021-12-08	2022-01-31	132,00 $	872,25 $	1 134,87 $
Région de la Mauricie	6202028046	859854	Michel Massicotte Notaire inc.	56, rue Fusey G8T2T7 QC	2021-11-08	2022-01-13	142,00 $	270,00 $	452,43 $
Région de la Mauricie	6202028047	352408	Parent, Lyne (notaire)	823, boulevard Thibeau G8T 7A7 QC	2021-11-02	2021-11-29	133,00 $	1 674,99 $	2 058,82 $
Total Région de la Mauricie							**1 146,00 $**	**6 642,42 $**	**8 783,13 $**
Région du centre du Québec	6201324008	297704	Villeneuve, Jean (notaire)	2820, boul. Bécancour G9H 3V8 QC	2020-10-31	2020-12-08	137,00 $	1 032,88 $	1 324,55 $
Région du centre du Québec	6201624039	938729	LPB Notaires et Conseillers juridiques inc.	639, rue Ste-Angèle G9A 1M7 QC	2021-08-02	2021-08-16	127,00 $	750,00 $	989,31 $
Région du centre du Québec	6201724034	408783	Levasseur & Thisdale, S.E.N.C.R.L.	16995, boul. des Acadiens G9H 0N8QC	2020-08-24	2020-12-04	141,00 $	500,00 $	715,88 $
Région du centre du Québec	6201724043	715298	Provencher, Blanchette, notaires inc.	517, rue St-Georges Sud G0X 1V0 QC	2020-04-17	2021-03-11	349,00 $	1 106,25 $	1 620,91 $
Région du centre du Québec	6201824000	1006120	Pellerin Potvin Gagnon sencrl	117 rue Notre-Dame Est G6P3Z9 QC	2021-05-28	2021-06-18	126,00 $	2 387,50 $	2 871,03 $

Région du centre du Québec	6201824005	1018084	Doyle Pineault Bédard, notaires s.e.n.c.r.l.	1574, avenue St-Édouard, C.P. 308 G6L 2Y8 QC	2021-11-18	2021-12-02	128,00 $	881,25 $	1 141,21 $
Région du centre du Québec	6201824010	1174418	Groupe RDL Solutions Juridiques inc.	200, rue Girouard J2C 4M8 QC	2021-11-02	2022-01-14	132,00 $	1 013,50 $	1 297,28 $
Région du centre du Québec	6201824015	709730	Durocher Dauphinais Julien, notaires inc.	2125, boulevard Lemire, bureau 220 J2B 8N8 QC	2020-11-18	2021-12-09	146,00 $	1 200,00 $	1 525,70 $
Région du centre du Québec	6201824016	1006120	Pellerin Potvin Gagnon sencrl	117 rue Notre-Dame Est G6P3Z9 QC	2021-05-28	2021-06-21	265,00 $	1 282,50 $	1 739,56 $
Région du centre du Québec	6201924012	1220801	Brigitte Delisle, notaire	459, avenue du Collège G0N 1G0 QC	2021-09-03	2021-09-09	24,00 $	1 152,00 $	1 348,51 $
Région du centre du Québec	6201924012	1220801	Brigitte Delisle, notaire	459, avenue du Collège G0N 1G0 QC	2022-02-22	2022-02-23	272,00 $	1 792,00 $	2 332,35 $
Région du centre du Québec	6201924017	368648	Lesieur & Veillette Notaires inc.	20, rue Monseigneur-Comtois G8T 9B5 QC	2021-11-10	2022-01-14	19,00 $	1 650,00 $	1 916,09 $
Région du centre du Québec	6201924029	1018084	Doyle Pineault Bédard, notaires s.e.n.c.r.l.	1574, avenue St-Édouard, C.P. 308 G6L 2Y8 QC	2021-09-16	2021-10-01	0,00 $	400,00 $	459,90 $
Total Région du centre du Québec							**1 866,00 $**	**15 147,88 $**	**19 282,28 $**
Total général							**44 630,86 $**	**419 531,11 $**	**526 939,06 $**

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
Service expertise immobilière	6201368006	298081	Isaacson, Levy & Steinberg	Me Sandor Steinberg 1130, rue Sherbrooke O uest, bureau 210 H3A 2M8 QC	2021-04-22		150,00 $	3 750,00 $	4 461,56 $
Service expertise immobilière	6201368007	444911	Notaire-Direct inc.	3750, boulevard Crémazie Est Bureau 425 H 2A 1B6 QC	2021-07-15	2021-10-08	5,00 $	801,36 $	926,37 $
Service expertise immobilière	6201368058	1202066	Cavaleri Donatelli notaires inc.	5270, rue Jean-Talon Est H1S 1L3 QC	2021-04-28		175,00 $	1 500,00 $	1 899,63 $
Service expertise immobilière	6201368062	1202066	Cavaleri Donatelli notaires inc.	5270, rue Jean-Talon Est H1S 1L3 QC	2021-04-28		308,00 $	1 900,00 $	2 492,53 $
Service expertise immobilière	6201668001	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H 3A 3H3 QC	2021-05-13	2021-04-28	51,25 $	2 044,26 $	2 401,63 $
Service expertise immobilière	6201768089	1200670	Sansfaçon Notaires inc.	8780, avenue Henri-Julien H2M 1M4 QC	2021-05-21	2021-06-21		405,00 $	465,65 $
Service expertise immobilière	6201768089	1200670	Sansfaçon Notaires inc.	8780, avenue Henri-Julien H2M 1M4 QC	2021-05-21	2021-06-21	25,50 $	162,50 $	212,34 $
Service expertise immobilière	6201768089	1200670	Sansfaçon Notaires inc.	8780, avenue Henri-Julien H2M 1M4 QC	2021-08-12	2021-09-30		1 425,00 $	1 638,39 $
Service expertise immobilière	6201768131	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H 3A 3H3 QC	2021-05-05	2021-05-05	7,00 $	1 974,39 $	2 277,06 $
Service expertise immobilière	6201868014	1195900	De Barros, Giammarella s.a.	1660, boulevard de la Côte-Vertu H4L 2A3 QC	2021-02-11			858,50 $	987,08 $
Service expertise immobilière	6201968014	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC	2021-10-21	2021-11-10	271,00 $	1 754,66 $	2 288,42 $
Service expertise immobilière	6201968047	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	440, avenue Brochu, bureau 200 G4R 2W8 QC	2021-10-31	2021-11-09	127,00 $	1 725,68 $	2 111,10 $
Total Service expertise immobilière							398,00 $	18 301,35 $	22 161,76 $
Total général							398,00 $	18 301,35 $	22 161,76 $

P.71 LISTE DES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES RELATIFS À UNE POURSUITE ET/OU À UNE DÉFENSE, AVEC LE NOM DES PARTIES ET DES AVOCATS IMPLIQUÉS, LA NATURE DU DOSSIER ET LES MONTANTS DÉPENSÉS PAR CHAQUE PARTIE EN 2021-2022.

CONCERNANT LES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES HONORAIRES ET LES DÉPENSES DES AVOCATS MANDATÉS EN PRATIQUE PRIVÉE RELATIFS À UNE POURSUITE ET/OU À UNE DÉFENSE, NOUS VOUS RÉFÉRONS AUX MANDATS LISTÉS À LA QUESTION P.70 QUI FOURNIT CETTE INFORMATION.

P.72 LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATION, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR L'ANNÉE 2021-2022.

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
GRÉGOIRE, MARIE ANNIK	300 $/H	AGIR À TITRE D'EXPERTE-CONSEIL EN MATIÈRE DE DROIT HYPOTHÉCAIRE.	13 170 $

P.73 LISTE, COÛTS ET DÉTAIL DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES OU JURISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE QUI ONT DÉJÀ ÉTÉ À L'EMPLOI DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. PRÉCISER LA DATE DE LA FIN DE LEUR EMPLOI.

AUCUN.

P.74 NOMBRE D'ETC DÉDIÉS AU BUREAU DE LA LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE ET LA LISTE DES POSTES EN INDIQUANT S'ILS SONT COMBLÉS.

LE BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE COMPTE QUATRE ETC : UN COORDONNATEUR ET TROIS AGENTS DE RECHERCHE ET DE PLANIFICATION SOCIO-ÉCONOMIQUE. TOUS LES POSTES SONT COMBLÉS.

P.75 POUR 2021-2022, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DE SA MISE EN ŒUVRE.

EN 2021-2022, 1,8 M$ ONT ÉTÉ INVESTIS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE.

L'ÉTAT DE SITUATION DE SA MISE EN ŒUVRE EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.76.

P.76 POUR 2021-2022, INDIQUER LES MESURES OU ACTIONS MISES EN ŒUVRE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE À L'HOMOPHOBIE.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ) EST RESPONSABLE DE LA COORDINATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022, DÉVOILÉ EN MAI 2017. DEPUIS 2018, IL PRODUIT À CHAQUE ANNÉE UN BILAN DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN LA MATIÈRE QU'IL DIFFUSE SUR LA PAGE WEB DU BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE (BLCHT).

EN 2021-2022, LE MJQ A POURSUIVI LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES DU PLAN D'ACTION SOUS SA RESPONSABILITÉ, SOIT:

MESURE 9 — SOUTENIR LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ENGAGÉS DANS LA LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE
MESURE 17 — ACTUALISER LE CORPUS LÉGISLATIF QUÉBÉCOIS POUR ASSURER L'ÉGALITÉ DES PARENTS DE MINORITÉS SEXUELLES
MESURE 24 — RENFORCER LA SENSIBILISATION DES INTERVENANTES ET DES INTERVENANTS DE LA SANTÉ, DES SERVICES SOCIAUX, DE L'ENSEIGNEMENT ET DES SERVICES PUBLICS OU COMMUNAUTAIRES SUR LES RÉALITÉS DES PERSONNES DE MINORITÉS SEXUELLES
MESURE 32 — APPUYER LA RECHERCHE SUR LES RÉALITÉS LGBT
MESURE 37 — RÉALISER UNE ENQUÊTE SUR LE PARCOURS JUDICIAIRE DE PARENTS DE MINORITÉS SEXUELLES
MESURE 38 — FAVORISER LE PLEIN DÉPLOIEMENT DES ACTIVITÉS DU BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE

P.77 POUR 2021-2022, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022. ÉTAT DE SITUATION AU 31 MARS 2022, DE SA MISE EN ŒUVRE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.75.

P.78 POUR 2021-2022, INDIQUER LES MESURES OU ACTIONS MISES EN ŒUVRE DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.76.

P.79 ACTIONS ENTREPRISES EN VUE DU RENOUVELLEMENT DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE.

DES TRAVAUX SONT EN COURS EN VUE D'ÉLABORER UN PROCHAIN PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL.

P.80 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉS INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2021-2022. INDIQUER LES DATES ET LES LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHAQUE RENCONTRE, AINSI QUE LES OBJECTIFS À POURSUIVRE. INDIQUER LES RENCONTRES À L'AGENDA POUR 2022-2023.

RÉUNIONS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022

DATE	LIEU	PARTICIPANTS
21 AVRIL 2021	RENCONTRE VIRTUELLE	VICKY BABIN, SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE JONATHAN BOISVERT, MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE LOUIS-SIMON CORRIVEAU, MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE IVELINE FOURN, MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE FRÉDÉRICK GAGNÉ, MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX MARC-ANDRÉ GIRARD, MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE JOVAN GUÉNETTE, SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS VÉRONIQUE LAFLAMME, MINISTÈRE DE LA FAMILLE ANDRA LORENT, MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR MARIE-EVE MARTIN, MINISTÈRE DE LA JUSTICE ROGER NOËL, MINISTÈRE DE LA JUSTICE AUDREY NORMAND-LANIEL, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ROMANE ST-LAURENT, SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE PRISCILLA TACHÉ, MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX CATHERINE VALLIÈRES-ROLAND, MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE SIMON VILLENEUVE, MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION
16 JUIN 2021	RENCONTRE VIRTUELLE	VICKY BABIN, SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE JONATHAN BOISVERT, MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE JACQUES BUREAU, MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION LOUIS-SIMON CORRIVEAU, MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ANNIE DESAULNIERS, MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION STÉPHANIE DUMOUCHEL, MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (EN REMPLACEMENT D'ANDRA LORENT) IVELINE FOURN, MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE FRÉDÉRICK GAGNÉ, MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX MARC-ANDRÉ GIRARD, MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE JOVAN GUÉNETTE, SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS VÉRONIQUE LAFLAMME, MINISTÈRE DE LA FAMILLE MARIE-EVE MARTIN, MINISTÈRE DE LA JUSTICE ROGER NOËL, MINISTÈRE DE LA JUSTICE AUDREY NORMAND-LANIEL, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ROMANE ST-LAURENT, SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE BARBARA SOUSA, MINISTÈRE DE LA JUSTICE (OBSERVATRICE) PRISCILLA TACHÉ, MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX SIMON VILLENEUVE, MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION
22 SEPTEMBRE 2021	RENCONTRE VIRTUELLE	AÏCHA AHMED, MINISTÈRE DE LA JUSTICE (OBSERVATRICE) MÉLANIE BEAULIEU, MINISTÈRE DE LA JUSTICE (OBSERVATRICE) CATHIA LAROQUE, SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE HUGUES DORÉ, MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE JACQUES BUREAU, MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION LOUIS-SIMON CORRIVEAU, MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ANNIE DESAULNIERS, MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION ANDRÉE-ANNE DÉRY, MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR IVELINE FOURN, MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE FRÉDÉRICK GAGNÉ, MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX MARC-ANDRÉ GIRARD, MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE JOVAN GUÉNETTE, SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS VÉRONIQUE LAFLAMME, MINISTÈRE DE LA FAMILLE MARIE-EVE MARTIN, MINISTÈRE DE LA JUSTICE ROGER NOËL, MINISTÈRE DE LA JUSTICE CHRISTOPHER PILOTE, SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE SIMON VILLENEUVE, MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION

P.81 ACTIONS ENTREPRISES EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LUTTER CONTRE LES THÉRAPIES DE CONVERSION.

LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES THÉRAPIES DE CONVERSION 2021-2023 A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 11 DÉCEMBRE 2021, COMME LE PRÉVOIT LA *LOI VISANT À PROTÉGER LES PERSONNES CONTRE LES THÉRAPIES DE CONVERSION DISPENSÉES POUR CHANGER LEUR ORIENTATION SEXUELLE, LEUR IDENTITÉ DE GENRE OU LEUR EXPRESSION DE GENRE* (RLRQ, CHAPITRE 42.2), ADOPTÉE LE 9 DÉCEMBRE 2020.

P.82 MESURES MISES EN PLACE POUR PUBLICISER L'INTERDICTION DES THÉRAPIES DE CONVERSION AU QUÉBEC.

DES TRAVAUX SONT EN COURS EN VUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE 1 DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES THÉRAPIES DE CONVERSION (2021-2023), SOIT « METTRE EN ŒUVRE UNE STRATÉGIE D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ». CETTE MESURE COMPREND UNE CAMPAGNE D'INFORMATION POUR SENSIBILISER LA POPULATION AUX THÉRAPIES DE CONVERSION, DE MÊME QUE LA CRÉATION D'UNE PAGE WEB DÉDIÉE SUR LE SITE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (QUEBEC.CA).

P.83 **POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, IDENTIFIER ET VENTILER (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS EN 2021-2022; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.**

FONDS ACCÈS JUSTICE

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	LOYER	MASSE SALARIALE	AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
BAS-SAINT-LAURENT	35 720 $	420 656 $	47 441 $
CÔTE-NORD	30 500 $	365 517 $	47 975 $
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	27 225 $	329 665 $	51 344 $
GRAND MONTRÉAL	78 913 $	844 445 $	65 740 $
MAURICIE	39 050 $	369 789 $	56 355 $
MONTÉRÉGIE	89 500 $	784 215 $	93 789 $
NUNAVIK	54 410 $	264 797 $	151 936 $
OUTAOUAIS	83 080 $	367 826 $	35 160 $
QUÉBEC	91 878 $	716 898 $	170 476 $
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	42 850 $	368 484 $	35 387 $

P.84 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2021-2022; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.

FONDS ACCÈS JUSTICE

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS	NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS	NOMBRE DE BÉNÉVOLES
BAS-SAINT-LAURENT	4	2	S.O.
QUÉBEC	6	4	S.O.
MONTRÉAL	6	6	S.O.
OUTAOUAIS	4	1	15
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	4	1	S.O.
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	4	1	10
MONTÉRÉGIE	6	5	2
CÔTE-NORD	4	1	S.O.
MAURICIE	4	1	1
NUNAVIK	3	0	S.O.
LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	6	0	S.O.

* LE NOMBRE D'EMPLOYÉS NE TIENT PAS COMPTE DES POSTES ÉTUDIANTS.
** LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES NE TIENT PAS COMPTE DES ADMINISTRATEURS.

P.85 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS) EN 2021-2022.

FONDS ACCÈS JUSTICE

NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS EN 2021-2022

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	INFORMATION JURIDIQUE	PRÉMÉDIATION FAMILIALE*	PRÉMÉDIATION PETITES CRÉANCES**	SÉANCES D'INFORMATION
BAS-SAINT-LAURENT	1 347	160 (143 DOSSIERS)	180 (125 DOSSIERS)	7 SÉANCES 178 PARTICIPANTS
GRAND-MONTRÉAL	3 699	582 (508 DOSSIERS)	374 (238 DOSSIERS)	9 SÉANCES 670 PARTICIPANTS
QUÉBEC	1 812	251 (224 DOSSIERS)	332 (175 DOSSIERS)	16 SÉANCES 602 PARTICIPANTS
OUTAOUAIS	1 397	182 (158 DOSSIERS)	193 (118 DOSSIERS)	22 SÉANCES 313 PARTICIPANTS
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA MADELEINE	903	54 (49 DOSSIERS)	278 (211 DOSSIERS)	13 SÉANCES 197 PARTICIPANTS
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	996	66 (60 DOSSIERS)	243 (153 DOSSIERS)	34 SÉANCES 566 PARTICIPANTS
MONTÉRÉGIE	1 816	294 (291 DOSSIERS)	314 (232 DOSSIERS)	14 SÉANCES 316 PARTICIPANTS
CÔTE-NORD	627	24 (23 DOSSIERS)	247 (192 DOSSIERS)	18 SÉANCES 279 PARTICIPANTS
MAURICIE	1 573	134 (125 DOSSIERS)	261 (149 DOSSIERS)	33 SÉANCES 635 PARTICIPANTS
NUNAVIK	217	S.O.	S.O.	S.O.
LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	s.o.	491 (443 DOSSIERS)	397 (225 DOSSIERS)	5 SÉANCES 30 PARTICIPANTS

LES CHIFFRES PRÉSENTÉS INDIQUENT LE NOMBRE DE CITOYENS REJOINTS PAR CHACUN DES SERVICES.

* LE NOMBRE DE CITOYENS RENCONTRÉS DANS LE CADRE DE LA PRÉMÉDIATION FAMILIALE EST SIMILAIRE AU NOMBRE DE DOSSIERS. CELA S'EXPLIQUE PAR LE FAIT QUE DANS UNE GRANDE MAJORITÉ DE DOSSIERS, SEUL L'EX-CONJOINT AYANT INITIÉ LA DEMANDE DE SERVICES FAIT AFFAIRE AVEC LE CJP.

** DANS LE CAS DES PETITES CRÉANCES, LE NOMBRE DE CITOYENS RENCONTRÉS EST SUPÉRIEUR AU NOMBRE DE DOSSIERS, PUISQUE DANS PLUSIEURS CAS, LES DEUX PARTIES PARTICIPENT À LA PRÉMÉDIATION.

P.92 POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS.

DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES POUR L'ANNÉE 2021-2022	
DISTRICT JUDICIAIRE	**DÉLAI MÉDIAN (EN JOURS)**
ABITIBI	260
ALMA	224
ARTHABASKA	292
BAIE-COMEAU	290
BEAUCE	290
BEAUHARNOIS	243
BEDFORD	331
BONAVENTURE	238
CHARLEVOIX	264
CHICOUTIMI	289
DRUMMOND	306
FRONTENAC	225
GASPÉ	179
GATINEAU	330
IBERVILLE	318
JOLIETTE	352
KAMOURASKA	211
LABELLE	247
LAVAL	400
LONGUEUIL	304
MINGAN	341
MONTMAGNY	205
MONTRÉAL	377
MÉGANTIC	427
PONTIAC	342
QUÉBEC	321
RICHELIEU	252
RIMOUSKI	174
ROBERVAL	179
ROUYN-NORANDA	221
SAINT-FRANÇOIS	282
SAINT-HYACINTHE	266
SAINT-MAURICE	309
TERREBONNE	293
TROIS-RIVIÈRES	287
TÉMISCAMINGUE	220
ENSEMBLE DU QUÉBEC	**304**

SOURCE : SYSTÈME DE GESTION DES CAUSES CRIMINELLES (PLUMITIF M013).

LA NOTION DE CAUSE CORRESPOND À UNE DÉNONCIATION ET UN ACCUSÉ.

LE DÉLAI MÉDIAN D'UNE CAUSE CRIMINELLE EST MESURÉ EN JOURS À PARTIR DE LA DATE DU DÉPÔT DES ACCUSATIONS JUSQU'À LA DATE DE FERMETURE D'UNE CAUSE. LE DÉLAI MÉDIAN PERMET D'ÉTABLIR QUE 50 % DES CAUSES CRIMINELLES ONT UN DÉLAI INFÉRIEUR AU RÉSULTAT PRÉSENTÉ. LA DATE DE FERMETURE CORRESPOND À LA DATE DU PRONONCÉ DE LA SENTENCE POUR LES CAUSES OÙ L'ACCUSÉ A PLAIDÉ COUPABLE OU A ÉTÉ RECONNU COUPABLE. POUR LES CAUSES OÙ L'ACCUSÉ A PLAIDÉ NON-COUPABLE OU QUE LES ACCUSATIONS SE SONT CONCLUES PAR UN VERDICT AUTRE QUE COUPABLE, LA DATE DE FERMETURE CORRESPOND À LA DATE DE DÉCISION RENDUE PAR LE JUGE. LES CAUSES DE JURIDICTION 01 ONT ÉTÉ RETENUES ET LES CAUSES TRANSFÉRÉES DANS D'AUTRES DISTRICTS JUDICIAIRES SONT COMPTABILISÉES UNE FOIS. LE DÉLAI REPRÉSENTE DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES PAR LA COUR DU QUÉBEC ET PAR LA COUR SUPÉRIEURE, ET EXCLUT LES POURSUITES SOMMAIRES ENTENDUES PAR LES COURS MUNICIPALES.

P.93 ÉVOLUTION PAR MOIS DES EFFECTIFS DANS LE NORD (NOTAMMENT JUGES, TRAVAILLEURS PARAJUDICIAIRES, INTERPRÈTES ET PROCUREURS).

POUR 2021-2022, DEUX EMPLOYÉES INUITES, ÉTAIENT AFFECTÉES DANS LE NORD-DU-QUÉBEC, SOIT UNE À PUVIRNITUQ ET UNE À KUUJJUAQ. IL S'AGIT D'EMPLOYÉES CONTRACTUELLES SANS DROIT DE RAPPEL.

CETTE RÉGION EST DESSERVIE PAR LA COUR ITINÉRANTE DU QUÉBEC (TERRITOIRES CRIS ET INUITS).

P.94 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAI DÉRAISONNABLE. INDIQUER LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE.

EN MATIÈRE CRIMINELLE, UNE NOUVELLE SOLUTION INFORMATIQUE PERMET AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DE COMPTABILISER LES ARRÊTS DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES DEMANDÉS PAR LA DÉFENSE ET AUTORISÉS PAR UN JUGE, DEPUIS LE 1ER AVRIL 2021. CE SONT 13 ARRÊTS DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES DEMANDÉS PAR LA DÉFENSE ET AUTORISÉS PAR UN JUGE QUI ONT ÉTÉ COMPTABILISÉS EN 2021-2022 SELON L'INFORMATION SAISIE AUX PROCÈS-VERBAUX.

P.96 TOUT DOCUMENT PRÉPARÉ VISANT L'AMÉLIORATION DE L'ACCOMPAGNEMENT OU DU PARCOURS JUDICIAIRE D'UNE VICTIME DE VIOLENCE SEXUELLE ET CONJUGALE.

---

1. RECOMMANDATIONS DE « REBATIR LA CONFIANCE »

LE RAPPORT « REBÂTIR LA CONFIANCE » PROPOSE 190 RECOMMANDATIONS AFIN D'ATTEINDRE UN CHANGEMENT DE CULTURE EN MATIÈRE D'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, TANT EN MATIÈRE PSYCHOSOCIALE QU'EN MATIÈRE DE JUSTICE. LES RECOMMANDATIONS SONT EN ANALYSE DANS TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISÉS ET LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE COORDONNE LES TRAVAUX. AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, PLUSIEURS MESURES SONT PRÉVUES AFIN DE RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS LE VISANT, DONT CELLES LIÉES À L'ADOPTION DE LA LOI VISANT À AIDER LES PERSONNES VICTIMES ET À FAVORISER LEUR RÉTABLISSEMENT ET DE LA LOI VISANT LA CRÉATION D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE.

LE TABLEAU SUIVANT BROSSE LE PORTRAIT DES TRAVAUX RELATIFS AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT :

#	RECOMMANDATIONS TERMINÉES
25	OCTROYER À TOUTES LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE OU DE VIOLENCE CONJUGALE LE DROIT À QUATRE HEURES DE CONSEILS JURIDIQUES GRATUITS, DANS TOUS LES DOMAINES DU DROIT, ET CE, INDÉPENDAMMENT DE LEUR REVENU.
26	OCTROYER À TOUTE PERSONNE VICTIME LE DROIT D'ÊTRE REPRÉSENTÉE GRATUITEMENT PAR UN AVOCAT LORSQUE L'ACCUSÉ SOUHAITE DÉPOSER UNE PREUVE RELATIVE À SON PASSÉ SEXUEL OU ACCÉDER À UN DE SES DOSSIERS PRIVÉS EN MAINS TIERCES.
27	OFFRIR AUX PERSONNES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE OU DE VIOLENCE CONJUGALE UN ACCÈS ÉLARGI À L'AIDE JURIDIQUE DANS LES SPHÈRES DU DROIT AUTRES QUE CELLES DU DROIT CRIMINEL.
30	CONSTITUER UNE BANQUE D'AVOCATS SPÉCIALISÉS EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, LA STRUCTURER EN FONCTION DES DOMAINES DE DROIT/MOTS-CLÉS EMPLOYÉS PAR LES PERSONNES VICTIMES ET ASSURER SA MISE À JOUR.
60	IMPLANTER DANS TOUTES LES RÉGIONS DE LA PROVINCE LE PROGRAMME ENFANT-TÉMOIN, QUI PERMET DE PRÉPARER LES ENFANTS À RENDRE TÉMOIGNAGE TOUT EN ÉVITANT D'ABORDER LES FAITS DE LA CAUSE.
64	MODIFIER LE CODE CRIMINEL POUR PRÉVOIR QUE LE JUGE DOIT, SUR DEMANDE, ORDONNER DES MESURES D'AIDE AU TÉMOIGNAGE AUX ADULTES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE OU DE VIOLENCE CONJUGALE, SAUF S'IL EST D'AVIS QUE CELA NUIRAIT À LA BONNE ADMINISTRATION DE LA JUSTICE
83	ENCOURAGER L'UTILISATION D'AUTRES MOYENS TECHNOLOGIQUES SUSCEPTIBLES D'AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DES PERSONNES VICTIMES ET PRÉVOIR QUE LES FRAIS AFFÉRENTS SOIENT REMBOURSÉS RAPIDEMENT ET FACILEMENT PAR L'INDEMNISATION AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS.
142	RÉVISER EN PROFONDEUR LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET LE FONCTIONNEMENT DE L'ORGANISME CHARGÉ DE L'APPLIQUER, EN ACCORDANT UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AUX DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE.
178	INSTAURER UN BUREAU DE L'OMBUDSMAN QUÉBÉCOIS DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS POUR ACTUALISER ET CONSOLIDER LES DROITS ET RECOURS ENCHÂSSÉS DANS LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES.
182	ENTREPRENDRE LA RÉVISION DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AFIN QU'ELLE SOIT MODERNISÉE ET HARMONISÉE AVEC LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES.

#	RECOMMANDATIONS EN COURS[1]
1	FOURNIR À LA PERSONNE VICTIME D'AGRESSION SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE UN SOUTIEN PSYCHOSOCIAL/JUDICIAIRE DÈS LE MOMENT OÙ ELLE DÉVOILE LES AGRESSIONS SUBIES, ET CE, QU'ELLE DÉCIDE OU NON DE DÉNONCER LE CRIME AUX AUTORITÉS POLICIÈRES.
2	MAINTENIR LE SOUTIEN PSYCHOSOCIAL/JUDICIAIRE DE LA PERSONNE VICTIME À TRAVERS L'ENSEMBLE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES.
3	ACCORDER AUX ORGANISMES D'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES LE FINANCEMENT NÉCESSAIRE À LA RÉDUCTION DES LISTES D'ATTENTE ET À LA BONIFICATION DES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT PSYCHOSOCIAL/JUDICIAIRE, ET CE, DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC
6	DÉVELOPPER DAVANTAGE L'OFFRE D'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES MINEURES EXPOSÉES À LA VIOLENCE CONJUGALE OU VICTIMES DE CRIMES SEXUELS.
7	ADOPTER UNE DIRECTIVE VOULANT QUE LES BESOINS D'ACCOMPAGNEMENT D'UNE PERSONNE MINEURE PUISSENT ÊTRE OFFERTS AVEC LE CONSENTEMENT D'UN SEUL DES DEUX PARENTS.
10	BONIFIER LES LIGNES SOS VIOLENCE CONJUGALE ET INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE EN OCTROYANT LES RESSOURCES NÉCESSAIRES À L'AMÉLIORATION DE L'ÉCOUTE, DE L'INFORMATION ET DU RÉFÉRENCEMENT ET ACCROÎTRE LA PROMOTION DE CES LIGNES D'APPEL AFIN DE MIEUX LES FAIRE CONNAÎTRE DE LA POPULATION EN GÉNÉRAL ET PLUS PARTICULIÈREMENT DES PERSONNES VICTIMES, DE LEURS PROCHES ET DES PERSONNES INTERVENANT AUPRÈS D'ELLES.
12	INSTAURER UN FONDS D'URGENCE POUR COMBLER LES BESOINS ESSENTIELS DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE OU D'AGRESSION SEXUELLE EN SITUATION D'URGENCE.
14	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER AUX INITIATIVES D'INTÉGRATION DES SERVICES ÉMANANT DE LA COMMUNAUTÉ.

#	RECOMMANDATIONS EN COURS[1]
15	METTRE EN PLACE UN PROJET PILOTE DE CENTRE DE SERVICES INTÉGRÉS POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, SOUS LA SUPERVISION DU SECRÉTARIAT À LA COORDINATION ET L'INTÉGRATION DES ACTIONS EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES ET CONJUGALES.
16	DÉVELOPPER DES SERVICES CULTURELLEMENT PERTINENTS EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE POUR LES AUTOCHTONES VIVANT EN COMMUNAUTÉS OU EN MILIEU URBAIN
19	ADOPTER LE PRINCIPE DIRECTEUR DE VALORISATION ET DE SÉCURISATION CULTURELLE, NÉCESSAIRE POUR FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE DES AUTOCHTONES, TANT À L'INTÉRIEUR QU'À L'EXTÉRIEUR DES COMMUNAUTÉS.
20	ASSURER UNE MEILLEURE REPRÉSENTATION DU PERSONNEL AUTOCHTONE, NOTAMMENT PAR L'EMBAUCHE DE PERSONNES AUTOCHTONES AU SEIN DES ORGANISMES D'AIDE ET DU SYSTÈME JUDICIAIRE.
23	OFFRIR À TOUS LES JUGES ET PROCUREURS APPELÉS À TRAVAILLER AVEC DES JUSTICIABLES ET DES VICTIMES ISSUES DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES UNE FORMATION RÉGULIÈRE
24	CRÉER UN CENTRE INTÉGRÉ DE SERVICES HOLISTIQUES DES PREMIÈRES NATIONS ET INUITS EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES ET VIOLENCE CONJUGALE AU SEIN DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN AGRESSIONS SEXUELLES ET VIOLENCE CONJUGALE.
31	OFFRIR À TOUS LES AVOCATS INSCRITS DANS CETTE BANQUE D'AVOCATS, INDÉPENDAMMENT DE LEUR CHAMPS D'EXPERTISE, UNE FORMATION PERTINENTE ET CONTINUE EN MATIÈRE D'AGRESSIO SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE.
61	DÉVELOPPER ET IMPLANTER POUR LES ADULTES VICTIME D'AGRESSION SEXUELLE OU DE VIOLENCE CONJUGALE, UN PROGRAMME SIMILAIRE AU PROGRAMME ENFANT-TÉMOIN, ET CE, DANS TOUTES LES RÉGIONS DE LA PROVINCE.
68	S'ASSURER QUE LES PREMIERS INTERVENANTS QUI ENTRENT EN CONTACT AVEC LA VICTIME L'INFORMENT DE LA MESURE DE DÉDOMMAGEMENT, L'AIDENT À DOCUMENTER LES DOMMAGES QU'ELLE A SUBIS ET LES PORTENT À LA CONNAISSANCE DU POURSUIVANT.
81	PRÉVOIR QUE DANS UN CONTEXTE D'URGENCE, LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET D'AGRESSION SEXUELLE REÇOIVENT LES SERVICES PUBLICS NÉCESSAIRES MÊME LORSQU'ELLES NE PEUVENT PRÉSENTER DES PAPIERS D'IDENTITÉ OU AUTRE DOCUMENTATION.
88	S'ASSURER QUE LES VICTIMES ET LES INTERVENANTS SOIENT INFORMÉS DES AVANTAGES ET DES INCONVÉNIENTS DU RECOURS À UNE ORDONNANCE CIVILE DE PROTECTION.
93	FAVORISER L'UTILISATION DE MOYENS DE COMMUNICATION QUI UTILISENT LA TECHNOLOGIE ACTUELLE (TEXTO, COURRIEL, ETC.) POUR REJOINDRE RAPIDEMENT LES PERSONNES VICTIMES.
94	S'ASSURER QUE LA COMMUNICATION DES CONDITIONS IMPOSÉES À L'ACCUSÉ PUISSE SE FAIRE PAR VOIE ÉLECTRONIQUE AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES QUI DISPOSENT DE CE MOYEN DE COMMUNICATION.
99	METTRE EN PLACE DANS TOUS LES PALAIS DE JUSTICE DES MESURES D'ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES VICTIMES AFIN DE LEUR PROCURER UN SENTIMENT DE PROTECTION.
100	PRÉVOIR QUE LE CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS INFORME LE GREFFIER DES PERSONNES VICTIMES PRÉSENTES DANS LEURS LOCAUX ET QUE CELLES-CI SOIENT APPELÉES DISCRÈTEMENT PAR TÉLÉPHONE PLUTÔT QUE PAR UN INTERPHONE ENTENDU DANS TOUT LE PALAIS DE JUSTICE.
102	DOTER TOUS LES PALAIS DE JUSTICE ET TOUS LES POINTS DE SERVICES D'UN NOMBRE SUFFISANT DE DISPOSITIFS D'AIDE AU TÉMOIGNAGE (TÉMOIGNAGE À DISTANCE, ÉCRAN, DISPOSITIF OÙ LA VICTIME NE VOIT PAS L'ACCUSÉ, ETC.) AINSI QUE DE SALLES PERMETTANT À LA VICTIME DE TÉMOIGNER À DISTANCE.
129	MODIFIER LE CODE CIVIL DU QUÉBEC POUR ASSURER UNE PRISE EN COMPTE DE LA VIOLENCE CONJUGALE DANS LA DÉTERMINATION DU « MEILLEUR INTÉRÊT » DE L'ENFANT, EN DROIT DE LA FAMILLE.
130	TENIR COMPTE DES PROBLÉMATIQUES DE L'AGRESSION SEXUELLE ET DE LA VIOLENCE CONJUGALE LORS DE LA RÉFORME PROCHAINE DE LA LÉGISLATION EN DROIT DE LA FAMILLE.
131	ÉTUDIER L'OPPORTUNITÉ DE METTRE SUR PIED UN PROGRAMME VOLONTAIRE DE FACILITATION FAMILIALE ADAPTÉ AUX SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE. CETTE ÉTUDE SE FERA EN COLLABORATION AVEC DES PARTENAIRES ET ORGANISMES D'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES.
135	REVOIR ET SIMPLIFIER LE PROCESSUS DE RÉSILIATION DE BAIL EN RAISON DE VIOLENCE CONJUGALE OU D'AGRESSION SEXUELLE PRÉVU À L'ARTICLE 1974.1 DU CODE CIVIL DU QUÉBEC.
142	RÉVISER EN PROFONDEUR LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET LE FONCTIONNEMENT DE L'ORGANISME CHARGÉ DE L'APPLIQUER, EN ACCORDANT UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AUX DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE.
144	S'ASSURER QUE LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES OU DE VIOLENCE CONJUGALE AIENT ACCÈS À DES SALLES D'ATTENTE SÉPARÉES DANS TOUTES LES INSTITUTIONS JURIDIQUES CONCERNÉES.
145	S'ASSURER QUE LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE OU DE VIOLENCE CONJUGALE AIENT ACCÈS À DES MESURES D'AIDE AU TÉMOIGNAGE, DANS TOUTES LES SPHÈRES DU DROIT.

#	Recommandations en cours[1]
147	Recenser et évaluer les programmes de justice réparatrice qui s'adressent aux personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale pour s'assurer qu'ils tiennent compte des spécificités de ces formes de criminalité, qu'ils assurent la sécurité des personnes victimes et qu'ils répondent à leurs besoins.
148	Travailler en collaboration avec des expert.e.s autochtones de la justice réparatrice dans ce processus de recension et d'évaluation des programmes de justice réparatrice existants, afin de bénéficier de leur expertise en ce domaine.
153	Créer le poste de coordonnateur judiciaire afin d'améliorer la circulation de l'information entre les tribunaux, la coordination des dossiers et la cohérence des décisions rendues.
155	Soutenir les mesures de communication et de coordination mises en place par des moyens technologiques développés en symbiose avec le projet de « Transformation Organisationnelle de la Justice ».
156	Instaurer un Tribunal spécialisé en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale au sein de la Cour du Québec.
157	Déployer le tribunal spécialisé à l'échelle provinciale pour desservir toutes les régions en s'adaptant aux réalités urbaines et régionales.
158	Assurer un environnement sécuritaire et accueillant pour les personnes victimes et leurs proches et leur offrir des installations physiques minimisant les contacts avec l'accusé.
159	Réserver des salles d'audience sécurisantes pour les personnes victimes, avec des rôles dédiés aux dossiers d'agressions sexuelles et de violence conjugale.
160	Rendre disponibles les dispositifs d'aide au témoignage dans tous les palais de justice et points de service.
161	Offrir à tous ceux qui œuvrent au tribunal spécialisé, allant des officiers de justice aux intervenant.e.s spécialisé.e.s, une formation spécifique et continue sur les problématiques des agressions sexuelles et de la violence conjugale
166	Doter le tribunal spécialisé de postes de coordonnateur judiciaire pour assurer la circulation de l'information pertinente entre les différentes instances judiciaires.
167	Assurer, au Tribunal spécialisé, des services d'accompagnement en agressions sexuelles et en violence conjugale offerts par des intervenant.e.s spécialisé.e.s et dédié.e.s.
168	Assurer, au Tribunal spécialisé, la présence des services suivants afin de répondre adéquatement aux besoins des victimes
169	Instaurer et regrouper les services destinés aux personnes autochtones au sein du Centre intégré d'aide et de services holistiques des Premières Nations et Inuits en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale.
170	Mandater un comité multidisciplinaire, composé de représentants des parties prenantes du tribunal spécialisé, pour s'assurer qu'il rencontre les objectifs fixés et adopter les changements jugés nécessaires à sa réussite.
171	Doter le tribunal spécialisé d'un service de recherche ayant notamment le mandat de documenter les meilleures pratiques et de compiler les informations nécessaires aux travaux du comité de suivi.
172	Assurer la tenue plus détaillée de statistiques en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale, en conformité avec les principes de l'analyse différenciée selon les sexes plus
173	Améliorer les processus de transmission d'informations à la personne victime en utilisant des méthodes technologiques plus à jour telles que le courriel et les textos
174	Améliorer l'information transmise aux intervenant.e.s, notamment concernant les droits des personnes victimes, les obligations des différentes instances et les mécanismes mis en place, afin de leur permettre de mieux accompagner les personnes victimes.
175	Assurer une plus large diffusion de l'information concernant les droits et recours prévus à Charte canadienne des droits des victimes auprès de divers organismes (ex. : réseau d'aide aux personnes victimes, aide juridique, regroupements provinciaux, etc.), et ce partout au Québec.
176	Mettre en place des mécanismes simples et rapides et des outils permettant d'accueillir et de traiter les plaintes formulées par les personnes victimes lorsqu'elles considèrent que leurs droits à l'information, à la protection, à la participation et au dédommagement n'ont pas été respectés.
179	Promouvoir l'information sur les droits et recours des personnes victimes par divers moyens, afin de rejoindre un plus grand nombre de victimes ainsi que le public en général.

#	RECOMMANDATIONS EN COURS[1]
180	SOUTENIR ET ENCOURAGER LA PROMOTION DE LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES AINSI QUE DES MESURES, SERVICES ET PROGRAMMES PERMETTANT AUX PERSONNES VICTIMES D'ACCÉDER À LEURS DROITS ET RECOURS.
181	RECONNAÎTRE ET SOUTENIR FINANCIÈREMENT LES INITIATIVES PERMETTANT D'ASSURER ET DE CONSOLIDER LA MISE EN ŒUVRE DE LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES.
183	S'ASSURER QUE L'ENSEMBLE DES INTERVENANT.E.S PSYCHOSOCIAUX, JUDICIAIRES ET MÉDICAUX REÇOIVENT UNE FORMATION GÉNÉRALE ET MULTISECTORIELLE PORTANT SUR LES VIOLENCES SEXUELLES ET CONJUGALES ET ABORDANT NOTAMMENT LES DIFFÉRENTS ASPECTS CIBLÉS PAR LE COMITÉ, ET CE, DE MANIÈRE CONTINUE.

[1]CERTAINES RECOMMANDATIONS TOUCHENT D'AUTRES MINISTERES ET ORGANISMES.

2. LES TRAVAUX RELATIFS AU TRIBUNAL SPECIALISE EN MATIERE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE

- AU COURS DE L'ANNÉE 2021-2022, LES TRAVAUX RÉALISÉS ONT PRINCIPALEMENT PERMIS DE DÉVELOPPER LE MODÈLE DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ ET DE DÉTERMINER LES CINQ PREMIERS DISTRICTS JUDICIAIRES VISÉS PAR LE PROJET PILOTE DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ. CEUX-CI ONT ÉTÉ ANNONCÉS EN DATE DU 26 JANVIER 2022 :
  - BEAUHARNOIS (PALAIS DE JUSTICE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD)
  - BEDFORD (PALAIS DE JUSTICE DE GRANBY)
  - DRUMMOND (PALAIS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE)
  - QUÉBEC (PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC)
  - SAINT-MAURICE (PALAIS DE JUSTICE DE LA TUQUE)

- LE PREMIER PROJET PILOTE A ÉTÉ LANCÉ AU PALAIS DE JUSTICE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD EN DATE DU 25 MARS 2022.

- EN 2021-2022 UN FINANCEMENT TOTAL DE 2 400 000 $ A ÉTÉ ACCORDÉ AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE AFIN D'AMORCER LES TRAVAUX INHÉRENTS AU DÉPLOIEMENT DU PROJET PILOTE DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE.

DE CE FINANCEMENT, 2 050 000 $ ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉS AU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (FAVAC) AFIN DE DÉMARRER LES TRAVAUX RELATIFS AU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ, NOTAMMENT DANS LES CINQ PREMIERS DISTRICTS ANNONCÉS PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE LE 26 JANVIER 2022. CE FINANCEMENT A D'AILLEURS POUR OBJECTIF L'AJOUT DE DE RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES AU SEIN DES CINQ CENTRES D'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) VISÉS PAR LA PREMIERE PHASE DE DÉPLOIEMENT (1 600 000$) DE MEME QUE POUR L'EXPÉRIENCE PILOTE DE CHIENS DE SOUTIEN À LA COUR POUR LES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS SEXUELLES OU CONJUGALES (450 000 $).

ÉGALEMENT, DE CONCERT AVEC L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUEBEC, LE MINISTERE EST A CONCEPTUALISER UNE ENQUETE QUI SERA MENEE AUPRES DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE AFIN D'ÉTABLIR LEUR EXPERIENCE EN REGARD DE LEUR PARCOURS JUDICIAIRES ET DE LEUR PARCOURS DE SOUTIEN. CES TRAVAUX BÉNÉFICIENT D'UN FINANCEMENT DE 200 000 $ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2021-2022.

FINALEMENT, 150 000 $ ONT PERMIS DE FINANCER LES EFFORTS DES RESSOURCES IMPLIQUÉES DANS LES TRAVAUX DE DEMARRAGE DE CE PROJET D'ENVERGURE.

3. PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2018-2023 EN MATIERE DE VIOLENCE CONJUGALE

LE QUATRIÈME PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL RATTACHÉ À LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 10 AOÛT 2018. UNE DOUZAINE DE MINISTÈRES ET ORGANISMES SONT RESPONSABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DES 56 ENGAGEMENTS INSCRITS DANS LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2018-2023 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. DE SON CÔTÉ LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, EST RESPONSABLE DE SIX MESURES.

EN 2021-2022, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A POURSUIVI SES TRAVAUX RELATIFS À LA MESURE : *FAVORISER L'ACCÈS ET LA MISE EN ŒUVRE DES ORDONNANCES DE PROTECTION EN MATIÈRE CIVILE* (10 000 $).

4. LIGNE TELEPHONIQUE DE CONSULTATION JURIDIQUE GRATUITE (COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES)

LE 27 SEPTEMBRE 2021 A EU LIEU LE LANCEMENT DU SERVICE DE CONSULTATION JURIDIQUE ET DE LA LIGNE 1-833-REBÂTIR DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES. CETTE DERNIÈRE PERMET AUX PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET SEXUELLE DE RECEVOIR UNE CONSULTATION JURIDIQUE GRATUITE DANS TOUS LES DOMAINES DU DROIT EN LIEN AVEC LA VIOLENCE VÉCUE ET SANS ÉGARD À LEURS REVENUS. RAPPELONS QUE CETTE MESURE DÉCOULE DE LA RÉALISATION D'UNE INITIATIVE 2020-2021 DU PLAN D'ACTION SPÉCIFIQUE POUR PREVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE A HAUT RISQUE DE DANGEROSITE ET ACCROITRE LA SECURITE DES VICTIMES 2020-2025.

ENTRE SEPTEMBRE 2021 ET MARS 2022, IL Y A EU UN TOTAL DE 7 673 CONSULTATIONS.

5. REFORME DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI VISANT À AIDER LES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET À FAVORISER LEUR RÉTABLISSEMENT A EU LIEU LE 13 OCTOBRE 2021. LES CHANGEMENTS APPORTÉS PAR LA RÉFORME ET LA FUSION DES DEUX ANCIENNES LOIS DE 1972 ET 1988 AURONT UN IMPACT DIRECT SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE ENTRE AUTRES AVEC :

- L'ABOLITION DE LA LISTE DES INFRACTIONS ADMISSIBLES POUR COUVRIR L'ENSEMBLE DES INFRACTIONS CONTRE LA PERSONNE;
- L'ABOLITION DU DÉLAI POUR PRÉSENTER LES DEMANDES CONCERNANT DES INFRACTIONS COMMISES EN CONTEXTE DE VIOLENCE SEXUELLE, CONJUGALE OU SUBIE PENDANT L'ENFANCE;
- L'ADMISSIBILITÉ DES INFRACTIONS COMMISES À L'ÉTRANGER;
- L'ÉLARGISSEMENT DE LA NOTION DE VICTIME POUR RECONNAÎTRE PLUS DE PERSONNES VICTIMES TOUT EN MODULANT L'OFFRE DE SERVICE SELON LEURS BESOINS;
- LA PRISE EN CHARGE PLUS RAPIDE DES BESOINS DES PERSONNES VICTIMES;
- L'ACCÈS À UN PLUS LARGE ÉVENTAIL DE PROFESSIONNELLES ET PROFESSIONNELS OFFRANT DES SERVICES DE SOUTIEN PSYCHOSOCIAL;
- L'INSTAURATION D'UNE AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE POUR SOUTENIR LES PERSONNES QUI DOIVENT QUITTER UNE SITUATION OÙ LEUR VIE OU LEUR INTÉGRITÉ EST MENACÉE;
- L'OBLIGATION DES MINISTÈRES ET ORGANISMES QUI INTERVIENNENT AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES DE SE DOTER D'UNE DÉCLARATION DE SERVICES FAISANT ÉTAT DE LEUR OFFRE DE SERVICES ET DE LEUR PROCÉDURE DE TRAITEMENT DES PLAINTES EN CAS D'INSATISFACTION.

6. AUTRES INITIATIVES EN REPONSE AUX RECOMMANDATIONS DE REBATIR LA CONFIANCE

LA DIRECTION DE L'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES A DEMANDE EN 2021-2022, UN MONTANT TOTAL DE 2 471 528 $ POUR LA REALISATION DES ACTIONS SUIVANTES :

- IMPLANTATION D'UN PROJET PILOTE DE CENTRE DE SERVICES INTEGRES POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET CONJUGALE DANS LA VILLE DE QUEBEC (980 000 $);
- DEVELOPPEMENT D'ACTIVITES DE COMMUNICATION ET D'OUTILS DE FORMATIONS PORTANT SUR LA LOI VISANT A AIDER LES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET A FAVORISER LEUR RETABLISSEMENT POUR LES INTERVENANTS QUI ACCOMPAGNENT LES PERSONNES VICTIMES (305 000 $);
- BONIFICATION DES SERVICES DU CENTRE D'INTERVENTION EN ABUS SEXUELS POUR LA FAMILLE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES ET LEURS FAMILLES (175 000 $);
- DEVELOPPEMENT ET PROMOTION D'UN OUTIL TECHNOLOGIQUE MODERNE POUR ACCROITRE L'ACCES A L'INFORMATION LIEE AUX DROITS ET RECOURS DES PERSONNES VICTIMES AINSI QUE SUR LE PROCESSUS JUDICIAIRE ET LES RESSOURCES DISPONIBLES (135 000 $);
- AMELIORATION DU SOUTIEN AUX ENFANTS, ADOLESCENTES ET ADOLESCENTS VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET PHYSIQUE VIA LE CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT (750 000 $);
- AMELIORATION DU SOUTIEN A L'ORGANISME COTE COUR POUR LEUR SERVICE SPECIALISE EN VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN MILIEU JUDICIAIRE CRIMINEL (126 528 $).

7. PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2021-2026 EN REPONSE AUX RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION SPECIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS

LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC A LANCE SON PREMIER PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIERE D'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS EN DECEMBRE 2021. LE MINISTERE DE LA JUSTICE EST PORTEUR DE 7 ACTIONS DONT 3 NECESSITENT DES INVESTISSEMENTS DE 1 795 000 $ EN 2021-2022. IL S'AGIT :

- ACTION 30 – FAVORISER LA PARTICIPATION DES PERSONNES VICTIMES D'EXPLOITATION SEXUELLE DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE, NOTAMMENT CELLES D'ÂGE MINEUR, PAR DES MESURES DE FACILITATION DU TÉMOIGNAGE (1 015 000 $ DONT 940 000 $ AU FAVAC) ;
- ACTION 33 – RENDRE DISPONIBLE UN NOUVEAU SERVICE DE CLAVARDAGE 24/7 PAR L'ENTREMISE DE LA LIGNE-RESSOURCE INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE (655 000 $ FAVAC) ;
- ACTION 34 – CRÉER UN PROGRAMME UNIQUE AU QUÉBEC DE MESURES DE RECHANGE AXÉ SUR L'INTERVENTION ET LA SENSIBILISATION VISANT À DIMINUER LA DEMANDE POUR L'ACHAT DE SERVICES SEXUELS (125 000 $ MINISTÈRE DE LA JUSTICE).

8. PLAN D'ACTION SPECIFIQUE POUR PREVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE A HAUT RISQUE DE DANGEROSITE ET ACCROITRE LA SECURITE DES VICTIMES 2020-2025

LANCE LE 3 DECEMBRE 2020, CE PLAN D'ACTION SPECIFIQUE PROPOSE UNE SERIE DE MESURES POUR ACCROITRE LA SECURITE DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE DONT DEUX SONT SOUS LA RESPONSABILITE DU MINISTERE DE LA JUSTICE :

- ACTION 1 : METTRE EN PLACE UN SERVICE JURIDIQUE D'URGENCE POUR DÉTERMINER, NOTAMMENT, LES DROITS DE GARDE D'ENFANTS EN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE (COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES)

LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES DU QUÉBEC A TRANSMIS EN JANVIER 2021 UNE NOUVELLE DIRECTIVE À L'INTENTION DE L'ENSEMBLE DE SES BUREAUX RÉGIONAUX DANS LE BUT D'ACCROÎTRE L'ACCESSIBILITÉ À DES SERVICES D'URGENCE, ET CE, SANS

PREUVE D'ADMISSIBILITÉ. CETTE MESURE A MENÉ AU DÉVELOPPEMENT DE LA LIGNE TÉLÉPHONIQUE DE CONSULTATION JURIDIQUE GRATUITE REBÂTIR DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES.

CETTE MESURE EST DONC TERMINÉE DEPUIS 2020-2021.

- ACTION 9 : METTRE EN PLACE UN PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE AFIN DE FACILITER LA SORTIE D'UN MILIEU DANGEREUX POUR LES PERSONNES VICTIMES NOTAMMENT DE VIOLENCE CONJUGALE

AFIN DE RÉPONDRE À PLUSIEURS BESOINS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ AINSI QU'À LA RECOMMANDATION #12 DU RAPPORT « REBÂTIR LA CONFIANCE », 433 300 $ A ÉTÉ VERSÉ EN 2021-2022 À L'ORGANISME SOS VIOLENCE CONJUGALE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA MISE EN SERVICE DE LA LIGNE D'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE (LAFU), ET CE, EN PARTENARIAT AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS.

LA LIGNE D'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE A POUR OBJECTIF DE PERMETTRE À DES PERSONNES VICTIMES DE QUITTER RAPIDEMENT UN ENVIRONNEMENT OÙ LEUR VIE OU LEUR SÉCURITÉ, OU CELLES DES PERSONNES À LEUR CHARGE, SONT COMPROMISES. L'ORGANISME POURRA AGIR À TITRE DE PORTE D'ENTRÉE POUR LES DEMANDES DE PERSONNES VICTIMES EN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE NOTAMMENT PAR LA COLLABORATION DE DIVERS INTERVENANTS TERRAIN.

LES SOMMES ACCORDÉES À L'ORGANISME ONT PERMIS NOTAMMENT L'EMBAUCHE D'EFFECTIFS SUPPLÉMENTAIRES. IL EST À NOTER QUE LE MINISTÈRE RÉPOND ÉGALEMENT EN PARTIE PAR CETTE MESURE À LA RECOMMANDATION #10 DU RAPPORT « REBÂTIR LA CONFIANCE » QUI VISE LA BONIFICATION DES SERVICES DE SOS VIOLENCE CONJUGALE.

PLUS RÉCEMMENT, LA LIGNE-RESSOURCE INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE EST ÉGALEMENT IMPLIQUÉE AUPRÈS DE CE PROJET AFIN DE RECEVOIR ET TRAITER LES DEMANDES D'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE LIÉES À UN CONTEXTE DE VIOLENCE SEXUELLE.

LA LAFU EST EN DÉPLOIEMENT GRADUEL DEPUIS LE 30 SEPTEMBRE 2021. LE SERVICE EST ACTUELLEMENT DISPONIBLE POUR LES RÉGIONS DE LAVAL, DE LA MONTÉRÉGIE, DE LANAUDIÈRE ET DES LAURENTIDES. DEPUIS LA MISE EN SERVICE DE LA LIGNE, 36 PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ DE L'AIDE FINANCIÈRE DONT 29 PERSONNES POUR DES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE, 6 DE VIOLENCE SEXUELLE ET 1 DE LA VIOLENCE FAMILIALE.

9. PLAN D'ACTIONS PRIORITAIRES DANS LE BUT DE PREVENIR LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES FEMINICIDES (2021-2026)

PRÉOCCUPÉ PAR LA CRISE DE FEMINICIDES QUI TOUCHE LE QUEBEC, LE 23 AVRIL 2021 LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC A ANNONCE UN INVESTISSEMENT DE 222,9 M$ DANS UN PLAN D'ACTIONS PRIORITAIRES DANS LE BUT DE PRÉVENIR LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES FÉMINICIDES (2021-2026). LE MINISTERE DE LA JUSTICE EST PORTEUR DE TROIS MESURES DONT UNE DES MESURES QUI EST PORTÉE PAR LE BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES.

LA MESURE A2 EST DE SOUTENIR DES SERVICES DE PROXIMITÉ CULTURELLEMENT PERTINENTS POUR ACCOMPAGNER DANS LEUR GUÉRISON LES HOMMES ET LES FEMMES AUTOCHTONES. LE LANCEMENT DE L'APPEL DE PROJETS A EU LIEU LE 8 DÉCEMBRE 2021 ET S'EST TERMINÉ LE 30 JANVIER 2022. UN MONTANT DE 425 882 $ A ÉTÉ VERSÉ EN 2021-2022.

LA MESURE 4 VISE À DÉPLOYER DE NOUVELLES ACTIVITÉS QUI CONSOLIDERONT L'INTERVENTION DE L'ORGANISME SOS VIOLENCE CONJUGALE. AFIN DE REPONDRE A CETTE MESURE, 3 ACTIONS ONT ETE IDENTIFIEES. LA MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU_SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE PLUS PERFORMANT, MISE EN SERVICE D'UN SYSTÈME DE CLAVARDAGE ET TEXTO DISPONIBLE 24/7 ET DÉVELOPPEMENT D'UNE APPLICATION MOBILE SUR LA DISPONIBILITÉ EN TEMPS RÉEL DANS LES MAISONS D'HÉBERGEMENT.

- LE SYSTEME TELEPHONIQUE N'EST PAS EN PLACE ACTUELLEMENT EN RAISON DE LA PANDEMIE. L'INSTALLATION EST PREVUE POUR L'ANNEE 2022-2023, UN MONTANT DE 9 855 $ A ETE VERSE EN 2021-2022.
- LE SYSTÈME DE CLAVARDAGE ET TEXTO EST EN SERVICE. COMME PLUSIEURS ORGANISMES, L'ENJEU LIÉ AUX RESSOURCES HUMAINES AFFECTE À L'OCCASION LA PRESTATION DE CES SERVICES. LES MONTANTS LIÉS À CETTE ACTION ONT ÉTÉ VERSÉS L'ANNEE PRECEDENTE.
- L'APPLICATION MOBILE A ETE DEVELOPPEE ET TESTEE. LA PREPARATION DES ENVOIS ET LA DISTRIBUTION DANS LES MAISONS D'HEBERGEMENT ONT DÉBUTÉ EN FÉVRIER 2022.

LA MESURE 5 VISE À FACILITER LA SORTIE D'UN MILIEU DANGEREUX POUR LES PERSONNES VICTIMES EN COUVRANT DES DÉPENSES LIÉES AU TRANSPORT ET À L'HÉBERGEMENT. CETTE MESURE EST RÉALISÉE DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION SPÉCIFIQUE POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE DANGEROSITÉ ET ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DES VICTIMES 2020-2025 (VOIR ACTION 9).

10. PROGRAMME TEMOIN-ENFANT ET AUTRES TEMOINS VULNERABLES DU RESEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

EN RÉPONSE AUX RECOMMANDATIONS #60 ET 61 DU RAPPORT « REBÂTIR LA CONFIANCE », UNE SUBVENTION DE 2 088 300 $ EN 2021-2022 A ÉTÉ OCTROYÉE AUX 17 CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AFIN D'ASSURER LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME TÉMOIN-ENFANT ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES AINSI QUE L'ADAPTATION DE CELUI-CI AUX CLIENTÈLES VULNÉRABLES DONT LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET DE VIOLENCE SEXUELLE. UN GUIDE D'INTERVENTION SPÉCIFIQUE EST D'AILLEURS EN PHASE DE RÉDACTION.

Ce programme permet notamment de soutenir les enfants devant témoigner à la cour en leur offrant un accompagnement personnalisé. Il a été développé en partenariat avec différents partenaires pour s'assurer d'accompagner les personnes victimes au mieux, tout en respectant les règles de la cour. Le programme sera également adapté dans le futur pour répondre aux besoins d'accompagnement particulier d'autres clientèles vulnérables, notamment les clientèles présentant un handicap physique, une déficience intellectuelle, un trouble du spectre de l'autisme, etc.

Le Programme est présentement disponible partout au Québec sauf sur les territoires du Nunavik et du territoire Cri pour des raisons d'adaptabilité culturelle. Ceci constitue d'ailleurs une des priorités du programme en 2022 avec l'aide des CAVAC concernés. En 2021-2022, une formation a été offerte à tous les procureurs du Québec affectés aux dossiers des mineurs.

Pour la période du 1er avril au 31 décembre 2021, le programme est identifié pour 157 témoins mineurs. De ceux-ci, 104 ont complété le programme et 71 ont eu à témoigner. La majorité des enfants et adolescents soutenus sont de jeunes filles (82 %) et sont âgés de 12 à 18 ans (68 %).

11. Projet-pilote de services d'accompagnement et de conseils juridiques – Clinique juridique Juripop

Le 9 décembre 2019, la Clinique juridique Juripop recevait une subvention du ministère de la Justice d'un total de 2,6 M$ pour la mise sur pied d'un projet-pilote de services d'accompagnement et de conseils juridiques pour les personnes victimes de violences sexuelles. La première phase de ce projet, débuté en juin 2020, s'est terminée en septembre 2021. Tout au long de cette première phase, 853 personnes ont fait une demande à Juripop relativement à ce service et 697 de ces personnes ont été acceptées.

Toutefois, le 27 septembre 2021, le ministre de la Justice annonçait, en compagnie de la Commission des services juridiques et de la clinique juridique Juripop deux nouvelles mesures pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale :

- La première mesure visait le lancement par la Commission des services juridiques d'un service téléphonique de consultation juridique sans frais pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, et ce, sans égard à leurs revenus et dans tous les domaines de droit. Cette mesure permet également à la personne victime d'être représentée, sans frais, par un avocat de la Commission des services juridiques en cas d'urgence. Il est à noter que l'entrée en vigueur de la *Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale* a permis de pérenniser ce service.

- La deuxième mesure annoncée visait la continuité de la première phase du projet Juripop susmentionné. Cette deuxième phase vise à créer une banque d'avocats spécialisés, afin de pouvoir recommander les personnes victimes qui ne sont pas admissibles à l'aide juridique à des avocats formés en violence sexuelle et en violence conjugale. Juripop est également mandaté pour créer des formations en violence sexuelle et en violence conjugale pour ces avocats, afin de se qualifier à la banque. Pour ce faire, l'organisme a reçu une subvention de 4,3 M$ sur 3 ans.

Ces deux mesures permettent de répondre aux recommandations du chapitre 5 du rapport *Rebâtir la confiance*.

P.97 VERSEMENTS DÉTAILLÉS EN 2021-2022, DU 50 M$ VISANT À RENFORCER LA PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES QUI A ÉTÉ ANNONCÉ DANS LE CADRE DU BUDGET DU QUÉBEC 2019-2020.

UN BUDGET DE 50 M$ A ÉTÉ OCTROYÉ AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DANS LE CADRE DU PLAN BUDGÉTAIRE 2019-2020 CONCERNANT L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES. LES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 2021-2022 SE DÉCLINENT COMME SUIT :

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	2021-2022
SERVICE *REBÂTIR* ET BANQUE D'AVOCATS SPÉCIALISÉS (COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ET CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP)	806 250 $
AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE (SOS VIOLENCE CONJUGALE ET INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE)	523 100 $
PROGRAMME TÉMOIN-ENFANT ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES (RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS)	2 088 300 $
FORMATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE POUR LES INTERVENANTS JUDICIAIRES (UNIVERSITÉ MCGILL)	200 000 $
DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (INSTAURATION DE LA POURSUITE VERTICALE)	2 680 000 $
AUTRES DÉPENSES (CAPSULES DE FORMATION RÉFORME DU PROGRAMME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET RÉVISION CONTENU WEB)	659 $

P.99 NOMBRE D'AGENT DE LIAISON EN VIOLENCES SEXUELLES DANS CHAQUE ÉQUIPE DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC).

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LE RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS COMPTE 17 AGENTS DE LIAISON ET D'INTERVENTION EN VIOLENCE SEXUELLE.

P.103 BILAN DÉTAILLÉ DES MESURES DE LA STRATÉGIE DES DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE, VENTILÉ ET SOMMES OCTROYÉES PAR MESURE EN DATE DU 31 MARS 2022.

STRATÉGIE D'ACTION GOUVERNEMENTALE VISANT À CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DES DÉLAIS EN MATIÈRES CRIMINELLE ET PÉNALE ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022		
MESURE	**RESPONSABLE**	**ÉTAT D'AVANCEMENT**
16 NOUVEAUX JUGES À LA COUR DU QUÉBEC	CQ	16 JUGES NOMMÉS
FINANCEMENT PERMANENT DE 2 JUGES SUPPLÉANTS DANS LE NORD-DU-QUÉBEC	CQ	FINANCEMENT OBTENU. CES 2 POSTES ONT ÉTÉ CONVERTIS EN POSTES DE JUGES PERMANENTS, D'OÙ L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE POSTES DE JUGES À LA COUR DU QUÉBEC DE 306 À 308.
DÉMARCHE AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU CANADA POUR LA NOMINATION DE 8 JUGES À LA COUR SUPÉRIEURE ET DE 2 JUGES À LA COUR D'APPEL	MJQ	6 POSTES CRÉÉS À LA COUR SUPÉRIEURE ET COMBLÉS. 2 POSTES À CRÉER À LA COUR SUPÉRIEURE 2 POSTES CRÉÉS À LA COUR D'APPEL ET COMBLÉS. AUCUN POSTE À CRÉER À LA COUR D'APPEL.
69 POSTES DE PROCUREURS ADDITIONNELS AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	DPCP	69 POSTES ONT FAIT L'OBJET D'UNE PREMIÈRE DOTATION
114 NOUVEAUX EFFECTIFS EN SOUTIEN AUX PROCUREURS DU DPCP	DPCP	114 POSTES ONT FAIT L'OBJET D'UNE PREMIÈRE DOTATION
212 NOUVEAUX EFFECTIFS EN SOUTIEN AUX SERVICES DE JUSTICE	MJQ	212 POSTES POURVUS
40 EMPLOYÉS SUPPLÉMENTAIRES À LA DIRECTION GÉNÉRALE DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES	MJQ	35 POSTES POURVUS
3 NOUVELLES SALLES D'AUDIENCE À MONTRÉAL	MJQ	SALLES OPÉRATIONNELLES
2 NOUVELLES SALLES D'AUDIENCE À LAVAL	MJQ	SALLES OPÉRATIONNELLES
1 NOUVELLE SALLE D'AUDIENCE À SHERBROOKE	MJQ	SALLE OPÉRATIONNELLE
1 NOUVELLE SALLE D'AUDIENCE À GATINEAU	MJQ	SALLES OPÉRATIONNELLES
47 NOUVEAUX AGENTS DE SERVICES CORRECTIONNELS	MSP	47 POSTES POURVUS
32 NOUVEAUX CONSTABLES SPÉCIAUX	MSP	32 POSTES POURVUS
32 NOUVEAUX AGENTS DE PROBATION	MSP	32 POSTES POURVUS
27 NOUVEAUX EFFECTIFS EN SOUTIEN	MSP	27 POSTES POURVUS
20 NOUVEAUX POSTES D'AVOCATS À LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	CSJ	20 POSTES POURVUS
27 NOUVEAUX EFFECTIFS DE SOUTIEN À LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	CSJ	27 POSTES POURVUS

* CERTAINS POSTES PEUVENT ÊTRE VACANTS TEMPORAIREMENT EN RAISON DE LA FIN D'UN CONTRAT, D'UNE DÉMISSION, ETC. L'ÉTAT DE SITUATION NE TIENT COMPTE QUE DES EMBAUCHES COMPLÉTÉES.

LÉGENDE

CQ : COUR DU QUÉBEC
CSJ : COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
DPCP : DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
MJQ : MINISTÈRE DE LA JUSTICE
MSP : MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES PAR MINISTÈRE/ORGANISME

MINISTÈRE / ORGANISME	DÉPENSES 2021-2022
MINISTÈRE DE LA JUSTICE*	19 876 311 $
DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	15 056 989 $
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	11 435 409 $

* EXCLUANT LA RÉMUNÉRATION DES JUGES DE NOMINATION FÉDÉRALE.

P.104 SUIVI ET BILAN DE LA TABLE JUSTICE QUÉBEC. DATE DES RENCONTRES TENUES EN 2021-2022.

LES PARTENAIRES DE LA TABLE JUSTICE-QUÉBEC SE SONT RÉUNIS LE 18 JUIN 2021.

LE PLAN D'ACTION 2020-2021 *UNE JUSTICE DE QUALITÉ, ACCESSIBLE ET AU SERVICE DES CITOYENS* CONTIENT 46 MESURES ISSUES DE LA CONCERTATION DE L'ENSEMBLE DES ACTEURS DU SYSTÈME DE JUSTICE DONT LA MAGISTRATURE, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LE BARREAU DU QUÉBEC, LA CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC ET LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES.

EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022, 41 DES 46 MESURES DU PLAN ÉTAIENT COMPLÉTÉES ET 5 MESURES ÉTAIENT EN COURS DE RÉALISATION :

ADOPTER LES MESURES NÉCESSAIRES À LA BONNE ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN RAISON DE L'ÉTAT D'URGENCE DÉCLARÉ

1. PERMETTRE AUX MÉDIATEURS FAMILIAUX DONT LE DOSSIER ÉTAIT EN RÈGLE LORS DE L'ADOPTION DE L'ARRÊTÉ NO 2020-4251 DU 15 MARS 2020 D'OBTENIR SANS FRAIS UNE PROLONGATION D'UN AN POUR COMPLÉTER LEURS ENGAGEMENTS. (COMPLÉTÉ)
2. ANALYSER LA POSSIBILITÉ DE PERMETTRE AUX DÉBITEURS AFFECTÉS PAR DES DIMINUTIONS DE REVENUS PENDANT LA PANDÉMIE DE RAJUSTER LA PENSION ALIMENTAIRE RÉTROACTIVEMENT POUR CETTE PÉRIODE VIA LE SERVICE ADMINISRTATIF DE RAJUSTEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES. (COMPLÉTÉ)
3. REVOIR LES RÈGLES APPLICABLES AUX PROCÉDURES EN DÉLAISSEMENT FORCÉ, EN RECOUVREMENT DE LOYERS RÉSULTANT D'UN BAIL COMMERCIAL ET EN REVENDICATION DE BIENS POUR LES SIMPLIFIER ET EN PERMETTRE UN TRAITEMENT PLUS RAPIDE. (COMPLÉTÉ)
4. PROLONGER LA MESURE PERMETTANT DE CONCLURE DES ACTES NOTARIÉS PAR DES MOYENS TECHNOLOGIES. (COMPLÉTÉ)

ADOPTER DES MESURES D'EFFICACITÉ AFIN DE RÉDUIRE LES DÉLAIS ET LES COÛTS POUR LES CITOYENS

5. UNIFORMISER LA PRATIQUE CONSISTANT À TRANSMETTRE AU TRIBUNAL LES DOCUMENTS PERTINENTS AVANT LA TENUE D'UNE AUDITION EN SALLE D'AUDIENCE VIRTUELLE SUR ENQUÊTE DE MISE EN LIBERTÉ PROVISOIRE OU EN VERTU DE L'ARTICLE 525 DU CODE CRIMINEL. (COMPLÉTÉ)
6. METTRE EN ŒUVRE LA DÉSIGNATION DE LA COUR DU QUÉBEC À L'EFFET QUE LE PERCEPTEUR DES AMENDES SOIT AUTORISÉ À PROROGER LE DÉLAI DE PAIEMENT D'UNE AMENDE OU D'UNE SURAMENDE OU À ACCORDER DES MODALITÉS DE PAIEMENT PAR VERSEMENTS LORSQU'UNE TELLE DEMANDE EST FORMULÉE PAR UN DÉFENDEUR. (COMPLÉTÉ)
7. ÉVALUER LA POSSIBILITÉ D'INTRODUIRE DES PROJETS PILOTES DE COORDINATION PARENTALE. (COMPLÉTÉ)
8. ÉVALUER SI LE PROTOCOLE PARENTALITÉ-CONFLIT-RÉSOLUTION VISANT À DIMINUER LES CONFLITS ENTRE LES PARENTS POUR PROTÉGER LES ENFANTS PEUT ÊTRE DÉPLOYÉ DANS D'AUTRES RÉGIONS EN PLUS DU PROJET PILOTE EN COURS. (COMPLÉTÉ)
9. ÉVALUER SI LE PROGRAMME SOCIOJUDICIAIRE EN CONFLITS SÉVÈRES DE SÉPARATION PEUT ÊTRE DÉPLOYÉ DANS D'AUTRES RÉGIONS. (COMPLÉTÉ)
10. AMÉLIORER LA PRÉPARATION DES AVOCATS, DES NOTAIRES ET DE LEURS OUTILS AFIN DE VALORISER ET D'AUGMENTER L'EFFICACITÉ DES DÉMARCHES ENTREPRISES PAR LES PARTIES AVANT L'INTRODUCTION D'UNE DEMANDE EN JUSTICE. (COMPLÉTÉ)
11. FAVORISER LE RECOURS AUX PROTOCOLES PRÉJUDICIAIRES ET OPTIMISER LEUR UTILISATION DEVANT LES TRIBUNAUX. (COMPLÉTÉ)
12. PERMETTRE AU TRIBUNAL DE REJETER UNE DEMANDE EN IRRECEVABILITÉ (ART. 168 C.P.C.) ET UNE DEMANDE DE REJET POUR ABUS DE PROCÉDURE (ART. 52 C.P.C) SUR LE VU DU DOSSIER. (COMPLÉTÉ)
13. AFIN DE LIMITER LE TEMPS NÉCESSAIRE À LA GESTION DES INTERROGATOIRES PRÉALABLES ORAUX PAR LES TRIBUNAUX, PRÉVOIR QUE LES DÉCISIONS DES TRIBUNAUX PORTANT SUR LES OBJECTIONS ET LA PRODUCTION DES ENGAGEMENTS SONT RENDUES SUR LE VU DU DOSSIER À MOINS QUE LE TRIBUNAL N'EN DÉCIDE AUTREMENT, ET QUE SI LES PARTIES ONT EU L'OCCASION DE PRÉSENTER LEURS MOYENS. (COMPLÉTÉ)
14. ÉVALUER LES POSSIBILITÉS DE CIRCONSCRIRE LE RECOURS AUX INTERROGATOIRES AU PRÉALABLE EN MATIÈRE CIVILE AFIN DE LIMITER LE TEMPS NÉCESSAIRE À LEUR GESTION PAR LES TRIBUNAUX. (COMPLÉTÉ)
15. EN MATIÈRE JEUNESSE, IDENTIFIER DES MOYENS DE TRANSMISSION UNIFORMES ET SÉCURITAIRES POUR ASSURER LA CONFIDENTIALITÉ LORS DE L'ENVOI DES PROCÈS-VERBAUX, DES JUGEMENTS ET DES RAPPORTS PSYCHOSOCIAUX PAR COURRIEL. (COMPLÉTÉ)
16. METTRE EN PLACE UN COMITÉ PERMANENT ENTRE LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE. (COMPLÉTÉ)
17. AMÉLIORER ET NORMALISER LA REPRÉSENTATION DES ENFANTS PAR UNE FORMATION SPÉCIALISÉE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE. (COMPLÉTÉ)
18. METTRE EN PLACE UNE STRATÉGIE AFIN DE FAIRE CONNAÎTRE LES RÈGLES DE CONFIDENTIALITÉ INSCRITES DANS LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE AUX INTERVENANTS DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DE L'ÉDUCATION ET DES MILIEUX DE GARDE. (COMPLÉTÉ)
19. PRIORISER, DANS LE CADRE DU GROUPE DE TRAVAIL AVEC LES COURS MUNICIPALES, LES ACTIONS À METTRE EN ŒUVRE À COURT TERME POUR RENDRE PLUS EFFICACE LA JUSTICE EN MILIEU MUNICIPAL. (COMPLÉTÉ)

SIMPLIFIER LA PROCÉDURE POUR LES CITOYENS

20. EN MATIÈRE CRIMINELLE, DÉVELOPPER UNE PROCÉDURE SIMPLIFIÉE POUR PROLONGER DE CONSENTEMENT LES DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX COMMUNAUTAIRES IMPOSÉS AUX CONTREVENANTS ADULTES (ORDONNANCE DE PROBATION) ET QUI N'ONT PAS PU ÊTRE ACCOMPLIS EN RAISON DE LA SUSPENSION DES ACTIVITÉS AU COURS DE LA PANDÉMIE. (COMPLÉTÉ)

21. En matière jeunesse, analyser la possibilité d'instaurer des programmes de mesures d'aide alternative en faisant intervenir, lors de l'évaluation du signalement, des ressources/équipes communautaires qui agissent déjà auprès des parents qui présentent des difficultés par exemple de toxicomanie ou de santé mentale. (Complété)
22. Mettre en place un formulaire permettant de modifier de consentement les conditions d'une promesse ou d'une ordonnance de mise en liberté, et ce, par voie électronique et sans mise en rôle, y compris pour les adolescents. (Complété)
23. En matière criminelle, favoriser, lorsque possible, les rencontres d'évaluations présentencielles par visioconférence ou par téléphone. (Complété)
24. Dans le cadre de la sélection des jurés, permettre la transmission des demandes d'exemption par courriel aux greffes. (Complété)
25. Évaluer la possibilité de permettre la production d'une copie de la convention signée en matière familiale, sans nécessairement exiger la signature originale de toutes les parties. (Complété)
26. En matière familiale, évaluer la possibilité de permettre que la preuve dans les dossiers par défaut en garde et pension puisse être entièrement faite par déclaration sous serment et que ces dossiers par défaut puissent être entendus par le juge en son bureau, sur simple avis, sans mise au rôle. (En cours de réalisation)
27. En matière familiale, faciliter l'obtention d'un jugement sur convention sans mise au rôle. (En cours de réalisation)
28. En matière pénale, afficher l'avis public sur le site Internet du MJQ pour les significations de constats d'infraction ayant échoué. (Complété)

<u>En matière criminelle et pénale, adapter la réponse du système judiciaire</u>

29. Mettre en place un projet pilote de programme d'adaptabilité en matière pénale dans une cour municipale afin de favoriser la réhabilitation de certains défendeurs en tenant compte de leur situation sociale. (Complété)
30. Étendre le programme de traitement non judiciaire à certaines nouvelles infractions hybrides. (Complété)
31. Réviser le Programme de mesures de rechange général pour adultes afin d'ajouter des infractions admissibles. (En cours de réalisation)
32. Étendre le Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec à d'autres districts judiciaires. (Complété)
33. Étendre le Programme d'accompagnement justice et santé mentale à d'autres districts judiciaires. (Complété)
34. Dispenser une formation à tous les procureurs en matière de mise en liberté provisoire en vue d'assurer l'efficacité du processus décisionnel concernant l'objection à la mise en liberté, la détermination des conditions de mise en liberté à proposer au tribunal et la judiciarisation des bris de conditions. (En cours de réalisation)
35. Adapter la justice et améliorer le soutien aux justiciables et aux victimes autochtones. (En cours de réalisation)
36. Implanter le Programme de mesures de rechange général dans les cours municipales. (Complété)
37. Étendre aux cours municipales les programmes d'adaptabilité visant les clientèles judiciarisées aux prises avec des problématiques de santé mentale. (Complété)

<u>Favoriser le règlement des différends pour un meilleur accès à la justice</u>

38. Promouvoir et publiciser davantage la médiation familiale. (Complété)
39. Mettre sur pied un projet pilote permettant aux couples sans enfants de recevoir les services gratuits d'un médiateur accrédité pour un certain nombre de séances. (Complété)
40. En matière jeunesse, développer des approches collaboratives par la mise en place de mesures administratives qui favoriseraient le développement de plus de projets d'entente, de conférences de règlement à l'amiable, de médiation, de même que le recours aux voies accélérées et de mesures alternatives à la judiciarisation des dossiers. (Complété)
41. Engager des discussions avec les universités, le Barreau et la Chambre des notaires afin d'intégrer dans le programme de formation obligatoire une formation portant sur les modes de prévention et règlement des différents (PRD). (Complété)
42. Analyser dans quelles circonstances l'avocat et le notaire pourraient bénéficier de pouvoirs élargis dans le règlement à l'amiable des litiges. (Complété)
43. En matière civile, évaluer comment rendre obligatoire le recours à un mode de PRD, ou à défaut de participer à une séance d'information sur les modes de PRD, lorsqu'une partie s'adresse aux tribunaux. (Complété)
44. En matière civile, analyser la possibilité d'imposer des conséquences à une partie qui refuse de considérer les modes de PRD avant de s'adresser aux tribunaux ou en cours d'instance. (Complété)
45. Rendre automatique le transfert en médiation des dossiers contestés aux petites créances. (Complété)
46. Évaluer dans quelles circonstances il est possible d'optimiser la médiation sur place en matière de petites créances. (Complété)

P.105 ÉTAT D'AVANCEMENT ET BUDGET OCTROYÉ À LA MESURE « ADOPTER LES MESURES NÉCESSAIRES À LA BONNE ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN RAISON DE L'ÉTAT D'URGENCE DÉCLARÉ » DU PLAN D'ACTION UNE JUSTICE DE QUALITÉ, ACCESSIBLE ET AU SERVICE DES CITOYENS.

EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022, LES QUATRE MESURES RÉPONDANT À L'OBJECTIF D'ADOPTER DES MESURES NÉCESSAIRES À LA BONNE ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN RAISON DE L'ÉTAT D'URGENCE DÉCLARÉ ÉTAIENT COMPLÉTÉES, ET CE, SANS OCTROI DE BUDGET ADDITIONNEL.

P.106 ÉTAT D'AVANCEMENT ET BUDGET OCTROYÉ À LA MESURE « ADOPTER DES MESURES D'EFFICACITÉ AFIN DE RÉDUIRE LES DÉLAIS ET LES COÛTS POUR LES CITOYENS » DU PLAN D'ACTION UNE JUSTICE DE QUALITÉ, ACCESSIBLE ET AU SERVICE DES CITOYENS.

EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022, LES 15 MESURES RÉPONDANT À L'OBJECTIF D'ADOPTER DES MESURES D'EFFICACITÉ AFIN DE RÉDUIRE LES DÉLAIS ET LES COÛTS POUR LES CITOYENS ÉTAIENT COMPLÉTÉES, ET CE, SANS OCTROI DE BUDGET ADDITIONNEL.

P.107 État d'avancement et budget octroyé à la mesure « simplifier la procédure pour les citoyens » du plan d'action Une justice de qualité, accessible et au service des citoyens.

En date du 28 février 2022, sept des neuf mesures répondant à l'objectif de simplifier la procédure pour les citoyens étaient complétées, et ce, sans octroi de budget additionnel.

P.108 ÉTAT D'AVANCEMENT ET BUDGET OCTROYÉ À LA MESURE « EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE, ADAPTER LA RÉPONSE DU SYSTÈME JUDICIAIRE » DU PLAN D'ACTION UNE JUSTICE DE QUALITÉ, ACCESSIBLE ET AU SERVICE DES CITOYENS.

EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022, SIX DES NEUFS MESURES RÉPONDANT À L'OBJECTIF, EN MATIÈRES CRIMINELLE ET PÉNALE, D'ADAPTER LA RÉPONSE DU SYSTÈME JUDICIAIRE ÉTAIENT COMPLÉTÉES, ET CE, SANS OCTROI DE BUDGET ADDITIONNEL.

P.109 ÉTAT D'AVANCEMENT ET BUDGET OCTROYÉ À LA MESURE « FAVORISER LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS POUR UN MEILLEUR ACCÈS À LA JUSTICE » DU PLAN D'ACTION UNE JUSTICE DE QUALITÉ, ACCESSIBLE ET AU SERVICE DES CITOYENS.

EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022, LES NEUF MESURES RÉPONDANT À L'OBJECTIF DE FAVORISER LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS POUR UN MEILLEUR ACCÈS À LA JUSTICE ÉTAIENT COMPLÉTÉES, ET CE, SANS OCTROI DE BUDGET ADDITIONNEL.

P.110 NOMBRE D'AMENDES REMISES ET VALEUR TOTALE DE CELLES-CI POUR CONTRAVENTIONS À LA LOI SUR L'IMMATRICULATION DES ARMES À FEU OU AU RÈGLEMENT SUR L'IMMATRICULATION DES ARMES À FEU.

LA LOI I-0.01 EST LA LOI SUR L'IMMATRICULATION DES ARMES À FEU.

INFRACTIONS À LA LOI I-0.01

	ANNÉE 2021-2022
NOMBRE DE CONSTATS ÉMIS	105
VALEUR TOTAL DES AMENDES	116 440 $

P.111 BILAN DES REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNIERS PRIS EN DÉLIT, SELON LES RÉGIONS ET LES PARCS NATIONAUX DU QUÉBEC POUR L'ANNÉE 2021-2022.

LA LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE NE COMPREND PAS DE DÉFINITION DE « BRACONNAGE ». EN L'ABSENCE DE PRÉCISION DANS LA QUESTION, LA DÉFINITION COURANTE A ÉTÉ UTILISÉE COMME RÉFÉRENCE POUR IDENTIFIER LES INFRACTIONS RELEVANT DE CETTE CATÉGORIE. AINSI, IL A ÉTÉ DÉTERMINÉ QUE LES INFRACTIONS APPARAISSANT AU TABLEAU JOINT ENTRENT DANS LA DÉFINITION DE « CHASSER OU PÊCHER EN VIOLATION DES LOIS ET RÈGLEMENTS ».

POUR LES INFRACTIONS EN VERTU DE LA LOI SUR LES PÊCHES, IL N'EST PAS POSSIBLE DE DÉTERMINER LES « REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNIERS ». LA PROCÉDURE DÉCOULE DU CODE CRIMINEL ET NOTRE SYSTÈME NE PERMET PAS DE FAIRE CETTE EXTRACTION. AUCUNE INFRACTION RELEVANT DE LA LOI SUR LES PÊCHES N'EST INCLUSE AU TABLEAU.

RÉGIONS	MONTANT AMENDES, FRAIS ET CONTRIBUTIONS
ABITIBI	209 774 $
ALMA	33 458 $
ARTHABASKA	15 869 $
BAIE-COMEAU	67 259 $
BEAUCE	60 812 $
BEAUHARNOIS	58 071 $
BEDFORD	68 486 $
BONAVENTURE	172 350 $
CHARLEVOIX	18 841 $
CHICOUTIMI	84 324 $
DRUMMOND	17 648 $
FRONTENAC	43 928 $
GASPÉ	93 940 $
GATINEAU	78 767 $
IBERVILLE	7 506 $
JOLIETTE	166 275 $
KAMOURASKA	172 813 $
LABELLE	141 571 $
LAVAL	7 678 $
LONGUEUIL	18 611 $
MÉGANTIC	40 760 $
MINGAN	29 743 $
MONTMAGNY	44 277 $
MONTRÉAL	4 244 $
PONTIAC	22 440 $
QUÉBEC	88 413 $
RICHELIEU	28 366 $
RIMOUSKI	119 410 $
ROBERVAL	80 305 $
ROUYN-NORANDA	5 156 $
SAINT-FRANÇOIS	165 215 $
SAINT-HYACINTHE	9 450 $
SAINT-MAURICE	88 483 $
TÉMISCAMINGUE	45 564 $
TERREBONNE	72 278 $
TROIS-RIVIÈRES	40 704 $
TOTAL GÉNÉRAL	**2 422 789 $**

P.112 LISTE DES INFRACTIONS ET DES AMENDES ACCOMPAGNÉES POUR DES GESTES RÉPERTORIÉS DE BRACONNAGE POUR L'ANNÉE 2021-2022.

LA LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE NE COMPREND PAS DE DÉFINITION DE « BRACONNAGE ». EN L'ABSENCE DE PRÉCISION DANS LA QUESTION, LA DÉFINITION COURANTE A ÉTÉ UTILISÉE COMME RÉFÉRENCE POUR IDENTIFIER LES INFRACTIONS RELEVANT DE CETTE CATÉGORIE. AINSI, IL A ÉTÉ DÉTERMINÉ QUE LES INFRACTIONS APPARAISSANT AU TABLEAU JOINT ENTRENT DANS LA DÉFINITION DE « CHASSER OU PÊCHER EN VIOLATION DES LOIS ET RÈGLEMENTS ».

POUR LES INFRACTIONS EN VERTU DE LA LOI SUR LES PÊCHES, IL N'EST PAS POSSIBLE DE DÉTERMINER LES « REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNIERS ». LA PROCÉDURE DÉCOULE DU CODE CRIMINEL ET NOTRE SYSTÈME NE PERMET PAS DE FAIRE CETTE EXTRACTION. AUCUNE INFRACTION RELEVANT DE LA LOI SUR LES PÊCHES N'EST INCLUSE AU TABLEAU.

ARTICLES DE LOI	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANT AMENDES, FRAIS ET CONTRIBUTIONS
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	**145**	**50 044 $**
7	5	2 100 $
9	1	450 $
10(1)	4	2 017 $
10(2)	1	325 $
11(1)	1	152 $
12(1)	7	2 125 $
14(1)	44	14 300 $
14(3)	4	1 300 $
15(1)(d)	9	2 475 $
15(1)(e)	5	1 375 $
15(2)	2	550 $
15.1(1)(a)	7	1 925 $
15.1(1)(b)	5	1 375 $
16(1.1)(a)	2	550 $
24(3)	2	675 $
5(1)	3	825 $
5(3)	1	275 $
5(4)	6	1 925 $
5(a)	32	14 050 $
6(b)	4	1 275 $
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	**2 358**	**2 390 564 $**
3	227	82 747 $
4	7	9 673 $
5	5	2 697 $
6	3	1 095 $
7	20	7 298 $
8	3	933 $
9	7	2 555 $
11	1	365 $
12	10	3 650 $
14	119	175 974 $
15	17	6 529 $
16	1	690 $
17	45	37 775 $
18	20	54 740 $
19	208	92 525 $
21	32	28 284 $
22	1	365 $
24	4	1 460 $
25	3	1 095 $
26	72	26 609 $

Articles de loi	Nombre de dossiers	Montant amendes, frais et contributions
27	33	15 395 $
30	7	2 880 $
31	3	1 097 $
32	1	365 $
33	3	1 095 $
34	56	118 877 $
35	1	365 $
36	1	365 $
37	1	694 $
38	134	79 908 $
39	13	4 745 $
42	16	9 090 $
45	15	5 475 $
46	5	4 440 $
47	2	5 474 $
49	12	8 280 $
52	4	10 948 $
53	3	1 097 $
55	2	1 380 $
57	2	730 $
59	4	2 435 $
60	1	5 476 $
61	2	730 $
67	2	730 $
68	17	6 151 $
69	34	83 919 $
70	142	521 277 $
71	195	456 361 $
73	1	365 $
74	1	365 $
87	6	2 519 $
88	2	732 $
92	2	732 $
96	148	55 161 $
108	1	365 $
176	1	2 737 $
1.4	16	5 840 $
128.6	16	15 280 $
128.7	5	7 750 $
12al.1	12	4 382 $
12al.2	17	6 430 $
13.1	48	17 845 $
13.2	4	1 460 $
13.3	3	1 095 $
13.5	20	7 300 $
13.6	7	2 555 $
17.2	62	22 575 $
171.4	127	46 299 $
19.1	3	1 095 $
20.1	2	730 $
20al.3	1	365 $
23.1	1	590 $
25.3	7	2 555 $

ARTICLES DE LOI	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANT AMENDES, FRAIS ET CONTRIBUTIONS
26al.1	5	1 771 $
3.1	1	365 $
3.2	1	365 $
30.1	24	65 688 $
30.2	7	5 690 $
30.3	7	4 830 $
30.4	4	10 948 $
56al.1	15	18 538 $
57al.1(1)	216	150 211 $
57al.1(2)	9	16 449 $
57al.1(3)	22	15 179 $
7.1	1	365 $
7.3	2	730 $
78.5	1	365 $
7al.1	4	1 460 $
7al.3	1	365 $
9.1	9	3 285 $
LOI SUR LES DROITS DE CHASSE ET DE PÊCHE DANS LES TERRITOIRES DE LA BAIE-JAMES ET DU NOUVEAU-QUÉBEC (RLRQ, C. D-13.1)	**2**	**196 $**
36AL.1	2	196 $
TOTAL GÉNÉRAL	**2 505**	**2 440 804 $**

P.113 BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE, EN PRÉCISANT :

A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;
B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT;
C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;
D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON;
E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE;
F. ET PRÉVISIONS 2022-2023.

A. PROJETS TERMINÉS

NOM DU PROJET : RELOCALISATION TEMPORAIRE DU PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE
BUDGET : 16,2 M$
PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES (PQI) 2021-2031
LIVRAISON : FÉVRIER 2022

B. PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT

NOM DU PROJET : AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION DU PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL
BUDGET : 64,9 M$
PQI 2021-2031
LIVRAISON : PROJET EN RÉALISATION
2023-2024

NOM DU PROJET : RÉAMÉNAGEMENT MAJEUR AU PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE
BUDGET : 104,1M$
PQI 2021-2031
LIVRAISON : PROJET EN RÉALISATION
2023-2024

NOM DU PROJET : PALAIS DE JUSTICE DE ROUYN-NORANDA – AGRANDISSEMENT ET RÉAMÉNAGEMENT MAJEUR
BUDGET : 85,1 M$ (COMPREND 1,8 M$ EN ÉTUDE)
PQI 2021-2031
LIVRAISON : PROJET EN RÉALISATION
2026-2027

NOM DU PROJET : CONSTRUCTION D'UN STATIONNEMENT À ÉTAGE ET SÉCURISATION DES ACCÈS POUR LES JUGES AU PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU
BUDGET : 5,8 M$
PQI 2021-2031
LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2023-2024

NOM DU PROJET : AGRANDISSEMENT DES ESPACES AU PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 2
BUDGET : 25,3 M$
PQI 2021-2031
LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION (COMPREND ANCIENNE PHASE 1B)
2028-2029

NOM DU PROJET : RÉAMÉNAGEMENT MAJEUR AU PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU
BUDGET : 6,5 M$
PQI 2021-2031
LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2023-2024

C. PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD

AUCUN.

D. PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON

NOM DU PROJET :	AGRANDISSEMENT DU PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 1
BUDGET :	18,7 M$ PQI 2020-2030
LIVRAISON :	PROJET EN PLANIFICATION (PHASE 1-B) 2023-2024
MOTIF D'ABANDON:	PROJET INTÉGRÉ DANS LA RÉALISATION DE LA PHASE 2 DU PROJET DE CE PALAIS DE JUSTICE

E. PROJETS EN ATTENTE

AUCUN.

F. PRÉVISION POUR 2022-2023

AUCUN.

P.114 SOMMES VENTILÉES ET DÉTAILLÉES PAR TITRE DE PROJET POUR L'ANNÉE 2021-2022, ET PRÉVISIONS POUR 2022-2023, POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE, PAR PALAIS DE JUSTICE.

PALAIS DE JUSTICE	COÛT DU PROJET
MONTRÉAL	24 494 $
LONGUEUIL	59 169 $
DRUMMONDVILLE	1 666 $
CHICOUTIMI	294 $
VICTORIAVILLE	6 105 $
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	611 $

P.115 INDIQUER LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2021-2022 PAR LA TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.114.

P.116 BILAN DE MISE EN ŒUVRE PAR MESURE, AVEC ÉCHÉANCIER ET SOMMES VERSÉES POUR CHACUNE DES MESURES DU PLAN DE MODERNISATION DE LA JUSTICE. VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'UTILISATION DES BUDGETS.

LE DÉPLOIEMENT DES MESURES DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE S'EST POURSUIVI EN 2021-2022. CE PLAN PRÉVOIT TROIS AXES :

1. INSTAURER DES PRATIQUES INNOVANTES : CET AXE COMPREND NOTAMMENT :

   - LE PROJET VISANT LA DIVULGATION DE LA PREUVE EN MATIÈRE PÉNALE A ÉTÉ MIS EN PLACE EN AVRIL 2019. DU 1ER AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022, 5 146 CHANGEMENTS DE PLAIDOYERS DE CULPABILITÉ ONT ÉTÉ REÇUS AU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (SUR 54 190 DIVULGATIONS DE PREUVES TRANSMISES), CE QUI CORRESPOND À 9,50 % DE DOSSIERS EN MOINS À JUDICIARISER.

   - LE DÉPLOIEMENT DE LA VISIOCOMPARUTION ENTRE LES PALAIS DE JUSTICE ET LES CENTRES DE DÉTENTION :

     - L'IMPLANTATION DE LA VISIOCOMPARUTION (INSTALLATIONS PERMANENTES) EST COMPLÉTÉE POUR LES ÉTABLISSEMENTS SUIVANTS :
       - SAGUENAY - LAC-ST-JEAN : LES PALAIS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI, ALMA ET CHIBOUGAMAU ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ROBERVAL;
       - ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : LES PALAIS DE JUSTICE D'AMOS, ROUYN-NORANDA ET VAL-D'OR ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION D'AMOS;
       - CHAUDIÈRE-APPALACHES : LE PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY ET SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE QUÉBEC.
       - MONTRÉAL : LE PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL ET DEUX ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION (MONTRÉAL ET RIVIÈRE-DES-PRAIRIES)
       - OUTAOUAIS : LES PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU, MANIWAKI ET CAMPBELL'S BAY ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HULL
       - BAS-SAINT-LAURENT : LE PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIMOUSKI
       - GASPÉSIE : LE PALAIS DE JUSTICE DE SAINTE-ANNE-DES-MONTS ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE NEW CARLISLE
       - ESTRIE : LE PALAIS DE JUSTICE DE GRANBY ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SHERBROOKE.
       - MONTÉRÉGIE : LES PALAIS DE JUSTICE DE SOREL ET SAINT-HYACINTHE, L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SOREL-TRACY, LE PALAIS DE JUSTICE DE VALLEYFIELD ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE MONTRÉAL.

   - LE DÉPLOIEMENT DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL VISANT LA DÉJUDICIARISATION DU TRAITEMENT DE CERTAINES INFRACTIONS. DEPUIS LE 30 NOVEMBRE 2020, LE PROGRAMME EST DISPONIBLE DANS TOUS LES DISTRICTS JUDICIAIRES À LA COUR DU QUÉBEC. DE PLUS, DOUZE COURS MUNICIPALES ONT ÉGALEMENT IMPLANTÉ LE PROGRAMME DEPUIS LE MOIS DE MAI 2020 : LÉVIS, MONTRÉAL, LAVAL, QUÉBEC, MASCOUCHE, REPENTIGNY, SAINT-JÉRÔME, BOISBRIAND, DEUX-MONTAGNES, CHÂTEAUGUAY, SAINTE-ADÈLE ET ROSEMÈRE. LE DÉPLOIEMENT DANS LES COURS MUNICIPALES SE POURSUIVRA EN 2022-2023.

   - LA MISE EN ŒUVRE DE LA PHASE 1 DE JURIDIQC (ANCIENNEMENT LE GUICHET UNIQUE D'INFORMATION JURIDIQUE MULTICANAL) S'EST TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2020. LA MISE EN ŒUVRE DE LA PHASE 2 DE JURIDIQC EST EN COURS. DEPUIS LE 1ER AVRIL 2021, UNE VERSION DE LA CARTE GÉOLOCALISÉE CONTENANT LES ORGANISMES DE SUPERVISIONS D'ACCÈS, LES MÉDIATEURS ET LES NOTAIRES A ÉTÉ DÉPLOYÉE. DES RESSOURCES EN LIEN AVEC LA VIOLENCE CONJUGALE ET LA VIOLENCE SEXUELLE ONT ÉTÉ AJOUTÉES DANS LE BOTTIN DES RESSOURCES. L'OUTIL D'AIDE À LA COMPLÉTION DE DOCUMENTS A ÉTÉ DÉVELOPPÉ AINSI QUE LE MODULE D'AUTHENTIFICATION À DOUBLE FACTEUR. L'ARBORESCENCE DE CONTENU POUR LE PROCHAIN THÈME PORTANT SUR LES AÎNÉS A ÉTÉ ÉLABORÉE. DES PAGES DE CONTENU ONT ÉTÉ INTÉGRÉES EN CONTINU SUR LE THÈME SÉPARATION ET DIVORCE.

2. METTRE LA JUSTICE À L'HEURE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES: CET AXE COMPREND NOTAMMENT :

LE PROGRAMME LEXIUS VISE À TRANSFORMER L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE JUSTICE, NOTAMMENT PAR LA MISE EN PLACE D'UN PORTAIL OFFRANT DIFFÉRENTS SERVICES EN LIGNE AUX PARTIES IMPLIQUÉES, PAR LA GESTION ET LA MISE À JOUR DU DOSSIER JUDICIAIRE NUMÉRIQUE ET PAR LA GESTION D'UNE AUDIENCE DE FAÇON NUMÉRIQUE.

   - DEPUIS AVRIL 2021, LES TRAVAUX DE LA PHASE D'EXÉCUTION DU PROGRAMME LEXIUS SONT DÉBUTÉS POUR LES PROJETS QUI TRAITENT DU DÉPÔT DES ACTES DE PROCÉDURES ET DES DEMANDES DE FAÇON NUMÉRIQUE AINSI QUE DE LA GESTION DU DOSSIER JUDICIAIRE NUMÉRIQUE. LES DOSSIERS D'AFFAIRES DES PROJETS VISANT LE SOUTIEN DE L'INSTANCE ET LA GESTION DE L'AUDIENCE NUMÉRIQUE ONT ÉTÉ AUTORISÉS EN OCTOBRE 2021 PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR. LA PHASE D'EXÉCUTION EST DÉBUTÉE POUR CES PROJETS.

   - DES RENCONTRES RÉGULIÈRES ET DES ATELIERS DE TRAVAIL ONT EU LIEU AVEC LES PARTENAIRES DE LA JUSTICE AFIN DE PRÉSENTER LA VISION D'AFFAIRES, VALIDER LES PROCESSUS CIBLES ET ASSURER LES ARRIMAGES REQUIS.

     - AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 2021-2022, DE NOMBREUSES RENCONTRES ONT EU LIEU AU NIVEAU DU COMITÉ LEXIUS D'ARRIMAGE TACTIQUE ET OPÉRATIONNEL AVEC LES PARTENAIRES, DONT L'OBJECTIF EST D'ASSURER LA COHÉRENCE DES SOLUTIONS ENVISAGÉES PAR LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES DU PROGRAMME LEXIUS.

     - DES ATELIERS SONT RÉGULIÈREMENT TENUS AVEC DES MEMBRES DE LA MAGISTRATURE AFIN DE S'ASSURER DE L'ADÉQUATION DES BESOINS D'AFFAIRES ÉMIS ET LES SOLUTIONS ENVISAGÉES.

- Depuis janvier 2022, un nouveau comité est mis en place, soit le comité d'arrimage Lexius avec les partenaires de proximité dont l'objectif est d'assurer la cohérence des processus d'affaires et des solutions envisagées relativement à la phase 2 du programme Lexius qui sera livrée dans le prochain exercice financier.

– La première phase de Lexius a été livrée et son déploiement se terminera le 31 mars 2022. Celle-ci touche la matière pénale et entraine principalement deux changements :

  - Des modifications au Greffe numérique judiciaire du Québec, dont la possibilité pour le citoyen de déposer numériquement un changement de plaidoyer.

  - La réception, par un moyen technologique, des données, des constats d'infractions et d'autres documents afférents, pour les constats en provenance de la Directeur des poursuites criminelles et pénales, en vue de les conserver au dossier judiciaire numérique.

– Greffe numérique de la Cour d'appel

  Ce projet, réalisé avec la Cour d'appel du Québec, vise à mettre en place une solution électronique et dématérialisée pour le dépôt en ligne des déclarations d'appel et des documents qui l'accompagnent. La solution permet aussi aux greffiers de consulter et de traiter une demande et les documents numériques afférents (portail greffier). Le projet a été livré en avril 2020. Différentes améliorations ont été apportées au courant de la dernière année en 2 phases pour permettre notamment les dépôts en matière criminelle et pénale en plus de compléter l'offre de service en matière civile.

– Le programme de modernisation des infrastructures technologiques :

  - Au cours de la dernière année, plusieurs projets d'infrastructures technologiques se sont poursuivis et d'autres se sont terminés. Des projets comme :
    - finaliser la deuxième phase liée à l'hébergement des infrastructures du projet de Relocalisation du centre de traitement informatique de Montréal vers le ministère de la Cybersécurité et Numérique et poursuite de la troisième et dernière phase qui prévoit la migration des applications sur les nouvelles infrastructures;
    - le remplacement des appareils de numérisation massive de la Direction générale du Bureau des infractions et amendes et mettre en place des contrats de services techniques appropriés;
    - Terminer la mise à niveau du système d'exploitation des postes vers Windows 10 (version 20H2) pour des appareils encore garantis par les fabricants ;
    - Remplacer les postes informatiques désuets sur l'ensemble du territoire québécois permettant notamment d'optimiser les équipements offerts dans le cadre du télétravail ;
    - Mettre à jour la suite de productivité de Microsoft vers la version Office 365 ;
    - Déployer les nouvelles infrastructures et élaborer le cadre de gestion en prévision de la migration vers SharePoint Online ;
    - Initier les travaux du projet infra-sites, projet dont l'objectif principal est de mettre à jour les composantes technologiques dans les sites distants du Ministère afin de réduire les risques de perte de services et d'atteinte à la sécurité de l'information, mais aussi de répondre aux besoins grandissants en matière d'audiences en salles virtuelles et de télétravail.

3. Communiquer efficacement l'information entre les principaux intervenants du système de justice: cet axe comprend notamment :

– Le programme de gestion électronique du dossier de poursuite (GESTE)

  - Le Programme GESTE avance selon les prévisions. Ce programme regroupe plusieurs projets.

    - Les travaux liés au Programme GESTE continuent de progresser. Le dossier d'affaires du troisième projet « Déploiement des solutions d'affaires - Volet criminel » a été approuvé par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) le 30 novembre 2021. L'objectif est de déployer les solutions développées dans les projets précédents et d'assurer la gestion du changement au sein des différents bureaux du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP).
    - Parallèlement, le projet « Décision et dossier de poursuite » (DDP) est toujours en réalisation. Le dossier d'affaires a été approuvé par le SCT en août 2020. Ce projet vise l'ajout de fonctionnalités, la conception du dossier de cour numérique, la production des documents légaux et l'intégration d'une solution sécuritaire de divulgation numérique de la preuve dans le système APPUI, prochain système de mission du DPCP.
    - Plus précisément, le projet DDP prévoit le développement des composantes d'affaires qui permettront aux procureurs de rendre une décision suivant l'analyse d'une demande d'intenter des procédures. Il prend également en charge le développement des documents juridiques liés aux décisions, de rapports et statistiques, ainsi que le processus de divulgation de la preuve. L'échéancier du projet DDP est fixé au 10 juillet 2022.

- Rappelons que le projet « Réception et analyse des demandes d'intenter des procédures », qui visait la mise en place des infrastructures et le développement des versions de base des solutions d'affaires ainsi que la mise en place des infrastructures requises, s'est terminé le 31 août 2020.

Rappelons que la transformation de la Justice n'est pas qu'un projet technologique. Elle est d'abord un changement de culture et des façons de faire. Ces changements seront appuyés par des projets technologiques.

Utilisation des budgets par Axes – en M$

	2021-2022*
Instaurer des pratiques innovantes	25,4
Mettre la justice à l'heure des nouvelles technologies	46,3
Communiquer efficacement l'information entre les principaux intervenants	8,0
Total	**79,7**

*Données au 31 janvier 2022

P.117 LISTE DES MESURES SUSPENDUES DU PLAN DE MODERNISATION DE LA JUSTICE.

AUCUNE MESURE DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE N'A ÉTÉ SUSPENDUE.

P.118 LISTE DES MESURES MODIFIÉES DU PLAN DE MODERNISATION DE LA JUSTICE.

AUCUNE MESURE DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE N'A ÉTÉ MODIFIÉE.

P.120 POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE, PRÉCISER LES SOMMES ACCORDÉES POUR ASSURER LA SÉCURITÉ, PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE, VENTILÉES AFIN D'EXPOSER LE DÉTAIL DE L'UTILISATION DE CHACUNE DE CES SOMMES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.114.

P.121 PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATIONS (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS PRÉVUS AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES, QU'ILS SOIENT EN RÉALISATION, EN PLANIFICATION OU À L'ÉTUDE, INCLUANT;

- **A. L'ÉCHÉANCIER PRÉVU ET DÉTAILLÉ DES TRAVAUX ET DE LA RÉALISATION DU PROJET;**
- **B. L'ESTIMATION INITIALE ET ACTUALISÉE (LA PLUS RÉCENTE) DES COÛTS;**
- **C. LISTE ET COPIE DE TOUT ÉTUDE (INCLUANT LES ÉTUDES D'OPPORTUNITÉS ET DE BESOINS), ANALYSE, RAPPORT OU AUTRE RÉALISÉ OU COMMANDÉ PAR LE MINISTÈRE À CE JOUR;**
- **D. ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ÉLABORATION DE L'AVANT-PROJET ET DE LA PRÉPARATION DES PLANS ET DEVIS, S'IL Y A LIEU;**
- **E. BILAN DES SOMMES INVESTIES POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE EN 2021-2022 ET PRÉVISIONS POUR 2022-2023.**

PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2021-2031

AU COURS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A PRÉSENTÉ AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, LES PROJETS D'IMMOBILISATION À INSCRIRE AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2021-2031. LE PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2021-2031 A ÉTÉ TRANSMIS PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU MOIS DE JUIN 2021.

SUIVI DES PROJETS IMMOBILIERS INSCRITS AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2021-2031

PROJETS EN RÉALISATION

PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT EXISTANT SERA PRÉSERVÉ, ET CE, MALGRÉ L'INCENDIE MAJEUR SURVENUE EN MAI 2021. EN PLUS DE LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT ACTUEL, LE PROJET COMPRENDRA UN AGRANDISSEMENT. LE PROJET EST ASSUJETTI À LA DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE.

LE PROJET A ÉTÉ APPROUVÉ À LA SÉANCE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 3 JUILLET 2019 POUR UN COÛT DE PROJET DE 64,9 M$. LA PREMIÈRE PHASE DES TRAVAUX A DÉBUTÉ À L'AUTOMNE 2019. L'ÉVALUATION DES DOMMAGES ET DES NOUVEAUX COÛTS DU PROJET EN RAISON DE L'INCENDIE SONT À DÉTERMINER PAR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI). TOUTEFOIS, LES TRAVAUX, SUIVANT LES PLANS ET DEVIS INITIAUX ONT REPRIS EN NOVEMBRE 2021 SUR LE CHANTIER. L'ÉCHÉANCIER EST PRÉVUE À EN 2023-2024.

PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE

LE PROJET CONSISTE EN LA DÉMOLITION ET LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU PALAIS AGRANDI DE 50 % PAR RAPPORT AU PALAIS ACTUEL AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS IDENTIFIÉS. LE 18 JUIN 2018, LE CONSEIL DU TRÉSOR A APPROUVÉ LE DOSSIER D'OPPORTUNITÉ AINSI QUE LA RELOCALISATION HÂTIVE DU PALAIS DE JUSTICE.

LE PROJET A ÉTÉ INSCRIT DANS LA LISTE DES PROJETS EN ANNEXE AU PROJET DE LOI 66, LOI CONCERNANT L'ACCÉLÉRATION DE CERTAINS PROJETS D'INFRASTRUCTURE. PUISQUE LE DOSSIER D'OPPORTUNITÉ A DÉJÀ ÉTÉ RÉALISÉ, LA PROCHAINE ÉTAPE, SOIT CELLE DU DOSSIER D'AFFAIRES, N'EST PLUS REQUISE, CE QUI PERMET DE PASSER DIRECTEMENT AUX ÉTAPES DE RÉALISATION. LE 25 JUIN 2019, LE CONSEIL DES MINISTRES A APPROUVÉ LE MÉMOIRE PRÉSENTÉ POUR LA RÉVISION DE COÛT ET D'ÉCHÉANCIER DE LA RELOCALISATION TEMPORAIRE QUI A ÉTÉ RÉALISÉE LE 28 FÉVRIER 2022. LA LIVRAISON DU NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE EST PRÉVUE EN 2023-2024.

LE COÛT TOTAL DU PROJET EST ESTIMÉ À 120,3 M$ DONT 104,1 M$ POUR LE NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE PERMANENT ET DE 16,2 M$ POUR LE PALAIS DE JUSTICE TEMPORAIRE.

PALAIS DE JUSTICE DE ROUYN-NORANDA

LE PROJET VISE LA RÉNOVATION ET L'AGRANDISSEMENT OU UNE NOUVELLE CONSTRUCTION DU PALAIS DE JUSTICE DE ROUYN-NORANDA AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS DE L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE, BASÉS SUR L'ANALYSE DES BESOINS FONDÉE SUR UNE PROJECTION DE 20 ANS. LA SQI, AVEC L'IDENTIFICATION DES ESPACES ADDITIONNELS, ESTIME LES COÛTS À 85,1 M$ POUR LA RÉALISATION DU PROJET. CELUI-CI DEVRA DONC ÊTRE SOUMIS À LA DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE.

LE MÉMOIRE D'AVANT-PROJET A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE CONSEIL DES MINISTRES EN NOVEMBRE 2020. LE PROJET A ÉGALEMENT ÉTÉ INSCRIT DANS LA LISTE DES PROJETS EN ANNEXE AU PROJET DE LOI 66, LOI CONCERNANT L'ACCÉLÉRATION DE CERTAINS PROJETS D'INFRASTRUCTURE. EN CONSÉQUENCE, LES ÉTAPES DU DOSSIER D'OPPORTUNITÉ ET DU DOSSIER D'AFFAIRES NE SONT PLUS REQUISES, CE QUI PERMET DE PASSER DIRECTEMENT AUX ÉTAPES DE RÉALISATION. LA SQI DOIT TOUT DE MÊME ANALYSER LES OPTIONS D'AGRANDIR LE BÂTIMENT EXISTANT OU DE RÉALISER UNE NOUVELLE CONSTRUCTION. BIEN QUE TRÈS PRÉLIMINAIRE ET QU'IL DÉPENDRA DE L'OPTION RETENUE, L'ÉCHÉANCIER ESTIMÉ SELON LES DONNÉES INSCRITES AU PQI 2021-2031 EST EN 2026-2027.

PROJETS EN PLANIFICATION

PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU

LE PROJET CONCERNE DEUX VOLETS, SOIT DE PRÉVOIR L'ACCÈS SÉCURITAIRE DES JUGES À L'ÉDIFICE ET AUX SECTEURS QUI LEUR SONT RÉSERVÉS, AINSI QUE DE MODERNISER LES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ ET LA SÉCURITÉ VERTICALE DE L'ÉDIFICE. D'ICI LA LIVRAISON DU

PROJET D'ACCÈS SÉCURITAIRE DE LA MAGISTRATURE, DES AGENTS DE SÉCURITÉ SERONT PRÉSENTS DANS LE STATIONNEMENT AFIN DE RENFORCER LE NIVEAU DE SÉCURITÉ.

BIEN QU'UN MONTANT DE 5,8 M$ SOIT INSCRIT AU PQI 2021-2031, UNE MODÉLISATION DU PROJET EST EN COURS DE RÉALISATION PAR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURE ET L'ESTIMATION DES COÛTS AINSI QUE L'ÉCHÉANCIER DE RÉALISATION SERA PRÉSENTÉE EN 2022.

PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 2

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR LE PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES SUR PLUS DE 20 ANS. LE PROJET PRÉVOIT ÉGALEMENT LA CONSTRUCTION D'ESPACES ATTENANTS AU PALAIS DE JUSTICE POUR LES PROCUREURS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES.

CETTE PHASE 2 DU PROJET INTÈGRE LA PHASE 1-B INSCRITE AU PQI 2020-2030. LE PROJET EST ESTIMÉ À 25,3 M$. AINSI, LES AJUSTEMENTS AU PQI 2021-2031 TIENNENT COMPTE DE LA COMBINAISON DES DEUX PHASES DU PROJET DU PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL. CETTE PHASE PRÉVOIT LA FIN DES AMÉNAGEMENTS VERS L'ANNÉE 2028.

PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU

LE PROJET CONSISTE À RÉAMÉNAGER LE PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS IDENTIFIÉS. L'ANALYSE COMPLÈTE DES BESOINS EST EN COURS ET PERMETTRA D'ESTIMER LE COÛT GLOBAL ET L'ÉCHÉANCIER DU PROJET.

LES COÛTS PRÉLIMINAIRES SONT ESTIMÉS À 6,5 M$.

P.122 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC EN 2021-2022 ET DÉLAI DE TRAITEMENT :

A. CHAMBRE CIVILE;
B. CHAMBRE CIVILE – DIVISION DES PETITES CRÉANCES;
C. CHAMBRE CRIMINELLE;
D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.

A. CHAMBRE CIVILE :

DOSSIERS OUVERTS : 44 891
DÉLAI MOYEN D'AUDITION : 239 JOURS

B. CHAMBRE CIVILE - DIVISION DES PETITES CRÉANCES :

DOSSIERS OUVERTS : 14 618
DÉLAI MOYEN D'AUDITION : 593 JOURS

C. CHAMBRE CRIMINELLE :

CAUSES OUVERTES : 74 847
DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES : 304 JOURS

CHAMBRE PÉNALE :

CAUSES OUVERTES : 206 978
DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES PÉNALES RÉGLÉES : 146 JOURS

D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE :

DOSSIER OUVERTS – DÉLINQUANCE : 7 119
DÉLAI D'AUDITION – COMPARUTION DÉLINQUANCE : 36 JOURS
DÉLAI D'AUDITION – PROCÈS DÉLINQUANCE : 63 JOURS

DOSSIER OUVERTS – PROTECTION : 11 292
DÉLAI D'AUDITION – AUDITION PROTECTION : 79 JOURS

DOSSIER OUVERTS – ADOPTION : 713
DÉLAI D'AUDITION – AUDITION ADOPTION : 35 JOURS

P.123 NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES EN 2021-2022. INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE MOINS DE 5 000 $, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 5 001 $ ET 10 000 $, ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 10 001 $ OU PLUS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.

PALAIS DE JUSTICE	DOSSIERS	5 000,00 $ OU MOINS	5 000,01 $ À 10 000,00 $	10 000,01 $ ET PLUS
RIMOUSKI	83	60	13	10
NEW CARLISLE	41	33	4	4
PERCÉ	28	18	5	5
HAVRE-AUBERT	14	5	5	4
AMQUI	17	10	1	6
MATANE	51	34	10	7
SAINTE-ANNE-DES-MONTS	14	9	3	2
MONT-JOLI	3	1	0	2
GASPÉ	40	22	10	8
CARLETON	28	15	6	7
CHICOUTIMI	274	144	64	66
ROBERVAL	57	33	7	17
ALMA	90	46	17	27
CHIBOUGAMAU	25	19	4	2
DOLBEAU – MISTASSINI	31	20	5	6
QUÉBEC	1 626	903	331	392
THETFORD MINES	89	49	14	26
LA MALBAIE	36	19	7	10
RIVIÈRE-DU-LOUP	113	69	14	30
MONTMAGNY	100	64	18	18
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	170	101	31	38
TROIS-RIVIÈRES	322	174	56	92
DRUMMONDVILLE	239	143	48	48
SHAWINIGAN	149	88	24	37
VICTORIAVILLE	163	86	27	50
LA TUQUE	25	16	4	5
SHERBROOKE	495	274	92	129
COWANSVILLE	114	63	23	28
GRANBY	243	149	43	51
MAGOG	28	13	6	9
LAC-MÉGANTIC	29	13	5	11
MONTRÉAL	3 370	1 681	707	982
LONGUEUIL	1 206	598	260	348
LAVAL	1 004	513	190	301
GATINEAU	575	304	117	154
CAMPBELL'S BAY	15	11	2	2
MONT-LAURIER	74	48	8	18
MANIWAKI	24	8	7	9
ROUYN-NORANDA	76	51	14	11
AMOS	35	22	6	7
VILLE-MARIE	26	16	5	5
– BAIE-JAMES ET CIRCUIT INTÉRIEUR	0	0	0	0
VAL-D'OR	92	63	15	14
LA SARRE	19	14	1	4
BAIE D'UNGAVA	1	0	0	1
SEPT-ÎLES	53	25	14	14
SEPT-ÎLES ITINÉRANT	1	0	1	0
BAIE-COMEAU	53	30	14	9
FORESTVILLE	9	3	5	1
SAINT-JÉRÔME	1 179	546	237	396

PALAIS DE JUSTICE	DOSSIERS	5 000,00 $ OU MOINS	5 000,01 $ À 10 000,00 $	10 000,01 $ ET PLUS
JOLIETTE	691	340	150	201
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	67	28	15	24
LACHUTE	45	19	4	22
SAINT-HYACINTHE	315	155	75	85
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	250	118	53	79
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	543	305	97	141
SOREL – TRACY	158	77	29	52
ENSEMBLE DU QUÉBEC	**14 618**	**7 668**	**2 923**	**4 027**

P.124 POUR 2021-2022, À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER. STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS :

- **A. NOMBRE DE PAIEMENTS ACQUITTÉS;**
- **B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L'EXÉCUTION DU JUGEMENT S'EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE;**
- **C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT;**
- **D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L'AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER LE JUGEMENT.**

A. NOMBRE DE PAIEMENT ACQUITTÉ

LE MINISTÈRE NE DISPOSE PAS DE CETTE INFORMATION.

B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L'EXÉCUTION DU JUGEMENT S'EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE

LE MINISTÈRE NE DISPOSE PAS DE CETTE INFORMATION.

C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT

LE MINISTÈRE NE DISPOSE PAS DE CETTE INFORMATION.

D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L'AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER

LE MINISTÈRE NE DISPOSE PAS DE CETTE INFORMATION.

P.125 SOMMES INVESTIES POUR L'INFORMATISATION DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.

	2021-2022 (EN K$)
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	58 400,1
PROJETS	47 694,3
DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	**106 094,4**

(INCLUANT LE FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET LE FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE)

IL N'EST PAS POSSIBLE DE VENTILER CES SOMMES PAR PALAIS DE JUSTICE OU DISTRICT JUDICIAIRE.

P.126 NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES EN 2021-2022 VENTILER PAR PALAIS DE JUSTICE.

2021-2022: 2 096 DOSSIERS.

P.127 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE EN 2021-2022. VENTILER PAR PALAIS DE JUSTICE.

	CHAMBRE CIVILE	CHAMBRE DE LA FAMILLE	TOTAL
TOUT LE QUÉBEC	20 205	18 139	38 344
RÉGION 01			
RIMOUSKI	270	198	468
AMQUI	0	0	0
MATANE	0	0	0
MONT-JOLI	0	0	0
RIVIÈRE-DU-LOUP	211	142	353
RÉGION 02			
CHICOUTIMI	425	316	741
ROBERVAL	111	109	220
ALMA	103	123	226
CHIBOUGAMAU	13	36	49
DOLBEAU – MISTASSINI	0	0	0
RÉGION 03			
QUÉBEC	2 241	1 470	3 711
LA MALBAIE	90	37	127
RÉGION 04			
TROIS-RIVIÈRES	662	515	1 177
SHAWINIGAN	222	196	418
LA TUQUE	26	28	54
RÉGION 05			
SHERBROOKE	805	652	1 457
COWANSVILLE	167	175	342
GRANBY	299	334	633
LAC-MÉGANTIC	34	42	76
RÉGION 06			
MONTRÉAL	5 907	4 264	10 171
RÉGION 07			
GATINEAU	730	1 022	1 752
CAMPBELL'S BAY	76	20	96
MANIWAKI	32	48	80
MONT-LAURIER	116	103	219
RÉGION 08			
ROUYN-NORANDA	76	107	183
AMOS	136	136	272
VILLE-MARIE	29	36	65
VAL-D'OR	81	80	161
LA SARRE	0	0	0
RÉGION 09			
SEPT-ÎLES	110	115	225
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	0	0	0
BAIE-COMEAU	108	121	229

	Chambre civile	Chambre de la famille	Total
Région 11			
New Carlisle	110	76	186
Percé	124	98	222
Havre-Aubert	21	16	37
Sainte-Anne-des-Monts	0	0	0
Carleton	0	0	0
Région 12			
Thetford Mines	180	89	269
Montmagny	112	108	220
Saint-Joseph-de-Beauce	217	224	441
Région 13			
Laval	786	800	1 586
Région 14			
Joliette	813	1 036	1 849
Région 15			
Saint-Jérôme	1 680	1 605	3 285
Sainte-Agathe-des-Monts	0	0	0
Région 16			
Longueuil	1 178	1 378	2 556
Saint-Hyacinthe	435	422	857
Saint-Jean-sur-Richelieu	298	374	672
Salaberry-de-Valleyfield	561	753	1 314
Sorel – Tracy	228	235	463
Région 17			
Drummondville	249	316	565
Victoriaville	133	184	317

P.128 COÛTS D'EXPLOITATION DES SERVICES DE GREFFES PÉRIPHÉRIQUES POUR 2021-2022, PAR RÉGION.

RÉGIONS	NOM	COÛT TOTAUX ($) (SALAIRES, LOYERS ET AUTRES)
1	AMQUI	234 785 $
	MATANE	312 872 $
	MONT-JOLI	120 409 $
SOUS-TOTAL RÉGION 01 : BAS-SAINT-LAURENT		**668 066 $**
2	CHIBOUGAMAU	332 682 $
	DOLBEAU	164 045 $
SOUS-TOTAL RÉGION 02 : SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN		**496 727 $**
4	LA TUQUE	467 650 $
SOUS-TOTAL RÉGION 04 : MAURICIE–BOIS-FRANCS		**467 650 $**
5	GRANBY	2 404 036 $
	MAGOG	49 844 $
SOUS-TOTAL RÉGION 05 : ESTRIE		**2 453 880 $**
7	MANIWAKI	433 658 $
SOUS-TOTAL RÉGION 07 : OUTAOUAIS		**433 658 $**
8	VAL-D'OR	2 511 052 $
	LA SARRE	213 619 $
	SENNETERRE	39 918 $
SOUS-TOTAL RÉGION 08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE		**2 764 589 $**
9	FORESTVILLE	82 266 $
	COUR ITINÉRANTE	28 358 $
SOUS-TOTAL RÉGION 09 : CÔTE-NORD		**110 624 $**
10	COUR ITINÉRANTE	2 521 533 $
SOUS-TOTAL RÉGION 10 : GRAND-NORD		**2 521 533 $**
11	HAVRE-AUBERT	357 036 $
	SAINTE-ANNE-DES-MONTS	295 841 $
	GASPÉ	146 054 $
	CARLETON	105 253 $
SOUS-TOTAL RÉGION 11 : GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE		**904 184 $**
14	REPENTIGNY	7 682 $
SOUS-TOTAL RÉGION 14 : LANAUDIÈRE		**7 682 $**
15	SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	63 223 $
	LACHUTE	38 816 $
SOUS-TOTAL RÉGION 15 : LAURENTIDES		**102 039 $**

TOTAL	**10 930 632 $**

P.129 TOUT RAPPORT, DOCUMENT, ÉTUDE, AVIS, ANALYSE OU LISTE DE CONSULTATION CONCERNANT LA RÉFORME DE L'IVAC.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.130 COPIE DES ANALYSES SUR L'ABOLITION DES RENTES VIAGÈRES DANS LE RÉGIME D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.131 NOMBRE DE PROFESSIONNELS OU D'EMPLOYÉS TRAVAILLANT SUR LA RÉFORME DE L'IVAC.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.132 TOUT RAPPORT, DOCUMENT, ÉTUDE, AVIS, ANALYSE OU LISTE DE CONSULTATION CONCERNANT L'ÉLABORATION D'UN PROJET DE LOI SUR LA PROCÉDURE DE SÉLECTION ET DE NOMINATION DES DÉCIDEURS ADMINISTRATIFS INDÉPENDANTS ET DE RENOUVELLEMENT DE LEUR MANDAT.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.133 NOMBRE DE PROFESSIONNELS OU D'EMPLOYÉS TRAVAILLANT À L'ÉLABORATION D'UN PROJET DE LOI SUR LA PROCÉDURE DE SÉLECTION ET DE NOMINATION DES DÉCIDEURS ADMINISTRATIFS INDÉPENDANTS ET DE RENOUVELLEMENT DE LEUR MANDAT.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.134 TAUX D'UTILISATION MOYEN DES SALLES D'AUDIENCE DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2021-2022. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE.

LE TAUX D'UTILISATION EST CALCULÉ À PARTIR DES SÉANCES TENUES ET ENREGISTRÉES DANS LES SALLES D'AUDIENCE DU 1ER AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022. LES SÉANCES DE JUILLET ET D'AOÛT NE SONT PAS CONSIDÉRÉES, PUISQU'ELLES NE REFLÈTENT PAS L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE NORMALE.

PALAIS DE JUSTICE	NOMBRE DE SALLES D'AUDIENCE	TAUX D'UTILISATION (%)
RIMOUSKI	4	60,6
NEW CARLISLE	3	38,0
PERCÉ	3	48,8
HAVRE-AUBERT	1	24,7
AMQUI	1	41,1
MATANE	1	67,8
SAINTE-ANNE-DES-MONTS	1	66,4
MONT-JOLI	1	35,8
GASPÉ	1	11,9
CARLETON	1	10,3
CHICOUTIMI	9	46,4
ROBERVAL	3	38,3
ALMA	4	23,3
CHIBOUGAMAU	2	24,2
DOLBEAU-MISTASSINI	1	19,2
QUÉBEC	39	61,0
QUÉBEC (COUR D'APPEL)	2	54,7
THETFORD MINES	4	29,9
LA MALBAIE	2	47,4
RIVIÈRE-DU-LOUP	5	48,3
MONTMAGNY	3	40,7
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	5	46,2
TROIS-RIVIÈRES	9	64,3
DRUMMONDVILLE	5	50,1
SHAWINIGAN	5	39,6
VICTORIAVILLE	5	31,1
LA TUQUE	1	30,3
SHERBROOKE	12	45,8
COWANSVILLE	2	37,2
GRANBY	7	40,2
LAC-MÉGANTIC	2	16,5
MONTRÉAL *	98	55,4
MONTRÉAL (COUR D'APPEL)	4	38,9
LONGUEUIL	24	53,8
MONTRÉAL - CHAMBRE DE LA JEUNESSE	18	47,9
LAVAL	14	55,9
GATINEAU	16	60,1
CAMPBELL'S BAY	2	11,9
MONT-LAURIER	3	35,8
MANIWAKI	2	35,3
ROUYN-NORANDA	3	36,6
AMOS	5	37,6
VILLE-MARIE	2	22,1
VAL-D'OR	5	66,7
LA SARRE	1	31,1
SENNETERRE	1	9,0
SEPT-ÎLES	4	37,7
BAIE-COMEAU	4	44,1

PALAIS DE JUSTICE	NOMBRE DE SALLES D'AUDIENCE	TAUX D'UTILISATION (%)
FORESTVILLE	1	16,7
SAINT-JÉRÔME	20	61,4
JOLIETTE	12	64,5
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	1	10,0
LACHUTE	1	10,0
SAINT-HYACINTHE	7	49,6
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	6	45,8
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	10	51,4
SOREL-TRACY	5	39,5

*INCLUANT LES DEUX SALLES DU CENTRE JUDICIAIRE GOUIN

NOTE : LE CALCUL DU TAUX D'UTILISATION EST BASÉ SUR LES DONNÉES DE LA COUR DU QUÉBEC, DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC ET DE LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC. LE CALCUL NE TIENT PAS COMPTE DES SALLES DE CONFÉRENCES DE RÈGLEMENT À L'AMIABLE NI DE CELLES TEMPORAIRES OU AJOUTÉES EN COURS D'ANNÉE.

P.135 CONCERNANT LE REGISTRE PUBLIC DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES ÉLABORÉ AVEC LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER :

A. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE;
B. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE;
C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN ETC POUR L'ANNÉE 2021-2022;
D. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES.

A. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE

9 103 $

B. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE

LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE VISE UNE MEILLEURE ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN LIMITANT LE TEMPS INVESTI PAR TOUS LES INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE À GÉRER ET À ENTENDRE DES RECOURS ABUSIFS. IL PERMET ÉGALEMENT DE PROTÉGER LES INTÉRÊTS DES PERSONNES VISÉES PAR LES RECOURS DU PLAIDEUR SUJET À AUTORISATION OU DE LA PERSONNE DÉCLARÉE QUÉRULENTE.

C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN ETC POUR L'ANNÉE 2021-2022

0.1 ETC

D. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022, UNE PERSONNE A ÉTÉ DÉCLARÉE QUÉRULENTE À LA COUR DU QUÉBEC.

* LE REGISTRE DES PLAIDEURS SUJETS À AUTORISATION (COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC) ET LE REGISTRE DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES (COUR DU QUÉBEC) ET LE REGISTRE DES PLAIDEURS SUJETS À AUTORISATION (COUR D'APPEL DU QUÉBEC) ONT ÉTÉ RÉALISÉS À L'INTÉRIEUR D'UN SEUL PROJET. LES COÛTS D'ENTRETIEN ET D'ADMINISTRATION DE CES REGISTRES SONT DONC REGROUPÉS.

P.136 CONCERNANT LE REGISTRE DES VENTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, INDIQUER :

A. LES COÛTS RELATIFS À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE DES VENTES;
B. LES RECETTES ANNUELLES DE CES VENTES;
C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES POUR L'ANNÉE 2021-2022;
D. LISTE DES CONTRATS ALLOUÉS À DES FIRMES EXTERNES POUR LA MISE SUR PIED DE CE REGISTRE (CONTRAT, COÛTS, ETC.).

FONDS DES REGISTRES

A. LE BUDGET DE DÉPENSES 2021-2022 POUR CE REGISTRE S'ÉLÈVE À 817,2 K$.

B. LES REVENUS POUR CE REGISTRE SONT DE 662,6 K$ EN 2021-2022.

C. AUCUNE RESSOURCE HUMAINE.

D. AUCUN CONTRAT EN 2021-2022.

P.137 POUR 2021-2022, FOURNIR LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) ET/OU 532 À 535 DU CODE DE PROCÉDURE CIVIL (CHAPITRE C-25.01) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL, UN FONCTIONNAIRE OU UN EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDIQUER LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.138 POUR 2021-2022, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ ET DES REQUÊTES EN *QUO WARRANTO* INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDIQUER LES MOTIFS DES ACTIONS OU DES REQUÊTES, ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEUR FONCTION D'ÉLU.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.139 **POUR 2021-2022, LA LISTE DES REQUÊTES EN CASSATION OU EN ANNULATION D'UN RÈGLEMENT DU CONSEIL OU D'UN PROCÈS-VERBAL, RÔLE, RÉSOLUTION OU AUTRES ORDONNANCES DU CONSEIL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRA MUNICIPAL PRÉSENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR S'ENTENDRE AVEC LES MUNICIPALITÉS VISÉES PAR CES REQUÊTES.**

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.140 **POUR 2021-2022, LISTE DES REQUÊTES DEMANDANT LA CONFIRMATION JUDICIAIRE DE LA FIN DU MANDAT D'UN MEMBRE D'UN CONSEIL MUNICIPAL, PRÉSENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL. INDIQUER LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES REQUÊTES N'OCCUPENT PLUS LEUR FONCTION D'ÉLU.**

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.142 POUR 2021-2022, FOURNIR LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE, CRIMINELLE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DE CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.144 BILAN DES PROGRAMMES ET DES INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.

L'ÉLABORATION ET LA MISE EN PLACE DE PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE RELÈVENT DE LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET S'INSCRIVENT DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE QUI VISE À APPORTER DES SOLUTIONS PÉRENNES À L'ENJEU DES DÉLAIS EN MATIÈRES CRIMINELLE ET PÉNALE ET À ASSURER QUE LES CITOYENS ET PARTICULIÈREMENT LES VICTIMES PUISSENT MAINTENIR LEUR CONFIANCE DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE ET DES ACTEURS QUI LE COMPOSENT.

LA JUSTICE RÉPARATRICE EST UNE JUSTICE AXÉE SUR LA RÉPARATION DES TORTS CAUSÉS PAR L'INFRACTION. IL S'AGIT D'UNE APPROCHE BASÉE SUR UNE COMPRÉHENSION QUE LES INFRACTIONS CRIMINELLES SONT UNE VIOLATION DES PERSONNES ET DES RELATIONS ; ELLE DONNE AUX PARTIES TOUCHÉES – ACCUSÉ, VICTIME, COLLECTIVITÉ – L'OCCASION DE DÉTERMINER LEURS BESOINS RESPECTIFS À LA SUITE DE L'INFRACTION. CETTE APPROCHE FAVORISE LA RESPONSABILISATION ET LA RÉINSERTION SOCIALE DES ACCUSÉS EN PLUS D'OFFRIR UNE OCCASION DE GUÉRISON POUR LES VICTIMES. CE FAISANT, LA JUSTICE RÉPARATRICE RÉPOND À PLUSIEURS DES OBJECTIFS DE LA PEINE ÉNONCÉS À L'ARTICLE 718 DU CODE CRIMINEL. LES DOSSIERS ADMIS AU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL (PMRG) SONT TRAITÉS SELON CETTE APPROCHE.

PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL POUR ADULTES

LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL POUR ADULTES A ÉTÉ AUTORISÉ PAR LA MINISTRE EN JUIN 2017 DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA TABLE JUSTICE-QUÉBEC. CE PROGRAMME CONSISTE EN LA DÉJUDICIARISATION DE CERTAINES INFRACTIONS COMMISES PAR DES ADULTES. IL DONNE AUX ADULTES ACCUSÉS DES INFRACTIONS CRIMINELLES PRÉVUES AU PROGRAMME, LA POSSIBILITÉ D'ASSUMER LA RESPONSABILITÉ DE LEURS ACTES ET DE RÉGLER LE CONFLIT QUI LES OPPOSE À LA JUSTICE AUTREMENT QU'EN ÉTANT ASSUJETTIS AUX PROCÉDURES JUDICIAIRES USUELLES PRÉVUES PAR LE CODE CRIMINEL.

UN PROJET PILOTE A ÉTÉ MIS EN PLACE LE 1ER SEPTEMBRE 2017 JUSQU'AU 31 MARS 2019, DANS TROIS BUREAUX, SOIT SHERBROOKE, SAGUENAY ET JOLIETTE, À LA SUITE DE QUOI, LE DÉPLOIEMENT PROVINCIAL A DÉBUTÉ. LE COMITÉ DE TRAVAIL, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE, COMPREND DES REPRÉSENTANTS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP), DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP), DU BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (BAVAC) ET D'ÉQUIJUSTICE. LE PROGRAMME PRÉVOIT DES CATÉGORIES D'INFRACTIONS POUR LESQUELLES LES ACCUSÉS PEUVENT ÊTRE ADMISSIBLES. CETTE ADMISSIBILITÉ S'APPLIQUE, SOUS RÉSERVE DE LA DISCRÉTION DU POURSUIVANT, COMPTE TENU DE L'INTÉRÊT DE LA SOCIÉTÉ ET DE LA VICTIME, APRÈS VÉRIFICATION DE CERTAINS CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ AUPRÈS DE L'ACCUSÉ PAR LES SERVICES CORRECTIONNELS DU MSP. LES SERVICES CORRECTIONNELS FONT ÉGALEMENT LE LIEN AUPRÈS D'ÉQUIJUSTICE CENTRAL QUI LUI, TRANSMET LE DOSSIER À L'ORGANISME COMMUNAUTAIRE LOCAL LE PLUS PRÈS DU LIEU DE RÉSIDENCE DE L'ACCUSÉ. DE SON CÔTÉ, LE CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) A LE MANDAT, DANS UN PREMIER TEMPS, D'INFORMER LA VICTIME DE L'EXISTENCE DU PMRG ET DE LA POSSIBILITÉ QUE LE DOSSIER Y SOIT RÉFÉRÉ. UNE FOIS QUE LE DOSSIER EST TRANSMIS AU PMRG, LE CAVAC COMMUNIQUE À NOUVEAU AVEC LA VICTIME AFIN DE L'EN INFORMER ET LUI INDIQUER QU'UN ORGANISME COMMUNAUTAIRE ENTRERA EN CONTACT AVEC ELLE À CET ÉGARD SI ELLE LE SOUHAITE. UNE FOIS LA MESURE COMPLÉTÉE, L'ORGANISME COMMUNAUTAIRE LOCAL TRANSMET À ÉQUIJUSTICE CENTRAL LE RAPPORT DE FIN DE SUIVI POUR VALIDATION. ÉQUIJUSTICE CENTRAL VALIDE ET SIGNE LE RAPPORT ET LE TRANSMET AU PROCUREUR AU DOSSIER. SI LA MESURE A ÉTÉ COMPLÉTÉE AVEC SUCCÈS, LE POURSUIVANT DEMANDE AU TRIBUNAL LE REJET DES ACCUSATIONS. SI L'ACCUSÉ NE REMPLIT PAS SES ENGAGEMENTS, IL RETOURNE AU PROCESSUS JUDICIAIRE RÉGULIER, SANS QUE SA PARTICIPATION AU PMRG LUI SOIT PRÉJUDICIABLE.

LE PROGRAMME FAIT L'OBJET D'UNE RECHERCHE UNIVERSITAIRE PAR MADAME CATHERINE ROSSI, CRIMINOLOGUE ET PROFESSEURE TITULAIRE À L'UNIVERSITÉ LAVAL. LE BUT DE CETTE RECHERCHE EST D'ANALYSER L'IMPLANTATION DU PMRG, LA PRISE EN COMPTE DE L'INTÉRÊT ET DES BESOINS DES VICTIMES, SON EFFICACITÉ ET SES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES. POUR CE FAIRE, MADAME ROSSI A OBTENU UNE SUBVENTION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET EST FINANCÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE. CETTE RECHERCHE SE POURSUIT JUSQU'EN MARS 2023.

DEPUIS LE 30 NOVEMBRE 2020, LE PMRG EST DISPONIBLE DANS TOUS LES DISTRICTS JUDICIAIRES À LA COUR DU QUÉBEC. DOUZE COURS MUNICIPALES ONT ÉGALEMENT IMPLANTÉ LE PROGRAMME DEPUIS LE MOIS MAI 2020 : LÉVIS, MONTRÉAL, LAVAL, QUÉBEC, MASCOUCHE, REPENTIGNY, SAINT-JÉRÔME, BOISBRIAND, DEUX-MONTAGNES, CHÂTEAUGUAY, SAINTE-ADÈLE ET ROSEMÈRE.

EN DATE DU 31 DÉCEMBRE 2021, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, 2307 DOSSIERS ONT INTÉGRÉ LE PMRG ET 94,2 % DES ACCUSÉS ONT COMPLÉTÉ LE PROGRAMME AVEC SUCCÈS.

LES COÛTS ENGAGÉS DANS LE PMRG POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 SE SONT ÉLEVÉS À 3 942 814 $, DONT NOTAMMENT 2 796 350 $ EN SUBVENTIONS POUR LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ET 980 400 $ POUR LES CAVAC.

PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE POUR LES ADULTES EN MILIEU AUTOCHTONE

LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE POUR LES ADULTES EN MILIEU AUTOCHTONE (PMRA) EST ÉGALEMENT AUTORISÉ PAR LA MINISTRE EN VERTU DE L'ARTICLE 717 DU CODE CRIMINEL. IL A ÉTÉ INSTAURÉ EN 2001 ET RÉVISÉ EN 2015 DANS LE BUT NOTAMMENT DE REVOIR LES CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ DES INFRACTIONS COMMISES DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE. LE PROGRAMME VISE NOTAMMENT À FAVORISER UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU SEIN DE LEUR MILIEU. IL OFFRE UNE OCCASION, POUR UNE PERSONNE ACCUSÉE D'AVOIR COMMIS UNE INFRACTION CRIMINELLE, D'ACCEPTER LA RESPONSABILITÉ DE SA CONDUITE ET À PRENDRE UNE PART ACTIVE À LA RÉPARATION DES TORTS CAUSÉS EN PARTICIPANT À UN PROCESSUS ENCADRÉ DE RÉPARATION ET DE RÉCONCILIATION. IL OFFRE ÉGALEMENT À LA PERSONNE VICTIME L'OCCASION DE PARTICIPER AU PROCESSUS SI ELLE LE SOUHAITE. À L'ISSUE DU PROCESSUS, DES MESURES RÉPARATRICES SONT DÉTERMINÉES.

Ce programme s'adresse exclusivement aux communautés autochtones du Québec et son application est administrée par des comités de justice autochtone. Les services développés par les comités de justice s'inspirent principalement des principes de justice réparatrice et visent entre autres des activités de déjudiciarisation, de détermination de la peine et de sensibilisation et d'éducation au sein de la communauté.

Le PMRA est en place dans 25 communautés autochtones. Précisons que la mise en œuvre du programme est sous la responsabilité du DPCP, qui doit conclure à cet effet un protocole d'entente entre le représentant du Comité de justice ou ses autorités politiques et le Directeur des poursuites criminelles et pénales représenté par le procureur en chef de la région concernée.

NATION	COMMUNAUTÉ	DATE DE SIGNATURE	NOUVEAU PMRA	PMRA AVEC VIOLENCE CONJUGALE
MOHAWK	AKWESASNE	25 AOÛT 2004	26 OCTOBRE 2018	
CRIE	MISTISSINI	30 NOVEMBRE 2006		
	WASKAGANISH	15 MARS 2010		
	WHAPMAGOOSTUI	22 DÉCEMBRE 2012		
	CHISASIBI	24 JANVIER 2012		
	WASWANIPI	13 FÉVRIER 2012		
	NEMASKA	21 JANVIER 2013		
	OUJÉ-BOUGOUMOU	20 DÉCEMBRE 2016		
	WEMINDJI		17 AVRIL 2018	
INUITE	AUPALUK	2 MAI 2003	11 OCTOBRE 2018	
	KANGIRSUK	29 AVRIL 2003	11 OCTOBRE 2018	
	KUUJJUARAPIK	1 MAI 2003	11 OCTOBRE 2018	
	PUVIRNITUQ	30 AVRIL 2003	11 OCTOBRE 2018	
	SALLUIT	5 MAI 2003	11 OCTOBRE 2018	
	QUAQTAQ	30 AVRIL 2003	11 OCTOBRE 2018	
	KUUJJUAQ	7 JUIN 2013	11 OCTOBRE 2018	
	KANGIQSUALUJJUAQ	3 JUIN 2013	11 OCTOBRE 2018	
	INUKJUAK	15 FÉVRIER 2010	11 OCTOBRE 2018	
	KANGIQSUJUAQ	16 MAI 2017	11 OCTOBRE 2018	
ATIKAMEWK	OPITCIWAN	20 DÉCEMBRE 2011	4 AVRIL 2019	
	MANAWAN		16 AVRIL 2018	16 AVRIL 2018
	WEMOTACI		16 AVRIL 2018	16 AVRIL 2018
NASKAPIE	KAWAWACHIKAMACH	4 DÉCEMBRE 2012		
MICMAC	LISTUGUJ	DÉCEMBRE 2013		
ALGONQUINE	KITIGAN ZIBI		18 OCTOBRE 2018	

Les coûts des projets sont inclus à même les budgets des comités de justice et ne sont pas comptabilisés de façon distincte. Il est important de noter que le traitement, les ressources allouées et les heures de travail nécessaires au cheminement d'un dossier varient largement d'un cas à un autre et d'un comité de justice à l'autre. Dans le cadre de son approche, le Ministère respecte l'autonomie que le milieu attend des gouvernements en matière de justice au sein de leurs communautés.

Autres programmes d'adaptabilité de la justice au Québec

Tout comme les deux programmes mentionnés précédemment, les programmes suivants constituent des programmes d'adaptabilité de la justice.

Programme d'accompagnement Justice Santé mentale

Le programme d'accompagnement justice santé mentale (PAJ-SM) a été autorisé par la ministre de la Justice en février 2019. Un projet pilote a été mis en place le 20 mai 2008 à la cour municipale de Montréal et le 6 mai 2015 à la Cour du Québec de Saint-Jérôme. Le programme s'adresse aux personnes présentant différentes vulnérabilités, notamment liées à une problématique de santé mentale ou déficience intellectuelle, ayant commis une infraction visée par le programme dans le district où le PAJ-SM est implanté. Le programme a pour but d'adapter le traitement judiciaire des personnes vulnérables à la Cour du Québec en proposant une prise en charge globale et un traitement plus individualisé de ces personnes par les différents intervenants du milieu judiciaire, de la santé et des services sociaux et de la sécurité publique. Le programme vise également une plus grande collaboration et un partage d'information plus efficaces entre les différents intervenants. Cette approche vise à éviter ou réduire la récidive et ainsi assurer la protection du public, tout en favorisant un traitement adapté à la situation personnelle du contrevenant.

L'implantation du programme de Sherbrooke a fait l'objet d'une recherche universitaire par Me Véronique Fortin de l'Université de Sherbrooke. Quant au programme dans son ensemble, il fait l'objet d'une recherche universitaire menée par l'Observatoire justice santé mentale de l'Institut national de psychiatrie légale Philippe Pinel. L'objectif de la recherche est d'analyser le cheminement des personnes dans le PAJ-SM, l'efficacité du programme et ses retombées économiques et sociales notamment par le taux de récidives. Le ministère de la Justice a financé ces recherches.

Présentement, le PAJ-SM est implanté dans les districts judiciaires de : Abitibi (secteur Val-d'Or), Beauharnois, Bedford, Bonaventure, Chicoutimi, Drummond, Gaspé (Gaspé, Percé et Ste-Anne-des-Monts), Gatineau, Joliette, Kamouraska, Labelle, Laval, Longueuil, Montréal, Québec, Rimouski, Roberval (incluant Opitciwan et Mashteuiasth) Saint-François, Saint-Maurice (secteur Shawinigan), Saint-Hyacinthe, Terrebonne, Trois-Rivières.

Présentement, le PAJ-SM est implanté à la cour municipale de Montréal, Québec et Laval.

De plus, une trajectoire pour les contrevenants ayant un trouble d'utilisation de substance ou une dépendance est élaborée sous forme de projet pilote à la Cour du Québec à Gatineau (septembre 2021) et à New Carlisle (février 2022).

Les travaux pour le PAJ-SM de Val-d'Or ont été faits de concert avec le Centre d'amitié autochtone ainsi qu'avec la participation de la communauté de Lac-Simon. Le programme est également en place auprès des communautés d'Opiticwan et de Mastheuiash pour le PAJ-SM de Roberval qui ont tous les deux déployé des intervenants pivot pour le PAJ-SM et le Centre d'amitié autochtone de Roberval a été mis à profit pour le PAJ-SM de Roberval.

Puisque Les PAJ-SM sont principalement gérés par les centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS et CIUSSS), une somme de 2 M$ prévue au Budget du MJQ a été transférée au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) afin de lui permettre d'octroyer les sommes aux CISSS et CIUSSS concernés dans le cadre de la mise en œuvre des PAJ-SM.

Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec (PTTCQ)

Autorisé en 2012 par le ministre de la Justice en vertu de l'article 720(2) du Code criminel, le programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec (PTTCQ) a pour objectif de prévenir et réduire la criminalité causée ou motivée par la toxicomanie tout en tenant compte de l'intérêt de la justice. Situé au stade de la détermination de la peine, il permet aux adultes reconnus coupables de certaines infractions criminelles de bénéficier d'un plan de réadaptation et de réinsertion sociale adapté sous surveillance judiciaire. Ultimement, le PTTCQ vise à rompre définitivement le phénomène des « portes tournantes ».

Trois seuls PTTCQ sont en vigueur au Québec, soit dans le district judiciaire de Montréal depuis 2012 et dans le village nordique de Puvirnituq depuis l'automne 2019 et Akulivik depuis l'été 2021. Le PTTCQ déployé dans le village nordique de Puvirnituq et d'Akulivik, est spécifiquement offert aux Inuits de cette communauté. Des travaux sont en cours pour déployer des PTTCQ dans d'autres districts judiciaires.

L'entente de financement avec le Gouvernement du Canada est échue depuis le 31 mars 2018. Le processus de signature pour conclure une nouvelle entente Canada-Québec est en cours.

Chaque ministère et organisme qui participe au Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec assume à même ses budgets le financement de ce programme.

Programme de travaux compensatoires (PTC)

Par le décret 385-2019 du 10 avril 2019, la responsabilité du programme de travaux compensatoires (PTC), relevant antérieurement du ministère de la Sécurité publique, a été confiée au ministère de la Justice. Le PTC est déployé dans tout le Québec et fonctionne grâce à un Financement annuel de 2,5 M $ et grâce au travail de 2 ressources à temps plein.

Le PTC repose sur 10 organismes de référence et plus de 5 000 organismes d'accueil. Les organismes de référence sont des organismes à but non lucratif dont les services sont retenus par le MJQ pour administrer le programme dans certains districts judiciaires. Les contrats entre le Ministère et les organismes sont renouvelés sur une base annuelle.

Le programme a été mis en place au Québec en 1983 afin d'humaniser le processus de recouvrement des amendes dues à l'État. Il permet à une personne démunie d'effectuer des travaux dans un organisme en compensation de sa dette, issue d'amendes impayées liées à des infractions pour lesquelles un jugement de culpabilité a été rendu au terme d'une poursuite pénale devant la Cour du Québec ou une cour municipale. La réussite du programme enraye la dette du défendeur envers l'État.

À l'étape de l'exécution du jugement, lorsqu'un percepteur est convaincu de l'incapacité de payer d'un individu, il doit lui offrir de payer les sommes qu'il doit au moyen de travaux compensatoires (art. 333 Code de procédure pénale). Suivant la signature de l'engagement des travaux, une demande est transmise à l'organisme de référence de sa région. L'organisme de référence rencontre l'individu et lui propose des travaux à effectuer dans un organisme d'accueil sous sa responsabilité en fonction de ses compétences et de ses capacités. Les organismes d'accueil sont

LES ORGANISMES QUI REÇOIVENT LES INDIVIDUS ET LEUR PERMETTENT D'EFFECTUER DES TÂCHES CORRESPONDANT À LEURS HABILETÉS, QUI COMPTABILISENT LES HEURES TRAVAILLÉES ET EN FONT RAPPORT À L'ORGANISME DE RÉFÉRENCE. UNE FOIS LES HEURES COMPLÉTÉES, L'ORGANISME D'ACCUEIL EN INFORME L'ORGANISME DE RÉFÉRENCE QUI TRANSMET UN RAPPORT D'EXÉCUTION DES TRAVAUX AU PERCEPTEUR DES AMENDES.

LORSQUE L'ENTIÈRETÉ DES HEURES PRÉVUES EST EFFECTUÉE, LE DÉFENDEUR EST LIBÉRÉ DES SOMMES DUES. LE CITOYEN QUI S'EST ENGAGÉ À EFFECTUER UN NOMBRE D'HEURES DE TRAVAUX COMPENSATOIRES PEUT, EN TOUT TEMPS, METTRE UN TERME À SES TRAVAUX ET PAYER SON AMENDE OU PRENDRE UNE ENTENTE DE PAIEMENT AUPRÈS DU PERCEPTEUR. LE MONTANT ÉQUIVALENT AU NOMBRE D'HEURES TRAVAILLÉES SERA ALORS DÉDUIT DE L'AMENDE À PAYER. EN CAS D'ÉCHEC, LE CITOYEN DEVRA REPRENDRE LE PROCESSUS EN COMMUNIQUANT AVEC LE PERCEPTEUR. À DÉFAUT, LE PERCEPTEUR DES AMENDES REPREND LE PROCESSUS D'EXÉCUTION DES JUGEMENTS.

LES ORGANISMES DE RÉFÉRENCE DOIVENT AVOIR UNE DIVERSITÉ D'ORGANISMES D'ACCUEIL INCLUANT, DANS LA MESURE DU POSSIBLE, DES ORGANISMES AUTOCHTONES OU SENSIBLES À LA RÉALITÉ DES AUTOCHTONES. L'ORGANISME D'ACCUEIL VISION TRAVAIL ABITIBI-TÉMISCAMINGUE DÉVELOPPE UN POINT DE SERVICE POUR LE PTC DANS LE NORD-DU-QUÉBEC. DES TRAVAUX ONT DÉBUTÉ ENTRE LE BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES (BAA) ET LA DPAJR AFIN DE DÉVELOPPER PLUS ENCORE LE VOLET AUTOCHTONE.

EN 2021, 4 926 PERSONNES ONT EFFECTUÉ DES TRAVAUX DANS LE CADRE DU PTC, POUR UN TOTAL DE 383 834,49 HEURES RÉALISÉES AU SEIN D'ORGANISMES D'ACCUEIL. C'EST UNE MOYENNE DE 77,92 HEURES DE TRAVAIL PAR PARTICIPANT.

PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET INTERVENTION COMMUNAUTAIRE

LES NOUVELLES DISPOSITIONS DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DÉCOULANT DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU PROJET DE LOI 32 LE 5 JUIN 2020 PERMETTENT DÉSORMAIS DES MESURES PRENANT EN COMPTE LA SITUATION SOCIALE DE CERTAINS DÉFENDEURS AFIN NOTAMMENT DE FAVORISER LEUR RÉHABILITATION. CEUX-CI ONT MAINTENANT LA POSSIBILITÉ DE PARTICIPER À UN PROGRAMME D'ADAPTABILITÉ OFFRANT UNE ALTERNATIVE À UNE POURSUITE PÉNALE OU LEUR PERMETTANT DE REMPLACER LES TRAVAUX COMPENSATOIRES PAR DES MESURES ALTERNATIVES.

IL S'AGIT D'UN PROGRAMME VOLONTAIRE DE DÉJUDICIARISATION S'ADRESSANT À UNE CLIENTÈLE EN SITUATION DE GRANDE VULNÉRABILITÉ ET/OU À RISQUE D'ITINÉRANCE AYANT DES CONSTATS D'INFRACTIONS NON ACQUITTÉS. CE PROGRAMME VISE À RÉDUIRE LE PHÉNOMÈNE DES « PORTES TOURNANTES ». IL PERMET À UNE PERSONNE DÉSIREUSE DE STABILISER SA SITUATION SOCIALE D'EFFACER OU DE DIMINUER SA DETTE JUDICIAIRE. LA RÉUSSITE DU PROGRAMME PERMET LE RETRAIT DES CHEFS D'ACCUSATION, LA RÉTRACTATION DE JUGEMENTS ET L'EFFACEMENT DE LA DETTE D'UN DÉFENDEUR.

ACTUELLEMENT, LE PROGRAMME EST IMPLANTÉ DANS DIFFÉRENTES COURS MUNICIPALES : MONTRÉAL, QUÉBEC, VAL-D'OR, TROIS-RIVIÈRES ET SHERBROOKE. DES DISCUSSIONS SONT PRÉSENTEMENT EN COURS AFIN D'IMPLANTER DES PROJETS SIMILAIRES À CHIBOUGAMAU, À GATINEAU ET À SAINT-JÉRÔME.

EN COLLABORATION ÉTROITE AVEC LE CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR, LE PROGRAMME ANWATAN-PAJIC DE VAL-D'OR COMPREND UN IMPORTANT VOLET AUTOCHTONE. QUATRE TYPES DE SERVICES Y SONT OFFERTS : L'ACCOMPAGNEMENT À LA COUR MUNICIPALE, L'ENTENTE DE PAIEMENT ADAPTÉE, LES TRAVAUX COMPENSATOIRES, INCLUANT DES ACTIVITÉS CULTURELLES ET DES DÉMARCHES DE MIEUX-ÊTRE, AINSI QUE LA SUSPENSION TEMPORAIRE DU OU DES DOSSIERS DE COUR. IL EST PRÉVU QUE LE PAJIC DE CHIBOUGAMAU SOIT MIS EN PLACE EN COLLABORATION AVEC LE CENTRE D'AMITIÉ EENOU DE CHIBOUGAMAU.

LES COÛTS ENGAGÉS DANS LE PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET INTERVENTION COMMUNAUTAIRE POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 SE SONT ÉLEVÉS À 47 052 $.

P.145 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DU BILAN BUDGÉTAIRE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES LOIS CRIMINELLES ADOPTÉES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN VERTU DU CODE CRIMINEL. VENTILATION PAR :

A. LOIS ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ;
B. IMPACT SUR LES REVENUS EN 2021-2022;
C. IMPACT SUR LES REVENUS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES;
D. IMPACT SUR LES DÉPENSES EN 2021-2022;
E. IMPACT SUR LES DÉPENSES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

LE MINISTÈRE MET EN ŒUVRE LES LOIS CRIMINELLES ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. LES REVENUS ET DÉPENSES À CE TITRE NE SONT CEPENDANT PAS ISOLÉS DES AUTRES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE.

P.146 LES SOMMES PERÇUES EN VERTU DE LA CONTRIBUTION RÉCLAMÉE SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC DEPUIS 2014 (ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DU QUÉBEC) ET VERSÉES AU FONDS ACCÈS JUSTICE. INDIQUER LES SOMMES PERÇUES POUR CHAQUE MOIS EN 2021-2022.

FONDS ACCÈS JUSTICE

LA SOMME DES CONTRIBUTIONS PÉNALES PERÇUES EN 2021-2022 ET VERSÉES AU FONDS ACCÈS JUSTICE TOTALISE 14 404,3 K$.

MOIS	K$
AVRIL	487,2
MAI	1 269,0
JUIN	906,4
JUILLET	3 218,1
AOÛT	1 329,4
SEPTEMBRE	749,8
OCTOBRE	733,9
NOVEMBRE	1 253,7
DÉCEMBRE	1 408,6
JANVIER	1 696,6
FÉVRIER	1 351,6

P.147 CONCERNANT LES REVENUS DÉCOULANT DE LA CONTRIBUTION PÉNALE À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, INDIQUER :

A. LE NOMBRE DE CONTRIBUTIONS ET LES REVENUS TOTAUX ENREGISTRÉS;
B. LE NOMBRE ET LES MONTANTS DE 10 $, DE 20 $ ET DE 25 % D'UNE AMENDE, VERSÉS AU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES;
C. LE NOMBRE ET LES MONTANTS DE 8 $ ET DE 4 $ VERSÉS AU FONDS ACCÈS JUSTICE;
D. LES SOMMES VERSÉES AU FONDS CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROVENANT DE CES CONTRIBUTIONS ET LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ FINANCÉS OU QUI SERONT FINANCÉS PAR ELLES.

LES REVENUS DES CONTRIBUTIONS PÉNALES 2021-2022 TOTALISENT 54 600,1 K$:

- 17 094,5 K$ (10 $) VERSÉS AU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS POUR SOUTENIR LES ACTIVITÉS DU FONDS.

- 14 404,3 K$ (8 $) VERSÉS AU FONDS D'ACCÈS JUSTICE POUR SOUTENIR LES ACTIVITÉS DU FONDS.

- 23 101,3 K$ VERSÉS AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU.

LES SOMMES SONT REÇUES SELON L'AFFECTATION PRÉVUE À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, TOUTEFOIS, CELA NE NOUS PERMET PAS DE VENTILER LES SOMMES EN FONCTION DU MONTANT DES CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES.

P.148 POUR CHACUNE DES CATÉGORIES DE CONTRIBUTION (14 $, 20 $, 40 $ OU 25 %), INDIQUER LEUR UTILISATION / RÉPARTITION CONFORMÉMENT AU DERNIER PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. PAR EXEMPLE, INDIQUER LE MONTANT TOTAL DE LA PART DES CONTRIBUTIONS DE 20 $ TRANSFÉRÉ AU CAVAC, AU FAJ, ETC.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SE TROUVE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.147.

P.149 INDIQUER LES MESURES DÉPLOYÉES ET LES SOMMES ENGAGÉES PAR VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISMES EN 2021-2022 POUR PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.

MINISTÈRE

DIVERSES MESURES SONT MISES EN PLACE ANNUELLEMENT POUR DESSERVIR CETTE CLIENTÈLE ET OFFRIR DES SERVICES CULTURELLEMENT ADAPTÉS ET SÉCURISANTS.

1. LE RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC)

LE RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) OFFRE DES SERVICES DANS PRÈS DE 200 POINTS DE SERVICES DONT UNE CINQUANTAINE DESSERVENT UNE POPULATION MAJORITAIREMENT AUTOCHTONE.

DEUX CAVAC SONT SOUS LA RESPONSABILITÉ D'ADMINISTRATIONS AUTOCHTONES :

- LE CAVAC SAPUMMIJIIT (ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK)
- LE CAVAC CRI (GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE)

LES SERVICES OFFERTS PAR LES CAVAC AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET AUX AUTOCHTONES VIVANT EN MILIEUX URBAINS SONT OFFERTS PAR DES INTERVENANTS AUTOCHTONES ET ALLOCHTONES AYANT UNE EXPERTISE AUPRÈS DE CETTE CLIENTÈLE. EN 2021-2022, LE RÉSEAU A PU COMPTER SUR L'EXPERTISE DE 19 INTERVENANTS AUTOCHTONES.

LES SERVICES SONT OFFERTS GRÂCE À DIVERS POINTS DE SERVICES PARTOUT AU QUÉBEC :

TYPES DE POINTS DE SERVICE	EMPLACEMENTS
2 POINTS DE SERVICES EN PALAIS DE JUSTICE	KUUJJUAQ PUVIRNITUQ
11 POINTS DE SERVICES PERMANENTS EN COMMUNAUTÉ	CHISASIBI EASTMAIN INUKJUAQ KAWAWACHIKAMACH MATIMEKOSH KUUJJUARAPIK MASHTEUIATSHMISTISSINI NEMASKA OUJÉ-BOUGOUMOU SALLUIT WEMINDJI
10 POINTS DE SERVICES LIÉS À LA COUR ITINÉRANTE	AKULIVIK KANGIQSUALUJJUAQ KANGIQSUJUAQ KANGIRSUK QUAQTAQ UMIUJAQ PAKUASHIPI MINGAN NUTASHKUAN UNAMEN SHIPU
1 POINT DE SERVICES SPÉCIALISÉ POUR AUTOCHTONIE URBAINE	VAL-D'OR
23 POINTS DE SERVICES ITINÉRANTS (SUR DEMANDE OU SELON UN CALENDRIER)	AUPALUQ TASIUJAQ LAC SIMON KITCISAKIK PIKOGAN TIMISCAMING WINNEWAY EAGLE VILLAGE WOLF LAKE GESGAPEGIAG LISTIGUJ MANAWAN WEMONTACI KAHNAWAKE AKWESASNE KITIGAN ZIBI LAC-RAPIDE/BARRIERE LAKE OBEDJIWAN ESSIPIT

	Pessamit Waskaganish Whapmagoostui Waswanipi
1 point de service en référence policière	Uashat Maliotenam
1 point de service intégré dans un centre d'amitié autochtone	Centre Mamik (Saguenay)

Investissements pour les services aux personnes victimes autochtones incluant les victimes de violence sexuelle

En 2021-2022, le réseau des CAVAC a bénéficié d'une subvention totale de 31 223 564 $ et est venu en aide à 60 604 personnes, dont 1 095 personnes s'identifiant comme autochtones (1,18 %) :

- Selon le système statistique du Réseau des CAVAC, 297 personnes victimes autochtones ont reçu des services pour une situation d'agression sexuelle et 2 pour une situation d'exploitation sexuelle en 2021-2022. Ces données n'incluent toutefois pas les statistiques du CAVAC Nunavik et du CAVAC Cri qui ne détaillent pas leur clientèle selon le type de crime (ou le contexte).

Le tableau suivant détaille les investissements globaux en matière autochtone basés sur le pourcentage que représente cette clientèle pour chaque CAVAC. Les colonnes de droite détaillent quant à elles le nombre de total de personnes victimes de violence sexuelle (autochtone et allochtone) ainsi que le pourcentage de ces dernières s'identifiant comme autochtones.

CAVAC	Investissements financier selon le % de clientèle Autochtone	Pourcentage global de la clientèle autochtone par CAVAC	nombre total de Personnes victimes de violence sexuelle et % s'identifiant comme autochtones[1]	
CAVAC de l'Abitibi-Témiscamingue	178 825 $	8,91 %	506	10,47 %
CAVAC du Bas-Saint-Laurent	802 $	0,05 %	906	0,22 %
CAVAC Centre-du-Québec	832 $	0,06 %	1016	0,10 %
CAVAC Côte-Nord	398 208 $	28,13 %	444	27,93 %
CAVAC Cri	940 864 $	100 %	N/D	N/D
CAVAC de l'Estrie	695 $	0,04 %	1404	0,07 %
CAVAC de la Gaspésie et les Îles de la Madeleine	65 763 $	7,53 %	367	4,90 %
CAVAC de Lanaudière	26 448 $	1,49 %	827	2,06 %
CAVAC des Laurentides	1 456 $	0,1 %	1019	0,10 %
CAVAC de Laval	0 $	0 %	541	0 %
CAVAC de la Mauricie	19 671 $	1,32 %	839	3,10 %
CAVAC de la Montérégie	7 532 $	0,28 %	1492	0,20 %
CAVAC de Montréal	7 570 $	0,17 %	1410	0,43 %
CAVAC du Nunavik	1 294 530 $	100 %	N/D	N/D
CAVAC de l'Outaouais	39 025 $	1,40 %	1024	1,17 %
CAVAC de Québec	6 917 $	0,29 %	1733	0,17 %
CAVAC Saguenay-Lac-Saint-Jean	70 233 $	3,30 %	967	3 %

1. Les chiffres de cette colonne comprennent les personnes victimes d'infraction à caractère sexuel. Certaines personnes victimes d'exploitation sexuelle pourraient ne pas être incluses dans les données, selon les régions.

Intervenants desservants une clientèle autochtone :

Le tableau ci-dessous détaille les intervenants dédiés aux clientèles autochtones.

Il est à noter que pour les CAVAC allochtones, les investissements en ETC correspondent aux postes autorisés et dédiés aux clientèles autochtones.

Ces montants ne représentent pas l'ensemble des heures travaillées auprès des clientèles autochtones. En effet, d'autres ETC allochtones des CAVAC, non dédiées aux clientèles autochtones, peuvent desservir ces dernières. Par exemple, le CAVAC de la Mauricie n'a pas de ressource dédiée pour la communauté autochtone de Wemotaci. Toutefois, l'intervenante du point de service de La Tuque se rend mensuellement dans la communauté. Il est estimé que 60 % de son temps est dédié aux personnes victimes autochtones de la région. Elle ne figure pas dans le tableau ci-dessous.

CAVAC	Intervenants clientèle autochtone (ETC)	Investissements financiers intervenants autochtones
CAVAC de l'Abitibi-Témiscamingue	5	316 904 $
CAVAC Côte-Nord	5	289 221 $
CAVAC Cri	8	672 051 $
CAVAC Nunavik	8	878 689 $
CAVAC de l'Outaouais	1	75 235 $
CAVAC Saguenay-Lac-Saint-Jean	4	201 733 $

Pour les personnes victimes de violence sexuelle spécifiquement, le Réseau des CAVAC peut compter sur le support de 17 agents de liaison spécialisés (ALIVS) dans cette problématique dont 2 sont situés dans les CAVAC du Nunavik et du territoire cri. Pour le CAVAC Nunavik et le CAVAC cri spécifiquement, les 2 ALIVS représentent un investissement de 209 609 $ (ce montant est inclus dans le tableau ci-dessus).

En outre, les divers intervenants des CAVAC peuvent également les épauler dans leurs démarches.

2. Les investissements liés à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées

Depuis 2020-2021, le FAVAC verse annuellement diverses subventions pour concourir aux recommandations du Rapport produit par l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées(ENFFADA). Il finance notamment diverses mesures pour accroître l'accessibilité aux ressources pour les personnes autochtones, dont les personnes victimes de violence sexuelle.

En 2021-2022, les investissements ENFFADA au Réseau des CAVAC représentaient 1 242 790 $. Les ressources humaines associées à l'ENFFADA sont incluses dans les tableaux ci-dessus.

CAVAC	Investissements ENFFADA	Actions prévues	État 31 mars 2022
CAVAC de l'Abitibi-Témiscamingue	469 510 $	• 1 nouvel intervenant Kitcisakik	• Problème de recrutement • Contrat 1 an pour desservir Kitcisakik et les autres communautés (intervenant autochtone)
		• 1 nouvel intervenant Val-d'Or autochtone	• Intervenante allochtone avec expérience embauchée
		• 3 nouveaux locaux adaptés (Lac-Simon, Pikogan, Kitcisakik)	• Projet en cours
CAVAC Côte-Nord	132 178 $	• 1 nouvel intervenant Matimekosh	• Problème de recrutement. Affichage toujours en cours
		• 1 nouvel intervenant Secteur Mingan	• Intervenante allochtone avec expérience embauchée
CAVAC Cri	264 540 $	• 1 psychologue spécialisé	• Embauche en cours
		• 1 intervenant en violence conjugale	• Intervenant autochtone embauché
CAVAC Nunavik	136 446 $	• 1 nouvel intervenant Kuujjuarapik	• Embauche en cours
CAVAC Outaouais	5 000 $	• Adaptation du local au Palais de justice de Maniwaki	• Amélioration en cours et en continu
CAVAC Saguenay-Lac-Saint-Jean	235 116 $	• 1 nouvel intervenant au Centre d'amitié autochtone de Chicoutimi	• Intervenante embauchée
		• 1 local adapté Obedjiwan	• Travaux en cours

3. Les investissements liés à des projets réseau autochtones

En 2021-2022, le CAVAC de la Côte-Nord a reçu une subvention pour la réalisation d'un projet de formation spécialisée pour les intervenants œuvrant auprès des clientèles autochtones. Le projet *Renforcer la sensibilisation culturelle grâce à une formation dirigée par les Autochtones pour le personnel des CAVAC* a nécessité un investissement de 184 950 $ du Fonds d'aide aux victimes (Justice Canada).

4. Les investissements liés à des projets autochtones dans le cadre du Programme de financement du FAVAC

Finalement, en 2021-2022, 217 097 $ ont été versés à divers organismes pour la réalisation de projets touchant directement des clientèles autochtones, dont les personnes victimes de violence sexuelle.

Projets	Organisme	Investissements 2021-2022
Développement des plateformes numériques (site Web, plateforme de type clavardage)	Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean	50 000 $
The Impact of Historical Trauma: The Cree Experience	Gouvernement de la Nation Crie	130 760 $
Modernisation des équipements informatiques	Conseil de la Nation atikamekw	18 400 $
Kahnawake Victims of Crime Project Phase 2	Conseil des Mohawks de Kahnawake	16 000 $
Traduction de documents promotionnels en langue autochtone	CAVAC Montréal	1 937 $

5. Le Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits

En outre, le BAVAC s'est engagé dans le cadre du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits dans deux mesures venant en aide notamment aux victimes de violences sexuelles autochtones soit :

Mesures	État d'avancement	Investissements 2021-2022
Mesure 1.2.10 : Favoriser l'utilisation de la visioconférence au sein des communautés autochtones lors des rencontres entre le procureur aux poursuites criminelles et pénales et la personne victime	Mesure terminée. Nos efforts se poursuivent toutefois via les investissements liés à l'ENFFADA.	0$
Mesure 1.2.30 : Soutenir financièrement et assurer le développement, en milieu autochtone, d'une intervention adaptée par les CAVAC dans le but d'offrir des services culturellement pertinents et sécurisants aux personnes victimes d'actes criminels	Pour venir en aide aux personnes victimes autochtones, le réseau des CAVAC compte sur 52 points de services ainsi que sur l'expertise de 19 intervenants d'origine autochtone. Leur tâche est quant à elle en partie ou en totalité dédiée aux services à cette clientèle. Deux nouveaux points de services sont présentement en développement au sein du centre d'amitié autochtone de Chicoutimi et de Roberval. Un nouveau local entièrement dédié aux personnes victimes autochtones de Val-d'Or a été aménagé afin de favoriser l'accès aux services pour les autochtones en milieu urbain ainsi que ceux se présentant à la cour. Il est à noter que plusieurs intervenants du réseau siègent présentement sur les différentes tables locales d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les autochtones (Val-d'Or, Maniwaki, Sept-Iles, La Tuque et les futures tables de	3 059 371 $ *Ce montant se retrouve détaillé dans la précédente section liée aux investissements en ressources humaines dédiées. 135 115 $ *ce montant est inclus dans la mesure ENFFADA 0$ 0$

	ROBERVAL ET CHIBOUGAMAU) AFIN D'AMÉLIORER LEURS SERVICES EN SECTEURS URBAINS.	

SOULIGNONS ENFIN QUE DES SOMMES SUPPLÉMENTAIRES ONT ÉTÉ OBTENUES ET ANNONCÉES EN MARS 2021 POUR DES SERVICES SPÉCIFIQUES AUX VICTIMES AUTOCHTONES. LES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS EN 2021-2022 DANS LE CADRE DE CETTE MESURE SONT DÉCLINÉS À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.22.

P.150 CRÉDITS BUDGÉTAIRES ALLOUÉS EN 2021-2022 ET PRÉVUS EN 2022-2023 AFIN DE METTRE EN ŒUVRE LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES RELATIONS ENTRE LES AUTOCHTONES ET CERTAINS SERVICES PUBLICS AU QUÉBEC (RAPPORT VIENS) AINSI QUE LES RECOMMANDATIONS DE L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES (ENFFADA).

POUR 2021-2022, LES CRÉDITS RÉGULIERS DU MINISTÈRE ET CEUX DÉCOULANT DU PLAN D'ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS, ET CEUX RÉSERVÉS À LA MISE EN ŒUVRE DES COMMISSIONS D'ENQUÊTE ONT PERMIS LES ACTIONS SUIVANTES QUI SONT EN LIEN AVEC CERTAINES RECOMMANDATIONS DES COMMISSIONS D'ENQUÊTE :

- INITIATIVES DE JUSTICE COMMUNAUTAIRE AU SEIN DES COLLECTIVITÉS AUTOCHTONES ET EN MILIEU URBAIN, ET SOUTIEN À LA RÉFLEXION EN VUE DE LA MISE EN PLACE DE NOUVEAUX PROJETS (2 229 648 $);
- OFFRE DE SERVICE DES CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES (2 898 100 $);
- SOUTIEN AUX SERVICES AUX VICTIMES AUTOCHTONES (CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS OU LES ORGANISMES AUTOCHTONES INTÉRESSÉS À AGIR AUPRÈS DES VICTIMES) (1 342 885$) [1];
- FORMATION DE RÉDACTEURS GLADUE ET D'OUTILS VIDÉO DE FORMATION CONTINUE (45 000 $);
- FORMULAIRES JUDICIAIRES ET LEXIQUE (87 000 $);
- ÉLABORATION D'UNE FORMATION POUR LES RÉDACTEURS GLADUE, LES CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES, LES COORDONNATEURS DE COMITÉS DE JUSTICE, LES INTERVENANTS AUPRÈS DES VICTIMES, ET AUTRES EMPLOIS AUPRÈS DE JUSTICIABLES AUTOCHTONES (450 000 $).

[1] EXCLUANT LES SOMMES POUR LES ACTIVITÉS COURANTES VERSÉES AUX CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ACTIFS AUPRÈS DU MILIEU AUTOCHTONE.

P.180 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES; VENTILATION PAR RADAR PHOTO).

RADAR PHOTO	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS[2]	MONTANT[3]
TOTAL FIXES[1]	221 265	26 963 775 $
TOTAL RADARS MOBILES[1]	164 675	24 608 539 $
TOTAL FEUX ROUGES[1]	9 281	1 596 414 $
TOTAL	**395 221**	**53 168 728 $**

1. RÉPARTITION DES RADARS DU RÉSEAU ROUTIER DÉTERMINÉS PAR UN ARRÊTÉ MINISTÉRIEL :
   - 11 RADARS FIXES VITESSE;
   - 24 RADARS MOBILES OPÉRANT SUR 128 SITES (EXCLUANT LES ZONES SCOLAIRES ET LES CHANTIERS DE CONSTRUCTION);
   - 19 RADARS FIXES FEUX ROUGES (DONT 10 FEUX ROUGES ET VITESSE).
2. LE NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REPRÉSENTE LE NOMBRE DE CONSTATS SIGNIFIÉS DU 1ER AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022.
3. LE MONTANT TOTAL DES AMENDES, DES FRAIS DE CONSTAT ET DE LA CONTRIBUTION PÉNALE APPARAISSANT SUR LES CONSTATS AU 28 FÉVRIER 2022.

NOUS VOUS RÉFÉRONS AU RAPPORT QUI EST DIFFUSÉ SUR UNE BASE MENSUELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE : HTTPS://WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/CENTRE-DE-DOCUMENTATION/DOCUMENTS-MINISTERIELS/ACCES-A-LINFORMATION-ET-PROTECTION-DES-RENSEIGNEMENTS-PERSONNELS/RADARS-PHOTOGRAPHIQUES-ET-CAMERAS-AUX-FEUX-ROUGES/

P.181 EN 2021-2022, IDENTIFIER LE NOMBRE, LE COÛT ET LA NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU À D'AUTRES OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.22.

P.182 NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA *LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS*, INCLUANT LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2021-2022, PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. FOURNIR LE TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION DE L'IVAC POUR CES MÊMES ANNÉES.

LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)
LES DONNÉES RELATIVES À LA LOI SUR L'IVAC SONT DISPONIBLES EN ANNÉE CIVILE SEULEMENT

RÉPARTITION DES DÉCISIONS RENDUES EN 2021 PAR RÉGION				
RÉGION	**ACCEPTÉE**	**REJETÉE**	**TOTAL**	**%**
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	119	33	152	1,6%
BAS-SAINT-LAURENT	212	34	246	2,6%
CHAUDIÈRE-APPALACHES	352	61	413	4,3%
CÔTE-NORD	50	22	72	0,8%
ESTRIE	577	190	767	8,0%
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	48	14	62	0,6%
LANAUDIÈRE	552	99	651	6,8%
LAURENTIDES	768	136	904	9,4%
LAVAL	259	68	327	3,4%
LONGUEUIL	528	124	652	6,8%
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	810	135	945	9,9%
MONTRÉAL	1409	254	1663	17,4%
OUTAOUAIS	257	33	290	3,0%
QUÉBEC	737	102	839	8,8%
SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	266	61	327	3,4%
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	293	47	340	3,6%
VALLEYFIELD	262	45	307	3,2%
YAMASKA	415	77	492	5,1%
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	49	13	62	0,6%
INDÉTERMINÉ	49	17	66	0,7%
TOTAL	**8 012**	**1 565**	**9 577**	**100,0 %**
POURCENTAGE	**83,7 %**	**16,3 %**		

NOMBRE DE DEMANDES REÇUES ET MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2021 PAR RÉGION

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2021	PRESTATIONS VERSÉES EN 2021*
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	151	2 957 977 $
BAS-SAINT-LAURENT	270	4 269 565 $
CHAUDIÈRE-APPALACHES	402	9 074 546 $
CÔTE-NORD	69	1 274 750 $
ESTRIE	707	11 196 286 $
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	66	2 375 592 $
LANAUDIÈRE	728	15 314 431 $
LAURENTIDES	937	16 941 604 $
LAVAL	303	6 711 677 $
LONGUEUIL	641	10 415 337 $
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	877	14 962 952 $
MONTRÉAL	1 764	31 190 388 $
OUTAOUAIS	321	7 526 874 $
QUÉBEC	831	17 751 916 $
SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	349	5 327 893 $
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	373	5 555 008 $
VALLEYFIELD	280	5 467 505 $
YAMASKA	501	7 685 657 $
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	54	3 197 267 $
INDÉTERMINÉ	52	668 458 $
TOTAL	**9 676**	**179 865 683 $**

* LES PRESTATIONS VERSÉES PRÉSENTÉES DANS LE TABLEAU CI-HAUT SONT CELLES POUR TOUS LES DOSSIERS EN TRAITEMENT EN 2021.

PRESTATIONS VERSÉES ET FRAIS D'ADMINISTRATION	
TYPES DE PRESTATIONS	**2021**
ASSISTANCE MÉDICALE	10 227 867 $
RÉADAPTATION	21 628 532 $
INCAPACITÉ TEMPORAIRE	92 644 851 $
STABILISATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE	2 134 983 $
ALLOCATIONS SPÉCIALES	37 437 $
FRAIS FUNÉRAIRES	171 742 $
INCAPACITÉ PERMANENTE DES VICTIMES ET RENTES AUX PERSONNES À CHARGE	53 020 270 $
TOTAL DES PRESTATIONS	**179 865 682 $**
FRAIS D'ADMINISTRATION	24 273 370 $
TOTAL	**204 139 052 $**

DÉTAIL	2021
FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE VICTIMES	16 851 095 $
FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE PROCHES	150 456 $

VERSEMENT DES ALLOCATIONS SPÉCIALES ET INDEMNITÉS DE DÉCÈS POUR 2021

	2021		
TYPE DE BÉNÉFICIAIRE	**NOMBRE DE DOSSIERS ALLOCATION SPÉCIALE**	**NOMBRE DE DOSSIERS EN ALLOCATIONS SPÉCIALES POUR LESQUELS UNE INDEMNITÉ DE DÉCÈS A ÉTÉ VERSÉES**	**MONTANT TOTAL**
ENFANT MINEUR	4	2	11 083 $
ENFANT MAJEUR	0	0	0 $
PARENTS ENFANT MINEUR	3	2	40 814 $
MÈRE ENFANT MINEUR	0	0	0 $
PÈRE ENFANT MINEUR	0	0	0 $
VEUVE AVEC ENFANT	0	0	0 $
VEUF SANS ENFANT	0	0	0 $
VEUVE SANS ENFANT	5	4	22 687 $
TOTAL	**12**	**8**	**74 584 $**

P.183 BILAN, AU 31 MARS 2022, DE L'IMPLANTATION DES CAVAC, INCLUANT LES BUDGETS ET L'EFFECTIF; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023. FOURNIR LES MONTANTS D'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉS AUX CAVAC ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.

BUDGETS 2021-2022

CAVAC	OUVERTURE	BUDGET AU 31 MARS 2022
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE [1, 3]	JUIN 2002	2 007 020 $
BAS-SAINT-LAURENT [1]	FÉVRIER 1990	1 603 990 $
CENTRE-DU-QUÉBEC [1]	AVRIL 2003	1 387 410 $
CÔTE-NORD [1,3]	NOVEMBRE 2001	1 415 600 $
CRI [1,3]	JANVIER 2008	940 864 $
ESTRIE [1]	NOVEMBRE 1992	1 736 910 $
GASPÉSIE ET ÎLES-DE-LA-MADELEINE [1]	FÉVRIER 2003	873 340 $
LANAUDIÈRE [1]	MARS 1998	1 775 000 $
LAURENTIDES [1]	DÉCEMBRE 1992	1 455 660 $
LAVAL [1]	MARS 1991	1 441 580 $
MAURICIE [1]	FÉVRIER 1990	1 490 200 $
MONTÉRÉGIE [1]	MARS 1990	2 690 170 $
MONTRÉAL [1,2]	NOVEMBRE 1998	4 453 070 $
NUNAVIK [1,3]	OCTOBRE 2004	1 294 530 $
OUTAOUAIS [1,3]	NOVEMBRE 1989	2 144 640 $
RÉGION DE QUÉBEC [1]	JUIN 1988	2 385 320 $
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN [1,3]	JANVIER 1989	2 128 260 $

[1] INCLUANT UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL (PMRG) ET DU PROGRAMME TÉMOIN-ENFANT ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES

[2] LA SUBVENTION OCTROYÉE À CET ORGANISME INCLUT UN MONTANT PROVENANT DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET PILOTE EN LIEN AVEC LA PROLONGATION DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2021-2022

[3] INCLUANT UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE AFIN DE GARANTIR QUE LES SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES SOIENT OFFERTS ET ACCESSIBLES DE MANIÈRE PERMANENTE DANS L'ENSEMBLE DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES AINSI QU'EN MILIEUX URBAINS

EFFECTIFS DES CAVAC EN 2021-2022

CAVAC	DIRECTEURS	INTERVENANTS TEMPS PLEIN ET OCCASIONNELS	TOTAL EFFECTIFS
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	19	20
BAS-ST-LAURENT	1	19	20
CENTRE DU QUÉBEC	1	16	17
CÔTE-NORD	1	16	17
CRI	1	7	8
ESTRIE	1	18,5	19,5
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	9	10
LANAUDIÈRE	1	19	20
LAURENTIDES	1	16	17
LAVAL	1	15	16
MAURICIE	1	20	21
MONTÉRÉGIE	1	26,5	27,5
MONTRÉAL	1	42,5	43,5
NUNAVIK	1	9	10
OUTAOUAIS	1	18	19
QUÉBEC	1	26	27
SAGUENAY	1	22,5	23,5
TOTAL	**17**	**319**	**336**

P.184 BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D'OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

DESCRIPTION	2021-2022
SERVICES RÉCURRENTS	
SOS VIOLENCE CONJUGALE[1]	1 355 190 $
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES (PAR LE SACAIS)	255 000 $
CENTRE D'EXPERTISE MARIE-VINCENT	420 700 $
CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL [1]	914 180 $
QUÉBEC ET MONTRÉAL	
ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	195 000 $
CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE	108 185 $
SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (SIAM)	100 000 $
ÉDUCALOI	50 000 $
SERVICES RÉCURRENTS – TOTAL PARTIEL	**3 398 255 $**
PROJETS SPÉCIAUX – FÉDÉRAL	
CENTRE D'EXPERTISE MARIE-VINCENT	425 000 $
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	65 050 $
PROJETS SPÉCIAUX FÉDÉRAL – TOTAL PARTIEL	**490 050 $**
GRAND TOTAL	**3 888 305 $**

[1] INCLUANT UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE.

POUR LES PROJETS SPÉCIAUX EN LIEN AVEC LE PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L'INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET L'APPEL DE PROJETS EXTRAORDINAIRE VISANT À MODERNISER L'ACCESSIBILITÉ ET L'OFFRE DE SERVICES AUX PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS EN CONTEXTE PANDÉMIQUE, LA RÉPONSE EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.22.

LOI VISANT À AIDER LES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET À FAVORISER LEUR RÉTABLISSEMENT (ANCIENNEMENT : LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS)

LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (RLRQ, C. A-13.2) EST ENTRÉE EN VIGUEUR LE 17 JUIN 1988. CETTE DERNIÈRE VISAIT NOTAMMENT LA CRÉATION AU SEIN DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE D'UN BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (BAVAC) AINSI QUE D'UN FONDS DÉDIÉ (FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS(FAVAC)) À LA RÉALISATION DES OBJECTIFS POURSUIVIS PAR LA LOI.

CETTE LOI PRÉVOIT NOTAMMENT QUE LE FAVAC PEUT ACCORDER UNE AIDE FINANCIÈRE À TOUTE PERSONNE OU ORGANISME QUI REMPLIT LES CONDITIONS DÉTERMINÉES PAR RÈGLEMENT, POUR FAVORISER, D'UNE PART, LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES, NOTAMMENT POUR ASSURER L'IMPLANTATION ET LE MAINTIEN DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) ET, D'AUTRE PART, POUR FAVORISER LA RECHERCHE SUR TOUTE QUESTION RELATIVE À L'AIDE AUX VICTIMES DE MÊME QUE LA RÉALISATION ET LA DIFFUSION DE PROGRAMMES D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION. UN RÈGLEMENT SUR L'AIDE FINANCIÈRE A ÉTÉ ÉLABORÉ ET EST ENTRÉ EN VIGUEUR EN JANVIER 1989. CE RÈGLEMENT PRÉVOIT LES RENSEIGNEMENTS, LES DOCUMENTS QUE LES PERSONNES ET ORGANISMES DOIVENT FOURNIR POUR OBTENIR UNE AIDE FINANCIÈRE ET CERTAINES CONDITIONS QU'ILS DOIVENT RESPECTER.

LE 15 DÉCEMBRE 2020, LE COMITÉ D'EXPERTS SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE DÉPOSAIT SON RAPPORT *REBÂTIR LA CONFIANCE* COMPORTANT 190 RECOMMANDATIONS. DEUX RECOMMANDATIONS PORTAIENT SUR LA RÉFORME DES LOIS EN MATIÈRE D'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES, SOIENT:

- **RECOMMANDATION 142** : RÉVISER EN PROFONDEUR LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET LE FONCTIONNEMENT DE L'ORGANISME CHARGÉ DE L'APPLIQUER, EN ACCORDANT UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AUX DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE

LE COMITÉ D'EXPERTS FAIT LE CONSTAT QUE LES CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ À L'IVAC LIMITENT L'ACCÈS DES PERSONNES VICTIMES À CE SERVICE, NOTAMMENT EN RAISON DE LA LISTE TROP RESTREINTE DES INFRACTIONS ADMISSIBLES, DE LA NOTION DE FAUTE LOURDE, SURTOUT EN CONTEXTE D'EXPLOITATION SEXUELLE, DU DÉLAI DE PRESCRIPTION TROP COURT POUR DÉPOSER UNE DEMANDE ET LE FAIT QUE L'INFRACTION DOIT ÊTRE COMMISE AU QUÉBEC.

- **RECOMMANDATION 182** : ENTREPRENDRE LA RÉVISION DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AFIN QU'ELLE SOIT MODERNISÉE ET HARMONISÉE AVEC LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES.

LE CONSTAT DE *REBÂTIR LA CONFIANCE* EST À L'EFFET QUE LA LOI NE REFLÈTE PLUS LES AVANCÉES SUR LE PLAN JURIDIQUE ET DES PRATIQUES SUR LE TERRAIN. BIEN QUE LA LOI PRÉVOIT DES DROITS AUX PERSONNES VICTIMES, ILS NE SONT PAS EN CONCORDANCE AVEC LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES ET AUCUN RECOURS N'EST PRÉVU EN CAS DE NON-RESPECT DE CES DROITS.

LE 10 DÉCEMBRE 2020, LE MINISTRE DE LA JUSTICE A PRÉSENTÉ LE PROJET DE LOI 84, *LOI VISANT À AIDER LES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET À FAVORISER LEUR RÉTABLISSEMENT* (LAPVIC). CE PROJET DE LOI VISAIT À RÉFORMER LA *LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS* DE 1988 AINSI QUE LA *LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS* (LIVAC) DE 1972. IL S'AGISSAIT DE LA DEUXIÈME TENTATIVE DE RÉFORME D'ENVERGURE DE LA LIVAC. LA LOI A FINALEMENT ÉTÉ ADOPTÉE, APRÈS MOULT TRAVAUX, LE 13 MAI 2021 ET EST ENTRÉE EN VIGUEUR LE 13 OCTOBRE DE LA MÊME ANNÉE.

LA NOUVELLE LÉGISLATION APPORTE DIFFÉRENTES NOUVEAUTÉS DONT :

- LA FUSION DES DEUX LOIS SUSMENTIONNÉES;
- L'ABOLITION DE LA LISTE D'INFRACTIONS ADMISSIBLES, DU DÉLAI DE PRESCRIPTION POUR LES DEMANDES LIÉES À DES INFRACTIONS COMMISES EN CONTEXTE DE VIOLENCE SEXUELLE, DE VIOLENCE CONJUGALE OU SUBIE PENDANT L'ENFANCE ET L'AJOUT DES INFRACTIONS COMMISES À L'ÉTRANGER POUR LE VOLET AIDE FINANCIÈRE DE LA LOI;
- INSTAURATION D'UNE AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE POUR SOUTENIR LES PERSONNES QUI DOIVENT QUITTER RAPIDEMENT UNE SITUATION OÙ LEUR VIE OU LEUR INTÉGRITÉ EST MENACÉE;
- UNE OBLIGATION DES MINISTÈRES ET ORGANISMES QUI INTERVIENNENT AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES DE SE DOTER D'UNE DÉCLARATION DE SERVICES FAISANT ÉTAT DE LEUR OFFRE DE SERVICES ET DE LEURS PROCÉDURES DE TRAITEMENT DES PLAINTES EN CAS D'INSATISFACTION.

EN ADDITION, LE RÈGLEMENT D'APPLICATION DE LA LOI VISANT À AIDER LES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET À FAVORISER LEUR RÉTABLISSEMENT EST QUANT À LUI ÉGALEMENT ENTRÉ EN VIGUEUR LE 13 OCTOBRE 2021. CE DERNIER COMPREND PLUSIEURS CHAPITRES PORTANT NOTAMMENT SUR LE SOUTIEN AUX PERSONNES VICTIMES, LES DEMANDES DE QUALIFICATION D'AIDE FINANCIÈRE AINSI QUE LES DIFFÉRENTES AIDES FINANCIÈRES.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

Le financement du FAVAC est notamment assuré par les revenus provenant des suramendes compensatoires imposées en vertu du Code criminel, des sommes provenant du partage des produits de la criminalité et, depuis le 1er juillet 2003, de la perception d'un montant de 10 $ pour chaque contravention à une loi du Québec. Le FAVAC est affecté à l'aide aux victimes d'actes criminels, notamment par le versement de diverses subventions aux CAVAC, à l'Association des familles de personnes assassinées ou disparues, à l'Association québécoise Plaidoyer-victimes (AQPV), au Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent, à SOS violence conjugale, au Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal, au Centre de services de justice réparatrice, au Centre de services intégrés en abus et maltraitance de Québec, à Éducaloi ainsi qu'à divers programmes (exemples : Programme Témoin-Enfant et autres témoins vulnérables, Programme de mesure de rechange volet victime) et initiatives par le biais du Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux personnes victimes d'actes criminels. En 2021-2022, le FAVAC a versé un total de 37 465 559 $.

En addition à ces subventions, le FAVAC pour l'année 2021-2022 a prévu, en date du 31 mars 2022, trois initiatives structurantes :

- Mesures Rebâtir la confiance : 2 471 528 $
  - Projet pilote de Centre intégré de service – Ville de Québec
  - Activités de communication et outils de formation Droits des victimes – AQPV
  - Services d'accompagnement pour les enfants victimes de violence sexuelle et leurs familles – Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille
  - Développer et promouvoir un outil technologique d'information aux personnes victimes – Éducaloi
  - Soutenir les enfants, adolescentes et adolescents victimes de violence sexuelle et physique – Centre Marie-Vincent
  - Services spécialisés en violence conjugale et familiale en milieu judiciaire criminel – Côté Cour
- Mesures Tribunal spécialisé : 2 050 000 $
  - Développement de services spécialisés CAVAC liés au Tribunal Spécialisé – Réseau des CAVAC
  - Expérience pilote de chiens de soutien à la Cour pour les personnes victimes d'infractions sexuelles ou conjugales – Réseau des CAVAC
- Mesures Plan d'action exploitation sexuelle : 1 595 000 $
  - Favoriser la participation des personnes victimes d'exploitation sexuelle dans le processus judiciaire – Réseau des CAVAC
  - Implanter et promouvoir un service de clavardage 24/7 à la ligne Info-Aide violence sexuelle – centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal

BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

MANDAT

Le BAVAC a pour mandat, conformément à la loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement de promouvoir les droits des personnes victimes d'infractions criminelles et les services d'aide et de soutien qui leur sont offerts en vertu de la Loi et de veiller à la protection des droits de ces personnes. Pour y arriver, le bureau peut notamment :

- promouvoir les droits des personnes victimes d'infractions criminelles;
- favoriser la transmission de l'information aux personnes victimes d'infractions criminelles;
- accompagner les ministères et les organismes visés à l'article 9 dans l'élaboration de leur déclaration de services et de leur procédure de traitement des plaintes;
- veiller à ce que ces ministères et ces organismes respectent leur obligation de diffuser leur déclaration de services conformément au troisième alinéa de l'article 9;
- accompagner les personnes victimes d'infractions criminelles dans leur processus de plainte auprès de ces ministères ou de ces organismes;
- élaborer, mettre en œuvre, évaluer et réviser les programmes et services;
- conseiller le ministre sur toute question concernant l'aide ou le soutien aux personnes victimes d'infractions criminelles;
- diffuser de la documentation et établir des programmes ou des activités d'information, de sensibilisation et de formation concernant les droits et les besoins des personnes victimes et les services qui leur sont accessibles ainsi que favoriser cette diffusion et cet établissement par des tiers;
- veiller à la coordination des programmes et des services ainsi qu'à la concertation des personnes, des ministères et des organismes;
- favoriser la réalisation et la diffusion de recherches, d'études et d'analyses dans le cadre d'un programme de subventions pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles;
- promouvoir et coordonner la création et le développement de centres d'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles, notamment en offrant à des groupes ou à des organismes communautaires l'assistance technique et professionnelle requise à leur établissement et à leur fonctionnement.

Les représentants du BAVAC participent aussi à des activités de sensibilisation, d'information et de formation par le biais de conférences, d'ateliers et de sessions de travail. Ils siègent également comme membres sur différents groupes et comités comme :

- Table nationale de consultation Tribunal spécialisée;
- Comité de gouvernance Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail/Ministère de la Justice;
- Comité interministériel en violence sexuelle et en violence conjugale;
- Comité Fédéral Provincial Territorial sur les services aux personnes victimes;
- comité interministériel du secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

De plus, les représentants du BAVAC fournissent l'assistance technique et professionnelle requise pour l'établissement des CAVAC et pour leur bon fonctionnement. Ainsi, le BAVAC produit la documentation nécessaire, organise des rencontres auxquelles sont conviés les directeurs et directrices des CAVAC ou encore des représentants de leur conseil d'administration, en plus d'élaborer des programmes de formation adaptés aux besoins des intervenants.

Le Bureau de soutien aux services aux personnes victimes

La nouvelle *loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement*, entrée en vigueur 13 octobre 2021 prévoit une série de nouvelles obligations liées aux droits et recours des personnes victimes. En effet, la LAPVIC, à l'article 9, prévoit notamment que tout ministère et organisme qui remplit les conditions prévues au règlement du gouvernement doit adopter une déclaration qui détaille chacun des services qu'il offre aux personnes victimes ou chacune des activités qui l'amène à intervenir auprès de celles-ci. Chaque ministère et organisme doit en outre se doter d'une procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes formulées par les personnes victimes eu égard aux services qu'elles ont reçus. Ceux-ci doivent également transmettre annuellement au ministère de la Justice le nombre de plaintes reçues pour l'année précédente de même que la nature et l'issue de celles-ci.

Dans le but d'accompagner les ministères et organismes dans ces nouvelles obligations, un bureau de soutien aux services aux personnes victimes a été créé à l'interne du ministère de la Justice. Ce Bureau coordonne actuellement les travaux nécessaires à la réalisation de cette obligation.

En addition à ce volet, la LAPVIC prévoit également que les personnes victimes peuvent être aiguillées et accompagnées dans leur procédure de plainte.

Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels

Annuellement, les organismes d'aide aux personnes victimes ainsi que les chercheurs spécialisés notamment en victimologie peuvent déposer des demandes de financement dans le cadre du programme de subvention du FAVAC. Ce programme vise à favoriser la réalisation et la diffusion de :

- recherches sur toute question relative à l'aide pouvant être offerte aux victimes d'actes criminels;
- programmes d'information, de sensibilisation et de formation pour les personnes victimes d'actes criminels.

Pour l'année financière 2021-2022, le FAVAC n'a pas lancé d'appel à projets, et ce, puisqu'un appel extraordinaire a été lancé en 26 novembre 2020 et s'est terminé le 29 janvier 2021. Cet appel extraordinaire bénéficiait d'un budget initial de 5 M$ et visait à répondre aux nouvelles problématiques émergentes entrainées par la situation pandémique. Cet appel de projets a généré plus de 100 projets, ce qui nécessitait des budgets additionnels. En addition, en 2021-2022, un total de 2 022 387 $ a été versé pour financer 72 projets restants de l'appel de projets extraordinaire ainsi que d'honorer le versement de subventions des exercices antérieurs.

Ligne d'aide financière d'urgence

La nouvelle *loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement* prévoit au titre IV la création d'un programme d'aide en situation d'urgence permettant aux personnes dont la vie ou la sécurité ou celle de leur enfant ou de toute autre personne qui est à leur charge est menacée de bénéficier d'une aide financière.

Cette aide financière peut couvrir différents frais dont :

- de l'hébergement d'urgence;
- des déplacements pour se mettre en sécurité;
- des biens de subsistance pour répondre à des besoins immédiats (nourriture, médicaments, etc.).

Pour l'année 2021-2022, la ligne d'aide financière d'urgence a été déployée dans les régions administratives :

- Laval
- Montérégie
- Lanaudière

- Laurentides

En 2021-2022, une subvention de 433 300 $ a été versée à l'organisme SOS violence conjugale afin de répondre aux demandes liées à un contexte de violence conjugale. Entre octobre 2021 et le 8 février 2022, la ligne a reçu 56 demandes liées à des contextes de violence conjugale. En addition, la ligne Info-Aide violence sexuelle travaille de son côté afin de traiter les demandes liées à des dossiers de violence sexuelle. Pour la même période, la ligne Info-Aide violence sexuelle a reçu et autorisé 6 demandes.

Les centres d'aide aux victimes d'actes criminels

Mandat et services offerts

Fondés en 1988 avec l'avènement de la *Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels*, les centres d'aide aux victimes d'actes criminels offrent des services de première ligne, gratuits et confidentiels à toute personne victime d'infraction criminelle et à leurs proches, ainsi qu'aux témoins d'une infraction criminelle. Offerts sur une base volontaire, ces services comprennent :

- de l'accompagnement judiciaire :
    - de l'information sur les procédures judiciaires, dont les étapes du processus et le rôle et les responsabilités de la personne victime à titre de témoin;
    - de l'information sur les acteurs du processus judiciaire, dont le patrouilleur, l'enquêteur, le procureur aux poursuites criminelles et pénales, l'avocat de la défense, le juge, le greffier, les constables spéciaux, le jury, les experts et les autres témoins;
    - de l'information pratique concernant la présence à la cour telle que l'emplacement des locaux, la taxation des témoins, la salle des victimes, la durée des procédures, etc.;
    - la visite des locaux du palais de justice avant les différentes procédures judiciaires;
    - du soutien lors de la présence à la cour à titre de personne de confiance ou dans la salle d'audience/salle de télétémoignage;
    - de l'écoute et du soutien avant ou après une dénonciation policière ou une rencontre avec un enquêteur ou un procureur;
    - un accueil quotidien dans la salle des victimes des palais de justice du Québec.
- de l'information sur les droits et recours :
    - de l'information sur les droits des personnes victimes selon la *Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels* et la *Charte canadienne des droits des victimes,* dont la *Déclaration de la victime* et les mesures visant à faciliter le témoignage;
    - de l'information sur les recours des personnes victimes comme l'indemnisation des victimes d'actes criminels ou la *demande de dédommagement.*
- de l'assistance technique, notamment :
    - pour remplir une demande d'indemnisation;
    - pour remplir la Déclaration de la victime;
    - pour remplir une Demande de dédommagement.
- de l'intervention post-traumatique et psychosociojudiciaire :
    - service d'intervention immédiate sur demande et selon la disponibilité;
    - service d'intervention à court terme et moyen terme.
- de l'orientation et de l'accompagnement vers des services spécialisés :
    - référence vers des maisons d'hébergement, des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, du centre intégré universitaire de santé et services sociaux, des organismes de justice alternative/réparatrice, des lignes d'écoute diverses, des banques alimentaires, etc.;
    - référence vers des services privés comme des psychologues, des avocats, des sexologues, etc.;
    - référence personnalisée selon les ententes conclues.

Ces services professionnels sont offerts dans les dix-sept régions du Québec, et ce, en français, en anglais ainsi que dans plusieurs autres langues, dont certaines langues autochtones comme l'Inuktitut, le cri, l'innu et l'atikamekw. Il est à noter que ces services sont accessibles dans plus de 180 points de services.

Les CAVAC sont gérés par des conseils d'administration composés de représentants provenant de la communauté et des réseaux partenaires. Dans chacun des CAVAC, une directrice ou un directeur assume le recrutement, la formation et l'encadrement du personnel, des stagiaires et des bénévoles sur qui repose la prestation des services. Deux CAVAC sont gérés respectivement par une administration régionale et un gouvernement, soit le CAVAC du Nunavik (Administration régionale Kativik) et le CAVAC cri (gouvernement de la nation crie).

Dix-sept CAVAC sont présentement en opération dans les régions administratives du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de la Capitale-Nationale/Chaudière-Appalaches, de la Mauricie, de l'Estrie, de Montréal, de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, du Nunavik, du territoire Cri, de la Gaspésie-Îles-de-la-madeleine, de Laval, de Lanaudière, des Laurentides, de la Montérégie et du Centre-du-Québec.

Entre le 1er avril 2021 et le 28 février 2022, le Réseau est venu en aide à 60 559 personnes dont 20 % étaient impliqués dans un dossier de violence conjugale, 15 % de violence familiale et 11 % de violence conjugale avec un ex-conjoint.

AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE AUX CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

Le financement des CAVAC est assuré principalement par le FAVAC, et ce, depuis la création de ceux-ci en 1988. Lorsque le ministre de la Justice reconnaît un organisme comme un centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC), le financement est renouvelé dans la mesure où l'organisme se conforme aux exigences stipulées dans l'entente de subvention signée annuellement par les parties.

En 2021-2022, le financement octroyé au Réseau des CAVAC s'élevait à 31 223 564 $.

CONTEXTE

Le rapport annuel et les états financiers des CAVAC sont disponibles sur leur site Internet à l'exception du CAVAC du Nunavik et du CAVAC cri.

PROGRAMMES SPÉCIALISÉS DÉVELOPPÉS EN PARTENARIAT AVEC LE RÉSEAU DES CAVAC

En addition aux services susmentionnés, le Réseau des CAVAC a développé en collaboration étroite avec le BAVAC divers programmes spécifiques pour accroître l'aide et le soutien aux personnes victimes :

1. Programmes d'informations INFOVAC PLUS et CAVAC-Info

Dans le but d'informer les personnes victimes proactivement des différentes étapes de leur procédure criminelle et pénale ainsi que de leurs droits, le ministère de la Justice a mandaté le Réseau des CAVAC depuis maintenant plus de 10 ans à gérer le programme d'information du ministère de la Justice.

Désormais déclinés en deux programmes, ceux-ci tiennent informées les personnes victimes des informations pertinentes liées à leur dossier. Le programme INFOVAC PLUS est déclenché automatiquement lorsqu'un dossier de juridiction 01 (chambre criminelle et pénale) est ouvert, et ce, afin d'informer la personne victime de son numéro de dossier, des chefs d'accusation déposés ainsi que de ses divers droits et recours dont la *Déclaration de la victime*. Un envoi INFOVAC PLUS est également fait à la fin de la procédure judiciaire afin d'informer la personne victime du dénouement de son dossier. En addition à ce programme, le programme CAVAC-Info permet aux personnes victimes d'être informées des étapes et décisions importantes prises dans son dossier, et ce, tout au long de la procédure judiciaire. Ces programmes se concrétisent par des envois postaux et/ou des appels/rencontres avec des intervenants CAVAC.

En 2021-2022, le Réseau des CAVAC a tenu informées plus de 53 000 personnes grâce à son programme CAVAC-Info uniquement.

2. Programme de référence policière

Toujours dans le but d'informer les personnes victimes proactivement de leurs droits et recours et de joindre un nombre plus important de personnes victimes, le Réseau des CAVAC a développé au cours des 15 dernières années un programme de référence policière, et ce, en partenariat avec le BAVAC et les différents corps policiers du Québec.

Ce programme permet à des intervenants CAVAC spécialisés et dédiés de contacter proactivement les personnes victimes de crimes contre la personne le plus rapidement possible après la dénonciation policière. Par un contact personnalisé, les intervenants peuvent informer les personnes victimes des prochaines étapes de l'enquête policière en plus de les rassurer et de les informer de leurs droits et recours. Ces derniers peuvent également référer rapidement les personnes victimes vers les services les plus appropriés pour répondre à leurs besoins.

Selon le système de gestion des statistiques SCAVAC du Réseau des CAVAC, plus de 33 793 personnes ont été jointes par ce programme en 2021-2022.

3. Programme Témoin-Enfant et autres témoins vulnérables

Dans le but d'améliorer l'expérience des jeunes victimes et témoins vulnérables dans le cadre du processus judiciaire, le ministère de la Justice en collaboration avec le Réseau des CAVAC a déployé le programme Témoin-Enfant et autres témoins vulnérables. Ce programme vise à offrir une préparation et un accompagnement adaptés à la situation des témoins vulnérables dans un dossier judiciaire lié à une infraction criminelle.

Initialement élaboré par le CAVAC de l'Outaouais, ce programme est désormais offert dans l'ensemble du Québec grâce à un investissement annuel correspondant pour l'année financière 2021-2022 à 2 088 300 $. Pour cette même année, le Réseau des CAVAC a travaillé à l'adaptation de ce programme aux clientèles victimes de violence sexuelle et de violence conjugale.

4. Agents de liaison et d'intervention en violences sexuelles.

Lors du forum sur les agressions et le harcèlement sexuels du 14 décembre 2017, l'ajout d'un poste d'agent de liaison et d'intervention en violences sexuelles dans chacun des CAVAC a été annoncé. Ces agents ont le mandat de favoriser le développement d'une intervention CAVAC régionale spécialisée, adaptée, et concertée en matière de

VIOLENCES SEXUELLES EN TENANT COMPTE DES RÉALITÉS RÉGIONALES AINSI QUE DE L'ORGANISATION DES SERVICES ET DU TRAVAIL DANS CHACUN DES CAVAC. LEURS PRINCIPALES TÂCHES SONT NOTAMMENT :

- INTERVENIR LOCALEMENT AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES FEMMES, HOMMES ET ENFANTS DANS LE RESPECT DE LA MISSION DU CAVAC;
- AGIR À TITRE DE PERSONNE-RESSOURCE SPÉCIALISÉE À L'INTÉRIEUR DU CAVAC EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES;
- AGIR À TITRE DE PERSONNE-RESSOURCE CAVAC POUR LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE D'INTERVENTION POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR;
- ÉTABLIR ET CONSOLIDER DES PONTS AVEC LES DIFFÉRENTS ORGANISMES RÉGIONAUX VENANT EN AIDE AUX PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES NOTAMMENT SUR LES TABLES DE CONCERTATION;
- VEILLER À CE QUE LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES SOIENT SATISFAITES DE LEUR EXPÉRIENCE DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE EN CE SENS.

P.187 EN 2021-2022, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11.) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST CHACUNE DES CONTESTATIONS ET VENTILER CELLES-CI PAR ARTICLE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.188 MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR INFRACTION.

LA LOI R-20 EST LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA GESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.

INFRACTIONS À LA LOI R-20

	2021-2022
MONTANT DES AMENDES	2 870 726 $

P.189 LE DÉFICIT ACTUARIEL DU RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC) AU 31 MARS 2022.

LE RÉGIME N'EST PAS CAPITALISÉ ET LES DÉPENSES SONT PAYÉES À MÊME LE FONDS CONSOLIDÉ.

P.190 LES PRESTATIONS DE TYPE « ALLOCATION SPÉCIALE » VERSÉES, EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, AU CONJOINT OU AUX PERSONNES À CHARGE EN CAS DE DÉCÈS DE LA VICTIME ET AUX PARENTS D'UN ENFANT MINEUR DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL, VENTILÉES SELON LE TYPE DE BÉNÉFICIAIRE.

VERSEMENT DES ALLOCATIONS SPÉCIALES ET INDEMNITÉS DE DÉCÈS POUR 2021

TYPE DE BÉNÉFICIAIRE	NOMBRE DE DOSSIERS ALLOCATION SPÉCIALE	NOMBRE DE DOSSIERS INDEMNITÉS DE DÉCÈS	MONTANT TOTAL
ENFANT MINEUR	4	2	11 083 $
ENFANT MAJEUR	0	0	0 $
PARENTS ENFANT MINEUR	3	2	40 814 $
MÈRE ENFANT MINEUR	0	0	0 $
PÈRE ENFANT MINEUR	0	0	0 $
VEUVE AVEC ENFANT	0	0	0 $
VEUF SANS ENFANT	0	0	0 $
VEUVE SANS ENFANT	5	4	22 687 $
TOTAL	**12**	**8**	**74 584 $**

NOTE : LA COLONNE « MONTANT TOTAL » COMPREND LES MONTANTS D'ALLOCATION SPÉCIALE, LES INDEMNITÉS DE DÉCÈS ET LES FRAIS FUNÉRAIRES.

P.191 CONCERNANT LA LUTTE À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR :

A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2021-2022; PRÉVISION POUR 2022-2023;

B. LE BILAN DES MESURES ENTREPRISES POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET AUX ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.

A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2021-2022

MESURE	DÉPENSES 2021-2022
INSTAURER UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE (PL92)	2 400 000 $
FAVORISER L'ACCÈS ET LA MISE EN ŒUVRE DES ORDONNANCES DE PROTECTION EN MATIÈRE CIVILE	25 000 $
SOUTENIR DES SERVICES DE PROXIMITÉ CULTURELLEMENT PERTINENTS POUR ACCOMPAGNER DANS LEUR GUÉRISON LES HOMMES ET LES FEMMES AUTOCHTONES.	425 882 $
INVESTIR DANS LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT « REBÂTIR LA CONFIANCE »	6 298 309 $

B. LE BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2018-2023

MESURE	MISE EN ŒUVRE
FAVORISER L'ACCÈS ET LA MISE EN ŒUVRE DES ORDONNANCES DE PROTECTION EN MATIÈRE CIVILE	UNE PAGE WEB EST DISPONIBLE SUR LE SITE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PRÉSENTE L'INFORMATION PERTINENTE AUX CITOYENS : WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/PROGRAMMES-ET-SERVICES/SERVICES/DEMANDER-UNE-ORDONNANCE-DE-PROTECTION-EN-MATIERE-CIVILE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A CONFIÉ UN MANDAT À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET DE RECHERCHE INTITULÉ : « ENJEUX ET DÉFIS DE L'ACCÈS, DE LA MISE EN ŒUVRE ET DE LA RECONNAISSANCE DES ORDONNANCES DE PROTECTION EN MATIÈRE CIVILE ». LE PROJET, MENÉ PAR MME SONIA GAUTHIER ET MME MARIANA RAUPP, VISE À DOCUMENTER L'APPLICATION DES ORDONNANCES DANS LES AUTRES PROVINCES, D'Y RELEVER LES CONDITIONS DE RÉUSSITE ET CELLES À AMÉLIORER ET DE PROPOSER DES PISTES DE SOLUTIONS POUR FAVORISER LE RECOURS À CE NOUVEL OUTIL AU QUÉBEC. CE PROJET DE TROIS ANS SE DÉROULE EN TROIS PHASES, DE SEPTEMBRE 2019 À AOÛT 2022.
ÉTUDIER LA POSSIBILITÉ DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE FAMILIALE EN Y AJOUTANT UNE OBLIGATION LÉGALE DE DIVULGUER TOUTE SITUATION OÙ UNE PARTIE FAIT L'OBJET DE CONDITIONS À L'ÉGARD DE L'AUTRE PARTIE	LA MESURE EST RÉALISÉE. LA MODIFICATION AU RÈGLEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE FAMILIALE (CHAPITRE 3, ARTICLE 16) EST EN VIGUEUR DEPUIS LE 13 JUIN 2019.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2021-2022

INVESTISSEMENTS AUX ORGANISMES FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

MESURE	2021-2022
RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) [1]	13 552 953 $
SOS VIOLENCE CONJUGALE (MISSION GLOBALE)	921 890 $
SOS VIOLENCE CONJUGALE	433 300 $

[1] CE MONTANT EST BASÉ SUR LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE TOUCHÉE PAR UNE INFRACTION COMMISE DANS UN CONTEXTE CONJUGAL OU FAMILIAL, ET CE, POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022 SOIT 48,59 % DE LA CLIENTÈLE DU RÉSEAU DES CAVAC.

IL EST À NOTER QUE CERTAINES MESURES TOUCHANT LA VIOLENCE SEXUELLE ET CONJUGALE NE SONT PAS INDIQUÉES DANS LE PRÉSENT TABLEAU (EXEMPLES : RÉFORME DE L'AIDE FINANCIÈRE ET DU SOUTIEN AUX PERSONNES VICTIMES, MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ, MESURES EN EXPLOITATION SEXUELLE, MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN VIOLENCE SEXUELLE ET EN VIOLENCE CONJUGALE, ADAPTATION PROGRAMME TÉMOIN-ENFANT, ETC.).

INVESTISSEMENT LIÉ AUX PLANS D'ACTION CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE

MESURE	NOTES	2021-2022
PLAN D'ACTION 2018-2023	LA RÉALISATION DES MESURES A ÉTÉ RETARDÉE PAR LA SITUATION PANDÉMIQUE COVID-19.	0 $
PLAN D'ACTION SPÉCIFIQUE POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE DANGEROSITÉ ET ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DES VICTIMES 2020-2025		433 300 $
ACTIONS SPÉCIFIQUES POUR CONTRER LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES FÉMINICIDES (2021-2026).	LA MESURE 5 EST RÉALISÉE DANS LE PLAN D'ACTION SÉCURITÉ (2020-2025).	9 855 $

INVESTISSEMENTS LIÉS À DES PROJETS SPÉCIFIQUES LIÉS AU PROGRAMME DE FINANCEMENT DU FAVAC

EN ADDITION À CES MESURES SPÉCIFIQUES, LE FAVAC FINANCE ANNUELLEMENT DES PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SUBVENTION DU FAVAC. UN APPEL DE PROJETS EXTRAORDINAIRE VISANT À MODERNISER L'ACCESSIBILITÉ ET L'OFFRE DE SERVICES AUX PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS EN CONTEXTE PANDÉMIQUE A ÉTÉ LANCÉ LE 26 NOVEMBRE 2020 ET S'EST TERMINÉ LE 29 JANVIER 2021. CET APPEL A MENÉ AU DÉPÔT DE PLUS DE 100 PROJETS DONT 72 ONT ÉTÉ FINANCÉS EN 2021-2022. DE CE NOMBRE, 17 VISAIENT DIRECTEMENT LA PROBLÉMATIQUE DE LA VIOLENCE CONJUGALE :

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022
DIALOGUE ENTRE VICTIME ET AGRESSEURS EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES ET PHYSIQUES	REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	15 000 $
1) ÊTRE PARENT APRÈS AVOIR ÉTÉ VICTIME D'ABUS OU DE TRAUMATISMES 2) FRAUDES AMOUREUSES EN LIGNE : COMPRENDRE LES VICTIMES	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	22 583 $
DÉVELOPPEMENT D'UN PROGRAMME D'INTERVENTION S'ADRESSANT AUX VICTIMES MASCULINES DE VIOLENCE CONJUGALE	VIA L'ANSE	10 000 $
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	ALLIANCE DES MAISONS D'HÉBERGEMENT DE 2E ÉTAPE POUR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE, L'	45 328 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	ALTERNATIVES POUR ELLES	5 810 $
MISE EN PLACE DES MESURES SANITAIRES	CENTRE MARIE-LOUISE	6 449 $
1) MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES 2) DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	HORIZON POUR ELLE	38 000 $
DÉVELOPPEMENT DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES (SITE WEB ET PLATEFORME INTERACTIVE DE TYPE CLAVARDAGE)	MAISON D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT BLANCHE-MORIN	12 378 $
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	MAISON D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT L'ÉMERGENCE	10 135 $
MODERNISATION DU SYSTÈME DE TÉLÉPHONIE	MAISON D'ARIANE	5 028 $
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	MAISON D'HÉBERGEMENT L'ÉGIDE	9 575 $
DÉVELOPPEMENT D'UNE APPLICATION MOBILE ET D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	MAISON MARIE-ROLLET	8 000 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	MAISON MIKANA	10 005 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	OMBRE-ELLE	23 533 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	PETIT PONT	7 000 $
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET MISE EN PLACE DES MESURES SANITAIRES	REGROUPEMENT DES FEMMES DE LA RÉGION DE MATANE	18 867 $
MODERNISATION DU SYSTÈME DE TÉLÉPHONIE	SOS VIOLENCE CONJUGALE	9 855 $

B. Le bilan de la mise en œuvre du plan d'action 2018-2023

Mesure	Mise en œuvre
Produire et diffuser du matériel de sensibilisation et d'information sur la violence conjugale postséparation	La réalisation de cette mesure a été retardée par la situation pandémique COVID-19. Une recension de ce qui est disponible sur le sujet est en cours afin d'évaluer s'il est pertinent de produire du nouveau matériel ou bien de rassembler et mieux diffuser le matériel disponible.
Sensibiliser les étudiantes et étudiants de l'école du barreau à la problématique de la violence conjugale	La réalisation de cette mesure a été retardée par la situation pandémique COVID-19.
Produire et diffuser une trousse d'information portant sur les divers mécanismes d'interventions concertées visant à prévenir les risques d'homicides intrafamiliaux	La réalisation de cette mesure a été retardée par la situation pandémique COVID-19. Un arrimage sera à faire avec le SCF en lien avec l'appel de projets pour les cellules d'intervention rapide.

P.192 LES SOMMES IMPOSÉES PAR LES JUGES QUÉBÉCOIS À TITRE DE SUR AMENDES COMPENSATOIRES EN VERTU DE L'ARTICLE 737 DU CODE CRIMINEL, PAR DISTRICT JUDICIAIRE ET PAR MOIS. INDIQUER LE NOMBRE DE SUR AMENDES COMPENSATOIRES RÉCLAMÉES. INDIQUER S'IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE.

L'INFORMATION SELON LAQUELLE IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE N'EST PAS DISPONIBLE.

MONTANT ET NOMBRE DE SUR AMENDE PAR DISTRICT JUDICIAIRE ET PAR MOIS 2021-2022 (AU 28 FÉVRIER 2022)

DISTRICT	VALEURS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	TOTAL GÉNÉRAL
ABITIBI	MONTANT PEINE	7 550 $	8 910 $	6 853 $	7 650 $	3 759 $	9 720 $	1 565 $	4 110 $	9 465 $	6 495 $	7 685 $	73 762 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	25	30	29	22	20	37	7	16	38	25	27	276
ALMA	MONTANT PEINE	1 910 $	4 190 $	4 840 $		825 $	2 265 $	2 645 $	1 650 $	1 800 $	2 025 $	3 040 $	25 190 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	6	14	14		3	8	10	8	8	5	11	87
ARTHABASKA	MONTANT PEINE	7 620 $	3 570 $	1 990 $	3 150 $	2 005 $	1 200 $	5 475 $	4 375 $	6 580 $	5 000 $		40 965 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	31	13	8	13	11	3	24	15	19	16		153
BAIE-COMEAU	MONTANT PEINE	1 450 $	11 805 $	16 810 $	400 $	2 875 $	5 000 $	3 890 $	4 500 $	3 740 $	1 115 $		51 585 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	5	32	41	2	9	21	15	12	13	4		154
BEAUCE	MONTANT PEINE	4 610 $	4 145 $	6 680 $	3 550 $	4 885 $	5 550 $	3 400 $	5 090 $	5 705 $	4 300 $	2 900 $	50 815 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	16	17	25	12	18	23	11	14	25	14	9	184
BEAUHARNOIS	MONTANT PEINE	8 915 $	13 940 $	7 980 $	6 700 $	5 700 $	2 960 $	5 900 $	3 635 $	6 340 $	5 890 $	5 600 $	73 560 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	28	52	40	40	20	20	29	8	24	28	24	313
BEDFORD	MONTANT PEINE	9 500 $	1 880 $	5 645 $	900 $	1 175 $	5 175 $	1 010 $	7 335 $	1 260 $	3 560 $	9 015 $	46 455 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	29	7	23	8	8	16	6	20	7	8	31	163
BONAVENTURE	MONTANT PEINE	700 $	1 500 $	2 200 $	3 610 $	1 400 $	4 550 $	1 370 $	1 775 $	850 $	1 700 $	2 990 $	22 645 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	3	6	7	11	6	14	7	5	2	8	10	79
CHARLEVOIX	MONTANT PEINE	1 350 $	1 100 $	1 330 $	550 $		2 250 $	1 225 $	1 950 $	1 195 $	1 150 $	450 $	12 550 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	2	3	4	2		9	3	4	4	4	1	36
CHICOUTIMI	MONTANT PEINE	12 365 $	5 773 $	6 800 $	9 825 $	12 855 $	6 825 $	9 850 $	16 265 $	3 150 $	13 000 $	3 990 $	100 698 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	50	23	29	22	49	25	30	49	9	49	16	351
DRUMMOND	MONTANT PEINE	5 280 $	5 015 $	2 860 $	1 435 $	4 275 $	1 460 $	4 975 $	4 470 $	3 850 $	5 490 $	5 460 $	44 570 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	17	17	20	7	13	6	16	14	9	17	19	155
FRONTENAC	MONTANT PEINE	690 $	945 $	3 595 $	45 $	1 300 $	3 285 $	1 400 $	2 975 $	1 400 $	1 290 $	2 040 $	18 965 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	4	6	12	1	7	13	3	12	4	5	9	76
GASPE	MONTANT PEINE	1 300 $	4 960 $	6 180 $	1 950 $	1 400 $	3 690 $	5 155 $	3 900 $	6 330 $	2 110 $	2 100 $	39 075 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	7	16	20	5	4	9	18	11	21	7	9	127
GATINEAU	MONTANT PEINE	11 835 $	11 927 $	6 915 $	14 295 $	11 990 $	9 550 $	7 215 $	1 360 $	3 835 $	25 315 $	5 085 $	109 322 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	37	44	35	57	50	45	28	10	11	115	19	451
IBERVILLE	MONTANT PEINE	4 995 $	10 440 $	13 420 $	9 750 $	6 250 $	1 100 $	11 050 $	17 680 $	9 635 $		11 775 $	96 095 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	28	45	56	41	30	7	47	69	35		30	388
JOLIETTE	MONTANT PEINE	23 480 $	22 695 $	20 480 $	19 315 $	15 115 $	23 883 $	16 145 $	26 090 $	22 240 $	20 900 $	19 295 $	229 638 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	100	94	81	75	57	68	49	109	93	91	79	896
KAMOURASKA	MONTANT PEINE		23 880 $	3 975 $	1 210 $	12 260 $	100 $	1 760 $	2 050 $	200 $	14 910 $	7 375 $	67 720 $
	NOMBRE DE DOSSIERS		95	22	7	43	1	7	10	1	55	31	272
LABELLE	MONTANT PEINE	1 960 $	5 950 $	1 740 $	4 930 $	1 350 $	2 920 $	650 $	7 590 $	2 750 $	2 060 $	3 690 $	35 590 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	12	18	9	19	5	9	3	22	12	10	21	140
LAVAL	MONTANT PEINE	6 140 $	4 600 $	2 900 $	3 550 $	2 050 $	30 255 $	3 720 $	1 400 $	5 895 $	4 800 $	360 $	65 670 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	29	22	13	14	7	110	19	5	22	22	3	266
LONGUEUIL	MONTANT PEINE	11 015 $	16 485 $	14 268 $	12 755 $	14 285 $	11 450 $	32 400 $	19 805 $	15 705 $	6 540 $	21 049 $	175 756 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	46	49	50	38	55	47	116	59	48	19	58	585
MEGANTIC	MONTANT PEINE		390 $	750 $				30 $	300 $				1 470 $
	NOMBRE DE DOSSIERS		1	2				1	1				5
MINGAN	MONTANT PEINE	3 775 $	375 $	4 530 $	200 $	1 750 $	120 $	1 340 $	3 655 $		4 450 $	2 050 $	22 245 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	12	1	14	1	4	1	5	17		11	5	71
MONTMAGNY	MONTANT PEINE	3 200 $	1 100 $	1 200 $	5 015 $		1 250 $	950 $	7 820 $	1 500 $	3 500 $	200 $	25 735 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	9	3	5	18		6	4	21	8	10	1	85
MONTREAL	MONTANT PEINE	37 885 $	30 205 $	34 525 $	27 015 $	55 620 $	51 945 $	32 620 $	27 050 $	33 460 $	6 335 $	36 310 $	372 970 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	150	125	148	114	238	247	133	116	152	24	140	1587
PONTIAC	MONTANT PEINE	180 $		800 $		570 $		450 $	1 485 $	1 170 $		610 $	5 265 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	1		3		5		1	5	5		2	22
QUEBEC	MONTANT PEINE	13 505 $	22 985 $	11 445 $	14 700 $	6 055 $	18 900 $	29 180 $	10 195 $	12 420 $	15 880 $	23 525 $	178 790 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	49	97	47	65	27	65	101	47	45	70	92	705
RICHELIEU	MONTANT PEINE	4 075 $	6 820 $	6 255 $	7 265 $	8 270 $	9 275 $	3 100 $	6 975 $	1 500 $	3 300 $	7 205 $	64 040 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	25	26	34	49	44	37	20	35	2	10	34	316
RIMOUSKI	MONTANT PEINE	9 235 $	19 925 $	6 305 $	14 190 $	1 780 $	4 095 $	8 190 $	3 035 $	5 025 $		6 295 $	78 075 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	36	68	26	44	6	12	36	13	19		14	274
ROBERVAL	MONTANT PEINE	1 975 $	4 400 $		2 100 $		2 550 $	700 $	1 400 $	2 300 $	2 600 $	2 750 $	20 775 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	11	17		10		7	2	6	9	3	7	72
ROUYN-NORANDA	MONTANT PEINE	2 820 $	3 940 $	2 400 $	300 $	4 145 $	200 $		2 550 $		1 700 $	300 $	18 355 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	11	8	11	4	10	1		11		9	2	67
SAINT-FRANCOIS	MONTANT PEINE	5 595 $	4 750 $	10 970 $	3 260 $	2 740 $	7 555 $	5 395 $	3 800 $	1 850 $	5 890 $	8 330 $	60 135 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	15	15	36	5	10	29	21	9	8	21	25	194
SAINT-HYACINTHE	MONTANT PEINE	3 925 $	18 665 $	3 995 $	2 450 $	12 655 $	2 100 $	9 210 $	8 525 $	2 935 $	1 145 $	5 175 $	70 780 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	17	53	25	9	62	7	39	25	8	11	18	274
SAINT-MAURICE	MONTANT PEINE	3 360 $	3 095 $	8 775 $	840 $	1 580 $	4 760 $	6 155 $	1 645 $	6 831 $	7 560 $	600 $	45 201 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	17	13	24	5	7	20	18	6	28	24	4	166
TEMISCAMINGUE	MONTANT PEINE		600 $					900 $	100 $	800 $	200 $	1 050 $	3 650 $
	NOMBRE DE DOSSIERS		4					1	1	2	1	1	10
TERREBONNE	MONTANT PEINE	18 680 $	22 915 $	12 155 $	14 435 $	5 525 $	7 405 $	8 945 $	8 285 $	14 890 $	13 770 $	19 735 $	146 740 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	56	65	42	49	19	33	39	31	54	52	76	516
TROIS-RIVIERES	MONTANT PEINE	7 044 $	10 840 $	6 516 $	6 488 $	7 635 $	15 848 $	7 665 $	8 595 $	6 830 $	5 555 $	10 808 $	93 823 $
	NOMBRE DE DOSSIERS	27	28	26	26	27	52	37	40	21	19	45	348
TOTAL MONTANT PEINE		237 919 $	314 715 $	248 081 $	203 828 $	214 079 $	259 190 $	235 630 $	233 420 $	203 436 $	199 535 $	238 842 $	2 588 673 $
TOTAL NOMBRE DE DOSSIERS		911	1 127	981	795	874	1 008	906	856	766	767	873	9 864

P.193 BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI CONCERNANT LA MÉDIATION FAMILIALE ET POUR 2021-2022 :

A. NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D'INFORMATION;
B. NOMBRE DE COUPLES AYANT OBTENU UNE DISPENSE;
C. NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE.

STATISTIQUES EN MÉDIATION FAMILIALE

	2021-2022
NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE	
• NOMBRE DE SÉANCES	341
• NOMBRE DE PARTICIPANTS	6 501
EXEMPTION DE PARTICIPATION À LA SÉANCE D'INFORMATION SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE EN RAISON DE VIOLENCE CONJUGALE	9
NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE	13 788

** À NOTER QUE LES DONNES CORRESPONDENT AUX RAPPORTS DE MÉDIATION REÇUS AU SERVICE DE MÉDIATION FAMILIALE AVANT LE 28 FÉVRIER 2022.

P.194 POUR 2021-2022, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI ONT REÇU LEUR QUALIFICATION, CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.

CETTE ANNÉE, PARMI LES 36 INTERPRÈTES SOUS CONTRAT AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, 12 SONT QUALIFIÉS CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES, SOIT 9 INUITS, 2 INNUS ET 1 ALGONQUIN ET CRI.

P.195 EN DATE DU 31 MARS 2022, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI DÉTIENNENT LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES, VENTILÉ PAR NATION AUTOCHTONE.

NOMBRE D'INTERPRÈTES AUTOCHTONES SOUS CONTRAT : 36

- INUIT : 17
- CRI : 10
- INNU : 4
- NASAKPI : 1
- ALGONQUIN : 1
- ALGONQUIN ET CRIE : 1
- ATTIKAMEKW : 2

NOMBRE D'INTERPRÈTES AUTOCHTONES SOUS CONTRAT QUALIFIÉS : 12

- INUIT : 9
- ALGONQUIN ET CRIE : 1
- INNU : 2

P.196 POUR 2021-2022, NOMBRE DE SÉANCES D'EXAMENS ORGANISÉES POUR QUALIFIER DES INTERPRÈTES CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.

LES DÉPLACEMENTS AINSI QUE LES RASSEMBLEMENTS ONT ÉTÉ LIMITÉS PAR LA PANDÉMIE DE LA COVID-19, AUCUNE SÉANCE D'EXAMEN N'A ÉTÉ TENUE.